

LA

POLITIQUE ESPAGNOLE

DANS LA GUERRE DE FERRARE

(1482-1484).

Parmi les facteurs de la politique italienne au ^{xv}^e siècle, la diplomatie espagnole est certainement un des moins étudiés et un des moins connus. Cette diplomatie a pourtant joué, dans les affaires de la péninsule, un rôle essentiel. L'Espagne, en effet, par ses possessions insulaires, était une puissance italienne. Ce n'est donc pas l'entraînement brusque de l'« Entreprise » et le désir de faire échec à Charles VIII, c'est la tradition politique de la maison d'Aragon qui a déterminé, le jour venu, l'action énergique du premier roi d'Espagne en Italie. Ferdinand le Catholique lui-même a préludé à son entrée en scène décisive dans les affaires italiennes par une série d'interventions diplomatiques. Grâce à l'étude combinée des archives d'Italie et d'Espagne, l'historien est en mesure de suivre d'étape en étape cette politique à longue échéance, dont les effets ont été si importants pour les destinées de l'Italie.

I.

On sait qu'Alphonse le Magnanime, roi d'Aragon et des Deux-Siciles, avait laissé sa conquête de Naples à Ferrand, son bâtard, tandis que la Sicile et la Sardaigne étaient mises, avec l'Aragon et ses annexes continentales, dans le lot du frère même d'Alphonse, Jean II.

La politique italienne de Jean II d'Aragon fut déterminée par les obstacles que ce prince eut à surmonter dans ses États patri-

moniaux. S'il conserva peut-être, au fond, quelque arrière-pensée sur Naples, — que le testament de son frère aîné faisait sortir de l'héritage aragonais¹, — il comprit qu'il avait intérêt à rester l'allié de Ferrand². L'alliance napolitaine fut aussitôt et demeura l'un des principes fondamentaux de la diplomatie aragonaise. Cette alliance caractérise et domine la politique italienne et même la politique générale de Jean II : elle se traduit par l'union étroite et constante des deux représentants de la maison d'Aragon ; mieux encore, par une véritable coalition permanente des deux héritiers d'Alphonse le Magnanime contre leurs ennemis communs, toujours les Angevins et quelquefois la France³. Solidaire du roi de Naples, le roi d'Aragon, malgré ses difficultés intérieures, déploie une activité singulière en Italie ; il y multiplie les ambassades, et les registres si heureusement conservés de sa chancellerie⁴ fourmillent de lettres destinées aux diverses cours italiennes. Aussi bien les intérêts économiques justifiaient-ils ces aspirations ; le maître de la Sicile et de la Sardaigne comptait d'autant plus à Florence, à Milan, à Gênes ou à Venise que la flotte aragonaise était une des plus belles, sinon la première de la Méditerranée. Au demeurant, Jean II n'entendait jouer en Italie qu'un rôle pacifique. Son ambition n'allait qu'à se faire admettre au nombre des contractants dans les ligues italiennes où entraient son neveu. A travers les combinaisons savantes de la politique italienne, Jean II suit fidèlement les fluctuations de la diplomatie napolitaine, ou plutôt il collabore avec Ferrand à la direction d'une sorte de politique de famille, dont l'inspiration est visiblement d'ordre défensif. A la fin de son règne, le 13 mars 1478, le roi d'Aragon, presque octogénaire, signe avec le Saint-Siège, Naples, Milan, Ferrare, Florence et

1. Il y a lieu de remarquer que Jean II maintint soigneusement, dans le protocole des actes de sa chancellerie, tous les titres dont s'était paré Alphonse le Magnanime.

2. Sur une intrigue destinée à faire monter sur le trône napolitain D. Carlos de Viane, infant d'Aragon, voir D. Giampietro, *Un registro aragonese della Biblioteca nazionale di Parigi*, dans *Arch. stor. per le prov. napolet.*, t. IX, p. 62 et suiv.

3. J'ai eu l'occasion de montrer le jeu et les effets de cette alliance, de 1463 à 1473, dans mon livre sur *Louis XI, Jean II et la révolution catalane*, Toulouse, Privat, 1903, in-8° (*Bibliothèque méridionale*, t. VIII).

4. Archives de la couronne d'Aragon, à Barcelone, *Cancellaria*, n° 3507 et suiv. Cf., du côté napolitain, Trinchera, *Codice Aragonese*, 3 vol. in-8°, Naples, 1866.

Sienna une ligue conclue, selon la formule habituelle, en vue de la paix et de la tranquillité de l'Italie¹.

Ferdinand le Catholique hérita de cette politique, et, plus puissant que son père, en tira, tout aussitôt, un heureux parti. La première circonstance où Ferdinand intervint en Italie fut la guerre de Ferrare.

II.

C'est de la fin de l'année 1481 que date le désaccord entre Ferrare et Venise. Il faut en chercher l'origine dans la politique envahissante de la Seigneurie, encouragée par la complicité peu désintéressée de Sixte IV. Rapidement les prétextes de rupture se multiplièrent : l'excommunication du *visdominio* vénitien par l'évêque de Ferrare, l'insolence de la République qui prétendait interdire aux sujets de la maison d'Este l'exploitation du sel, une série de contestations sur la délimitation de la frontière. Venise voulait la guerre et s'appliquait à la rendre inévitable. Enfin, comme les provocations les plus évidentes ne parvenaient pas à lasser la patience d'un adversaire obstinément pacifique², le doge prit sur lui, le 2 mai 1482, de déclarer la guerre au duc de Ferrare³.

Hercule d'Este, duc de Ferrare, était le gendre du roi de Naples, lui-même cousin et beau-frère du roi d'Espagne. D'autre part, Venise avait conclu, en janvier 1482, une alliance avec le pape⁴. Dès la mi-avril, en prévision des événements, Ferrand avait mobilisé des troupes. Le 8 mai, l'ambassadeur florentin savait que Sixte IV adressait un appel à Louis XI : il lui offrait de faire valoir ses droits sur Naples à l'encontre de la dynastie aragonaise⁵.

La situation devenait grave et l'affaire mettait aussitôt en jeu les intérêts les plus divers. Quelle allait être l'attitude de l'Espagne? Ferdinand n'avait pas encore réalisé pleinement l'unité espagnole : il n'avait ni recouvré le Roussillon, ni conquis

1. Cipolla, *Storia delle signorie italiane dal 1313 al 1530*, p. 611 et suiv.

2. Le 27 janvier 1482, le duc de Ferrare se plaint au pape des procédés vénitiens; il espère qu'une intervention pourra lui éviter la guerre (Venise, Marcienne, *Col. Podocataro*, Cod. CLXXVI, fol. 115).

3. Sur les incidents, voir Cipolla, *loc. cit.*

4. Pastor, *Gesch. der Päpste*, t. II, p. 509.

5. Buser, *Beziehungen der Mediceer*, p. 502.

Grenade. L'ère des grands efforts en Italie n'avait pas sonné. Mais, s'il n'entrait nullement dans les intentions de Ferdinand d'engager une lutte directe, au delà des Alpes, avec son voisin des Pyrénées, il était pourtant l'allié de Ferrand.

L'alliance hispano-napolitaine restait, comme au temps de Jean II, la condition essentielle de l'influence espagnole en Italie. Fermer la porte à l'intervention française dans la péninsule et rétablir la paix sur la base du *statu quo*, fût-ce par la force : tel devait être et tel fut le programme de Ferdinand le Catholique.

Ferrand n'avait eu garde de laisser ignorer à Ferdinand et à Isabelle l'imminence du conflit¹. En même temps qu'il armait ses troupes, il avait dépêché aux souverains espagnols un ambassadeur, Lanceloto, avec ordre de décrire la situation. Il devait, en conséquence, inviter le couple royal à manifester au Saint-Siège et à la Seigneurie la solidarité qui existait entre les deux branches de la maison d'Aragon.

Dans leur lettre du 11 juin à Ferrand, Ferdinand et Isabelle déclarent qu'ils ne se sont pas contentés d'écrire dans ce sens à Rome et à Venise; ils ont dépêché, en outre, des instructions à leurs ambassadeurs, Joan Margarit, évêque de Gerona, et micer Barthomeu de Veri, déjà en Italie. Ces diplomates feront d'urgence des représentations énergiques. Cependant, il n'a point paru opportun de donner à de premières représentations un caractère comminatoire.

En effet, la lettre de Ferdinand et Isabelle au pape, en date du 10 juin, se présente comme extrêmement conciliante². Le duc de Ferrare, disent-ils en substance, est l'objet d'une agression de la part des Vénitiens. Le roi de Naples, allié et parent très proche du duc, fait son devoir en prenant fait et cause en sa faveur. Une pareille situation est grosse de complications et de dangers; il appartient donc au chef de l'Eglise de travailler au rétablissement de la bonne harmonie. Sixte IV n'a-t-il pas naguère proclamé que les puissances chrétiennes doivent scrupuleusement s'abstenir de se déchirer entre elles et réserver leurs coups contre le Turc? D'ailleurs, si Ferrand considère la cause d'Hercule

1. Les détails qui suivent sont tirés de la lettre au roi de Naples, en date du 11 juin. Elle est publiée par le P. Fidel Fita y Colomer, *Los reys d'Arago y la Seu de Girona* (Barcelona, gr. in-8°, 1873), p. 71.

2. Je publie ci-après cet important document, Pièce justificative n° I.

d'Este comme sienne, les rois d'Espagne ne peuvent faire moins que de considérer la cause de Ferrand lui-même comme leur; ils y sont tenus « par le grand amour et la parenté étroite » qui les unissent à lui. Enfin, les souverains espagnols entendent que les relations du pape et du roi de Naples ne sont plus aussi cordiales qu'il conviendrait; cette divergence ne saurait s'expliquer que par quelque malentendu, œuvre d'hommes pervers et égoïstes. Ferdinand et Isabelle supplient le Souverain Pontife de déposer toute prévention à l'endroit de Ferrand et de s'appliquer à la tâche pacificatrice qu'imposent les circonstances.

Le 15 juin, Ferdinand et Isabelle adressent à Margarit et à Veri des instructions étendues¹. Les dissentiments qui ont servi de prétextes aux Vénitiens pour attaquer Hercule étaient de ceux qui se règlent par arbitrage. Le pape était d'autant plus désigné pour prononcer qu'une guerre entre Italiens, à l'heure où le Turc est menaçant, peut être funeste à la chrétienté. Pour ces motifs, l'Espagne demande l'intervention pontificale et invite la Seigneurie à remettre tous ses griefs au jugement du Saint-Siège. Les ambassadeurs devront agir en ce sens, tant à Rome qu'à Venise. Ils devront prier la Seigneurie de rétablir, dès maintenant, les choses en l'état où elles se trouvaient à la veille de la déclaration de guerre. Enfin, ils passeront à Florence, Milan et Ferrare², — c'est-à-dire chez les principaux membres de la ligue de 1478, — afin de resserrer le faisceau des alliances aragonaises. Pour montrer mieux encore la bonne volonté des souverains espagnols, les présentes instructions seront montrées à la cour de Naples.

Ainsi, sur le terrain diplomatique, l'Espagne prenait une attitude aussi expectante que possible. Elle évitait de s'entremettre dans le conflit, se bornant à laisser entrevoir une intervention future, si l'on ne tenait pas compte de ses avis. Conscient du rôle décisif que pouvait jouer le pape, Ferdinand affectait de compter sur lui, et, fort habilement, il exerçait à Rome une pression discrète en vue de la paix. Pour le moment, il ne faisait entendre

1. Archives de la couronne d'Aragon, *Cancelleria*, n° 3605, fol. 158-160, texte publié par le P. Fita, *op. cit.*, p. 72 et suiv.

2. Margarit avait été muni d'une lettre de créance pour Hercule d'Este au début même de sa mission, en date du 13 mars 1481 (Modena, Arch. di Stato, *principi, Spagna*, orig. 1481, 13 mars, Barcelone). Une nouvelle lettre accrédite Margarit et Veri auprès du duc et accompagne les instructions analysées ci-dessus (Modena, *Ibid.*, orig. 1482, 15 juin).

aucune menace; il ne mettait même pas sa marine en mouvement¹, bien que la flotte vénitienne désolât, avec une redoutable persévérance, la côte des Abruzzes².

III.

Cependant, les représentations amicales des ambassadeurs espagnols restaient sans effet. Venise poussait ses avantages. C'est en vain que Ferrand de Naples attendait la réponse des rois d'Espagne à une seconde lettre, plus pressante que la première et datée du 10 mai³. Ferdinand et Isabelle tenaient à se rendre compte de la situation avant de s'engager plus avant. Il fut bientôt évident que Louis XI, vieilli et fort absorbé par son duel avec Maximilien, n'assumerait pas un rôle actif en Italie⁴. La guerre de Ferrare était donc destinée à rester une affaire essentiellement italienne. Le 29 juin, les Vénitiens remportèrent un succès retentissant : ils enlevèrent Ficcarolo, malgré la défense énergique du duc d'Urbino⁵.

Délivrés de la crainte d'un conflit avec la France et vivement impressionnés par les succès vénitiens, les souverains espagnols prennent alors une attitude plus nette.

Le 30 août, ils expédient tout un courrier relatif aux affaires de Ferrare. Ce courrier comprend : 1° une lettre au roi Ferrand; 2° une lettre au pape; 3° des instructions à l'évêque de Barcelone, chargé d'une mission à Rome; 4° des instructions à Joan Margarit et Barthomeu de Veri; 5° une lettre au doge et une circulaire aux alliés. Chacune de ces pièces s'impose à notre attention.

Au roi de Naples⁶, Ferdinand et Isabelle expriment leur étonnement et leur regret au sujet des nouvelles qui leur arrivent d'Italie. Ils ont été surpris et navrés d'apprendre que le pape

1. En juin, Ferdinand, écrivant à son amiral Villamari, se borne à lui dire qu'il n'ajoute aucune foi à un bruit qui a couru, d'après lequel il aurait pris quatre galères au roi de Naples (Arch. de la couronne d'Aragon, *Cancelleria*, n° 3608, fol. 2 v°). On voit qu'il y a loin d'une pareille lettre à l'idée d'une coopération navale avec les Napolitains.

2. Barone, dans *Arch. stor. per le prov. napolet.*, t. XIII, p. 749.

3. C'est ce qu'indique la lettre de Ferdinand à Ferrand, en date du 30 août (ci-après, Pièce justificative n° II).

4. Delaborde, *l'Expédition de Charles VIII en Italie*, p. 146.

5. Cipolla, *op. cit.*, p. 613.

6. Pièce justificative n° II.

semble faire décidément cause commune avec l'agresseur, au lieu de s'interposer entre les belligérants et de trancher le différend par un équitable arbitrage. Ferrand, indigné de la conduite de Sixte IV, voudrait que l'Espagne rompît avec ce dernier et même lui retirât son obédience. Une mesure aussi grave ne paraît pas opportune; mais l'évêque de Barcelone recevra l'ordre de dire catégoriquement au pape que, s'il néglige les avis de Leurs Majestés, celles-ci se verront dans la double et pénible obligation de faire sortir de Rome tous leurs sujets et de mettre toutes leurs forces au service du roi de Naples. Cette perspective pourra être plus efficace qu'un retrait d'obédience : elle sera, du moins, plus honorable. Il ne faut pas désespérer encore du chef de l'Eglise. Au reste, les souverains espagnols sont décidés maintenant à aller jusqu'au bout. Ils n'hésitent pas à mettre leur parent et allié au courant des démarches qu'ils ont résolu de faire. Ils signifieront notamment à la Seigneurie leur volonté en termes tels que toute illusion sera impossible; si elle se refuse aux concessions indispensables, tous ses sujets seront expulsés des possessions continentales et insulaires de la couronne d'Aragon et privés de toute liberté commerciale dans les ports aragonais, tandis que l'Espagne jettera dans la balance tout le poids de ses forces maritimes.

Au pape, dans la lettre qu'ils lui adressent¹ et par l'organe de l'évêque de Barcelone², les rois d'Espagne exposent avec insistance le danger que la guerre actuelle fait courir à la chrétienté. Ils rappellent leurs exhortations de la première heure, et, puisque le duc de Ferrare et le roi de Naples sont disposés à accepter un arbitrage, une solution si naturelle doit raisonnablement prévaloir. Faisant un pas de plus, Ferdinand et Isabelle laissent clairement entendre qu'ils sont résolus à une action directe, si la voix de la raison n'est pas écoutée. Certes, ils seraient désolés d'avoir à prendre les armes; mais ils risquent d'y être obligés, car ils ont une alliance formelle avec le roi Ferrand.

Les instructions adressées à Margarit et à Veri³ sont particulièrement explicites. Ordre est donné aux deux ambassadeurs de se rendre d'abord à Venise. Ils exprimeront au doge combien les rois d'Espagne ont été désagréablement surpris et péniblement

1. Archives de la couronne d'Aragon, *Cancellaria*, n° 3608, fol. 17 v°.

2. *Ibid.*, fol. 15 et suiv.

3. Pièce justificative n° III.

impressionnés par l'avortement de leurs espérances. Leur première démarche ayant échoué, ils se résignent à en tenter une seconde. C'est pourquoi ils renouvellent leurs réclamations précédentes : les choses doivent être remises en l'état où elles se trouvaient à la veille de la déclaration de guerre et le différend devra être tranché par voie d'arbitrage. Au demeurant, le sang et les traités obligent les souverains espagnols à secourir Ferrand. Si donc les Vénitiens refusent d'écouter la voix de la raison, les ambassadeurs expédieront aussitôt aux vice-rois de Sicile, de Sardaigne et de Majorque les mandements qui accompagnent les présentes instructions, et en vertu desquels, sans autre avis, les Vénitiens seront immédiatement expulsés des îles appartenant à la couronne. Tout commerce avec les ports aragonais sera, du même coup, interdit aux sujets de la République.

En quittant Venise, les ambassadeurs iront conférer avec les ducs de Milan, de Florence et de Ferrare et, en général, avec tous les adhérents de la ligue.

La lettre adressée au doge¹ et celles qui sont destinées aux membres de la ligue aragonaise² ne font que reproduire les mêmes idées ; elles définissent en termes sensiblement équivalents l'attitude adoptée par le couple royal d'Espagne.

IV.

Cette attitude énergique fut la cause déterminante du revirement de Sixte IV. Ce pape aventureux, mais perspicace, avait senti qu'il ne pouvait plus rien espérer de Louis XI.

L'insistance de l'Espagne lui fit redouter une rupture avec une grande puissance chrétienne, qui était, en même temps, puissance italienne et pouvait mettre singulièrement en péril les intérêts pontificaux, compromettre même la situation économique des États de Saint-Pierre. Déjà l'amiral aragonais, Bernard de Villamari, avait eu ordre de se tenir prêt à agir de concert avec l'amiral napolitain, comte de Trivento³. Les souverains espa-

1. Archives de la couronne d'Aragon, *Cancellaria*, n° 3608, fol. 12.

2. *Ibid.*, fol. 13. Voici, d'après le registre même, la liste des puissances auxquelles la circulaire est adressée : Ferrare, Mantoue, Montferrat, Sienne, Gênes, Milan, Florence, Urbain et Lucques.

3. Archives de la couronne d'Aragon, n° 3608, fol. 31 v°. Ferdinand le Catholique au comte de Trivento : « No dubitam que vos y nostre capita Vilamari

gnols recevaient les meilleures nouvelles de leurs agents à Rome. Ceux-ci laissaient entendre que le Souverain Pontife n'était pas insensible aux sentiments exprimés par Ferdinand et Isabelle; ils faisaient comprendre que tout annonçait un rapprochement entre Rome et Naples. Ravis d'un aussi prompt succès, les souverains espagnols redoublaient d'instances pour accentuer le revirement, et leur politique tendait visiblement à séparer le Saint-Siège et la Seigneurie¹.

L'objet de ces efforts fut atteint, grâce au traité du 12 décembre 1482. Aux termes de ce traité était conclue, entre Milan, Ferrare, Naples et le Saint-Siège, une sainte ligue à laquelle Venise et Gênes étaient invitées à adhérer². En réalité, Sixte IV abandonnait Venise et Gênes, — qui s'était tout récemment déclarée pour Venise³, — et entrait dans le système des alliances aragonaises. Dans la lettre par laquelle il notifie au doge cette volte-face, le pape ne cache pas à quelle influence décisive il a cédé⁴, et, par le bref du 21 décembre, il remercie chaleureusement de leur intervention son très cher fils et sa très chère fille, Ferdinand et Isabelle, le roi et la reine d'Espagne⁵. Ceux-ci, d'ail-

per lo semblant tendreu studi en damnificarlos, com merescut vos teneu » (la lettre est du mois d'octobre, sans quantième).

1. Même texte : « Tenim grandissimo plaer... que llavors nostres embaxadors sien anats a Roma et hajen explicat nostre embaxada, per lletres desquals sabem com crehien tendriem la pau de Nostre Sant Pare e aqueix serenissimo rey nostre germa en algun apuntament et que nostras lletres hajen tan approfittat... Siau certs, requirint lo cas, nons tendram en valerli ab totes nostres forces. »

2. Gênes, Arch. di Stato, *Materie politiche*, 2733.

3. Cipolla, *op. cit.*, p. 613.

4. Archives Vaticanes, *arm.* XXXIX, n° 10, fol. 235, bref du 11 décembre : « Hec omnia carissimi in Christo filii nostri Ferdinandus et Elizabeth, sapientissimi reges Castelle, considerantes animoque metientes... miserunt ad nos humiliter pro pace supplicationes. » Dans un bref postérieur à Ferdinand, Sixte IV lui dit à ce propos : « His enim rebus omnibus tu nedum suator, sed auctor extitisti » (*Ibid.*, n° 15, fol. 623; bref en date du 15 juin 1483).

5. Pièce justificative n° IV. Ce bref est suivi d'un autre en date du 7 janvier (archives Vaticanes, *arm.* XXXIX, n° 15, fol. 605) et d'un troisième, en date du 10 janvier 1483 (Simancas, *Bulas Sueltas*, leg. I, n° 8), où Sixte IV fait appel aux souverains espagnols pour achever l'œuvre de paix. L'adhésion du doge à la ligue est indispensable à la tranquillité de la péninsule; il importe que cette adhésion, demandée par le pape, soit obtenue. Le chef de l'Église, après avoir exposé la démarche officielle qu'il a faite auprès du doge, s'adresse en ces termes au couple royal d'Espagne : « Hortamur etiam Majestates Vestras ut ad eum aut mittant studeantque omni ratione ad pacem eum traducere, suadere ut arma deponat, ab impugnatione rerum alienarum absteineat, nobis-

leurs, en la personne de leurs ambassadeurs, Margarit et Veri, s'étaient portés garants de la paix signée sous leurs auspices. Le lendemain de la signature, Sixte IV inaugura solennellement l'église qu'il venait de bâtir et à laquelle il donnait le vocable significatif de *Santa Maria della pace*¹.

V.

Le traité du 12 décembre 1482 ne termina point la guerre de Ferrare, il n'en termina que la première phase. Maintenant, c'était au tour du pape d'invoquer l'appui de l'Espagne pour mettre à la raison la Seigneurie récalcitrante². Ferdinand le Catholique s'était vivement félicité du succès remporté par sa diplomatie. Il avait adressé des remerciements non seulement au pape³, mais encore au Sacré-Collège⁴ et même à la ville de Rome⁵. D'autre part, en même temps qu'il complimentait Ferrand de sa réconciliation avec le Saint-Siège, il lui témoignait, en termes exprès, combien il était résolu à lui demeurer fidèle. En 1483, comme en 1482, l'unité de vue s'annonçait comme parfaite entre les deux cours⁶. Aussi bien, il n'était pas jusqu'à l'exécution du traité qui ne fût minutieusement surveillée par les ambassadeurs espagnols⁷.

cum et cum reliquis Italiae potentatibus hanc optabilem et necessariam pacem complectatur, aliter alia provisione opus esse, cum nemo catholicus princeps pati debeat tantam Italiae perturbationem et discordiam in prejudicium totius christianae religionis. »

1. Pastor, *op. cit.*, t. II, p. 522.

2. Archives Vaticanes, *arm.* XXXIX, n° 15, fol. 605; bref du 7 janvier. Cf. Simancas, *Bulas Sueltas*, leg. I, n° 8; bref du 10 janvier 1483, dont un fragment est cité à la page précédente.

3. Archives de la couronne d'Aragon, *Cancelleria*, n° 3608, fol. 67, Madrid, 29 janvier 1483.

4. *Ibid.*, même date.

5. *Ibid.*, fol. 68, même date.

6. Archives de la couronne d'Aragon, *Cancelleria*, n° 3608, fol. 64 v° et 65; lettre de Ferdinand à Ferrand, Madrid, 27 janvier 1483 : « Assi por un breve de Nuestro muy Santo Padre como por cartas del Sacro Colegio de Cardenales y el pueblo romano e de nuestros embaxadores en Corte Romana, havemos visto la conclusion e desseado fin de la paz firmada e concordada, por nuestra intercession e medio de los dichos nuestros embaxadores, entre la prefata Santidad y Vuestra Serenidad... Ya puede comprender Vuestra Serenidad quanta alegria havemos alcançado de tan gloriosa e sancta nueva, por la parte del dolor que nos cabia de tanta division e perdition... »

7. Archives Vaticanes, *arm.* XXXIX, n° 15, fol. 331; bref du 27 septembre

Le conflit entre Venise et le duc de Ferrare, soutenu par le roi de Naples, restait désormais au premier plan des préoccupations italiennes. Contre la Seigneurie, la maison d'Aragon s'efforce de trouver des alliés. Elle songe même au sultan. A ce sujet, Ferdinand le Catholique écrit à Ferrand, le 29 janvier 1483, une lettre bien suggestive¹. Le Turc, dit-il, a offert son amitié. Si le roi de Naples n'y voit pas d'inconvénient en ce qui le concerne, et puisque, aussi bien, il s'agit de l'intérêt supérieur de la paix, on peut accueillir ces avances. Certes, il ne saurait être question de signer un traité avec l'Infidèle; mais pourquoi ne conviendrait-on pas d'une trêve? Et Ferdinand envoie même à Ferrand ses pouvoirs, afin de conclure, s'il y a lieu, cette trêve de la façon la plus explicite au nom de la maison d'Aragon tout entière². Ainsi, à travers les formules de convention, derrière le voile des mots, l'idée d'une alliance turco-aragonaise se trahit chez le roi catholique d'Espagne, un demi-siècle avant la fameuse et retentissante alliance de François I^{er} et de Soliman. Du reste, à l'heure où Ferdinand faisait à son cousin de Naples cette curieuse confidence, le pape, qui s'appêtait à réunir le congrès de Crémone et se disposait à prêcher la croisade contre les Vénitiens³, ne pouvait guère reprocher à ses alliés leurs relations avec l'ennemi de la foi.

Menacée par les Aragonais, Venise pensa tout naturellement à susciter contre eux l'Angevin. Louis XI, malade et vieilli, était décidément hors d'état de tenter une aventure⁴; c'est à René de Lorraine que s'adressa la Seigneurie, et l'ardent héritier de Jean de Calabre accourut à cet appel. A la tête de mille fan-

adressé à Margarit : « Episcopo Gerundense. Venerabilis frater et dilecte fili, salutem, etc. Cum vos, vigore capitulorum pacis Italie, constituti fueritis depositarii civitatum nostrarum Beneventi et Terracine et terre nostre Citerne, prout in ipsis capitulis continetur, tempusque illarum restituendarum jam advenit, hortamur vos et requirimus ut civitatis nostre Beneventi et arcis illius venerabili fratri episcopo Terracinensi, Terracine gubernatori, nostro Campanie arcis ejusdem dilecto filio Laurentio Justino, castellano, oratori nostro, seu ejus substituto, possessionem liberam et expeditam tradatis et consignatis, seu consignari faciatis, casu primum ipse se ad illas, nostro et Apostolicæ Sedis nomine, recipiendas contulerit. Datum Rome, 27 januarii 1483, anno XII^o. »

1. Archives de la couronne d'Aragon, *Cancelleria*, n° 3608, fol. 65 v°.

2. Archives de la couronne d'Aragon, *Cancelleria*, n° 3608, fol. 68. Ces pouvoirs portent la date du 27.

3. Pastor, *op. cit.*, p. 524.

4. Combet, *Louis XI et le Saint-Siège* (Paris, 1903, in-8°), p. 189.

tassins et de deux cents hommes d'armes, il parut dès le mois d'avril à Venise, accompagné de l'évêque de Verdun, Guillaume de Haraucourt.

Il fut splendidement accueilli par le doge et prit officiellement, le 16 mai, les fonctions de capitaine général de la Seigneurie¹. Pour se venger du pape, qui avait passé dans le camp de ses adversaires, le doge fit même partir, le 4 juin, un ambassadeur, Lorédan, chargé de faire, devant Louis XI, l'apologie de la République et le procès de Sixte IV : il s'agissait de préparer la future réunion d'un concile qui se dresserait en face d'un souverain pontife assez audacieux pour faire les affaires de la maison d'Aragon. Mais Lorédan, retardé par les Suisses, arriva à destination après les légats. Des deux côtés on se disputait l'appoint moral de la France². La mort de Louis XI, le 30 août 1483, coupa court aux intrigues de Rome et de Venise; elle provoqua même le retour en France de René. Aux prises avec les difficultés d'une minorité particulièrement pénible, la régence ne pouvait songer à une action efficace au delà des Alpes.

Or, si, de plus en plus, Sixte IV s'était posé en adversaire résolu de Venise, le zèle des souverains espagnols allait, au contraire, s'attédisant. Les guerres de Grenade étaient devenues la grande affaire de l'Espagne; pour en finir avec les Maures, Ferdinand et Isabelle n'avaient pas trop de toutes leurs forces, et, dans ces conditions, ils répugnaient à toute diversion. Au surplus, la guerre de Ferrare semblait devoir se terminer bientôt. L'isolement des Vénitiens paraissait être la condamnation de leur tentative. Dans le conflit, Ferrand, soutenu par le pape, appuyé sur la ligue aragonaise, ne risquait plus son trône. Quant à la France, elle était hors de cause. La diplomatie semblait donc suffisante pour rétablir la paix en Italie. C'est pourquoi l'Espagne entendait se borner, autant que possible, à des négociations; il serait temps ensuite de doubler l'efficacité des ambassades au moyen d'une démonstration navale, si la persuasion ne produisait pas à temps l'effet attendu.

Ferdinand et Isabelle emploient donc, en 1483, la méthode commode de la temporisation. Sixte IV, en revanche, avait mis aussitôt dans sa lutte contre Venise toute l'impétuosité de son

1. Delaborde, *op. cit.*, p. 148.

2. Delaborde, *op. cit.*, p. 150. Cf., en ce qui concerne les manœuvres pontificales, Combet, *op. cit.*, p. 192.

tempérament. Il n'avait pas craint de lancer, le 23 juin, l'excommunication contre les Vénitiens, et, par là, le conflit ne pouvait manquer de s'aviver singulièrement. Par contraste avec cette fougue, la patience de Ferdinand et Isabelle donnait l'impression d'une insigne faiblesse, Sixte IV ne se contente pas de gourmander Veri, qui, selon lui, n'a séjourné que trop longtemps à Venise¹; il entreprend de piquer l'amour-propre espagnol à propos de l'accueil fait par le doge à cet ambassadeur. Veri s'est attardé à Venise, faisant preuve d'une condescendance à coup sûr excessive à l'égard d'excommuniés; mal lui en a pris, pourtant, car sa bonne volonté s'est heurtée à un offensant dédain. Leurs Majestés ne sauraient être insensibles à un pareil outrage qui attente si visiblement à leur dignité. Provoquées par l'insolence vénitienne, elles doivent réaliser leurs menaces, armer leur flotte et l'envoyer joindre l'escadre pontificale, afin de réduire l'ennemi commun à implorer la paix. Seule cette réplique sera tout à la fois « digne de leur magnanimité, agréable à la très sainte ligue, enfin très efficace pour la paix et pour le repos de l'Italie² ».

Des arguments de cet ordre ne pouvaient rien sur l'esprit essentiellement pratique de Ferdinand. A cette heure, la question italienne n'était nullement, pour lui, au premier plan. La campagne diplomatique en vue de la rétrocession du Roussillon

1. Bref du 23 juin, Pièce justificative n° V. On remarquera que c'est la date même de la bulle d'excommunication, attendu que Raynaldi (1483, n° 17) est corrigé par Cipolla (*op. cit.*, p. 621).

2. Archives Vaticanes, *arm.* XXXIV, n° 15, fol. 729; bref du 11 août 1483 : « Regibus Hispanie. Carissimi, etc. Rediens nuper ad nos dilectus filius Bartholomeus de Verino, orator vester, rettulit nobis ea que vestro nomine Venetiis exposuit et hortationes quibus usus est, ut illi a bello Ferrariensi abstinerent et pacem amplecti vellent. Intelleximus pariter quemadmodum Veneti ipsi superbe responderunt vestrasque saluberrimas admonitiones contemptui habuerunt, oratore ipso vestro satis indecenter ignominioseque habito et pertractato. Visa nobis res est indigna et que, nostro iudicio, a Majestatibus Vestris ferri equo animo non debeat, quos tanta charitate et prestantia preditos illi sprevere et parvi fecere : hortamur ut Serenitates Vestre, ad retinendam illorum temeritatem et effrenatam cupiditatem, ut aliqua navigia in suis regnis armari et instrui facere velint, que postea nostre classi jungant et hoc adjuvamento classis ipsa firmior et validior in hostes sit illosque cogat, metu et damno rerum suarum, ab injusto nefarioque bello abstinere. Erit hoc in primis vestra magnanimitate dignum, sanctissime lige gratissimum et Italie paci et quieti valde accommodatum. Datum Rome, die xj augusti 1483, anno XII^e. » Ce bref doit être rapproché du bref adressé à Bartholomeu de Veri, en date du 23 juin, signalé à la note précédente.

et la campagne militaire contre les Maures absorbaient le meilleur de son activité. A Rome, il s'était contenté d'envoyer un ambassadeur bien stylé, Gonzalvo Beteta, qui s'appliquait surtout à gagner du temps¹. Au lieu de rompre avec Venise, comme l'y invitait le pape, l'Espagne continuait à négocier. Le 13 octobre, Ferdinand signe à Vittoria des lettres de créance pour son secrétaire, D. Francisco de Noya, chargé de se rendre à Venise, Ferrare, Turin, Urbino, Milan, Montferrat et Mantoue². Cependant, l'accueil fait à Balua à la cour de France³ ayant dissipé tout espoir d'un secours possible du côté des Alpes, Sixte IV ne pouvait compter que sur l'Espagne. C'est autant, sans doute, pour exciter son zèle que pour le récompenser des services rendus, et pour flatter Ferdinand, que le chef de l'Eglise accorda, sur ces entrefaites, le chapeau de cardinal à Margarit⁴.

VI.

L'Espagne ne pouvait pourtant négocier perpétuellement à vide et faire entendre continuellement les mêmes menaces sans les appuyer d'aucune mesure effective. Une inertie aussi complète ne pouvait être durable sous peine d'être fatale à l'influence espagnole dans la péninsule. Venise se prévalait justement de l'inaction qui, depuis un an, caractérisait la politique aragonaise. Ferdinand sentit la nécessité de faire un pas en avant. Sollicités par le pape, par Ferrand, par tous les membres de la Sainte-Ligue, les souverains espagnols se décidèrent, vers la fin de 1483, à l'expulsion des sujets vénitiens. Ils notifièrent cette mesure à Ferrand par lettre donnée le 30 décembre à Vittoria, ajoutant qu'ils ouvraient, en même temps, leurs ports de Sicile aux flottes et au commerce des alliés. Quant à coopérer de leur flotte contre les Vénitiens, ils s'excusaient de ne pouvoir le faire, à cause des nécessités de leur guerre de Grenade⁵.

1. Archives Vaticanes, *arm.* XXXIX, n° 16, fol. 21; bref du 15 septembre 1483.

2. Archives de la couronne d'Aragon, *Cancellaria*, n° 3608, fol. 103.

3. Delaborde, *op. cit.*, p. 77.

4. Magarit annonce sa promotion au cardinalat par lettre du 25 novembre (Fita, *op. cit.*, p. 77). On sait que l'éminent évêque de Gerona avait été précepteur de Ferdinand.

5. Milan, Arch. di Stato, *Potenze estere, Spagna*, 1484. Pièce justificative n° VI.

L'année 1484 inaugurait donc une nouvelle phase. Les rois d'Espagne faisaient acte d'hostilité contre Venise. Ce n'était pas encore l'intervention directe, mais, déjà, c'était la rupture. Les sujets vénitiens étaient chassés du territoire où flottait la bannière aragonaise, le commerce vénitien était interdit dans les ports aragonais, et à ce blocus correspondait l'admission des navires alliés dans les ports siciliens. Cette double mesure était singulièrement grave. La Seigneurie avait pu croire longtemps que les menaces espagnoles, toujours répétées et jamais exécutées, n'étaient que de pure forme. Elles étaient cette fois suivies d'effet.

On put croire un moment que la fermeture des ports espagnols à ses navires et l'extradition de ses nationaux suffiraient pour amener Venise à la paix. Dès la seconde moitié de mars s'aperçoivent des signes de découragement et le doge laisse percer l'intention de remettre tout à l'arbitrage du pape¹. Ferrand lui-même, le 5 avril, considérait la paix comme imminente et la base en serait la remise par les Vénitiens aux mains du pape de tout ce qu'ils avaient enlevé au duc de Ferrare².

Ces prévisions optimistes furent démenties par les événements. Les Vénitiens furent, sans doute, enhardis par la prise de Gallipoli, survenue le 19 mai³. Les négociations, quoi qu'il en soit, furent rompues, et la guerre menaça de reprendre de plus belle.

L'Espagne comprit alors qu'une démonstration militaire était inévitable. On n'était pas arrivé si près de la pacification pour laisser s'éterniser une guerre qui pouvait, à tout instant, bouleverser l'équilibre de l'Italie au grand dommage de l'État de Naples et de l'influence aragonaise. Résolu à en finir avec l'obstination des Vénitiens, Ferdinand agit vite et hardiment. Un renfort fut envoyé de Sicile à l'amiral napolitain, comte de Trivento⁴. Le 20 juin au soir, le capitaine catalan Franci de Pau, avec une escadre, se joignait à la flotte napolitaine en vue de coopérer à la reprise de Gallipoli⁵. Pendant ce temps, une active campagne diplomatique était menée auprès des Génois pour les détacher des Vénitiens et pour les entraîner dans le sys-

1. Simancas, *Bulas Sueltas*, leg. I, n° 9. Pièce justificative n° VIII.

2. Barone, *Notice storiche*, dans *Arch. stor. per le prov. napolet.*, t. XIII, p. 760.

3. *Ibid.*, p. 765.

4. Pipitone, *La Sicilia et la Guerra d'Otranto*, dans *Arch. stor. Siciliano*, nuova serie, t. XII, p. 86.

5. Barone, *loc. cit.*, t. XIV, p. 13.

tème des alliances aragonaises¹. L'Espagne s'engageait cette fois sérieusement².

Venise n'attendit pas de se trouver seule, à la merci d'une ligue dirigée et soutenue par la puissance espagnole, prête à entrer en lice. Elle profita, pour obtenir des conditions honorables, de la lassitude de ses adversaires et conclut la paix de Bagnolo³, le 7 août 1484. Par ce traité, elle adhéra à la Sainte-Ligue et restituait toutes ses conquêtes⁴.

Ainsi, grâce à la souplesse de sa diplomatie, au prix d'un effort militaire minime et aussitôt suivi d'effet, la cour d'Espagne avait pleinement réalisé le programme qu'elle avait formulé dès la première heure, c'est-à-dire le rétablissement rigoureux du *statu quo*. L'influence espagnole sortait donc grande de la guerre de Ferrare et la première des questions italiennes posée depuis la mort de Jean II avait été pour son successeur l'occasion d'affirmer avec éclat, non seulement la vitalité de l'alliance hispano-napolitaine, mais aussi la prépondérance aragonaise dans la péninsule.

Joseph CALMETTE.

1. Barone, *loc. cit.*, lettre de Ferrand au prince de Salerne, 22 juin.

2. Archives de la couronne d'Aragon, *Cancellaria*, n° 3613, fol. 26, et *Ibid.*, fol. 35-36.

3. Pastor, *op. cit.*, t. II, p. 532.

4. Le 6 septembre 1484, ignorant encore la complète pacification de l'Italie, Ferdinand écrit à Ferrand une lettre où il se déclare, plus que jamais, prêt à l'action : « Screvimos a nuestro visorey en Sicilia o a su lugarteniente dexe sacar trigo y qualquier otra cosa antes a Vuestra Serenidat y a los de la liga, que a Venecianos... Quanto a lo de los ballesteros que nos demandays del reyno de Sicilia para soccorer y algun tanto favorecer vuestra armada, nos somos mucho contento mandaros aquellos, y así screvimos al dicho nuestro visorey... Quanto al socorro por la mar, que nos exortays os embiemos, crea Vuestra Serenidat nuestro desseo en favorecer vuestras cosas y estado es tanto que si para nuestra casa propria y stado sguardasse, nos menos voluntarios y prompts nos moveriamos y nos sforçariamos a lo imposible fazer possible. E assi, haviendo de presente conduzido una armada por la mar, para lo que cumple a la prossecucion de la guerra y apuntamento de los Moros de Granada, de los quals con esta continuacion y danyos que por la mar y por tierra a granda prissa les fazemos, specimos en la ajuda de Nuestro Senyor alcanzar complida victoria » (Archives de la couronne d'Aragon, *Cancellaria*, n° 3612, fol. 35 v° et 36).

PIÈCES JUSTIFICATIVES.

I.

Lettres de Ferdinand et Isabelle à Sixte IV.

Cordoue, 10 juin 1482.

Beatissime Pater, Ferdinandus et Elisabet, Dei gracia rex et regina Castelle, Legionis, Aragonum, Sicilie, etc., humiles et devoti filius et filia Sanctitatis Vestre, post pedum oscula beatorum, eidem nos humiliter commendamus. Multorum litteris et nunciis et presertim litteris serenissimi regis Ferdinandi, patruelis et fratris nostri carissimi, cognovimus dissentiones nobis molestas et graves inter illustrissimam Dominationem Venetorum et illustrissimum ducem Ferrarie, ejusdem regis generem et filium, affinem autem nostrum carissimum, et ea que per populum ipsum Venetorum cepta sunt in eundem ducem. Cujus causam rex ipse, sanguinis et federis jure, propriam ducit, prout eum admonet necessitudo et fedus, quod est sibi cum ipso duce, et ita parat enixe et totis viribus suis favere et auxilio esse. Unde qui possunt motus et mala accidere Italie, cujus mores, et quantis viribus et auxiliis utraque pars sit subnixa optime novit Sanctitas Vestra, et que incommoda immineant universe religioni christiane, nisi hoc incendium, priusquam longius serpat, extingatur, potest eadem Sanctitas Vestra facile judicare, et eo magis quod, sicut non ignorat Sanctitas Vestra, Turchorum rex Christianis infestissimus habet apud Velonam maximas copias, Italiam sine dubio invasuras, si eam viderint se partis viribus conficientem. Et quamvis nobis persuaserimus sapientissimam Sanctitatem Vestram hec mala cernentem, patrem et pastorem omnium, super eis provisuram, ut publice utilitati expedit et utriusque partis commoditati convenit, et eo vehementius quod per talia cepta violatur bulla illa apostolica et sanctissimum decretum quo prudentissime sanxerat jusseratque his temporibus universos principes christianos ab armis discedere, simulque quia pertinet ad Sanctitatem Vestram, ut caput Ecclesie, curare atque efficere ut cessent hec damna que impendent universumque populum christianum pace componere, ibi presertim ubi cernit odia et divisiones fidei christiane majorem calamitatem parituras, tamen, quia cupimus ex animo ita effici et his quas diximus rationibus ac consideratione ejusdem regis permoti, qui merito ducalem causam, ut diximus, propriam curat, et nos dominium suum eque ac nostrum existimamus, ob summum amorem et artetis-

sime sanguinis vincula, quibus mutuo conjungimur, ita ut regem ipsum non secus ac propriam salutem omni favore prosequuturi sumus et omnibus viribus domus nostre adjuturi, propterea Sanctitati Vestre majore quo possumus studio supplicamus, ut pro sanctitate et pietate sua enixe et totis viribus parcium quieti et paci studeat persuadeatque illis ut, armis et similitate depositis, suas diferencias, cum sint pressertim non admodum graves, Sanctitati Vestre remittant, jure dirimendas, parereque nolentes censuris apostolicis rigide compellat et tandem humane sanguinis effusionem, que ut cernere potest, nisi occurrerit, consequutura est in Italia et orbe, vi vel gratis depellat. Ex quibus pariet sibi certissime Sanctitas Vestra apud homines laudem et in celo eternam gloriam, et nos accipiemus loco amplissimi muneris. Insuper exemplis aliquarum litterarum Sanctitatis Vestre ad regem ipsum et litterarum illarum quibus rex ipse respondit ad nos delatis, inspeximus non extare inter Sanctitatem Vestram et illius Serenitatem voluntatem et amorem illum, qui quondam erat, quemque nos esse vellemus et cupimus, pro nostra in Sanctitate Vestra pietate et in illum benevolencia, quod factum esse existimamus iniquissimorum hominum improbitate, qui forte sibi persuaserunt per talem dissensionem rebus suis utilitatem accessuram; fuit profecto nobis molestissimum propter Sanctitatem Vestram, ut diximus, cui omnem observanciam debemus, et regem ipsum, quem miro amore complectimur et alterum nos existimamus, et quia vehementissime cupimus Sanctitatem Vestram et illum quam conjunctissimos esse, quorum unite vires facile poterint Italiam ab omni Infideli et hostili vi tutam prestare, supplicamus majorem in modum Sanctitati Vestre ne sinistris et falsis de rege ipso credat nunciis. Et si quid forte, quod ad alienationem sapiat malivolencium suasionibus in Sanctitatis Vestre animo esset impressum, id ut falsum abjiciat et nobis potius credat, regemque ipsum ut filium devotum diligat, foveat et amplectetur. Ipse etenim Sanctitatem Vestram ut patrem et dominum observabit pietateque et obsequio prosequetur et nos quantum amoris et officii Sanctitatem Vestram in regem ipsum, fratrem nostrum, dominium et domum suam contulerit tantumdem nobis et domui nostri collatum putabimus. Cujus dies felices et longaevos Deus faciat. Cordube, xº junii millesimi CCCC LXXXII.

De Vuestra Sanctitat muy humil e devoto fijo que vuestros santos piés e manos besa, el rey de Castilla, de Aragon, etc.

De Vuestra Sanctitat muy omil y devota fija que vuestros santos piés e manos besa, la reyna de Castilla y de Aragon, etc.

Sanctissimo ac beatissimo domino nostro Pape.

Et fuit duplicata. L. Gonçalves, secretarius.

(Archives de la couronne d'Aragon, *Cancellaria*, n° 3605, fol. 151.)

II.

Lettres de Ferdinand et Isabelle au roi de Naples.

Cordoue, 30 août 1482.

Serenissimo rey, nuestro muy caro e muy amado hermano. Vuestra extensa carta del .x. de mayo recibimos y por aquella vimos largamente todo lo que, fasta en aquella hora, havia sucedido acerca las occurencias e turbaciones de Ytalia y el termino en que stavan y del peligro en que crehiades tener vuestro stado. E sobrello havemos largamente oydo e comunicado con vuestro embaxador de todo lo que occoria. E viniendo a responder a la dicha carta de Vuestra Serenidat, ya cremos a la hora de agora haura recebido el despacho que por la otra bogeta le embiamos acerca los dichos fechos¹, e nuestro embaxadores hauran ya comunicado nuestras instrucciones al Papa e Venecianos, por losquales, segunt por ellas haveys visto, les declaravamos e davamos bien a conocer el amor y benivolentia que entre nosotros es. Per loqual creemos Su Santidat haura aderido a lo que per vuestras duplicadas cartas le screvimos e por los dichos embaxadores le embiamos a dezir, e los Venecianos, conosciendo su defecto, e como quiere que, fasta aqui, no hayamos cobrado respuesta de lo que hauran fecho, per que el tiempo no basta, pero, por mas manifestar e dar a conocer a los dichos Papa e Venecianos e ahun a todas las potentias de la illustrissima [liga] la gran amor e benivolencia que os tenemos, e como los fechos y estado vuestro tenemos por propios y como propios los entendemos de ayudar e favorecer como el nuestro², de presente tornamos screvir al dicho Santo Padre, narrandole todo que por las otras le hovimos scripto e diziendole como havemos sapido la revolucion de guerra que despues se ha movido entre Vuestra Serenidat y los dichos Venetianos, mavavillandonos perque el fast' aqui ha dado lugar a ello, pues por justicia y sin armas se podian por el muy bien declarar e apaziguar tales diferencias, e ahun havemos deliberado embiar instrucciones al venerable obispo de Barcelona, al qual screvimos e mandamos que, como embaxador nuestro, vaya a Rome e assi al dicho Santo Padre como a cardenales communique aquellas de parte nuestra, por lasquales instrucciones vereys todo lo que le mandamos dezir, ca en el quitar de la obediencia, segun a vuestro embaxador havemos dicho, nos ha parecido de presente no hazerlo, pero mandamos al dicho obispo que, si el dicho Santo Padre no condesciende a lo que por el le

1. Allusion à la lettre du 11 juin, signalée ci-dessus.

2. Cf. ci-dessus la pièce précédente.

embiamos a suplicar, signifique assi a Su Santidat como a todo el Colegio de cardenales, que a nos sera forçado, pues hayamos hecha esa justificacion, no solo mandar a todos nuestros naturales, como en tal caso mandamos, salgan de Roma, mas ahun, por la defension de vuestro stado usaremos en ello de todos los remedios que pudieramos y nuestras fuerzas bastaren, ca bien mirado, por via indirecta seria mas que quitar la obediencia y mas honesto, con todo que cremos por las primeras cartas e instrucciones e con estas se haura dado algun medio en las dichas diferencias, pero dende no sea cierta Vuestra Serenidat que, no solo quitar de la obediencia, mas ahun en todas otras cosas necessarias y contra qualesquier personas que a vos e a vuestras cosas tendrien mala voluntat o querran danyar vuestro stado, vos favoresceremos e ayudaremos con todas nuestras fuerças.

Ha nos parecido que paral papa, atendido el obispo de Barcelona sta en Roma, a el y no a otro se devia dar cargo d'esta embaxada, perque no pareciesse el que sobre este caso embiamos salliese de vuestro reyno, indirizado e informado por Vuestra Serenidat.

A Venecianos por semejante screvimos como vereys e embiamos instrucciones al venerable obispo de Geron a a micer Veri, porque, si por no perder tiempo sera util el uno o el otro o los dos juntos, si os pareciera, vayan a Venecia, se faga como mejor a Vuestra Serenidat parere. Y por aquellas vera como los mandamos desenganyar, si no fazen lo que les embiamos a dezir, en tal caso ponerlo por obra, assaber es quitarles el comercio e fuera echarlos de todos nuestros reynos e senyorias, y, junto con esto, por mas presteza y ejecucion del negocio, screvimos a nuestros visoreyes de Sicilia, Sardenya e Mallorques que, havido carta del dicho obispo o de micer Veri, sin mas esperar otra carta ni consulta nuestra, quiten dicho comercio a dichos Venecianos e los echen de todas aquellas illas, y despues tambien les echaremos de todos estos reynos, de manera que conoceran el amor que a vos tenemos ser grandissimo, verissimo e no ficto, como ellos se dexaron dezir.

E set cierto les mandaremos danyar per todas las vias y modos que pudieramos, todas la quales cosas y otras, por las dichas cartas e instrucciones, lasquales por los dichos nuestros embaxadores vos seran comunicadas, mas largamente vereys d'aqui adelante, segunt lo que succehira e a la Serenidat Vuestra e a su stado cumplira, sea cierto nos mostraremos con aquel amor y benivolencia que por el deudo de fraternidat y alianza le devemos y tenemos y le daremos todo aquel favor e ayuda que menester fuera, porque el stado y cosas vuestras reputamos proprias, y como proprias las entendemos favorecer y ayudar con nuestro stado, como fast' aqui lo havemos dicho e manifestado a todo el mundo. E sea cierto Vuestra Serenidat que, seyendo menester, lo pornemos por obra mejor de lo que dezir podriamos.

E sea, serenissimo rey, muy caro y muy amado hermano, vuestra

proteccion la Santa Trinidad. Datum in Cordova a¹ de agosto del anyo mil CCCCLXXXII.

Yo el rey, yo la reyna.

L. GONZALEZ,
secretario.

(Archives de la couronne d'Aragon, *Cancellaria*, n° 3608, fol. 17 v° et 18.)

III.

*Instructions des souverains espagnols à leurs ambassadeurs
Jean Margarit et Barthomeu de Veri.*

Cordoue, 30 août 1482.

El rey y la reyna.

Instrucciones y memorial de las cosas que vos, venerable pare en Christo, magníficos y amados consellersos nuestros, el obispo de Gerona y micer Bartholome de Veri, nuestros embaxadores o qualquier de vos haveys de dezir y explicar, assi al illustre duque de Venecia como a otros de Italia, en virtud de las cartas de crehencia que con la presente seran.

Primeramente, ireys a la illustrissima Senyoria de Venecia, y con vuestra prudencia les memorareys longament la primera ida de vos, dicho obispo, y como nuestras rogarias y exortaciones que en nombre nuestro los fezistes no pudieron en ellos tanto que se fiziesse lo que por medio vuestro tam strechamente les pedimos, de loqual, no sin gran causa, quedamos frustrados de la gran sperança que vos significamos tener en ello. L. Gonçales, secretario.

Assi mismo, les direys como, sabiendo que, a causa de ciertos confines que son entr' el duque de Ferrara, nuestro muy caro y amado sobrino, y su illustre comunidat, aquella havia movido guerra a aquel, y, por consiguiente, al serenissimo rey, nuestro muy caro y amado hermano, suegro y aliado del dicho illustrissimo duque, y siendonos de parecer que, si drecho alguno pretendian los dichos Venecianos, aquel era de demandar por justicia delante Nuestro muy Santo Padre, que es juez competente de semejantes diferencias, e no proceder assi con obras de fecho, screvimos y tornamos embiar por embaxadores assi a nuestro muy Santo Padre como a la dicha illustrissima Senyoria vos, dicho obispo, y a micer Bartholome de Veri, para que, vistas las muchas justificaciones que por parte del dicho serenissimo rey, nuestro hermano, y por todos los de su illustrissima

1. Le quantième est resté en blanc, mais peut être restitué à coup sûr d'après celui de la lettre du même courrier adressée à la reine de Naples et consignée au même registre, fol. 20 v°.

liga con cartas y proprios embaxadores se han fecho a la dicha illustre Senyoria, a aquella de nuestra parte rogassedes e exortassedes que, por respecte del honor de Dios y comun beneficio de la paz de Ytalia y por evitar innumerables danyos y effusion de sangre, que de las guerras suelen proceder, y por recelo del Turco enemigo de la Fè de Christo, y por el contrapeso e actoridat de una tanta liga, quiziessen restituyr a devido stato lo que de fecho havian executado e desistiessen de las armas y estas diferencias puziessen en conocimiento de justicia, que es peticion tan honesta e tan justa quanto a todos es manifesta : pero ni por las dichos razones, ni por amor nuestro, que con tanta affection en esto havemos entendido, han quesido desistir de lo començado, que es principio de tantos males y de tan gran fuego como pudevys comprender, majormente stando el enemigo de nuestra Fè en la Velona, vezino de Ytalia, con tal potencia, para que, viendo Ytalia en armas divisa y por tal division sus fuerças debilitadas, torne a entrar en ella. Porque, desseosos de apartar tanto mal e assi bien movidos por el interesse del serenissimo rey nuestro hermano con el qual tenemos tantos y tan strechos deudos, y es entre nos y el tanta unidad, benivolencia y amor, y su stado e cosas reputamos por proprios¹, con nuestras cartas e instrucciones, como sabeys, dimos a vosotros cargo fuessedes a Nuestro muy Santo Padre a le suplicar de nuestra parte le pluguiese que, per entender e proveer con toda diligentia como las dichas diferencias, rigores e novedades, que son entre las dichas partes, cessassen, tomandolas en sus manos y poder, para las determinar por justicia, e compelliendo e apremiando a aquellos a que guardassen la paz por Su Santedat puesta e assentada por sus bullas con grandes censuras entre todos los principes y potencias christianas, pues que a Su Santedat, como a principal pastor y universal juez de todos, pertenesca en tales e semejantes cosas proveer e remediar, majormente pues es cierto y notorio el gran danyo e detrimento que de las dichas diferencias, si por armas se hoviessen de proseguir, toda la religion christiana podria y spera recibir, y esso mismo vos mandamos por nuestras cartas e instrucciones dixedes a la dicha illustrissima comunidat, y de nuestra parte muy caramente les rogassedes que, por las razones dichas, quiziessen deponer e cessar todo rigor de armas con el dicho illustrissimo duque de Ferrara, depromiendo las cosas que de nuevo eran innovadas por su parte contra aquel en el stado en que stavan antes que las diferentias, que agora nuevamente son nacidas entre ellos y el dicho illustrissimo duque acaeciessen, remetiendo la determinacion d'essas dichas questiones y diferentias al dicho Nuestro muy Santo Padre, como cabeça, pastor y juez universal de todos, para que Su Santedat los mandasse ver y determinar por justicia o las cometiesse a dos personas por la una e otra parte esleyderas, lasquales las determinassen, porque por qualquiera d'estas vias nos parecia se administraria la justicia

1. Cf. ci-dessus les deux pièces précédentes.

yualmente entre las partes e se podria conservar la paz y tranquillidat general de la Ytalia. E porque agora somos certificados que de cada dia crecen las dichas questiones y son ya en armas entre la dita comunidat y el dicho illustrissimo duque, y nomenos contra el dicho serenissimo rey nuestro hermano, que en las cosas del dicho duque tiene por proprias acordamos otra vez embiaros a la dicha illustrissima communidat, a laqual vos mandamos los dos juntamente o el uno de vosotros vays y de nuestra parte les diredes y manifestareys que, como deude y razon nos obligan, el serenissimo rey, nuestro hermano, amamos como verdadero hermano y es entre nos y el tal conjunctio y deudo que de su stado al nuestro no fazemos diferencia alguna e la prosperidat y adversidat suya reputamos propria, e que por su stado e casa havemos exposar la nuestra e ayudarle con todas nuestras fuerças y defender su casa y stado como proprios nuestros, e que no sea ninguno que les baste en fazer entender, como ya os screvimos, que esto sea fiction, y que hayan por falsos y malos los que otra cosa les querran persuadir. E rogareys y exortareysles con la mayor efficacia que podays, poniendoles delante los inconvenientes e malos que arriba havemos dicho e otros muchos que podays ver sian aparejados, desistan de las armas y las obras de fecho restituyan al primer stado e pongan las diferencias o en poder de Nuestro muy Santo Padre o de buenas personas, segun como es dicho, son stados ya requeridos por la parte otra, e no quieran armas en lo que bastan leyes ni sean tan voluntarios a guerras. E pues la otra vez nuestros ruegos y excitaciones no fallaron en ellas lugar, lo que nunca nos poderamos creer, basta agora a una tan honesta e justa demanda, declarando que, si assi no se faze, pues hayamos fecho esta justificacion, no solo mandaremos, como de presente mandamos, a vosotros o qualquier de vos embieys los mandamientos, que con la presente vos embiamos, a nuestros visoreyes de Sicilia, Mallorques y Serdeña, para no solo vedar el comercio y exercitio de la mercaderia, que en nuestros reynos y tierras sus subditos tienen, y mandaremos echar de aquellos a todos sus naturales, mas ahun con todas nuestras fuerças y stado, como dicho ea, favoreceremos y ayudaremos al dicho serenissimo rey y a sus cosas, alqual, por lo que dicho es, no podemos falleteser. L. Gonçales, secretario.

E fecho aquesto, vos partireys luego de Venetia y si vereys que los dichos Venetianos no pusieren per obra lo que dicho es, discurrereys otra vez a Milan, Florença e per todos los otros de la liga, para losquales vos embiamos cartas de creencia en virtud de les quales direys a cada uno, como mejor os pareciere, lo que fecho haureys en Venetia, y particulamente los direys la intencion e volundat nuestra e confortareyslos mucha en la dicha liga e que guarden aquella, como su virtud y los pactos de aquella les oblygan y direys quanto la observatio de la liga nos es gratissima y como, por respecto del dicho serenissimo rey nuestro hermano, por la casa y stado de aquel havemos exposar la nuestra,

segunt que ya por otras havemos scritto y significado nuestra volundat. L. Gonçales, secretario.

Assi mismo, yreis al illustrissimo duque de Ferrara, nuestro sobrino, e, en virtud de la letra de crehencia, le direys de nuestra parte como, allende de la provisio que en dias passados fizimos, sabidas las diferencias suyas y de Venecianos, de presente havemos mandado que, si no querran desistir de las armas, no solo los quitamos el comercio de la mercaderia que en nuestros reynos y tierras tienen y echarlos de aquellos, mas ahun con todas nuestras fuerças, por respecto del dicho serenissimo rey, nuestro hermano, su suegro y aliado, no le falleramos, antes le ayudaremos con nuestra casa y stado. L. Gonçales, secretario.

Item, queremos que las presentes instrucciones communiqueys al dicho rey y a la serenissima reyna, nuestra muy cara e muy amada hermana como fija, su muger, en favor e ayuda de lesquales principalmente las havemos fechos y as embiamos. L. Gonçales, secretario.

Item, sereys muy curiosos de quanto fareys dar continuamente avisos¹, assi a nos como a los dichos serenissimos rey y reyna, nuestros hermanos. L. Gonçales, secretario.

Exeditum in civitate Corduba, die .xxx°. mensis augusti a Nativitate Domini M^oCCCC^o octogesimo secundo.

Yo el Rey, yo la Reyna.

Domini rex et regina mandarunt michi Ludovico Gonçales protho-notario.

(Archives de la couronne d'Aragon, *Cancellaria*, n° 3608, fol. 10 et suiv.)

IV.

Bref de Sixte IV à Ferdinand et Isabelle.

Rome, 24 décembre 1482.

Carissimi in Christo filii nostri, salutem, etc. Venerabilem fratrem Joannem, episcopum Gerundensem, et dilectum filium Bartholomeum de Verino, oratores vestros, ad nos pro Italica pace missos, libentissimo animo vidimus, tum ob singularem benivolenciam qua vos semper sumus prosecuti, tum quod visi sunt nobis viri graves et sapientes et digni quibus tante rei pondus committeretis. Nihil enim studii et diligentie pretermiserunt, quo et mandatis vestris satisfacerent et communi totius Italie tranquillitati consulerent. A quo sane sanctissimo opere non abhorrentes atque alienos nos habuerunt, ut qui nihil magis desideravimus quam Italicam quietem, nihil unquam majori studio

1. Malheureusement, les dépêches reçues sont presque entièrement en déficit aux archives de la couronne d'Aragon.

procuraverimus, et si quid injuriarum lascessiti suscepimus, in clementiorem partem potius declinantes, id totum ex animo nostro remisimus, ut intelligant Majestates vestre, quarum auctoritatem semper plurimi fecimus, earum preces apud nos magnum pondus habuisse, preter id quod a natura insitum nobis semper fuit pacem appetere et pro viribus conservare.

Annuiamus itaque pro desiderio et honestissimis vestris non inviti mutuaque pax et concordia cum iis omnibus constituta est, qui ad eam admitti rogaverunt, sperantes reliquos idem facturos, quos benigne ad hoc commune bonum invitare non desinemus, ne perturbationis reliquie supersint neve scintilla ulla relinquantur, per quam Italia adhuc in magnum aliquid exardescat incendium, cum maximo reipublice christiane detrimento.

Reliquum est igitur ut, postquam pium hoc institutum vestrum procurande pacis ab omnibus summa cum gloria commendatum est, veluti a catholicis et religiosissimis regibus profectum, ita etiam omni studio, omni conatu efficiatis ut conditiones pacis ipsi apposite et per partes acceptate in omnibus observentur, quemadmodum et oratores ipsi vestri, nomine vestro, in se receperunt et vos facturos non dubitamus, precipue cum persuadeamus nobis honorem Sedis apostolice vobis fore commendatissimum. Cujus rei non obscura argumenta et antea sepe ostendistis et in futurum quoque semper, ut speramus, ostendetis. Aliter enim nihil aliud esset, quam immortalem laudem vestram, quam in hoc consecuti estis, labefactare, non sine magna honoris nostri et S. Ro. E. diminutione rerumque non modo Italicarum sed etiam totius christiane religionis perturbatione, sicuti pro singulari prudentia vestra facile considerare potestis. Datum Rome die .xxj. decembris 1482, anno XII^o.

(Archives Vaticanes, *arm.* XXXIX, *brevi*, n^o 15, p. 291.)

V.

Bref de Sixte IV à l'ambassadeur espagnol Barthomeu de Veri.

Rome, 23 juin 1483.

Verino, oratori regis Hispanie. Dilecte fili, salutem, etc. Putabamus te jampridem debuisse a legatione tua Venetiarum absolutum esse et illinc discessisse. Verum, cum ex copia literarum tuarum ad dilectum filium nobilem virum Alfonsum, ducem Calabrie, cognoverimus et adhuc Venetiis supersedere, et de causa, ut asserit, quod licet commissionem tibi a carissimis in Christo filiis nostris rege et regina Castelle datam executus sis, propter aliquas tamen litteras dicti regis et regine habitas a venerabili fratre episcopo Gerundensi illic Venetiis superse-

dendum duxeris, non potuimus non moleste ferre quod scribis. Nam, cum tua illic mora prefatis regi et regine ulterius grata esse non possit, rebus vero Sanctissime Lige nostre detrimentum afferat, hortamur et requirimus ut, si commissionem tibi datam executus sis, ut fecisses scribis, immediate illinc velis discedere nec ulterius illic morari. Quod si forte commissionem ipsam nondum executus es, velis sine dilatione illam exequi et immediate discedere, quia alias nobis et Sanctissime Lige rem molestam efficeret, nec dubitamus quin vehementissime displiceret prefatis regi et regine, qui te Venetias precipue miserunt ut benivolam et unanimem Majestatum Suarum intentionem cum Sanctissimam Ligam nostram super rebus Ferrariensibus ostenderes Venetis et declarares, prout instructione tua plene illis ostendere potuisti. Datum Rome, die .xxij. junii 1483, anno XII.

(Archives Vaticanes, arm. XXXIX, brevi, n° 15, fol. 636.)

VI.

Lettre de Ferdinand au roi de Naples.

Vittoria, 30 décembre 1483.

Serenissimo rey nuestro muy caro e muy amado hermano. Si el despacho d'este correo a tardado tanto, crea Vuestra Serenidad lo ha causado occupationes de negocios, assi por lo de França como por lo de Navarra¹, y tambien por lo expedir con el complimento que era menester y aquella satisfaria, y asi, vistas todas las cartas que por vuestro embaxador nos son stadas mostradas, havemos comprendido las cosas de alla en el punto en que stan, lo que mucho nos ha placido, porque, segun la potencia que vos y los de la liga teneys, assi por mar como por tierra, y los grandes danyos que Venetianos reciben de cada dia, no dudamos alcanceys de aquellos complida victoria.

Y viniendo a lo que el dicho vuestro embaxador de vuestra parte nos ha dicho sobr' el quitar el comercio de Venetianos, no solamente por observation de las bullas de Nuestro muy Santo Padre contra aquellos atorgadas, mas ahun por amor y respecto vuestro, a quien en neguna manera podemos faltar mas que a nos mismo, porque vuestro

1. Allusion, d'une part, aux négociations avec Anne de Beaujeu à propos du Roussillon et aux Cortès de Tarragona (J. Calmette, *la Fin de la domination française en Roussillon au XV^e siècle*, extrait du XLIII^e Bulletin de la Société agricole, scientifique et littéraire des Pyrénées-Orientales, p. 8 et suiv.), et, d'autre part, aux luttes des influences en Navarre à propos du mariage de la reine Catherine (Boissonnade, *Histoire de la réunion de la Navarre à la Castille*, p. 52).

stado reputamos nuestro, segun por muchas cartas a Vuestra Serenidad havemos significado, nos ha placido no solo con voz de publico pregon desterrar y fuera hechar de todos nuestros reynos, assi de Castilla como de Aragon, Valentia y Catalunya y de todas las islas a los Venetianos, que en aquellos se fallaren, paraque dentro de cinquenta dias salgan de todos los dichos nuestros reynos, mas ahun los havemos mandado quitar el comercio y trasto de la mercaderia que con nuestros subditos en los dichos nuestros reynos tenian, e noresmenos havemos ya publicado y mandado publicar la dicha bulla, mandando que, si dentro el tiempo por nos a ellos prefigido no se hauran ydo, procian contra las personas y bienes de aquellos, juxta serie e tenor de la dicha bula, segun vuestro embaxador ha visto y os puede facer per carta larga relacion. E asimismo scrivemos a nuestro visorey en el reyno de Sicilia, mandado faga lo susodicho et que toda hora e quando vuestra armada o otra qualquiere de la dicha liga ira a aquel reyno, las recepte y acoja y los dé todo aquel consejo, favor y ayuda que necessaria huviera, nomenos que si la dicha armada o armadas fuesen nuestras proprias y allende d'esso los dexe commerciar, contracta y negociar con nuestros subditos, y que permita e dé lugar que Vuestra Serenidad e qualesquier de la dicha vuestra illustrissima liga puede sacar del dicho nuestro reyno por tiempo de hun anyo todo aquellos trigos que necessario huvieredes e Venetianos acostumbravan sacar, pagando los derechos reales.

Pero, como Vuestra Serenidad puede considerar el danyo que a nuestros subditos y rentas reales redundara de la dicha expulsion y prohibition de comercio de Venetianos es grande y principalmente en el reyno de Sicilia y parecenos cosa muy razonable que, para que no recibamos tanto danyo en nuestras rentas, que Vuestra Serenidad deve tener forma con los de la dicha liga qu'el mismo tracto que Venetianos tenian en Sicilia, assi de la treta del trigo como de todas las otras mercaderias, tengan aquellos, e donde no pudiessen far el mismo trato, por ser cosa a ellos no tan necessaria como era a los dichos Venecianos, nos pareca se deve tener manera como el danyo que nos a esta causa recebriemos sea por todos los de la liga refecho, segun mas largo a vuestro embaxador d'esto y de toda nuestra voluntat havemos ablado, el qual vos scrivira, sey creydo como de nos lo suevissemos.

Noresmenos, nos parece justa cosa que, pues nos declaramos e por obra mostramos a Venetianos las causa vuestra tomar por propria, faciendo verdad lo que por tantas les havemos scripto y por nuestras embaxadores embiado a dezir, nos no podiamos faltar a vos y a vuestra liga, que, si caso era in ningun tiempo ellos forçados o en qualquiere manera venian a la paz o en alguna otra concordia, que no se deve concluir sin que nos y todos nuestros reynos en ella no entremos, y ahun que esto seamos ciertos, por ser cosa tan justa, lo fariades sin

nos recordarlo, pero ahun, a major abundamento, acordamos por esto significarlo.

Quanto al embiar algunas fustas de armada, segun vuestro embaxador nos ha dicho, seriamos muy contentos si la empresa de Granada no tuviessemos entre manos, porque, para aquella, no solo es menester servirnos de las naves e fustas de nuestros reynos, mas ahun nos sera forçado ayudarnos de otras partes, y set cierto que, no haviendolas menester para la dicha empresa, nos pluguiera embiar alla, en vuestra ayuda e favor, todas las fustas que fueran menester, segun que de todo esto vuestro embaxador vos podra scrivir mas largo, al qual nos referimos.

E sea, serenissimo rey, nuestro muy caro e muy amado hermano, la Santa Trinidad vuestra continua guarda. Datum a Bitoria, a .xxx. de diciembre del mil CCCC LXXXIII¹.

Yo el Rey.

F. L. GONZALEZ,
secretario.

(Milan, Arch. di Stato, *Potenze estere, Spagna*, copie.)

VII.

Bref de Sixte IV aux souverains espagnols.

Rome, 23 mars 1484.

Carissimi in Christo filii nostri, salutem et apostolicam benedictionem. His proximis diebus, cum potentatus lige ad bellum maxime intenti essent et nihil compositionis exspectaretur juxta ea que tentata fuerant cum oratoribus potentatum ipsorum per oratores vestros, supervenerunt de improvise littere ducis Venetiarum ad dilectum filium nostrum G., Cardinalem Ulixbonensem, et deinde ad nos, quibus scribit velle se in manibus nostris et judicio nostro libere remittere sedationem presentium controversiarum, cognitionem locorum in presenti bello hinc inde acquisitorum et restitutionem Roberti Sanseverinatis et Guidonis de Rubeis, petiitque ut ad ea exequendum Cardinalem ipsum mitteremus, in quo plurimum confidunt, propterea quod Cardinalis ipse, una cum venerabili fratre archiepiscopo Antibarensi hujusmodi compositionem sponte sua jamdudum tractare inceperat, licet huc usque parva aut nulla spes esset illius successura; nam si spes aliqua fuisset, libentius voluissemus illam per Majestates Vestras quam per alias tractari, propter singularem nostram in vos benivolentiam et confidentiam. Quare, cum ex insperato res se obtulerit, visum

1. La date étant conçue dans le style de la Nativité, il faut interpréter 1483.

est nobis et venerabilibus fratribus nostris S. Ro. E. cardinalibus eam amplecti et non pretermittere tantam occasionem conficiende pacis, quam nos semper desideravimus, maxime cum Veneti ipsi libere, ut diximus, omnia in pectore nostro remittere velle scribant. Non enim honestum nobis fuisset, si tantam liberalitatem et reverenciam fuissimus aspernati, precipue ubi speramus secuturum esse tantum comoditatis et boni totius Italie et per consequens totius reipublice christiane. Itaque legatum ipsum creavimus qui statim versus partes illas profisciscetur, recepturus nomine nostro in manibus suis omnia loca in presenti bello capta, juxta eorum oblationes, et alia facere curabit que expedire videbuntur, huic sanctissimo operi ad optatum effectum deducendo. Quid sequetur, faciemus ut Majestates Vestras intelligant, quas de hujusmodi progressibus pro mutua nostra benivolentia certiores reddere volumus. Datum Rome apud Sanctum Petrum, sub anulo piscatoris, die .xxij. martii MCCCC LXXXIII, pontificatus nostri anno tertidecimo.

(Simancas, *Archivo general*, Estado, *Bulas Sueltas*, leg. I, n° 9.)

LE CONVENTIONNEL GOUJON

(Suite ¹.)

CHAPITRE X.

LA RÉACTION. — GERMINAL.

Les thermidoriens. Premières lutttes avec la Montagne. Goujon et Le Cointre. Imprudences. — La Convention et les Jacobins. Goujon et les Montagnards au club. Fermeture. — L'affaire du théâtre Feydeau. Goujon et Marat. — Rentrée des Girondins. — Les Montagnards accusés de préparer l'insurrection. — La famine de l'an III. Le 12 germinal. — Les représailles. Scrupules des Montagnards. — Goujon, Tissot et la réaction. Présentiments. Projets de retraite et de suicide.

Goujon reprit sa place dans la Convention le 11 fructidor. Comme beaucoup de représentants en mission qui avaient adhéré de loin aux événements du 9 thermidor, il avait pu croire sincèrement à la conspiration que l'on attribuait à Robespierre et à ses « complices ». Revenu à Paris, il lui fallut ouvrir les yeux à l'évidence. La « révolution » de thermidor, faite contre Robespierre et la minorité de l'ancien Comité de Salut public, tournait maintenant à la réaction contre tous ceux qui avaient participé au gouvernement révolutionnaire de l'an II. Le 12 fructidor, Le Cointre (de Versailles), malgré l'avis de Tallien et de Legendre, auxquels il avait fait part de son projet, vint apporter à la tribune vingt-six chefs d'accusation, appuyés, disait-il, de preuves incontestables, contre les membres des anciens comités : Barère, Billaud-Varenne et Collot d'Herbois, du Comité de Salut public ;

1. Voir *Revue historique*, t. LXXXVIII, p. 1 ; t. XCI, p. 21, 253 ; t. XCII, p. 42.

David, Vadier, Amar et Voulland, du Comité de Sécurité générale. Il n'osait mettre en cause Carnot ni Prieur, dont les services étaient trop connus et trop nécessaires encore. Les Montagnards devaient naturellement protester avec énergie. Ils eurent la sagesse, ce jour-là, de laisser parler ceux d'entre eux qui, en répondant à Le Cointre, n'étaient pas suspects de plaider leur propre cause. Goujon était de ceux-là. Il n'avait jamais fait partie des comités, n'avait paru à la Convention qu'après le procès des dantonistes et l'avait quittée presque aussitôt pour aller aux frontières. Il est peu probable que son intervention fût concertée avec ses collègues de la Montagne, puisqu'il n'était rentré que de la veille. Elle n'en fut ni moins opportune ni moins décisive. Il parut à la tribune « avec toutes les apparences d'un profond chagrin¹ » :

Avant d'entendre, dit-il², la lecture des pièces dont on parle, il faut que la Convention déclare si elle adopte ou rejette ce mode de procès qu'on veut faire ici. Mon cœur est suffoqué quand je vois avec quelle froide tranquillité on vient jeter au milieu de nous des semences de divisions, quand je vois avec quel calme flegmatique on propose la perte de la patrie. Je ne sais point ce qui s'est passé ici. J'étais aux armées, d'où j'ai annoncé l'un des premiers mon adhésion à tout ce qui a été fait par la Convention, parce que je la regarde comme le centre unique auquel tout doit se rapporter; mais je crois que c'est à un homme inconnu dans la Révolution de se lever ici, parce que, s'il tombe, au moins il tombe seul, et que sa perte n'occasionne point de déchirement dans la République. Je vais donc parler franchement. Hier, un membre³ vint ici, avec un discours préparé, vous dire qu'il ne fallait plus de terreur, comme si nous ne gémissions pas des excès où nous avons été entraînés (*applaudissements*). Cette motion ne pouvait tendre qu'à l'avilissement de la Convention. Je n'incolpe point les intentions; mais je dis que l'action avait cette tendance; je dis que c'était détruire le gouvernement républicain! (*murmures*). Si je n'étais éloigné de toutes personnalités, je dirais que j'ai remarqué dans ce discours, où l'on blâme le système de la terreur, qu'à l'aide de grandes phrases on a voulu la répandre sur la Convention par ces mots de *robesspierriser*, par ces

1. Cf. Thiers (*Histoire de la Révolution*, t. VI, p. 279), qui fait de Goujon un député de l'Ain.

2. *Moniteur*, réimpr., t. XXI, p. 621-622.

3. Tallien.

expressions vagues de *scélérats complices de Robespierre*, qu'on n'a pas nommés. Je le dis avec audace, parce que je suis tranquille; ce n'est pas là la conduite que doit tenir un représentant du peuple.

Hier, vous avez passé à l'ordre du jour sur cette motion, et, aujourd'hui, l'on vient vous apporter des pièces contre des hommes qui ont bien servi la Révolution. Ils peuvent être coupables, je n'entre pas dans cette question (*murmures*); mais si j'avais eu des pièces qui fissent charge contre des membres investis de la confiance de la Convention, je ne les aurais apportées ici que les larmes aux yeux et le cœur navré de douleur. Que je vois au contraire un spectacle bien différent! Avec quel sang-froid on vient plonger le poignard dans le sein d'hommes recommandables à la patrie par les services qu'ils lui ont rendus. Remarquez, citoyens, que la plupart des reproches qu'on leur fait portent sur la Convention elle-même. Oui, c'est la Convention qu'on accuse, c'est au peuple français qu'on fait le procès, puisqu'il a souffert de la tyrannie de l'infâme Robespierre. Jean de Bry nous le disait tout à l'heure, ce sont les aristocrates qui font tout cela...

Quelques voix : Et les voleurs!

Goujon : Ils ont cherché au milieu de vous une main qui pût tenir le poignard qu'ils dirigent contre la liberté du peuple; que cet homme soit crédule, ignorant ou trompé, qu'importe? C'est à vous à l'arrêter, c'est à vous à empêcher le déchirement qui pourrait s'opérer... Quelle confiance pouvons-nous avoir dans les agents des scélérats que nous avons renversés? Quelle confiance mérite Fouquier-Tinville, cet homme qui a intérêt de plonger le fer dans le sein des membres de la Convention afin de se sauver? Je demande que la discussion cesse à l'instant...

C'était la meilleure solution. Elle ferait taire les réacteurs sans exciter leurs rancunes. Mais les députés mis en cause voulaient une justification éclatante. Billaud-Varenne, Cambon, Duhem, vinrent la réclamer avec violence. Ils répondirent aux accusations de Le Cointre en traitant de voleurs les anciens dantonistes. Vadier, un pistolet à la main, criait qu'il ne survivrait pas à la calomnie. Dans le désordre et le tapage, Thuriot, qui présidait, finit par faire voter l'ordre du jour, qui rejetait « avec la plus profonde indignation » la dénonciation de Le Cointre.

Les Montagnards n'eurent pas la sagesse de s'en tenir là, et ils firent rouvrir la discussion dans la séance du lendemain. Goujon

et Thuriot essayèrent vainement de l'empêcher¹. Les accusés de la veille forcèrent Le Cointre à produire les pièces dont il avait parlé. Il n'en avait pas, ou si peu que rien. A chaque grief nouveau qu'il énuméra, les Montagnards criaient : « Les pièces, les pièces ! » Après une séance longue et orageuse, on passa au vote, et la Convention déclara « fausse et calomnieuse » l'accusation présentée par Le Cointre.

Les vainqueurs n'abusèrent pas de leur succès. Billaud et Collot donnèrent même leur démission du Comité de Salut public. Lindet, chargé d'un grand rapport sur la situation intérieure de la République, proposa toute une série de mesures « réparatrices » destinées à effacer le souvenir de la Terreur : la Montagne y donna ses suffrages avec empressement. Le transfert en grande pompe des cendres de Marat au Panthéon, le cinquième jour complémentaire, parut avoir scellé pour longtemps la réconciliation.

Mais la séance du 13 fructidor avait excité des rancunes qui ne pouvaient être si promptes à se calmer. Au renouvellement mensuel du 15, Bourdon (de l'Oise) et Clausel, thermidoriens « de droite », étaient entrés au Comité de Sécurité générale. Certains Montagnards, comme Duhem et Crassous, se sentirent menacés. Ils cherchèrent un appui au dehors et commencèrent à retourner aux Jacobins, à peu près délaissés par les conventionnels depuis le 9 thermidor. Ils y dénoncèrent la partialité de la police pour les jeunes gens, lecteurs assidus du journal de Fréron *l'Orateur du peuple*, qui, tous les décadis dans les sections, et chaque jour au Palais-Royal, insultaient et frappaient les républicains aux cris de : *A bas les Jacobins ! Vive la Convention !* La société protesta plusieurs fois, rédigea même une circulaire aux sociétés affiliées pour se défendre des accusations qu'on répandait contre elle. Les thermidoriens en profitèrent pour faire adopter des mesures contre les Jacobins. Le 13 vendémiaire an III, Bourdon (de l'Oise) vint déclarer que la faiblesse du gouvernement tenait à « l'exercice impur du droit de pétition »², à l'abus des sociétés populaires et de « ce qu'il y avait de démocratique dans la constitution ». Un décret interdisant aux membres de la Convention de faire partie d'aucune société fut voté d'abord, puis rapporté dans la même séance. Dubois-Crancé, après une

1. *Moniteur*, réimpr., t. XXI, p. 629.

2. *Moniteur*, réimpr., t. XXII, p. 154 et suiv.

charge à fond contre les Jacobins, obtint l'épuration du club et le renvoi aux comités pour proposer les moyens « de le rendre utile à la chose publique ». Le rapport fut fait le 25 vendémiaire, et Merlin (de Thionville) enleva le vote du décret qui interdisait entre les sociétés populaires toute fédération ou correspondance en nom collectif. Les Montagnards n'avaient pas osé parler bien vivement contre la loi, et le soir, aux Jacobins, Lejeune leur en fit reproche. Billaud-Varenne, Collot d'Herbois, Goujon, vinrent justifier leur attitude : par la modération, on avait pu faire amender la loi et limiter aux adresses collectives l'interdiction de correspondre. Goujon exhorta vivement les Jacobins à s'incliner devant ce décret en attendant de pouvoir le changer :

Je le répète, citoyens, nous devons soumission à la loi ; mais il faut que les sociétés populaires se souviennent que les aristocrates veulent l'emporter, que la lice est ouverte entre le crime et la vertu et qu'elles ont à déjouer les manœuvres de ces hommes, qui veulent qu'un million de fainéants règnent sur vingt-quatre millions de citoyens laborieux et utiles à la République¹ !

Les thermidoriens cachaient à peine leur intention de supprimer tout à fait les Jacobins et d'ôter par là même à leurs adversaires l'appui de l'opinion populaire de Paris et des départements. Les Montagnards le sentaient bien. Pendant la quinzaine qui suivit le 25 vendémiaire, ils vinrent à la société plus assidûment que jamais, s'efforçant de donner aux délibérations un caractère de régularité et de calme qui pût désarmer les méfiances. Goujon allait aux Jacobins presque tous les soirs. Jamais il n'y parla si souvent que pendant ces quelques jours. Ce fut à chaque fois pour mettre les patriotes en garde contre les pièges qu'on leur tendait et les engager à la modération : « On en veut venir, disait-il, à les forcer d'abandonner la cause sacrée de la liberté pour se défendre eux-mêmes... Il est temps de montrer au servile troupeau des satellites que le peuple est bien loin d'adopter pour vérités leurs erreurs, leurs mensonges et leurs calomnies². » Mais ces conseils ne devaient pas être suivis. Des paroles imprudentes furent prononcées. Le 13 brumaire, Billaud-Varenne, à la fin d'un discours sur le procès de Carrier, s'emporta jusqu'à

1. Aulard, *la Société des Jacobins*, t. VI, p. 594.

2. 9 brumaire an III (Aulard, *op. cit.*, t. VI, p. 620).

dire : « Le lion n'est pas mort quand il sommeille, et à son réveil il extermine tous ses ennemis. La tranchée est ouverte et les patriotes vont se réveiller¹. » Le surlendemain, Bentabole et Clausel dénonçaient à la tribune de la Convention ces « propositions de révolte ». Tallien, pour la première fois, accusa la Montagne de « diriger les mains du peuple contre la Convention ». Six jours plus tard, les comités, prenant prétexte d'un violent conflit qui s'était produit entre jacobins et muscadins devant le local de la société, interdirent les séances et se firent apporter les clefs de la salle.

La fermeture des Jacobins enlevait aux Montagnards tout moyen d'action hors de Paris et même hors de la Convention. La lutte n'en continua pas moins dans l'assemblée, et les Montagnards y mirent une ardeur qui se justifiait chez eux, non plus par l'espoir du succès, mais par la violence des attaques de leurs adversaires, — bientôt même par la nécessité de défendre leur propre liberté et jusqu'à leur vie. — Mais leur opposition aux mesures réactionnaires devint tout à fait impuissante après le décret du 18 frimaire, rappelant au sein de la Convention les soixante-quatorze Girondins qui avaient protesté contre le 31 mai. La majorité thermidorienne ainsi renforcée put recommencer, sans obstacle, à faire le procès du régime et des hommes qui, en l'an II, avaient dû triompher à tout prix des terribles dangers de la guerre étrangère, de la guerre civile et de la famine. Le 7 nivôse, la Convention admit contre Billaud-Varenne, Barère et Collot d'Herbois l'accusation de complicité avec Robespierre, qu'elle avait rejetée quatre mois plus tôt « avec indignation ». Carrier et deux de ses agents de Nantes venaient d'être exécutés, et, bien que tout le monde désavouât leurs excès, il parut à beaucoup que c'était le début des représailles contre-révolutionnaires. Déjà, les jeunes muscadins s'attaquaient aux « martyrs » de la Révolution. Le 15 pluviôse, Laignelot vint annoncer à la tribune que les « jeunes gens du café de Chartres », les mêmes qui naguère assaillaient le club des Jacobins, avaient renversé la veille au soir le buste de Marat qui s'élevait dans la salle du théâtre Feydeau. La plupart des Montagnards n'avaient jamais eu que de l'éloignement ou même de l'horreur pour Marat, dont ils ne partageaient nullement les doctrines césariennes. Ils n'en voyaient

1. Aulard, *op. cit.*, p. 633.

pas moins en lui, comme en Lepelletier Saint-Fargeau, une victime de la contre-révolution. Renverser son buste, c'était porter une atteinte nouvelle à la République et à la liberté. Quatre mois plus tôt, tout le monde pensait de même, et personne ne s'était opposé à ce que le corps de Marat vînt prendre dans le Panthéon la place des cendres de Mirabeau. C'est en ce sens que Goujon parla le 15 nivôse pour réprouver la manifestation de la veille. Mais déjà la majorité ne laissait plus la tribune libre à ses adversaires : la voix de l'orateur fut étouffée par les murmures et les interruptions, et les comités firent voter que le corps de l'*Ami du peuple* serait exclu du Panthéon¹. Le 20 nivôse, on enleva de la salle des séances les bustes de Marat et de Lepelletier et les deux toiles de David qui les représentaient mourants. La Montagne, « morne et silencieuse en voyant enlever ces deux célèbres tableaux, crut voir s'anéantir la Révolution et la République² ».

C'est dès ce moment, en effet, que les Montagnards commencèrent à soupçonner l'existence d'un complot royaliste. Ils affectèrent de s'en effrayer. Duhem vint dénoncer, le 8 nivôse, un « écrit monarchique », le *Spectateur français*, et demanda contre l'auteur un décret d'arrestation, qui fut rendu à l'unanimité, au milieu des acclamations. Cela n'empêcha pas la Convention de voter, le 18 ventôse, le rappel des proscrits du 31 mai qui avaient échappé à la guillotine. La Montagne entière s'abstint et Goujon se leva seul à la contre-épreuve³. Parmi les réintégrés, il y avait au moins un partisan déclaré de la monarchie, Henry-Larivière, et sa rentrée, le bon accueil que lui firent les thermidoriens, furent pour les Montagnards une nouvelle raison de croire à l'intrigue royaliste. Ils commencèrent d'en parler dans le particulier et d'y faire allusion dans les journaux. Les thermidoriens protestèrent de leur républicanisme⁴ et répondirent en dénonçant les terroristes en général, malgré les protestations de Goujon contre « ces dénominations vagues avec lesquelles on terrassait la raison et la vertu⁵ ». Dès ce moment aussi, le reproche que l'on faisait aux Montagnards de préparer une

1. *Moniteur*, réimpr., t. XXIII, p. 363.

2. Thiers, *Histoire de la Révolution*, t. VII, p. 59.

3. *Moniteur*, réimpr., t. XXIII, p. 647.

4. Par exemple André Dumont et Reubell le 21 ventôse (*Moniteur*, réimpr., t. XXIII, p. 666).

5. *Moniteur*, *ibid.*

« journée » sembla prendre corps dans l'opinion publique et commença d'être formulé publiquement. Le 1^{er} germinal, Tallien, répondant à une pétition des sections de Montreuil et des Quinze-Vingts, réclama des mesures énergiques contre « les scélérats qui voudraient encore nous opprimer ». Et, en parlant ainsi, il se tournait vers la gauche de l'assemblée. Les Montagnards répondirent par des gestes de menace, et Goujon, s'il faut en croire le *Moniteur*¹, montra le poing à Tallien. Dès lors, la rupture était consommée. La gauche et la droite de l'assemblée s'accusaient réciproquement de préparer dans l'ombre, l'une la restauration monarchique, l'autre l'insurrection. Les apparences, il faut le dire, étaient contre les Montagnards. Tandis que les chefs royalistes demeuraient soigneusement masqués et que les manifestations publiques en faveur de la monarchie restaient isolées et puériles, il paraissait évident, au contraire, qu'un mouvement insurrectionnel se préparait dans les faubourgs².

Ce mouvement, pourtant, n'avait aucun caractère politique, et les membres avancés de la Convention n'y étaient pour rien. La querelle des Montagnards et des modérés n'intéressait plus le peuple de Paris. La réaction politique, la proscription des anciens comités, la fermeture des Jacobins, la « dépanthéonisation » de Marat le laissèrent indifférent. Les quelques centaines de bourgeois démocrates réfugiés, après le 21 brumaire, à la société populaire des Quinze-Vingts pouvaient parler du devoir d'insurrection et menacer le gouvernement de la colère du peuple opprimé. Ils discouraient dans le vide. « Après tant de journées contradictoires, après tant de sang français versé, après tant d'impeccables héros brusquement signalés comme traîtres, le peuple est devenu sceptique aux systèmes politiques, parce qu'il est devenu sceptique aux hommes³. » Même quand la Convention rétablit, dans la constitution de l'an III, le privilège politique, en restaurant le régime censitaire, et rejette les ouvriers parisiens dans la classe inférieure des citoyens passifs, on ne perçoit « rien qui dénote chez les spoliés un mouvement quelconque, je ne dis pas de colère, mais de déplaisir, ou seulement que les ouvriers

1. Réimpr., t. XXIV, p. 30.

2. Voy. les rapports de police de ventôse an III dans Aulard, *Paris sous la réaction thermidorienne et sous le Directoire*, t. I, p. 492 et suiv.

3. Aulard, *la Réaction thermidorienne à Paris* (*Revue de Paris*, 15 décembre 1898).

s'aperçoivent qu'on vient de les priver d'un droit¹ ». L'insurrection qui se prépare et qu'on annonce dans l'hiver de l'an III, ce n'est pas l'insurrection montagnarde, « jacobine » et « terroriste », comme le prétendent les modérés, c'est l'insurrection de la faim².

On sait aujourd'hui, par la publication des rapports de police³, ce que fut cette famine de 1795. La misère du peuple avait commencé dès thermidor, quand la commune robespierriste établit un maximum des salaires beaucoup trop bas par rapport au prix des denrées⁴. C'est pour cela que les faubourgs ne défendirent pas Robespierre. « Lorsque les municipaux passèrent en charrette pour aller à la guillotine, les ouvriers les huèrent en criant : *F... maximum* ! » Pendant plusieurs mois, toutefois, tant que le pain ne manqua pas, il n'y eut point de désordres, et les prédications jacobines, si elles s'étendirent parfois aux faubourgs, n'y rencontrèrent aucun succès. Il n'en fut plus de même lorsque le décret du 4 nivôse an III, en rapportant la loi du maximum, supprima la taxe des denrées. Jusque-là, la situation matérielle était tolérable à Paris ; les vivres étaient chers, mais encore accessibles. La suppression du maximum fit renchérir toutes choses au triple. Le bois et le charbon manquèrent, et jamais l'hiver n'avait été plus froid depuis près d'un siècle. Le pain seulement n'augmenta pas, la taxe ayant été maintenue à trois sous la livre ; mais on le rationna. La loi du 26 ventôse n'en accordait plus qu'une livre par personne. Il fallait chaque soir, dès avant minuit, faire queue aux boulangeries, qui n'avaient de farine et de bois que pour vingt-quatre heures. Si les arrivages n'étaient pas exacts, le pain manquait. Le 8 germinal, après toute une nuit d'attente, les ménagères ne recevaient qu'une demi-livre de pain. La viande valait six à sept francs la livre, le beurre huit francs, les œufs trois francs la douzaine. Le vin seul était en abondance, et à bas prix, aussi les têtes s'échauffaient vite⁵. Les souff-

1. Aulard, *op. cit.*

2. Cf. Dieudonné, *Préliminaires et causes des journées de prairial an III, dans la Révolution française de novembre et décembre 1902.*

3. Aulard, *Paris sous la réaction thermidorienne et sous le Directoire*, t. I. Paris, 1898-1903, 5 vol. in-8°.

4. Arrêté du 5 thermidor.

5. Aulard, *art. cit.*, p. 829.

6. Aulard, *Paris sous la réaction*, etc., t. I, 1^{er} au 12 germinal, p. 588 et suiv. (*Gazette française* du 5 germinal).

frances du peuple s'augmentaient davantage encore par le spectacle qu'il avait sous les yeux : le pain des sections était noir, immangeable, et on en manquait souvent ; au contraire, dans toutes les boutiques, au Palais-Royal, dans toutes les rues, on exposait du pain blanc et doré, des brioches, des pâtisseries. L'ouvrier devait se contenter de regarder de loin ces friandises ; dix francs la livre, ce n'était pas pour lui. Les muscadins, par surcroît, semblaient prendre plaisir à exciter la colère des affamés, et, leur montrant de près ce pain d'aristocrate, ils ajoutaient : « N'en a pas qui veut, c'est du pain de député¹ ! » Des gens tombaient morts de faim dans les rues². Les suicides se multipliaient. Les ouvriers n'avaient de ressource que la mort ou l'insurrection. Ils s'insurgèrent le 12 germinal.

Une adresse menaçante, apportée le 11 à la tribune de la Convention par la section des Quinze-Vingts, n'ayant pas été écoutée, les sections du Théâtre-Français³, des Lombards, des Marchés⁴ et toutes celles des faubourgs Jacques, Antoine et Marcel marchèrent le lendemain, en foule serrée, mais sans armes, vers les Tuileries, forcèrent les portes de la salle des séances et envahirent l'assemblée en criant : *Du pain, du pain !* Cette fois, les députés de la Montagne, sans craindre de paraître justifier les reproches qu'on leur faisait d'organiser l'insurrection, soutinrent les réclamations du peuple. Ils applaudirent bruyamment aux revendications formulées par Van Eck, orateur de la section de la Cité⁵, qui demandait la liberté des patriotes incarcérés⁶. Aux cris : *Du pain, du pain !* sans cesse répétés par la foule, ils répondirent par l'organe de Prieur (de la Marne) : « Le peuple a fait retentir sa voix pour la justice. Il nous demande du pain, il faut lui en donner. » La Convention promit de s'en occuper sur l'heure même, et les insurgés, confiants dans cette promesse solennelle, se retirèrent lentement.

La Montagne n'avait rien fait qui pût démontrer de sa part une entente préalable avec les sections soulevées. C'étaient

1. Prieur (de la Marne) raconte le fait à la Convention le 12 germinal (*Moniteur*, réimpr., t. XXIV, p. 115). « A ce récit, dit le journaliste, l'assemblée se soulève d'indignation. »

2. Aulard, *Paris*, etc., t. I, p. 724.

3. Quartiers actuels de l'Odéon et de la Monnaie (en partie).

4. Quartier actuel des Halles.

5. Quartier Notre-Dame.

6. *Moniteur*, réimpr., t. XXIV, p. 114.

deux Montagnards, Gaston et Du Roy, qui, les premiers, avaient osé réclamer l'évacuation de la salle¹. Ce sont eux encore qui avaient éloigné les femmes installées sur les bancs de l'amphithéâtre; ils y mirent même quelque vivacité, et Choudieu, réclamant sa place avec énergie, s'entendit répondre : « Nous sommes chez nous ici²! »

Quant aux témoignages de sympathie qu'ils avaient donnés à la foule, ils n'allèrent chez aucun d'eux jusqu'aux démonstrations théâtrales du thermidorien Merlin (de Thionville), qui s'était jeté parmi les ouvriers et les embrassait à tour de rôle en les appelant ses frères³. Malgré cela, dès que la salle fut vide et qu'on eut pris, tant bien que mal, des mesures pour assurer les arrivages⁴, le ressentiment des thermidoriens, soudainement réveillé par un incident de séance⁵, se traduisit en proscriptions contre les Montagnards. On se souvint d'une phrase prononcée tout à l'heure à la barre par Van Eck et qui semblait les désigner comme complices de l'émeute : « Et toi, Montagne sainte, toi qui as tant combattu pour la République, les hommes du 14 juillet, du 10 août, du 31 mai te réclament dans ce moment de crise. Tu les trouveras toujours prêts à te soutenir, prêts à verser leur sang pour la République⁶. » Cela parut suffire pour justifier les mesures

1. *Moniteur*, réimpr., t. XXIV, p. 111. « Mes amis, disait Gaston, vous voulez du pain et la liberté des patriotes incarcérés, n'est-ce pas? Eh bien! nous sommes de votre avis; vous l'obtiendrez; mais filez, parce qu'on étouffe! »

2. *Moniteur*, réimpr., t. XXIV, p. 114.

3. *Ibid.*, p. 111.

4. On renvoya au Comité de Salut public, sans l'examiner, une proposition de Goujon dont l'adoption semblait pourtant indispensable. On se rappelle que, lors de l'établissement du *maximum*, la Commission des subsistances, alors présidée par Goujon, avait institué quatorze arrondissements de réquisitions, plus un cinquième réservé spécialement à l'approvisionnement de Paris. En nivôse an III, on supprima cette précaution, bien que le maintien de la taxe du pain obligeât de continuer les réquisitions. Il en résulta que de nombreux districts furent, comme avant brumaire an II, requis de fournir bien plus qu'ils n'avaient, qu'ils ne fournirent rien et que les arrivages manquèrent. Goujon demandait qu'on rétablît pour chaque district et pour Paris un arrondissement spécial d'approvisionnement. Ce fut sa seule intervention dans la séance du 12 germinal (*Moniteur*, réimpr., t. XXIV, p. 115).

5. Ysabeau, au nom du Comité de Sécurité générale, vint raconter, en exagérant et dramatisant les faits, l'« assassinat » de son collègue Auguis, qui avait été arrêté place du Panthéon et violemment maltraité par la foule. Quelques moments plus tard, il annonçait le meurtre d'un autre député, Pénisiers, qui n'était même pas blessé (*Ibid.*, p. 118).

6. *Moniteur*, réimpr., t. XXIV, p. 112.

les plus violentes. Billaud-Varenne, Barère, Collot d'Herbois et Vadier furent condamnés par décret, sans jugement, à la déportation. Sur des imputations vagues, pour quelques phrases prononcées dans le bruit et dont personne, à une heure d'intervalle, n'aurait pu garantir le texte, on vota l'arrestation de Châles, Choudieu, Foussedoire, Léonard Bourdon, Ruamps, Duhem et Amar, et on les fit partir pour le château de Ham. Trois jours plus tard, neuf Montagnards encore devaient être arrêtés¹.

Après cette crise, la guerre est ouverte entre les deux fractions du parti républicain : il faut que l'un ou l'autre succombe. Désormais, dans tout mouvement populaire, même causé par la famine seule, les modérés verront un complot jacobin, une tentative de révolution, un nouveau 31 mai, organisé dans la Convention même par les députés de l'extrême-gauche. Les Montagnards, de leur côté, croiront reconnaître dans tous les actes de la majorité l'exécution d'un plan contre-révolutionnaire tendant à rétablir les privilèges politiques, l'« oligarchie » et finalement la royauté. Ils espèrent bien que le peuple de Paris ne permettra pas à ce « complot » de réussir. Mais ils ont gardé de leur origine bourgeoise, de leur éducation philosophique et de leur pratique de légistes un respect de la loi écrite, un amour de l'ordre et de la discipline, une horreur de la démagogie et de l'insurrection, que l'exercice du pouvoir, au cours de leurs missions ou dans les comités, n'a fait que renforcer davantage. Aussi ne songent-ils pas à organiser eux-mêmes le soulèvement populaire qui pourrait seul les sauver. Aucun même n'acceptera de le favoriser ou de le conduire; mais personne d'entre eux non plus, quand l'insurrection se produira, ne voudra répondre par des violences aux plaintes de ce peuple affamé, seul capable à leurs yeux d'arrêter la contre-révolution et de maintenir la République.

Cette contradiction de sentiments, qui causera la perte des derniers Montagnards, est particulièrement sensible chez Goujon pendant les quelques jours qui séparent les deux « émeutes de la faim ». A toutes les convictions théoriques, à toutes les raisons de principe qui l'avaient dès longtemps attaché à la cause de l'égalité et au régime démocratique, des sentiments plus vifs et plus personnels venaient maintenant s'ajouter. La suppression

1. Moïse Bayle, Thuriot, Cambon, Granet (de Marseille), Hentz, Maignet, Levassieur (de la Sarthe), Crassous et, enfin, le propre accusateur de Billaud et Barère, Le Coindre (de Versailles).

du maximum n'avait pas atteint seulement en lui le promoteur même de la loi et l'ancien membre de la Commission des subsistances. Elle atteignait aussi le simple citoyen et le père de famille. Goujon venait d'avoir un fils, qu'il appela Philarète, et qu'il élevait selon les préceptes d'*Émile*. Il lui fallait, avec son seul traitement de député, — trente-six livres par jour en assignats¹, — subvenir aux besoins de six personnes. Il comprenait mieux que jamais, à présent, le ressentiment et la haine des ouvriers contre ces jeunes gens riches et insolents, cravatés de vert comme les chouans², insoumis ou déserteurs pour la plupart, qui venaient insulter, dans les faubourgs même, à la misère du peuple, faisaient la loi dans les théâtres et les promenades et maltrahaient les patriotes aux sons du chant « libricide » de Gaveaux et Sourigüière, *le Réveil du peuple* :

Ah ! qu'ils périssent ces infâmes
Et ces égorgeurs dévorants,
Qui portent au fond de leurs âmes
Le crime et l'amour des tyrans !...

Voyez déjà comme ils frémissent !
Ils n'osent fuir, les scélérats ;
Les traces du sang qu'il vomissent
Décèleraient bientôt leurs pas.

Oui, nous jurons sur votre tombe,
Par notre pays malheureux,
De ne faire qu'une hécatombe
De ces cannibales affreux !

A ces couplets assez plats, malgré leur ton déclamatoire, Goujon en avait substitué d'autres, qui, littérairement, ne valent guère davantage, mais renseignent bien sur ses sentiments à l'égard des « muscadins du café de Chartres » :

Des légions victorieuses,
Pusillanimes déserteurs

1. Encore l'indemnité n'avait-elle été que de 18 livres jusqu'au décret du 23 nivôse an III, qui en doubla le chiffre. A cette date, le thermomètre tombait à — 15°, et l'on payait le bois de chauffage 40 et 50 livres la voie (Aulard, *Paris*, etc., t. I, p. 383).

2. Les républicains les appelaient « le régiment de Royal-Cravate » (Louvê, art. de la *Sentinelles* du 13 thermidor an III).

Quelles blessures glorieuses
Recûtes-vous au champ d'honneur?

Vous vous cachez loin des frontières,
Vous avez fui hors des combats.
Ah! du moins, respectez les mères
De vos intrépides soldats!

O des boudoirs bande insolente,
De débauchés impur amas,
Troupe avilie et fainéante,
Tremblez de voir armés nos bras!

Ne rappelez pas de vos pères
Les trop criminels attentats;
Le peuple arrête ses colères :
Ne l'appellez pas aux combats !¹

Le ton de cette invective fait pressentir dans quel esprit Goujon, vertueux, honnête et de mœurs simples, n'ayant jamais eu, semble-t-il, fût-ce au début de sa jeunesse, le goût ni même l'appétit du plaisir, devait juger la conduite d'un Tallien ou d'un Barras. Son aversion pour les « impurs » du parti thermidorien se renforça d'un nouveau motif, le jour où les mesures de représailles qui suivirent le 12 germinal vinrent frapper jusqu'en sa maison. Le surlendemain de l'émeute, par ordre du Comité de Sûreté générale, Tissot était arrêté et conduit à la maison d'arrêt du Plessis². Un rapport de police l'avait dénoncé comme « l'un des auteurs de l'insurrection du 12 germinal, prévenu d'avoir improuvé ouvertement l'arrestation des représentants Choudieu, Léonard Bourdon, etc., qu'il a prétendu être les meilleurs patriotes de l'assemblée, ajoutant que les Jacobins ne sont pas morts, que leur réveil sera terrible, et tournant en ridicule ceux qui vont en armes à leur section au son du tocsin ou au bruit de la générale³ ». Tissot avait été jacobin comme Goujon; il avait bien

1. D'après une copie conservée dans les papiers de Goujon. Elle est de la main de Tissot et contient huit couplets. La musique du *Réveil du peuple* a été reproduite par M. Constant Pierre dans son ouvrage : *Musique des fêtes et cérémonies de la Révolution*. Impr. nat., 1898, in-4°. Sous le second Empire, dans plusieurs églises catholiques de Paris, on chantait des cantiques sur l'air du *Réveil du peuple*.

2. Registre d'écrou, 14 germinal (Arch. de la Préfecture de police). Je dois ce renseignement à l'obligeante communication de M. Léonce Grasilier. — R. G.

3. Arch. nat., AF^{II}, 298, 14 germinal.

paru quelquefois au club de la section des Quinze-Vingts, où se réunissaient les anciens membres de la Société depuis la fermeture de la salle Saint-Honoré. Il avait même été arrêté pour cela une première fois à la fin de brumaire¹. Mais, devenu prudent depuis lors, il s'était abstenu de paraître dans le faubourg Saint-Antoine. Le 12 germinal, il était à son bureau de la Commission d'agriculture, rue Saint-Dominique. Il put fournir l'attestation de ses collègues. Goujon la fit passer au Comité de Sûreté générale, répondit pour son beau-frère et le fit remettre en liberté². Mais cette menace directe l'affecta beaucoup. Par instants, il semblait prévoir sa fin prochaine et les malheurs de la République. Il eut un moment la pensée de donner sa démission pour se retirer à la campagne, « mûrir et grandir dans le silence ». Il disait à Tissot : « Nous sommes tous trop jeunes ; allons adorer l'écho³. » La crainte de paraître abandonner son poste, peut-être aussi le manque de ressources, le firent renoncer à ce projet. Il s'était mis à relire la Bible⁴ et parlait souvent de la mort. Tissot et lui s'étaient juré, s'ils devaient succomber, de ne jamais subir la honte du supplice et de se fournir l'un à l'autre les moyens d'y échapper par le suicide, c'est ce qu'ils appelaient le « dernier service de l'amitié ». Plus tard même, Goujon avait résolu de venir à la tribune de la Convention offrir sa vie en sacrifice aux haines des partis, en faisant un dernier appel à la concorde et à la paix. Quelques fragments ont survécu de ce discours qu'il avait commencé d'écrire :

Ennemis de ma patrie, ô vous qui, sous le nom sacré d'humanité et de justice, ne réclamez que le meurtre et la vengeance ; ô vous qui êtes altérés du sang innocent, du sang pur des défenseurs du peuple ! Venez, je le sens avec joie, le mien est digne d'étancher votre soif impie⁵... Je n'ai de fiel ni de haine contre personne ; je ne hais que les mauvaises actions ; que les méchants deviennent bons, et je les chérirai comme je chéris tous les hommes... O ma patrie ! combien de temps encore seras-tu le jouet des factions et la proie des

1. *Journal de Pertet* du 2 frimaire (Aulard, *Paris*, etc., t. 1, p. 259. Il fut remis en liberté le 24 frimaire (Arch. de la Préfecture de police).

2. Arch. nat., F⁷4411³.

3. Tissot, *Histoire complète de la Révolution*, t. V, p. 465.

4. Tissot, *Ibid.*

5. Épigraphie de la *Défense* de Goujon publiée par Tissot à la fin des *Souvenirs de prairial*.

méchants? Combien de temps encore l'orgueil et les passions de tes enfants s'élèveront-ils dans ton sein, toujours prêts à le consumer¹?

Il n'eut pas le temps d'exécuter ce projet singulier qui rappelait un dessein analogue du Mayençais Adam Lux². La famine avait repris de plus belle après le 12 germinal. A la fin du mois, le pain manqua plusieurs jours de suite. Le 1^{er} prairial, une insurrection nouvelle éclatait qui devait entraîner la mort des derniers Montagnards.

CHAPITRE XI.

LE 1^{er} PRAIRIAL.

Le 1^{er} prairial. Un visiteur suspect. Départ de Goujon pour la Convention. — Les Champs-Élysées. Les Tuileries. La salle des Machines. — La séance. Le plan d'insurrection. Les tribunes envahies. Le général Fox. — Attaque des portes. Les insurgés dans la salle. Violences. Mort de Féraud. Désordre et tapage. Danger d'appel nominal. — Intervention des Montagnards. Rôle de Vernier. Motions de Romme, Duquesnoy, du Roy. — Goujon à la tribune, Bourbotte, Soubrany. La Commission des quatre. — Rôle des comités. Forces militaires. Conduite singulière de Vernier. Legendre et Auguis. Le piège. — Arrivée des troupes. Les vengeance. — Arrestation des huit. Adieux à Lise. — Le départ.

Chaque matin, Goujon quittait son logis de bonne heure pour se rendre à la Convention. Tissot l'accompagnait quelquefois jusqu'aux Tuileries. Le 1^{er} prairial (20 mai), vers huit heures, tous deux allaient sortir, lorsqu'un jeune homme se présenta, qui demandait à parler au citoyen représentant³. On l'introduisit : c'était un ami de Tissot, qui l'avait connu dans les réunions poli-

1. Fragment cité par Tissot dans sa *Réponse à Lanjuinais* (*Journal des hommes libres*, 24 nivôse an IV).

2. Il avait voulu se suicider à la tribune en mai 1793 (voy. Chuquet, *Études d'histoire*, 2^e série. Paris, s. d. (1903), in 8°).

3. Les détails qui suivent sont empruntés à Tissot, *Histoire complète de la Révolution*, éd. de 1835, t. V, p. 459.

tiques, le tenait pour honnête et probe et l'estimait surtout à cause du zèle ardent qu'il affichait pour la cause du peuple. Avec un embarras visible et toutes sortes de précautions, le visiteur annonça qu'une insurrection devait éclater dans les faubourgs le matin même. A l'entendre, le peuple, mourant de faim, irrité de l'insolence des aristocrates, qui chaque jour insultaient à sa misère, allait enfin se réveiller, faire un nouveau 31 mai, bloquer les Tuileries, forcer la Convention et les comités à lui donner du pain, à lui rendre ses armes, à lui garantir ses droits politiques, à mettre en liberté les patriotes persécutés pour s'être dévoués à sa cause. Il ne fallait au peuple que des chefs pour le conduire à la victoire. Qui pourrait jouer ce grand rôle mieux que Goujon, patriote ardent, républicain passionné qui n'avait caché à personne son aversion pour les perfides auteurs de la réaction thermidorienne? mieux que Tissot, persécuté naguère encore par les Tallien et les Legendre? Ils ne laisseraient pas échapper cette dernière occasion de sauver la République; ils se joindraient aux députés fidèles pour renverser, au besoin par la force, la tyrannie des comités.

Goujon et Tissot avaient écouté sans rien dire. L'exaltation factice de ce jeune homme, l'instant singulier choisi par lui pour sa démarche, son trouble devant les questions qu'ils lui posèrent ensuite, tout cela les mit en défiance. Ils refusèrent, en termes très nets, de prendre part à aucune entreprise violente, et congédièrent le visiteur suspect¹. Goujon demeurait attristé et inquiet. Un moment, il parut hésiter à quitter la maison, comme s'il eût pressenti qu'il n'y rentrerait jamais. Dans un coin de la chambre, Philarète dormait dans son berceau. Avant de sortir, le père s'agenouilla pour l'embrasser. Puis il dit adieu aux siens, plus longuement qu'à l'ordinaire et d'une voix changée. « Ce furent, dit Tissot, des adieux tristes comme ceux qui précèdent la mort, et il partit avec la fermeté d'un homme qui court à son devoir, au risque de tous les dangers qu'il a prévus dans sa pensée. »

Il se rendit aux Tuileries par le chemin qu'il suivait chaque jour, prit la rue de Bourgogne et traversa la Seine au pont de la Révolution, ci-devant Louis XVI². Une chaleur lourde tombait

1. Tissot ajoute : « Jamais celui qui nous donna ce conseil n'osa reparaitre devant nous. Il se bannit lui-même de France en se reprochant la mort des députés de prairial. »

2. Devenu le pont de la Concorde par décret de la Convention du 4 brumaire an IV.

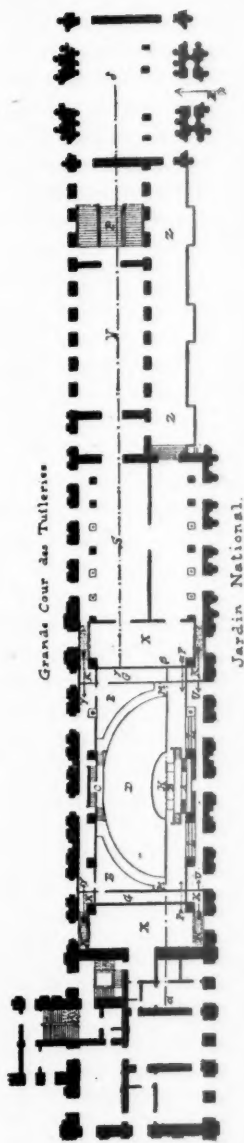
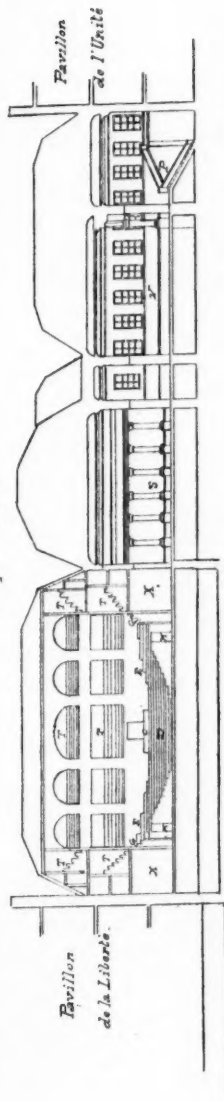
LEGENDE.

A. Bureau du président.
 B. Barre de la Convention.
 C. Barre de la Convention.
 D. Amphithéâtre des députés.
 EE. Tribunes des députés suppléants.
 FF. Tribunes des députés suppléants.
 GG. Tribunes basses du public.

H. Hémicycle.
 KK. Tribunes de la Salle des séances.
 LL. Tribunes des délégations.
 MM. Couloirs autour de l'amphithéâtre.
 NN. Escaliers conduisant à la Salle.
 O. Entrée du pavillon de l'Horloge.
 R. Entrée du pavillon de l'Horloge.

S. Salon de la Liberté.
 TT. Escaliers conduisant aux tribunes.
 U. Escaliers conduisant aux tribunes.
 V. Grand vestibule (ancienne chapelle).
 XX. Vestibules ou antichambres de la Convention.
 YY. Vestibules ou antichambres de la Convention.
 ZZ. Terrasse de la galerie basse.

Coupe apyd



0 1 2 3 4 5 6 7 8 9 10 11 12 13 14 15 16 17 18 19 20 21 22 23 24 25 26 27 28 29 30 31 32 33 34 35 36 37 38 39 40 41 42 43 44 45 46 47 48 49 50 51 52 53 54 55 56 57 58 59 60 61 62 63 64 65 66 67 68 69 70 71 72 73 74 75 76 77 78 79 80 81 82 83 84 85 86 87 88 89 90 91 92 93 94 95 96 97 98 99 100

d'un ciel orageux¹. Goujon descendit sur la berge du fleuve au bas du quai de la Conférence. L'eau fraîche le tenta ; au bout de l'allée des Princes², près des Champs-Élysées, il s'arrêta, quitta ses vêtements et entra dans l'eau. Il était environ onze heures.

Quelques instants plus tard, les tambours de la section des Champs-Élysées parurent sur le Cours-la-Reine³. Ils battaient la générale pour ordonner à tous les citoyens de se rendre à leur poste, les représentants au Palais national, les soldats aux casernes, les gardes nationaux au chef-lieu de leur section. Goujon gagna la berge, s'habilla rapidement et marcha vers les Tuileries. Il traversa le jardin, naguère encore transformé en un champ de pommes de terre, maintenant embelli des palmiers du ci-devant Monsieur, apportés du château de Brunoy, et des oranges du premier président Bochart de Saron⁴.

Depuis le 10 mai 1793, la Convention tenait ses séances dans l'ancienne salle des Spectacles et des Machines, entre le pavillon de Marsan et l'entrée principale des Tuileries. La salle, aménagée par l'architecte Gisors, était établie au niveau de l'ancienne chapelle, au-dessus de l'imprimerie et des corps de garde, à mi-hauteur entre le rez-de-chaussée et le premier étage. Elle était assez inconmode et de dimensions restreintes⁵. On lui avait conservé sa forme rectangulaire ; l'amphithéâtre des députés ne touchait pas les murs, et l'on pouvait circuler librement à l'entour. Les conventionnels, assis à l'étroit sur des gradins resserrés et trop bas, sans pupitres pour écrire, pouvaient difficilement se mouvoir et quitter leurs places⁶. Ils voyaient mal la tribune et

1. Rapport de police du 1^{er} prairial (Aulard, *Paris*, etc., t. I, p. 732).

2. Aujourd'hui l'avenue d'Antin.

3. On l'appelait alors le Petit-Cours. Les détails qui précèdent sont empruntés, d'une part, à l'interrogatoire de Goujon devant la Commission militaire (Arch. nat., W 548, n° 53), de l'autre, à sa *Défense*, imprimée par Tissot à la fin des *Souvenirs de prairial*.

4. Arch. nat., C 354 (Comité des inspecteurs de la salle).

5. Exactement 126 pieds sur 45 pieds 6 pouces, environ 42 mètres sur 15 (rapport des architectes Garrez et Aubert au Comité des inspecteurs de la salle sur les projets présentés par les architectes Vignon et Gisors, 28 octobre 1792; Arch. nat., F¹³ 1240). On ne peut donc dire avec M. Aulard (*Grande encyclopédie*, t. XII, p. 859, v^e *Convention*) que cette salle était « immense ».

6. Les treize rangs de banquettes n'étaient espacés que de 38 pouces (0^m84) de milieu en milieu, et chacune des 780 places n'avait que 21 pouces (0^m59) de large (Aubert et Garrez, rapport du 19 octobre 1792 sur le projet Gisors, qui fut exécuté de préférence au projet Vignon; Arch. nat., C 354, dossier 1850).

tournaient le dos à la barre des pétitionnaires¹. Il n'y avait qu'une porte d'entrée, à droite, donnant directement sur l'hémicycle. On y arrivait par le grand escalier du pavillon central des Tuileries, en traversant d'abord l'ancienne chapelle, transformée en salle des pas perdus, puis un salon d'attente, dit *salon de la Liberté*, enfin un vestibule plus petit et attenant directement à la salle des Séances. La porte de sortie était à l'extrémité opposée, du côté du nord, et conduisait, par un autre vestibule symétrique du précédent, aux escaliers du pavillon de Marsan, devenu pavillon de la Liberté. C'est de ce côté que la Convention communiquait avec plusieurs de ses comités, et notamment avec le Comité de Sûreté générale, installé à l'ancien hôtel de Brionne, sur la même cour que le pavillon de Marsan. Le Comité de Salut public siégeait au pavillon de l'Égalité (pavillon de Flore), à l'autre extrémité des Tuileries².

Le public arrivait directement par la cour et par le jardin, et au moyen d'escaliers particuliers, dans les tribunes qui lui étaient réservées. Sur chacun des petits côtés de la salle, à droite et à gauche du président, s'étagaient, l'une au-dessous de l'autre, trois grandes tribunes carrées, dont la plus basse surplombait de quelques pieds seulement l'amphithéâtre des députés. Sur les deux grands côtés du rectangle, deux étages de galeries étaient pratiqués entre les gros piliers de maçonnerie qui soutenaient le comble. Là étaient les loges réservées aux ambassadeurs et aux journalistes, avec d'autres tribunes. Les députés suppléants avaient leur place à part, sur deux tribunes triangulaires, dans les angles du bâtiment³. La salle, entièrement construite en bois sauf les gros murs, était très sonore. On l'avait ornée « dans un style simple et sévère⁴ » : une frise peinte en guirlandes de laurier à l'antique, des tentures en toile unie et, des deux côtés du bureau, des plaques de marbre portant gravées la déclaration des

1. La barre avait d'abord été placée dans l'hémicycle. On y accédait du rez-de-chaussée par une allée qui coupait en deux l'amphithéâtre des députés. Le 29 nivôse an III, Poulitier, au nom du Comité des inspecteurs, proposa de supprimer cette allée, de resserrer l'amphithéâtre des députés et de placer la barre au haut de l'amphithéâtre, en arrière du gradin le plus élevé (voy. le plan). Ce projet fut adopté, et l'exécution en était terminée à la fin de floréal (*Moniteur*, réimpr., t. XXIII, p. 231 et 355).

2. D'après l'*Almanach national* de l'an III.

3. Rapport d'Aubert et Garrez, déjà cité, 19 octobre 1792.

4. *Ibid.*

droits de l'homme et la constitution de 1793. Sur chacun des piliers était sculptée en bas-relief l'image d'un « législateur » de l'antiquité classique, les Romains du côté de la cour et les Grecs du côté du jardin¹. Brutus était le dernier de la série romaine, à la gauche du président, et de là vint l'habitude d'appeler ce côté de l'assemblée le *côté de Brutus*. C'est là que se groupaient d'ordinaire les survivants de la Montagne, et c'est là qu'en entrant dans la Convention, au matin du 1^{er} prairial, Goujon vint prendre sa place accoutumée².

La séance s'était ouverte à onze heures, présidée par le girondin Vernier, un des soixante-quatorze proscrits volontaires du 2 juin rappelés après thermidor³. Ysabeau⁴, puis Auguis⁵ étaient venus dénoncer à la tribune les préparatifs de l'émeute. Elle était,

1. D'après les gravures de Monnet et de Duplessi-Berteaux, conservées au Cabinet des Estampes (V^a 221 et coll. Hennin, vol. 137, fol. 19). Je dois ces indications à l'extrême obligeance de M. Armand Brette, qui a bien voulu mettre à ma disposition les documents qu'il a réunis pour le second volume (en préparation) de son grand ouvrage : *Histoire des édifices où ont siégé les assemblées parlementaires de la Révolution et de la première République*. Je prie M. Brette d'accepter ici le témoignage de ma reconnaissance. — R. G.

2. Le plan que nous donnons ici pour faciliter l'intelligence des détails qui vont suivre a été reconstitué d'après les descriptions d'Aubert et Garrez dans leurs rapports sur les projets Vignon et Gisors. Les plans originaux ont disparu. Heureusement, Vignon publia en mars 1793 son projet, en même temps qu'une adresse au ministre de l'Intérieur, destinée à montrer les emprunts que Gisors lui avait faits, de sorte qu'il nous a été possible, en tenant compte de ces diverses indications, de rétablir le plan Gisors, avec les modifications adoptées en l'an III (le plan de Vignon est aux Arch. nat., F¹³ 1240).

3. Vernier (Théodore), né à Lons-le-Saulnier le 28 juillet 1731, avocat, député aux États généraux par le tiers état du bailliage d'Aval, réélu à la Convention par le département du Jura. Réfugié en Suisse après le 2 juin, rappelé en décembre 1794. Membre du Conseil des Anciens en 1795, sénateur après le 18 brumaire, comte de l'Empire, pair de France sous les deux Restaurations; mort à Paris le 6 février 1818.

4. Ysabeau (Claude-Alexandre), né à Gien le 14 juillet 1754. Oratorien, curé constitutionnel de Tours, démissionnaire et marié, député d'Indre-et-Loire à la Convention, en mission dans la Gironde en 1793 et 1794, puis à l'armée des Pyrénées-Orientales, membre du Conseil des Anciens jusqu'en l'an VI; employé par le Directoire, le Consulat et l'Empire dans l'administration des postes, révoqué en 1814 et banni en 1816 comme régicide, il revint à Paris en 1830 et y mourut le 30 mars 1831.

5. Auguis (Pierre-Jean-Baptiste), né en 1752 à Melle (Deux-Sèvres), capitaine de dragons en 1789, président du tribunal de Melle en 1790, député des Deux-Sèvres à la Législative et à la Convention, envoyé en mission à Marseille après thermidor. Réélu aux Anciens, puis aux Cinq-Cents, membre du Corps législatif sous le Consulat et l'Empire, mort à Melle le 17 février 1810.

disaient-ils, déjà organisée de longue main par les députés terroristes fugitifs et par ce qui restait encore de Montagnards dans la Convention. Un membre du Comité de Sûreté générale¹ avait donné lecture d'un plan d'insurrection imprimé qui circulait dans Paris depuis la veille, et dans lequel les chefs du mouvement avouaient hautement leurs intentions et formulaient leurs exigences : du pain, la suppression du gouvernement des comités, l'établissement de la constitution démocratique de 1793 et la liberté des patriotes emprisonnés comme terroristes au lendemain de thermidor. Laporte, membre du Comité de Salut public, venait de monter à la tribune au moment où Goujon entra dans la salle. Il annonça que le mouvement populaire menaçait de s'étendre et demanda des pouvoirs extraordinaires pour le réprimer. Il avait rédigé, d'accord avec le Comité², un projet de décret en onze articles, dont il donna lecture et qui fut voté immédiatement. Les sections devaient se réunir en armes dans le délai d'une heure, et la Convention resterait en permanence jusqu'au rétablissement de l'ordre. Les comités rendraient compte d'heure en heure de la situation de Paris. La Commune était déclarée responsable de toute violence contre la représentation nationale. Enfin, s'il y avait des attroupements armés, les vingt premiers individus saisis à la tête de chacun d'eux seraient tenus pour chefs de la révolte et mis, par là même, hors la loi. Aussitôt après le vote, Laporte quitta la salle, emportant le décret pour le faire transcrire, imprimer et afficher partout.

Il venait à peine de sortir, quand une députation de la section de Bonconseil³ se présenta à la barre et fit lecture d'une longue adresse, où elle appelait l'attention de l'assemblée sur les souf-

1. Ysabeau, d'après le *Moniteur*, réimpr., t. XXIV, p. 497; Pierret, d'après le *Journal des Débats*, n° 968.

2. Le Comité de Salut public, réorganisé par le décret du 7 fructidor an II (*Moniteur*, réimpr., t. XXI, p. 661), comprenait douze membres. Le 15 germinal an III, Boissy d'Anglas fit porter ce nombre à seize. Au 1^{er} prairial, ces seize membres étaient : Aubry, Cambacérés, Defermon, Doucet, Fourcroy, Gillet, Lacombe (du Tarn), Laporte, Merlin (de Douai), Rabaut-Pommier, Reubell, Roux (de la Haute-Marne), Tallien, Treilhard, Siyès et Vernier. Vernier présidait la Convention, Siyès et Reubell étaient en mission diplomatique à la Haye.

3. Ci-devant Mauconseil, comprise entre la rue Thévenot, la rue Franciade (Saint-Denis) et la rue Montorgueil. Elle forme à présent une partie des quartiers des Halles et de Bonne-Nouvelle. Le chef-lieu de la section était rue Saint-Denis, en face de la rue aux Ours.

frances du peuple¹ qui manquait de pain et de charbon. « Nouveaux Tantales, disaient les pétitionnaires, nous expirons à chaque minute de besoin et d'inanition au milieu de l'abondance. » Ils demandaient à l'assemblée, en termes très modérés, de s'intéresser à leur pénible situation. « Nous sommes persuadés, ajoutaient-ils, que vous n'y resterez pas étrangers et que dans peu vous saurez la rendre plus heureuse. »

A cette demande respectueuse, comme aux sommations insolentes du *plan d'insurrection* lu tout à l'heure à la tribune, la Convention ne pouvait répondre que par de nouvelles promesses. Elle renvoya la pétition aux comités de gouvernement et vota, sur la proposition de Mathieu, une proclamation menaçante aux Parisiens, accusant vaguement les « ennemis de la chose publique » d'avoir provoqué la famine en « apportant des entraves à l'action du gouvernement ». Pendant la lecture de la proclamation, Goujon avait quitté la séance pour monter un instant au Comité des inspecteurs de la salle². Au retour, on vint l'avertir qu'une femme l'attendait au bas de l'escalier. Il descendit et reconnut sa mère. Elle était sortie de la maison le matin dès l'aube pour aller aux boulangeries. Quand elle rentra, Goujon venait de partir pour la Convention. La générale battait dans les rues, des groupes armés se formaient partout, et l'on parlait d'une attaque imminente du peuple des faubourgs contre les Tuileries. En hâte, Nicole Goujon s'était rendue au Palais national; malgré les sentinelles, en se réclamant de son fils, elle avait pu passer. Maintenant, elle ne savait plus où aller; la foule encombrait déjà les avenues du jardin, les cours du Palais, les escaliers des tribunes. Jean-Marie conduisit sa mère au Comité des inspecteurs, où elle pouvait rester en sûreté, lui recommanda d'y attendre son retour et rentra dans la salle de la Convention³.

La séance était suspendue; les députés avaient ôté leurs chapeaux, qu'ils gardaient pour délibérer, et le président s'était couvert. Un tapage assourdissant retentissait jusque dans les vestibules. Les tribunes publiques avaient été envahies par des femmes du peuple; debout sur les banquettes, elles invectivaient

1. Elle est tout au long dans le *Moniteur*, réimpr., t. XXIV, p. 499. Nous n'en avons pas retrouvé l'original.

2. Ses bureaux étaient au second étage du pavillon de Marsan, ou de la Liberté.

3. Interrogatoire (Arch. nat., W 547, n° 53) et *Défense* de Goujon.

le président, menaçaient du poing les conventionnels et répétaient sans interruption leur cri de détresse et de colère : « Du pain ! du pain ! » C'est dans la grande tribune du côté gauche, la plus rapprochée des gradins occupés par les députés montagnards, que les cris et le tapage avaient le plus de violence. Peu à peu, le tumulte gagna les tribunes supérieures et les galeries du côté du carrousel. Le président Vernier essayait vainement de ramener le silence. André Dumont¹, qui avait présidé au 12 germinal, le remplaça au fauteuil. Il montra moins de patience et mit tout de suite aux voix la proposition de faire expulser et arrêter les perturbateurs. La Convention entière se leva pour rendre le décret². Un général de brigade se trouvait à la barre. Dumont l'interpella : « Citoyen, je te nomme commandant provisoire de la force armée et je t'ordonne de l'employer pour faire respecter la Convention. » Il prit le temps de demander son nom au général et d'écrire la minute du décret : « Le citoyen Fox est nommé commandant général de la force armée de Paris³. » Pendant que Fox sortait de la salle pour remplir sa mission, le président invitait les femmes à évacuer les tribunes ; elles répondirent par des cris et des injures. Fox apparut alors dans la tribune basse de gauche ; il était suivi de quatre soldats et de deux jeunes gens armés chacun d'un fouet de poste. A coups de crosse et de lanière, ils eurent tôt fait de débarrasser la grande tribune, passèrent de là dans les tribunes voisines et les vidèrent de même. Des applaudissements répétés saluèrent ce premier succès. Mais la Convention n'en avait pas fini avec l'émeute.

1. Dumont (André), né à Oisemont (Somme), le 23 mai 1764. Avocat, administrateur du département en 1790, député de la Somme à la Convention ; en mission dans la Somme, le Pas-de-Calais et l'Oise ; réélu aux Cinq-Cents (1795-1797) ; sous-préfet d'Abbeville sous le Consulat et l'Empire, préfet du Pas-de-Calais aux Cent-Jours ; banni en 1816, rentré en 1830, mort à Abbeville le 19 octobre 1836.

2. *Moniteur*, réimpr., t. XXIV, p. 508.

3. Arch. nat., C341, dossier 1645. Le *Journal de Paris* (n° 504 du 2 prairial) donne le nom de Fox, qui n'est pas dans le *Moniteur*. Le rédacteur du *Journal des Débats* (n° 969, p. 451) avait mal entendu, et il imprima : le général Hoche. La plupart des détails que nous donnons ici sont empruntés au *Moniteur*, réimpr., t. XXIV, p. 508 et suiv. Son compte-rendu, rédigé par Jourdan et Martainville, qui assistèrent à une grande partie de la séance, est de beaucoup le plus complet, mais il est suspect. Nous ne le reproduisons que lorsqu'il est d'accord avec celui des autres journaux. Nous signalerons à mesure les inexactitudes que l'on peut constater par ailleurs, notamment au moyen des témoignages apportés devant la Commission militaire.

A l'instant où Fox venait de sortir, Auguis reparut à la tribune, annonçant que des colonnes d'insurgés en armes marchaient sur les Tuileries. « On a pris des mesures, ajoutait-il ; déjà plusieurs bataillons, qui sont animés du zèle le plus patriotique, entourent la Convention nationale : ils ont juré de défendre la République et ses représentants. » Quelques instants plus tard, vers une heure et demie, l'entrée de la salle était forcée.

Les insurgés comptaient certainement dans leurs rangs d'anciens combattants du 10 août. Ceux-là se souvenaient de la fusillade meurtrière essuyée par les assaillants dans le vestibule central et le grand escalier des Tuileries, occupés par les Suisses. Ils savaient cette entrée du château facile à défendre et ils la croyaient bien gardée. Aussi n'est-ce pas par ce côté qu'ils attaquèrent la Convention. Leur tête de colonne principale arriva par le Carrousel et l'ancienne cour des Suisses, entra par la porte du pavillon de Marsan, gravit l'escalier de ce pavillon jusqu'au premier étage et pénétra dans la galerie qui touchait à la salle des Séances du côté du nord. C'est le même chemin qu'avaient d'abord suivi les femmes pour monter dans les tribunes, d'où Fox les avait expulsées. La porte qui, de la galerie, conduisait dans la Convention était fermée. Les insurgés l'attaquèrent à coups de crosse et n'eurent pas grand'peine à l'enfoncer : ils étaient dans la place¹. Par l'autre porte et par l'escalier qui, venant du rez-de-chaussée, aboutissait à la barre, quelques gendarmes étaient accourus². Ils

1. Il y a dans le récit que le *Moniteur* donne de cette scène une confusion qui rend toute la suite inintelligible (réimpr., t. XXIV, p. 503, col. 1) : « La porte de la salle du côté du salon de la Liberté... cède à la violence, éclate et se brise. » Il faut lire : du côté opposé au salon de la Liberté, ou encore : du côté du pavillon de la Liberté, c'est-à-dire du côté Marsan, à gauche du président. Le même *Moniteur* ajoute, du reste : « Une foule de citoyens armés entre par la barre et par la porte, à droite (du président, par conséquent du côté du salon de la Liberté et du vestibule d'entrée) ; ils courent vers celle qui a été forcée (donc vers la porte de gauche), les baïonnettes en avant », etc. Les deux gravures de Monnet et de Duplessi-Berteaux déjà citées (Bibl. nat., Cabinet des Estampes, coll. Hennin, V 137, fol. 19, et V^a 221) montrent bien que les insurgés ont pénétré par la porte de gauche, côté Marsan.

2. Il y avait trois corps de garde : celui de la garde nationale, sous le salon de la Liberté, celui des grenadiers de gendarmerie, au rez-de-chaussée du pavillon Marsan, et celui des gendarmes à cheval, au rez-de-chaussée de l'hôtel de Brionne, dans la même cour, au-dessous du Comité de Sûreté générale. Les gendarmes du pavillon Marsan avaient dû, selon toute apparence, au moment de l'arrivée des insurgés, passer de leur corps de garde dans un local adjacent, pratiqué sous la salle, et qui servait de poste aux vétérans préposés à la police du jardin (voy. Arch. nat., F¹³ 1240).

se rangèrent autour de l'hémicycle pour protéger les députés qui s'étaient réfugiés au haut des banquettes. Des gardes nationaux, assez nombreux, entrèrent à leur tour et parvinrent à repousser une première fois les insurgés. Bientôt ceux-ci revinrent en force. Auguis, le sabre à la main, suivi de plusieurs officiers et d'un fort groupe de gens armés, les rejeta encore hors de la salle. Des gardes nationaux de la section de la Fontaine de Grenelle arrivèrent pour prêter main-forte. En traversant l'hémicycle, ils recueillirent les félicitations du président. La salle était maintenant évacuée par les insurgés, mais la séance ne pouvait continuer régulièrement : des soldats en armes remplissaient le parquet. A chaque instant, des insurgés saisis dans les couloirs passaient devant la tribune, entraînés par les gendarmes qui les conduisaient au Comité de Sécurité générale. Dans les moments d'accalmie, on rendit cependant deux décrets : l'un confiait au représentant Delmas la direction de la force armée; l'autre chargeait les comités d'éviter tout retard dans l'arrivée des subsistances, en faisant parvenir des nouvelles rassurantes aux départements voisins de Paris¹.

Bientôt de nouveaux cris se firent entendre dans les vestibules. Cette fois, les insurgés arrivaient par les deux côtés. Ils remplissaient le salon de la Liberté, mais le gros de leur troupe apparut encore à la porte de gauche : beaucoup étaient en uniforme, canonniers et fantassins pêle-mêle, avec leurs tambours qui battaient la charge. D'autres entrèrent par la porte de droite, confondus avec les gardes nationaux des sections fidèles. Des coups de feu partirent; en un moment la mêlée devint générale. Une poussée décisive se produisit aux portes; quelques députés qui s'y étaient rendus, Dubois-Crancé² et Féraud³ entre autres, furent

1. Arch. nat., C341, dossier 1645; *Moniteur*, réimpr., t. XXIV, p. 503-504. La minute de la nomination de Delmas est de la main de La Porte et signée par lui, Monmayou, M.-J. Chénier, Delecloy, Kervélégan, Guyomar et Bergeing.

2. Dubois-Crancé (Edmond-Louis-Alexis), né à Charleville le 18 octobre 1747. Député aux États généraux par le tiers état du bailliage de Vitry-le-François, représentant du département des Ardennes à la Convention; en mission à l'armée des Alpes, à Lyon et à l'armée de l'Ouest; député aux Cinq-Cents jusqu'en 1798. Inspecteur général de l'armée du Rhin, puis (1799) ministre de la Guerre. Retraité en 1801 comme général de division; mort à Rethel le 29 juin 1814.

3. Féraud (Jean), né à Arreau (Hautes-Pyrénées), le 21 mars 1764. Député des Hautes-Pyrénées à la Convention, envoyé à l'armée des Pyrénées-Orientales,

bousculés et renversés. La foule envahit toute la salle, montant sur les gradins des députés, s'entassant dans le parquet et au pied de la tribune. Il y avait des femmes en grand nombre, des ouvriers en vêtements de travail, d'autres en uniforme de la garde nationale. Beaucoup étaient armés de fusils, de sabres et de piques. Ils avaient écrit à la craie sur leurs chapeaux : *Du pain et la constitution de 1793*. Des cris incessants remplissaient la voûte, parmi le tumulte, la poussière et la fumée des coups de feu. Il était trois heures et demie¹. Au pied de la tribune, des rixes violentes se produisirent. Un jeune homme, nommé Mally, voulut enlever à l'un des insurgés son chapeau. Menacé par ceux qui l'entouraient, il monta l'escalier de la tribune : un coup de fusil l'abattit aussitôt. Féraud, député des Hautes-Pyrénées, encore tout meurtri des coups qu'il avait reçus, voulut le secourir. A son tour, il gravit l'escalier de la tribune, aidé par un officier, le général Doraison². Aussitôt il est frappé de plusieurs coups et traîné dans un des couloirs, où on l'achève³.

Ce fut alors une vraie panique. Les conventionnels, réfugiés au haut de l'amphithéâtre, sautèrent dans le couloir qui en faisait le tour⁴. Les escaliers de dégagement conduisant au rez-de-chaussée et à la galerie basse sur le jardin étaient demeurés libres ; un assez grand nombre de députés sortirent par là⁵.

Les tribunes s'étaient vidées en partie ; la plupart des journa-

puis aux armées de la Moselle et du Rhin, commissaire aux subsistances de Paris. Assassiné le 1^{er} prairial an III.

1. Le *Moniteur* précise « trois heures trente-trois minutes » (Réimpr., t. XXIV, p. 504).

2. Déposition de Doraison devant la Commission militaire (Arch. nat., W547, n° 18).

3. Selon le *Moniteur* (réimpr., t. XXIV, p. 501), Féraud a été tué d'un coup de pistolet destiné à Doraison, qui avait bousculé un insurgé ; on l'aurait ensuite traîné par les cheveux dans le couloir. D'après le *Journal de Paris*, il aurait reçu des coups de sabre et de pique et se serait enfui dans le couloir, où il fut tué (n° 243 du 3 prairial, p. 977). Les détails de la scène ne ressortent pas nettement des débats de la Commission militaire. M. Claretie s'arrête à l'hypothèse que Féraud fut tué par une folle nommée Aspasia-Carle Migelli, qui l'avait confondu avec Fréron (*les Derniers Montagnards*, p. 153).

4. *Moniteur*, réimpr., t. XXIV, p. 504. Interrogatoire de Du Roy (Arch. nat., W547, n° 38).

5. *Moniteur*, *ibid.* D'après le *Journal de Paris*, il ne restait guère qu'une centaine de députés après le meurtre de Féraud (n° 243 du 3 prairial, p. 979). Le représentant Bourbotte put sortir librement avec l'adjudant général Liébaud et rentrer de même (Arch. nat., W547, n° 92, interrogatoire de Bourbotte).

listes avaient senti le besoin de prendre l'air¹. Seuls, les ministres étrangers conservèrent leur sang-froid; ils refusèrent l'asile qu'on leur offrait dans les bureaux des comités, et plusieurs d'entre eux restèrent dans leur loge jusqu'au soir².

Le désordre et la confusion durèrent plus de trois heures. Tous les insurgés voulaient parler à la fois. Les tambours roulaient presque sans interruption. Des femmes injuriaient les députés. Trois d'entre elles avaient pris à partie Duquesnoy, qui était fort gros, et lui reprochaient avec violence d'avoir plus de deux onces de pain par jour³. Bourbotte avait derrière lui un homme à figure noire, armé d'une pique, qui l'insultait et lui donnait des coups de poing sur la tête⁴.

Les insurgés ne paraissaient pas savoir exactement ce qu'ils voulaient. Les uns cherchaient à frapper le président, d'autres l'entouraient pour le protéger. On entendait de toutes parts, au milieu du tapage, les propositions les plus violentes et les plus contradictoires : « La constitution de 1793 ! A bas le président ! L'appel nominal ! Allez-vous-en tous, nous allons former la Convention nous-mêmes ! » Un homme en habit de canonnier s'était installé à la tribune, entouré de plusieurs gardes nationaux

1. Duquesnoy le fit remarquer à haute voix à ses collègues (*Moniteur*, réimpr., t. XXIV, p. 504). Martainville et Jourdan, rédacteurs du même *Moniteur*, en conviennent. Martainville est allé dans la cour auprès des troupes et Jourdan à la porte d'entrée de la salle (Arch. nat., W 547, n° 10 et 171).

2. Étaient présents notamment le baron de Stael, ambassadeur de Suède, le comte Carletti, ministre de Toscane, et Boccardi, ministre de Gènes, avec leurs secrétaires de légation. Boccardi avait envoyé à son gouvernement un bulletin détaillé de la séance, qui est malheureusement perdu. Il n'en donne qu'un résumé dans sa dépêche du 22 mai 1795 (Colucci, *la Repubblica di Genova e la Rivoluzione francese*, t. II, p. 462). Venu dès l'ouverture de la séance avec son secrétaire de légation, Mariani, il resta jusque vers quatre heures environ dans sa loge toute proche de la porte qui avait été forcée. Carletti et lui s'en allèrent alors dîner tranquillement, laissant leurs secrétaires. Boccardi revint à sept heures, et, trouvant la tribune diplomatique occupée par le peuple, il s'installa dans une autre. Mais, bientôt « attristé par le spectacle de confusion et de désordre que présentait la salle », il quitta la partie. Mariani ne s'en alla qu'à minuit, après l'entrée des troupes.

3. Interrogatoire de Duquesnoy (Arch. nat., W 547, n° 69). Duquesnoy (Ernest-Dominique-François-Joseph), né à Bouvigny-Boyeffe (Pas-de-Calais) en 1748. Ex-moine, cultivateur à Boyeffe, député du Pas-de-Calais à la Législative et à la Convention. En mission à l'armée du Nord en 1792 et 1793; il était à Wattignies avec Carnot. On verra quelle fut sa fin.

4. Interrogatoire de Bourbotte (Arch. nat., W 547, n° 92).

5. *Moniteur*, réimpr., t. XXIV, p. 705; interrogatoire de Du Roy, Goujon, Bourbotte (Arch. nat., W 547, n° 38, 53, 92); *Défense* de Goujon.

armés, et il faisait lecture du plan d'insurrection dénoncé le matin même, à la même place, par le Comité de Sécurité générale. Des chants, des rires, des cris, des roulements de tambour l'interrompaient à chaque instant, et quand il eut achevé le tumulte recommença de plus belle. Sur les bancs de la Montagne, Romme¹ et du Roy² essayaient vainement d'apaiser les groupes qui les entouraient. A ce moment, on vit apparaître, plantée au bout d'une pique, la tête du malheureux Féraud. Celui qui la portait s'arrêta devant le président : Boissy trouva la force de demeurer impassible³. Mais, quelques instants plus tard, brisé de fatigue et d'émotion, il abandonnait le fauteuil, qui fut repris par Vernier⁴.

Le jour commençait à baisser; on dut allumer les lustres⁵. Les

1. Romme (Charles-Gilbert), né à Riom le 26 mars 1750. Mathématicien de valeur, député du Puy-de-Dôme à la Législative et à la Convention; envoyé à l'armée des côtes de Cherbourg, où il fut fait prisonnier et détenu comme otage par les fédéralistes, puis dans le département de la Dordogne. Il fut l'un des principaux auteurs du calendrier républicain et de l'établissement des lignes télégraphiques. Il succombera le 29 prairial an III avec ses collègues, condamnés par la Commission militaire.

2. Du Roy (Jean-Michel), né à Bernay le 22 décembre 1753. Avocat, juge au tribunal de Bernay en 1790, suppléant à la Législative, député de l'Eure à la Convention; en mission dans l'Eure et le Calvados, puis à l'armée du Rhin; mort le 29 prairial an III.

3. La légende veut qu'il ait salué la tête de Féraud. Ni le *Monteur*, qui ne dit rien de l'attitude de Boissy, ni les autres journaux ne parlent de ce salut. Selon le *Journal de Paris* (n° 243, p. 979), la tête aurait été jetée sur le bureau. Les deux dessins déjà mentionnés de Duplessi-Berteaux et de Monnet prêtent à Boissy un geste d'horreur et d'effroi.

4. D'après le *Monteur* (réimpr., t. XXIV, p. 506), Vernier n'aurait repris la présidence qu'à neuf heures. Le *Journal des Débats* (n° 969, p. 452) commet l'erreur inverse, en le faisant monter au fauteuil avant la lecture du plan d'insurrection, c'est-à-dire vers six heures. Il est certain que Boissy présidait encore à six heures trois quarts environ, quand la tête de Féraud fut apportée devant le bureau. D'autre part, Goujon, dans le *Résumé de ses moyens de défense* (Arch. nat., W 547, n° 67) dit formellement que lorsqu'il prit la parole à dix heures il y avait plus de deux heures qu'il avait vu le président se rendre librement au fauteuil. Vernier était membre du Comité de Salut public. Il s'y était rendu certainement entre le moment où il avait cédé la présidence à Dumont, vers une heure, et celui où il la reprit, car sa signature figure au bas d'un arrêté pris dans l'intervalle pour ordonner l'occupation du télégraphe (Arch. nat., AF II 57, reg. 416). Plusieurs de ses collègues semblent avoir soupçonné cela (voy. notamment les *Moyens de défense* de Soubrany, Arch. nat., W 547, n° 111) et avoir eu la conviction que dans toute sa conduite ultérieure Vernier était d'accord avec les comités.

5. C'est ainsi qu'ils sont appelés dans les comptes du Comité des inspecteurs (Arch. nat., C 354). Il y en avait quinze environ, placés autour du bureau

insurgés comprirent alors qu'ils avaient perdu beaucoup de temps et qu'il fallait profiter de la victoire pour dicter à la Convention, comme au 2 juin, les mesures que réclamait le peuple. Un silence relatif s'établit; plusieurs individus, dont le langage révélait l'habitude de la tribune, élevèrent la voix pour demander la reprise des délibérations. D'autres se joignirent à eux, réclamant l'appel nominal et l'arrestation des députés qui n'étaient pas à leur poste, celle aussi des membres des comités et même leur mise hors la loi. Un inconnu répétait inlassablement, de minute en minute : « L'arrestation des coquins et des lâches ! »

L'appel nominal, s'il avait lieu, pouvait être cause des plus grands malheurs, car il désignerait aux violences certains députés que les insurgés connaissaient seulement par leur nom et qui, jusqu'alors, étaient demeurés inaperçus dans la foule¹. Les Montagnards le comprirent. Il leur sembla que le seul moyen de sauver la situation et d'éviter de nouveaux massacres était de reprendre la délibération et de paraître accorder, pour gagner du temps, quelques-unes au moins des mesures que réclamaient les insurgés². Quand la Convention redeviendrait libre, il serait toujours temps d'aviser³. Vernier parut entrer dans ces vues. Il

et devant la balustrade des tribunes du premier étage. Chacun d'eux se composait d'une sphère métallique, montée sur un trépied à l'antique, et à l'équateur de laquelle étaient fixés six gros quinquets à l'huile. Ils sont très exactement représentés sur la gravure de Duplessi-Berteaux.

1. On a prétendu que les assassins de Féraud l'avaient confondu avec Fréron (voy. Thiers, *Histoire de la Révolution*, t. VII, p. 212. Cf. Claretie, *Les Derniers Montagnards*, p. 153).

2. Un des thermidoriens les plus zélés, Delahaye, déclara même qu'il était loin de s'opposer à l'appel nominal; il le reconnaît dans une lettre au *Moniteur*, datée du 7 prairial, et insérée au numéro du 9 (réimpr., t. XXIV, p. 535). Aussi, le danger passé, s'acharna-t-il contre les Montagnards (il y insiste dans sa lettre) pour faire oublier qu'il était allé plus loin qu'eux dans les concessions aux insurgés.

3. « On fit naître l'idée de faire semblant de se mettre en séance et de délibérer pour calmer les esprits et se tirer du mauvais pas; car nous serions toujours maîtres, disait-on, d'annuler demain ce que nous aurions voulu faire aujourd'hui » (*Mémoires du conventionnel Cassanyès*, publiés par M. P. Vidal dans la *Révolution française*, t. XIV, septembre 1890). Cassanyès (Jacques-Joseph-François), né en 1758, était médecin et agriculteur à Canet (Roussillon) avant 1789. Maire de Canet en 1790 et membre du district en 1791, il fut élu député à la Convention. Envoyé le 19 juillet 1793 à l'armée des Pyrénées-Orientales, il s'y conduisit très bravement. En août 1794, il était à l'armée des Alpes et d'Italie. Député aux Cinq-Cents, non réélu en 1799, il retourna vivre dans son pays natal. Exilé en 1816 comme régicide, réfugié à Vevey, puis en Espagne, il revint en 1830 à Canet, où il mourut en 1843.

donna l'ordre aux huissiers de porter, de sa part, aux députés restés au haut de l'amphithéâtre, l'avis de se grouper sur les gradins inférieurs et dans l'hémicycle. Un huissier, debout sur une banquette, invitait les députés à descendre. Vernier lui-même répéta trois fois cette invitation. Tous obéirent. Quelques-uns, qui faisaient résistance, furent insultés par la foule, menacés, frappés même, et durent céder¹. Florent Guiot² fit évacuer la tribune et le bureau du président par les gens qui s'y étaient installés, invita la foule à faire silence et à se découvrir, les députés à demeurer couverts³. Vernier ajouta que chaque représentant voterait en levant son chapeau⁴. Il n'y avait pas de secrétaires; plusieurs voix réclamèrent, pour en remplir les fonctions, des députés qui les avaient déjà exercées. Goujon fut ainsi désigné; il ne bougea pas. A la fin, Laignelot⁵ et Thirion⁶ prirent place au bureau⁷. Un silence relatif s'établit. Romme demandait la

1. Interrogatoire de Goujon (Arch. nat., W547, n° 53).

2. Florent-Guiot, né à Semur le 27 juillet 1755; avocat, député du tiers état du bailliage d'Auxois aux États généraux, représentant de l'Yonne à la Convention, en mission à l'armée du Nord, puis dans le Pas-de-Calais. Député aux Cinq-Cents et aux Anciens, résident à Coire, puis ministre à la Haye sous le Directoire. Membre du Corps législatif après le 18 brumaire, puis du Conseil des prises. Mort à Avallon le 18 avril 1834.

3. Interrogatoire de Romme (*Ibid.*, n° 23).

4. Interrogatoire de Goujon (*Ibid.*, n° 53, de Du Roy, n° 58; *Défense de Soubrany*, n° 111). Devant la Commission militaire où ils seront traduits, Goujon, Du Roy, Romme, Soubrany seront tous d'accord pour déclarer que la délibération fut ainsi organisée par Vernier et Florent-Guiot (Arch. nat., W547, n° 53, 38, 23, 111. *Défense de Goujon*). Aucun des témoins ne les contredira. Florent-Guiot et Vernier, cités en témoignage par Romme et Du Roy, se garderont bien de comparaitre. Le récit du *Moniteur* (réimpr., t. XXIV, p. 503-504) est tout différent et manifestement inexact. D'après lui, ce sont des hommes du peuple qui ont proposé et établi ce mode de délibération, qui ont fait descendre les députés, débarrasser la tribune, etc. Pas un mot des paroles prononcées par Vernier et Florent-Guiot. Même l'arrivée de Vernier au fauteuil est signalée comme ayant eu lieu seulement à neuf heures du soir, ce qui est certainement faux (voy. ci-dessus p. 282, n. 4).

5. Laignelot (Joseph-François), né à Versailles le 12 juin 1750, auteur dramatique médiocre, député de Paris à la Convention, en mission dans la Charente-Inférieure, en Vendée, en Bretagne. Sous le Directoire, il fut régisseur de l'octroi de Versailles. Quoique régicide, il ne fut pas proscrit en 1816 et mourut à Paris le 23 juillet 1829.

6. Thirion, né à Thionville en 1753, professeur à l'Oratoire, député de la Moselle à la Convention, reentra dans l'enseignement sous l'Empire. Exilé en 1816 comme régicide, il s'empoisonna.

7. Goujon et Romme (Arch. nat., W547, n° 23 et 53) disent formellement que le bureau fut constitué avant toute proposition. D'après le compte-rendu du *Moniteur* (p. 507), il ne l'aurait été qu'après les motions de Romme,

parole depuis un moment. Il l'obtint, et proposa la mise en liberté des patriotes incarcérés depuis le 9 thermidor. C'était une des mesures réclamées par le *plan d'insurrection*, la moins dange-reuse. Du Roy fit cependant ajouter une restriction : ceux qui étaient actuellement l'objet de poursuites judiciaires seraient maintenus sous les verrous. Le texte, ainsi amendé, fut mis aux voix ; les chapeaux se levèrent et Vernier déclara que le décret était rendu. Quelques députés protestèrent. Massieu¹, qui était debout sur les marches de la tribune, à côté de Romme, essaya plusieurs fois de lui imposer silence pendant qu'il faisait sa proposition : « Laisse donc ! lui disait-il, tout cela ne signifie rien ! tout cela tombe de soi-même ! » Romme répondit seulement par un geste et un signe de tête. « Cela me parut signifier, dit Massieu, que son intention était de gagner du temps, de calmer les têtes effervescentes et de délivrer plus promptement la Convention en évitant de nouveaux malheurs². » Au pied de la tribune, Lanjuinais³ témoignait tout haut de son indignation. Plusieurs insurgés l'entourèrent avec des gestes de menace. Goujon était tout près de lui ; il s'approcha encore et lui dit à voix basse : « Nous ne devons tous avoir qu'un même but, c'est de sauver la représentation nationale. Ne penses-tu pas que ce serait bien

Du Roy, Goujon et Forestier. Mais le rédacteur de ce compte-rendu, Martainville, avouera devant la Commission militaire qu'il était absent au moment où la délibération commença sur la demande de Vernier (confrontation de Martainville avec Romme, Arch. nat., W547, n° 25).

1. Massieu (Jean-Baptiste), né en 1743. Curé de Sergy en 1789, député du clergé du bailliage de Senlis aux États généraux, évêque de l'Oise en février 1791 ; représentant du département à la Convention, en mission à l'armée des Ardennes ; il abandonna la prêtrise et se maria. Inquiété en août 1795 et arrêté, puis relâché, il devint, sous le Directoire, professeur-adjoint à l'École normale, puis bibliothécaire au ministère de la Guerre, où il resta de 1797 à 1815. Banni en 1816 comme régicide, il alla mourir à Bruxelles en 1818.

2. Déposition de Massieu devant la Commission militaire (Arch. nat., W547, n° 33).

3. Lanjuinais (Jean-Denys), né à Rennes le 12 mars 1753. Avocat et professeur de droit, député du tiers état de la sénéchaussée de Rennes aux États généraux, représentant d'Ille-et-Vilaine à la Convention. Décrété d'arrestation le 2 juin 1793, il s'enfuit et vécut caché en Bretagne jusqu'à son rappel en 1795. Élu par soixante-treize départements au Conseil des Cinq-Cents, il en sortit en 1797 et devint professeur de législation à l'École centrale de Rennes. Sénateur en 1800, il entra à l'Institut et fut fait comte de l'Empire en 1808. Pair de France au retour de l'île d'Elbe, et de nouveau après la seconde Restauration, quoiqu'ayant présidé la Chambre des Cent-Jours, il mourut à Paris le 13 janvier 1827.

mal servir la patrie que de la sacrifier dans ce moment au souci de notre gloire personnelle? Il est évident que notre résistance individuelle est nulle; nous sommes sans force, abandonnés à nous-mêmes; que pouvons-nous faire de mieux pour la République que d'accorder ce qui se peut sans danger, et d'obtenir par ce moyen que la Convention se vide? — A la bonne heure, répondit Lanjuinais, mais pour moi je ne lèverai point mon chapeau. » Et de fait, il resta plus calme, et, sans prendre part aux votes, cessa de protester¹.

Cependant, les propositions se suivaient avec rapidité. Du Roy fit prononcer l'élargissement des députés arrêtés après le 12 germinal. Sur la demande de Romme, on vota que les boulangers ne feraient ni pâtisserie ni brioches, mais une seule espèce de pain pour tous. Garnier (de Saintes)² proposa l'achat immédiat de toutes les farines disponibles; Romme, la permanence des sections, déjà votée le matin, et le renouvellement de leurs comités civils. Les chapeaux se levaient à chaque fois. A tout instant, d'autres demandes étaient faites, dans le bruit qui avait repris peu à peu. Les députés montagnards étaient très entourés; chacun les engageait à proposer de nouvelles mesures. Goujon reçut ainsi des exhortations nombreuses et de toutes sortes. Il s'effrayait surtout de la disette menaçante. Ancien membre de la Commission des subsistances, il savait que Paris vivait au jour le jour. Si la nouvelle des événements de la nuit, parvenue dans la banlieue, empêchait ou retardait les arrivages, le pain manquerait tout à fait; c'était l'insurrection générale et le pillage inévitables dans quelques heures. Aucun pouvoir capable d'assurer l'approvisionnement n'existait plus. Depuis dix heures, on n'avait plus de nouvelles des comités de gouvernement : tous deux siégeaient à quelques pas de la Convention, sur le chemin même qu'avaient suivi les insurgés pour forcer l'entrée de la salle. Sans doute,

1. Interrogatoire de Goujon (Arch. nat., W 547, n° 53). Lanjuinais, appelé en témoignage devant la Commission militaire, fit une déposition écrite pleine de précautions et de réticences où il reconnaît pourtant comme exact le sens général des paroles que Goujon disait lui avoir adressées (Arch. nat., *Ibid.*).

2. Garnier (de Saintes) (Jacques), né à Saintes le 30 mars 1755, avocat, procureur général-syndic de la Charente-Inférieure, député à la Convention, en mission aux armées des côtes de la Rochelle et des côtes de Cherbourg, au Mans, à Bordeaux. Député aux Cinq-Cents jusqu'à l'an VI, président du tribunal criminel de la Rochelle, député à la Chambre des Cents-Jours, banni en 1816, réfugié à Bruxelles puis aux États-Unis, se noya dans l'Ohio en 1820.

leurs membres avaient été dispersés, incarcérés, massacrés peut-être par la populace... Il fallait créer un pouvoir quelconque, essentiellement provisoire, mais légal, pour trouver du pain et rétablir la tranquillité. Tout plein de cette idée, et sans prendre le temps d'y réfléchir davantage, ni de rédiger un projet de décret, Goujon se précipita à la tribune¹ et fit, coup sur coup, trois propositions : rappel, pour compléter la Convention, de tous les députés en mission, sauf ceux qui s'occupaient d'approvisionner Paris; envoi d'une proclamation aux départements « pour les rallier à la Convention nationale »; enfin, nomination provisoire, *pour jusqu'au lendemain seulement*, aux lieux et places des comités de gouvernement, d'une commission de quinze ou vingt membres chargés de faire venir des farines tout de suite et d'assurer l'ordre. Les deux premières mesures furent adoptées sans discussion. A l'énoncé de la troisième, de nombreux députés se récrièrent, demandant le renouvellement immédiat des Comités de Salut public et de Sécurité générale. Goujon n'insista pas et s'approcha du bureau pour rédiger ses propositions²; d'autres députés y étaient déjà. L'un d'eux, Sallengros³, dit à Goujon qu'il n'approuvait pas l'idée d'une commission provisoire. « J'ai peur, ajouta-t-il, que tu ne nous mènes bien loin avec cette mesure. » Un autre député parla dans le même sens. Goujon connaissait Sallengros; il le tenait pour honnête et sincère, le savait homme d'expérience et de sang rassé. Son observation le frappa vivement. « Mes amis, répondit-il, si ma proposition vous paraît mauvaise, dites-moi ce que vous croyez être meilleur et pouvoir nous sauver, je le ferai volontiers; mais il faut tâcher de nous tirer de là⁴. » Et sur-le-champ il quitta la tribune pour aller s'asseoir sur une des banquettes de l'amphithéâtre, cherchant vainement à calmer son émotion et redoutant, comme il le dit

1. C'est sa propre expression (interrogatoire et *Défense* déjà cités). M. Clarélie (*op. cit.*, p. 104) écrit : « Goujon, avec le magnétisme du martyr (?) s'écrie, en escaladant la tribune : marchons à la mort ! » Nous ne savons d'où vient ce trait.

2. *Défense* de Goujon et interrogatoire déjà cités.

3. Sallengros (Albert-Boniface-François), né à Maubeuge en 1746, avocat, député du Nord à la Convention. En mission à l'armée du Nord, messenger d'État du Directoire en brumaire an IV, héraut d'armes de Napoléon. Proscrit en 1816 et réfugié à Mons, il devint fou et mourut peu après.

4. *Défense* de Goujon et interrogatoire déjà cités (Arch. nat., W 547, n° 53). Déposition de Sallengros et confrontation, *ibid.*, n° 13 et 56.

lui-même, « que sa vivacité ne l'eût emporté à quelque chose qui pût être nuisible à la patrie ».

Il était plus d'onze heures. D'autres députés se succédèrent à la tribune. Peyssard¹ demanda la suspension de tous les fonctionnaires qui, ayant été emprisonnés sous Robespierre et remis en place après thermidor, pouvaient maintenant paraître suspects d'exercer des vengeances². Bourbotte lui succéda à la tribune. Trompant un moment l'attention de l'homme qui le frappait sur la tête, il avait pu s'esquiver vers neuf heures. Il mourait de faim ; au café Payen, où il se rendit, on ne put lui donner que du vin ; il en but trois verres coup sur coup. Puis, ayant ouï dire qu'on faisait l'appel nominal, il rentra dans la salle très surexcité. Derrière lui, les gens s'indignaient bruyamment contre les journalistes, corrupteurs de l'esprit public, et les rendaient responsables de la situation. Bourbotte approuva, et, passant aussitôt, sans bien s'en rendre compte, de la parole aux actes, il éleva la voix pour demander l'arrestation des « folliculaires ». Les chapeaux se levèrent encore. Dans la foule, un homme réclama l'abolition de la peine de mort ; avec la même docilité, Bourbotte en fit la proposition, exceptant toutefois, aux applaudissements de la foule, deux catégories de criminels : les émigrés et les falsificateurs d'assignats³. Mais, quand il voulut relire cette rédaction et la faire voter, la tribune était occupée par Soubrany⁴.

De tous les députés qui prirent la parole en présence des insurgés, Soubrany seul paraît avoir réellement songé à profiter des circonstances pour arrêter la réaction en renversant du pou-

1. Peyssard (Jean-Pascal-Charles de), né à Peyssard (Dordogne) le 9 septembre 1755. Garde du corps, maire de Périgueux en 1790, député à la Convention, envoyé en mission à l'armée du Nord, puis commissaire près l'École de Mars. Arrêté le 1^{er} prairial et condamné à la déportation, puis amnistié le 4 brumaire an IV, il devint administrateur de la Dordogne mais fut destitué par le Directoire. Il mourut à Peyssard le 25 octobre 1808.

2. Le *Monteur* (réimpr., t. XXIV, p. 507) ne donne pas le nom de l'auteur de cette proposition. Peyssard reconnut l'avoir faite, lors de son interrogatoire devant la Commission militaire (Arch. nat., W 547, n° 115).

3. Interrogatoire de Bourbotte (Arch. nat., W 547). Déposition de l'adjudant général Liébaut (*Ibid.*, n° 99).

4. Soubrany (Pierre-Amable de), né à Riom le 15 septembre 1752 ; officier au régiment de Royal-dragons, maire de Riom, député du Puy-de-Dôme à la Législative et à la Convention ; envoyé aux armées de la Moselle et des Pyrénées-Orientales, condamné à mort le 29 prairial an III. Voy. ses lettres publiées en 1867 par Henri Doniol.

voir les hommes de thermidor. Il n'avait, non plus que les autres, pris aucune part à l'organisation de l'insurrection, qu'il ne soupçonnait pas le matin même¹. Mais, dans la séance, il comprit le danger de paraître céder aux exigences de la foule sans prendre en même temps des garanties contre la vengeance des comités. Le danger une fois écarté, grâce aux décrets rendus dans cette nuit, quand les insurgés satisfaits se seraient retirés, on verrait reparaitre les Tallien, les Legendre, les Clausel, et la proscription des Montagnards recommencerait comme au 12 germinal. Il fallait donc aller jusqu'au bout². Reprenant la proposition que Goujon avait abandonnée tout à l'heure, Soubrany demanda la destitution du Comité de Sûreté générale. Une commission extraordinaire de quatre membres serait nommée pour le remplacer, suspendre les membres actuels et saisir leurs papiers³. Les députés approuvèrent en levant leurs chapeaux, et, de la même façon, sans scrutin, ils adoptèrent, *sur la proposition de Vernier*, la désignation faite au bureau, pour composer la Commission des quatre, de Duquesnoy, Du Roy, Bourbotte et Prieur (de la Marne)⁴. Du Roy, Bourbotte et Duquesnoy, sommés par la foule de dire s'ils acceptaient, répondirent oui, ajoutant qu'ils rempliraient leurs fonctions avec courage, au prix même de leur vie. A l'instant même, le Comité de Sûreté générale rentrait en scène. Legendre et Delecloy,

1. Il avait, le matin, invité à dîner pour cinq heures du soir son ami le chef de bataillon Isar (Déposition d'Isar, Arch. nat., W 547, n° 110).

2. Dans son interrogatoire et sa défense manuscrite (W 547, n° 111 et 115), Soubrany ne s'attache qu'à prouver deux choses : 1° qu'il n'était pas complice des organisateurs de l'insurrection; 2° qu'il avait le droit, comme représentant du peuple, de faire n'importe quelle proposition dans l'assemblée sans pouvoir être inquiété pour cela.

3. Le *Moniteur* (réimpr., t. XXIV, p. 507) attribue à Duquesnoy cette proposition, la plus grave de toutes. Le rapport de Clausel (séance du 8 prairial, *Ibid.*, p. 561) et l'acte d'accusation, rédigés d'après le *Moniteur*, reproduisent cette fausse attribution. Dans son interrogatoire, sa confrontation avec Jourdan, rédacteur du *Moniteur*, et sa *Défense*, Soubrany revendique hautement la responsabilité de ses paroles. On verra comment, lors du procès, Jourdan dut reconnaître et tenta d'excuser son erreur (Arch. nat., W 547, n° 105, 108 et 111).

4. Prieur (Pierre-Louis, dit Prieur de la Marne), né à Sommesous le 1^{er} avril 1756. Avocat, député du tiers état du bailliage de Châlons en 1789, représentant de la Marne à la Convention, envoyé à l'armée de Dumouriez, puis à celles des côtes de Cherbourg, du Nord, de l'Ouest. Arrêté le 1^{er} prairial an III, il s'enfuit et bénéficia de l'amnistie du 4 brumaire an IV. Il s'établit avocat à Paris, fut banni en 1816 et mourut à Bruxelles le 31 mai 1827.

reparaissant dans la salle, demandèrent la parole en son nom, tandis que Vernier s'esquiva, laissant le fauteuil à Boissy-d'Anglas¹.

Le Comité de Sûreté générale était en permanence depuis le matin². Averti dès le 30, par les rapports de police³, qu'une insurrection était probable pour le lendemain, il n'avait cependant pris aucune mesure militaire sérieuse. La veille, 29 floréal, les carabiniers en garnison à Paris, dont on craignait le mauvais esprit, avaient été dirigés sur Meaux. Deux divisions de gendarmerie à cheval, venant de l'armée du Rhin, les avaient remplacés. Le 30, au matin, elles étaient à la barrière d'Italie. Elles y demeurèrent inactives pendant deux jours. Les comités, à ce qu'il semble, les avaient oubliées et ne pensèrent, dans le premier moment, qu'à faire appel aux sections de Paris. Aux premiers bruits d'émeute, ils ordonnèrent aux commandants de faire battre la générale. Mais l'ordre fut mal transmis. A une heure de l'après-midi, plusieurs sections, notamment celles des Thermes⁴ et des Gravilliers⁵, ne l'avaient pas encore reçu⁶. Au contraire, les sections de l'ouest et du centre, les plus attachées au gouvernement, furent averties de bonne heure et rapidement en état d'agir. Plusieurs bataillons, parmi lesquels le bataillon de la Fontaine de Grenelle⁷, étaient déjà aux Tuileries vers une heure et demie⁸. A trois heures et demie, au moment du meurtre de Féraud, des forces considérables, appelées par le tocsin du pavillon de l'Unité, étaient massées autour de la Convention. Les cours et le jardin étaient remplis de gardes nationales et d'artillerie. Les bataillons, n'ayant pas d'ordres, restaient l'arme au pied, regardant passer entre leurs lignes les insurgés, qui

1. *Moniteur*, réimpr., t. XXIV, p. 507.

2. Membres du Comité de Sûreté générale au 1^{er} prairial : Auguis, Bergoing, Cales, Chénier, Courtois, Delecloy, Gauthier, Guyomar, Kervélégan, Mathieu, Monmayou, Pémartin, Perrin (des Vosges), Pierret, Sevestre et Ysabeau.

3. Voy. le rapport de l'inspecteur Leroy aîné du 30 floréal, dans Aulard, *Paris sous la réaction thermidorienne*, I, 727-728.

4. Partie du quartier actuel de la Sorbonne (5^e arrondissement).

5. Quartier actuel des Arts-et-Métiers et partie du quartier Sainte-Avoye (3^e arrondissement).

6. Le Comité de Sûreté générale au Comité militaire (Arch. nat., F⁷, 4411a), 1^{er} prairial, à une heure.

7. Partie des quartiers actuels de Saint-Thomas-d'Aquin et des Invalides (7^e arrondissement).

8. *Moniteur*, réimpr., t. XXIV, p. 502 (paroles d'Auguis) et 503.

pénétraient dans le palais¹. A huit heures, le rédacteur du *Moniteur*, Martainville², surpris de voir les troupes demeurer inactives tandis que la Convention continuait d'être exposée aux plus grands dangers, alla trouver le colonel Raffet, qui commandait le bataillon de la Butte-des-Moulins³, rangé en bataille dans la cour, près du pavillon de Marsan. Il le sollicita vivement d'intervenir. Raffet répondit qu'il n'avait pas d'ordres et qu'il ignorait absolument ce qui se passait dans la salle des séances⁴.

Outre ces troupes de garde nationale, les comités avaient commandé pour quatre heures un détachement de trois cents chasseurs à cheval⁵. Il semble donc que, dès le milieu de l'après-midi, ils disposaient de forces suffisantes pour faire évacuer les Tuileries et délivrer la Convention. Les insurgés ne paraissent pas avoir été très nombreux dans cette première journée⁶, et beaucoup étaient sans armes. Le député Cassanyès, qui circula dans les rues et sur les quais avec ses collègues Montégut et Gaston (de l'Ariège) jusqu'à six heures du soir, ne rencontra qu'une troupe armée entre le faubourg Saint-Antoine et les Tuileries. « Je déclare bien sincèrement, dit-il, que si je m'étais trouvé à la

1. *Moniteur*, réimpr., t. XXIV, p. 504.

2. Martainville (Alphonse-Louis-Dieudonné), né à Cadix en 1776. Cité devant le tribunal révolutionnaire en 1793, à dix-sept ans, il s'en vengea après thermidor, par sa violence contre les républicains. Rédacteur au *Moniteur*, il passa en 1818 au *Drapeau blanc* et au *Conservateur*. Il est l'auteur d'un mélodrame comique, *le Pied de Mouton* (1807), de nombreux pamphlets, de brochures obscènes et d'une *Histoire du théâtre français*, en collaboration avec Étienne. Il est mort à Paris le 27 août 1830.

3. Quartier actuel du Palais-Royal et partie du quartier de la place Vendôme (1^{er} arrondissement). — Raffet de Saint-Agnebois (Nicolas), capitaine d'une compagnie de la section de Saint-Roch, devint commandant du bataillon en 1792, fut en concurrence avec Hanriot pour le commandement général après le 2 juin, se fit envoyer aux armées, mais n'en fut pas moins arrêté. Après le 9 thermidor, il reprit le commandement de sa section; le 5 messidor an III, le Comité de Salut public lui confia le commandement temporaire de Paris. Au 13 vendémiaire, il marcha contre la Convention. Sous le Directoire, il resta lié avec les royalistes et fut arrêté après le 18 fructidor. Relâché peu après, il vécut dans la retraite jusqu'à sa mort vers 1825.

4. Déposition de Martainville, Arch. nat., W 507, n° 10.

5. Arrêté du Comité de Salut public, 1^{er} prairial an III, de la main d'Aubry, et signé F. Aubry, Tallien, Gillet et Merlin (de Douai) (Arch. nat., A Fu, 50).

6. Les Comités eux-mêmes, après la victoire, dirent, dans une proclamation, qu'on avait « essayé d'arracher aux députés des décrets de terreur sous la puissance de cinq cents baïonnettes suspendues sur leurs têtes » (*Moniteur*, réimpr., t. XXIV, p. 518). Il est douteux que les Comités diminuent le chiffre à dessein.

tête de cinquante hussards ou dragons ou de cent hommes d'infanterie j'aurais mis le désordre dans cette troupe de bandits, que j'aurais forcés à prendre la fuite en moins d'un quart d'heure. Il n'aurait fallu pour cela que de la volonté et l'ordre du gouvernement¹. »

Cet ordre, le gouvernement attendit plus de huit heures pour le donner. Auparavant, les comités avaient pris des précautions minutieuses et quasi superflues, qui ne permettent guère de croire, de leur part, à un affolement subit qui aurait paralysé leur action. Ils pensèrent à faire occuper le télégraphe et démonter les appareils² et à prévenir les commandants des forteresses où étaient détenus les Montagnards, arrêtés depuis le 12 germinal, de ne tenir aucun compte des ordres d'élargissement qu'ils pourraient recevoir³. Toute la journée, ils purent communiquer aisément avec la Convention. Dans l'intervalle de ses deux présidences, Vernier put se rendre au Comité de Salut public et mettre sa signature au bas d'un arrêté. Pourtant, les comités ne donnèrent pas signe de vie, ne firent rien pour avertir l'assemblée que le gouvernement existait encore et s'apprêtait à agir. Vers huit heures, Vernier rentra dans la salle et reprit le fauteuil,

1. *Mémoires de Cassanyès*, publiés par extraits par M. P. Vidal (*Révolution française*, t. XIV, septembre 1890).

2. « Le Comité de Salut public ordonne au commandant des grenadiers de la Convention nationale d'envoyer quinze hommes et un officier au télégraphe pour empêcher qu'il n'y soit porté aucune atteinte. L'officier s'emparera des clefs et en sera responsable envers le Comité. S'il a besoin de forces, il enverra une ordonnance en prévenir la section de la guerre du Comité de Salut public. Il est autorisé à prendre, sur-le-champ, les mesures nécessaires pour le faire démonter. Paris, le 1^{er} prairial an III. F. Aubry, Merlin (de Douai), Tallien, Gillet, Vernier, J.-B. Lacombe (du Tarn) » (Arch. nat., A Fu, 57, pl. 416) (de la main de Tallien). Vernier avait présidé jusqu'à une heure. Il reprit le fauteuil de 8 heures à 11 heures 1/2. L'arrêté dut être pris entre 1 heure 1/2 et 7 heures; à ce moment, le jour baissant, il n'était plus possible de se servir du télégraphe Chappe.

3. « Les Comités de Salut public et de Sûreté générale aux commandants des forts de l'île d'Oléron, Besançon, Sedan, château Saint-Michel, fort de Ham. — Nous te prévenons, citoyen, que la Convention nationale a été violée dans le lieu de ses séances. Un de ses membres a été assassiné dans son sein. Au milieu de ce désordre, la violence a arraché quelques décrets que la Convention libre s'empressera de rapporter. Ainsi, si tu reçois des ordres de mettre en liberté des individus qui sont soumis à ta garde, nous t'enjoignons d'attendre des ordres ultérieurs. Réponse par le courrier que nous te dépêchons. Mommayon, Ysabeau, Tallien, Chénier, Laporte, Mathieu, Bergoing, Pierret et Perrin. »

sans donner à personne aucune nouvelle, sans dire même qu'il venait du Comité de Salut public. Une demi-heure plus tard, Auguis, du Comité de Sûreté générale, et son collègue Legendre¹ faisaient entrer dans la grande cour et ranger en bataille, depuis le pavillon de l'Unité jusqu'à la grille du Carrousel, le bataillon de la section Lepelletier² avec ses canons. Parmi les gardes nationaux de ce bataillon, ils reconnurent un nommé Ignace Eck, qui était arrivé vers deux heures avec les premiers volontaires. Ils lui ordonnèrent d'aller se poster dans la salle de la Convention et de revenir « de moment en moment » leur faire part de ce qui s'y passerait³. A neuf heures et demie, Legendre et Auguis introduisaient, sans aucune difficulté, la moitié du bataillon Lepelletier dans le salon de la Liberté. Ils enjoignirent au commandant Lecourt-Villierre de ne pas bouger sans un ordre d'eux et de laisser passer sans aucun obstacle tous les individus qui sortiraient de la salle des séances⁴. Les gardes nationaux de Lecourt-Villierre n'étaient pas au fait des intentions mystérieuses des comités. Par les portes ouvertes, ils entendaient dans l'assemblée les propositions de décrets, les cris et les applaudissements des insurgés. On les avait amenés pour délivrer la Convention; ils ne comprenaient pas qu'on les empêchât d'intervenir tout de suite. Leur commandant reconnaît lui-même qu'il eut grand'peine à contenir leur indignation et qu'il dut passer tout son temps « à les engager par les sentiments du bonheur public d'attendre dans le calme et la tranquillité les ordres nécessaires⁵ ». A onze heures seulement, Legendre et Auguis apprirent par leur espion que Romme, Goujon, Du Roy et Soubrany avaient pris la parole et fait rendre plusieurs décrets⁶. La Commission des quatre venait d'être nommée. Réunis au pied du bureau, Prieur, Du Roy, Bourbotte et Duquesnoy s'apprétaient à sortir; les Montagnards étaient suffisamment

1. Legendre (Louis), né à Versailles en 1752. Boucher à Paris en 1789, un des fondateurs du club des Cordeliers et des « vainqueurs » du 10 août, député de Paris à la Convention, en mission à Lyon et dans la Seine-Inférieure, député de la Seine au Conseil des Anciens, mort à Paris en 1797.

2. Aujourd'hui quartier Vivienne et partie du quartier du Mail (2^e arrondissement). Cette section sera, au 13 vendémiaire an IV, le foyer de l'insurrection royaliste.

3. Déposition de Eck devant la Commission militaire (Arch. nat., W 547, n° 6).

4. Déposition de Lecourt-Villierre (Arch. nat., W 547, n° 17).

5. *Ibid.*

6. Déposition de Eck (Arch. nat., W 547, n° 6).

compromis. D'autre part, les insurgés, fatigués de cette longue séance et se tenant pour satisfaits des mesures prises, commençaient à se retirer¹. Les comités jugèrent alors que le moment de reparaitre était venu.

Legendre et Delecloy, qui avaient pris la précaution d'aller revêtir leur costume, entrèrent dans la salle et s'approchèrent de la tribune. Des femmes ivres dormaient sur les marches; ils durent enjamber leurs corps². Lorsqu'ils demandèrent la parole au nom des comités du gouvernement, des murmures se firent entendre, et c'est au milieu du bruit que Legendre invita la foule à vider la salle et les conventionnels à demeurer à leur poste. Des huées et des menaces accueillirent ces paroles; mais les députés montagnards gardaient le silence. Legendre et Delecloy se retirèrent. Déjà les troupes étaient aux portes; du côté de Marsan, Raffet, avec le bataillon de la Butte-des-Moulins; du côté de la barre, Auguis, Kervélégan, Chénier, Bergoeing, avec les grenadiers de Lepelletier et les gendarmes. Auguis s'était trop avancé; il fut reconnu par des gens du peuple qui le sommèrent de descendre dans l'hémicycle avec ses collègues; il obéit. A la tribune, Soubrany prononçait encore quelques paroles pour engager la Commission des quatre à prendre sur-le-champ ses fonctions. Kervélégan vint jusqu'à la tribune et dit un mot à l'oreille du président Boissy, puis il regagna la porte. Aussitôt les tambours des sections commencèrent à battre la charge, et les gardes nationaux entrèrent, baïonnette au canon, conduits par Raffet et les membres des comités. Ils atteignirent sans effort le pied de la tribune. Un moment, les insurgés restés dans la salle firent tête, et il y eut une courte lutte. Mais bientôt, par la porte de droite, une partie du bataillon Lepelletier entra à son tour, et ce fut parmi la foule une débandade générale. Les uns s'enfuyaient par les escaliers des tribunes, d'autres sautaient par les fenêtres; la plupart s'échappèrent par le salon de la Liberté, entre les rangs des soldats de Lecourt-Villierre, qui les laissèrent passer tranquillement³. Le matin, on avait parlé avec indigna-

1. Confrontation de Jourdan, rédacteur au *Moniteur*, avec Du Roy et Goujon (Arch. nat., W 547, n° 40 et 59).

2. *Moniteur*, réimpr., t. XXIV, p. 563 (récit de Legendre à la Convention, 8 prairial).

3. Tout ce récit, d'après les déclarations rétrospectives de Legendre, Delecloy, Rovère, Bourdon (de l'Oise), etc., dans la séance du 8 prairial (*Moniteur*, réimpr., t. XXIV, p. 562), et la déposition de Lecourt-Villierre (Arch. nat.,

tion des meneurs de l'émeute et des chefs d'attroupement, on les avait mis hors la loi ; à présent, ils étaient oubliés, et on les laissait partir sans inquiétude. Pour le moment, ceux-là n'importaient guère. Il s'agissait pour les comités de ne pas laisser échapper les adversaires politiques qu'un zèle imprudent avait entraînés dans le piège. Les troupes, dès leur entrée, avaient entouré les députés montagnards¹ ; à l'instant où elles se retiraient de la salle, après avoir reçu les remerciements et les félicitations de l'assemblée, les dénonciations commencèrent, et ce sont les membres des comités qui s'en chargèrent tout de suite : Defermon² d'abord, puis Legendre, Pierret³, Thibaudeau⁴. Bourdon (de l'Oise)⁵ fut le premier à citer des noms, et, après lui, Delahaye⁶, d'autant plus empressé dans la réaction qu'il avait

W547, n° 7). Quant aux détails que donne le *Monteur* dans son n° du 6 (réimpr., t. XXIV, p. 510-511), la plupart ont été reconnus faux, notamment les paroles prêtées à Duquesnoy et la scène entre Raffet et Prieur (de la Marne). Raffet lui-même déclare (Arch. nat., W547, n° 16) que Prieur n'a pas crié : « A moi, sans-culottes ! », comme l'affirme le *Monteur* et comme le répètent Thiers et M. Jules Claretie (*les Derniers Montagnards*, p. 167). Le rédacteur du compte-rendu, Jourdan, avoua du reste devant la Commission militaire qu'il n'était pas présent à cette fin de séance et qu'il en avait composé le récit avec des on-dit et des coupures d'autres journaux (Arch. nat., W547, n° 73, confrontation de Jourdan avec Duquesnoy).

1. *Monteur*, réimpr., t. XXIV, p. 511.

2. Defermon (Jacques), né à Maumusson le 15 novembre 1752. Procureur à Rennes et député du tiers état de la sénéchaussée aux États généraux, président du tribunal criminel en 1792 et député d'Ille-et-Vilaine à la Convention. En mission à Brest, proscrit au 31 mai, rappelé en l'an III, député aux Cinq-Cents, commissaire de la Trésorerie, tribun, conseiller d'État, ministre des Finances, comte de l'Empire. Député d'Ille-et-Vilaine à la Chambre des Cent-Jours, banni en 1816, rentré en 1822, mort à Paris le 15 juillet 1831.

3. Pierret, né à Valentigney (Aube) le 15 mars 1758. Notaire à Bar-sur-Aube, administrateur du département, député à la Convention. En mission dans la Haute-Loire en janvier 1795. Membre du Conseil des Cinq-Cents, juge à Troyes en l'an V. Mort à Brienne-le-Château le 15 février 1825.

4. Thibaudeau (Antoine-Clair), né à Poitiers le 23 mars 1765. Avocat, procureur général-syndic de la Vienne et député à la Convention. En mission à l'armée des côtes de la Rochelle, siégea aux Cinq-Cents jusqu'en l'an VI, préfet et conseiller d'État après brumaire, comte de l'Empire, pair aux Cent-Jours, exilé en 1816, il vécut à Vienne et à Bruxelles. Pensionné par Louis-Philippe, il devint sénateur sous Napoléon III et mourut à Paris le 8 mars 1854.

5. Bourdon (François-Louis), né près de Compiègne, procureur au parlement de Paris en 1789, député de l'Oise à la Convention, envoyé en 1793 à l'armée des côtes de la Rochelle et en l'an III dans l'Eure-et-Loir. Député aux Cinq-Cents et *clichéen* notoire, il fut au 18 fructidor déporté à la Guyane, où il mourut en 1799.

6. Delahaye, né le 16 mars 1761 dans la Seine-Inférieure. Avoué à Caudebec, député de la Seine-Inférieure à la Convention, un des 74 protestataires du

tremblé davantage au moment de la crise; il nomma Goujon, Bourbotte, Albitte et Du Roy. Enfin parut Tallien¹, qu'on n'avait pas vu de la journée. « La Convention, dit-il, ne peut pas tarder à faire justice des scélérats qui l'ont assassinée. Notre malheureux collègue est là qui demande vengeance. Ce n'est point assez d'arrêter quelques hommes et de prendre d'autres mesures à leur égard. Je demande, au nom des vingt-cinq millions de Français que nous représentons, que l'arrestation soit mise aux voix et qu'on envoie de suite aux comités pour présenter des mesures ultérieures; car il ne faut pas que le soleil se lève et que les scélérats existent encore². » Ce style tragique produisit son effet habituel. Dans le souvenir de la peur qu'elle venait d'avoir, la majorité trouva le courage nécessaire pour se montrer impitoyable une fois le danger passé. En quelques moments, les motions d'accusation se succédèrent, venant de partout à la fois. Du Roy, Duquesnoy, Bourbotte furent décrétés. Prieur (de la Marne) faillit échapper. Bourdon (de l'Oise) et Doulcet³ le défendirent; mais André Dumont revint à la charge, et le décret passa. Puis ce fut le tour de Romme et de Soubrany. Les proscriptionnaires oublièrent Goujon. Bourdon (de l'Oise) leur rafraîchit la mémoire. « Il ne faut pas oublier Goujon, » s'écria-t-il. Et, comme personne n'avait paru entendre, c'est le président, Legendre, qui releva le propos⁴. Vainement Goujon réclama

2 juin, rappelé le 23 germinal an III. Député de l'Aisne aux Cinq-Cents, il fut un des agents de l'intrigue monarchiste en l'an V et déporté au 18 fructidor. Sous le Consulat et l'Empire, il fut emprisonné deux fois pour menées royalistes et mourut en 1819 à Paris.

1. Tallien (Jean-Lambert), né à Paris le 23 janvier 1767. Clerc d'avoué, prote au *Moniteur*, journaliste, secrétaire de la Commune du 10 août, député à la Convention par le département de Seine-et-Oise, envoyé en Indre-et-Loire, en Vendée, dans la Gironde. On connaît son rôle au 9 thermidor et à Quiberon, sa liaison et son mariage avec Thérésia Cabarrus, femme divorcée du marquis de Fontenay. Député aux Cinq-Cents, il en sortit en l'an VI, alla en Égypte avec Bonaparte, puis à Alicante comme commissaire des relations commerciales. Toléré à Paris après 1816, il mourut misérable le 13 novembre 1820.

2. *Moniteur*, réimpr., t. XXIV, p. 512.

3. Doulcet (Louis-Gustave Le), comte de Pontécoulant, né à Caen le 17 novembre 1764. Officier des gardes du corps, suppléant à la Législative, député à la Convention par le département du Calvados, décrété d'arrestation le 2 juin, fugitif, rappelé en l'an III, député aux Cinq-Cents jusqu'en l'an VI, chargé d'affaires à Darmstadt sous le Consulat, préfet et sénateur sous l'Empire, il entra sous Louis XVIII à la Chambre des pairs et y resta jusqu'en 1848. Il mourut le 3 avril 1853.

4. Boissy lui avait cédé le fauteuil après le premier décret d'accusation contre Bourbotte, Du Roy et Duquesnoy (*Moniteur*, t. XXIV, p. 513).

la parole. On se récria de toutes parts : « Non, non, c'est un assassin ! » Les cris étouffèrent sa voix, et le décret passa dans ce tumulte. Aussitôt, les députés pros crits quittèrent leurs places et montèrent à la barre. Romme, épuisé, anéanti, demeurait à son banc. Bourdon (de l'Oise), le bras tendu vers lui, prit soin de le désigner aux gendarmes. Romme se leva lourdement et vint rejoindre ses collègues. Ils n'étaient que cinq, on ne trouvait pas Soubrany. Vernier demanda qu'on leur joignît Albitte l'ainé¹, qui, lui aussi, avait parlé en présence des insurgés. Albitte le jeune² défendit son frère, qui n'avait paru à la tribune que pour prêcher l'union et la réconciliation des partis. « Oui, répondit Vernier³, mais il l'a fait dans un sens équivoque, imitant en cela les anciens oracles, qui se ménageaient toujours deux issues. » De ce genre d'habileté, Vernier pouvait être bon juge. Albitte fut décrété.

Alors, ce fut à qui dénoncerait et ferait proscrire; des voix anonymes réclamèrent d'autres victimes : Peyssard, Le Carpentier⁴, Pinet⁵, Borie⁶, Fayau⁷. Sans discussion, les décrets passaient, au milieu des applaudissements et des cris de *Vive la*

1. Albitte (Antoine-Louis), né à Dieppe le 30 décembre 1761. Avocat, député de la Seine-Inférieure à la Législative et à la Convention, envoyé à l'armée des Alpes, à Lyon, à Toulon, dans le Mont-Blanc et l'Ain. Arrêté au 1^{er} prairial, il s'enfuit, fut amnistié au 4 brumaire an IV, devint, sous le Directoire, commissaire près l'administration municipale de Dieppe, et, après le 18 brumaire, sous-inspecteur aux revues. Il fit en cette qualité les campagnes de l'Empire et mourut dans la retraite de Russie le 25 décembre 1812.

2. Albitte (Jean-Louis), député suppléant de la Seine-Inférieure à la Convention, ne fut admis qu'en décembre 1793 et demeura obscur. Il mourut sous la Restauration inspecteur de la loterie à Reims.

3. *Moniteur*, réimpr., t. XXIV, p. 512-513.

4. Le Carpentier (Jean-Baptiste), né à Helleville (Manche) en 1760. Huissier à Valognes, député de la Manche à la Convention. En mission dans la Manche, Ille-et-Vilaine et Côtes-du-Nord, il défendit Granville contre les Vendéens. Arrêté au 1^{er} prairial et amnistié le 4 brumaire an IV, il rentra à Valognes. Exilé en 1816, il passa à Jersey, rentra, fut découvert et enfermé au Mont-Saint-Michel, où il mourut le 27 janvier 1828.

5. Pinet (Jacques), né en 1754 à Nexans (Dordogne). Député de la Dordogne à la Législative et à la Convention, envoyé à l'armée de l'Ouest et dans les Landes. Emprisonné le 1^{er} prairial, amnistié le 4 brumaire an IV. Proscrit en 1816, rentré en 1830, il mourut en 1844 à Bergerac.

6. Borie (Jean), né à Sarlat. Avocat, administrateur de la Corrèze en 1790, député de ce département à la Législative et à la Convention. En mission à l'armée du Rhin, puis dans la Lozère et le Gard. Arrêté le 1^{er} prairial an III, amnistié le 4 brumaire suivant; juge à Cognac sous le Consulat, mort en 1805 à Sarlat.

7. Fayau (Joseph-Pierre-Marie), né à Roche-Servièrre (Vendée) le 25 mars 1766.

Convention! qui portaient des tribunes, à présent garnies de « bons citoyens ».

Soubrany était sorti de la salle et du palais quelques instants après l'arrivée des troupes. Il fit quelques pas au dehors, entra un moment dans la boutique, encore ouverte, d'un traiteur, pour apaiser sa faim¹. Dans la rue, un collègue l'arrêta : « Où vas-tu? lui dit-il; tu es décrété d'arrestation, ne le sais-tu pas? » — « Non, répondit Soubrany, mais ma conscience est pure, je ne fuirai pas la justice nationale. » Il continua sa route, rentra dans l'assemblée, et, traversant toute la salle, vint en silence se ranger à la barre, auprès de ses collègues, entourés déjà par les gendarmes.

Tandis que, dans la Convention, jusqu'à près de quatre heures du matin, les décrets de vengeance se succédaient, les huit proscrits furent conduits au Comité de Sûreté générale. Cinq membres étaient présents² dans le bureau. Rabaut, du Comité de Salut public, Varlet, du Comité militaire, et Fréron s'y trouvaient également. Derrière eux se tenait un groupe de soldats : le chef de brigade Margaron, un capitaine de gendarmerie, cinq gardes nationaux et six gendarmes. Fréron rédigea et remit à Margaron l'ordre de transfert des huit députés prisonniers; ils devaient être conduits au château du Taureau, près de Morlaix³. On ne leur lut pas l'arrêté; on les avertit seulement que les voitures étaient prêtes et qu'ils allaient partir. Goujon demanda la faveur de faire parvenir quelques mots à sa femme. On n'osa pas le lui refuser. Il s'assit à la table du comité, et, sur le papier à en-tête, où s'égalait, en gros caractères, la devise républicaine : *Liberté, Égalité*, il écrivit :

4^{er} prairial an III.

Ma chère bien-aimée, je suis arrêté, et, dans ce moment, au Comité de Sûreté générale. Je suis innocent. Si je pouvais périr pour

Avocat, administrateur du département, député de la Vendée à la Convention. En mission en Vendée, blessé à La Châtaigneraie. Arrêté le 1^{er} prairial, amnistié le 4 brumaire suivant, il rentra dans son pays natal et y mourut le 28 mars 1799.

1. C'est du moins la raison qu'il donne de son absence dans ses *Moyens de défense* (Arch. nat., W547, n° 111). Suivant Tissot, il était allé jusqu'à l'hôtel de Charost, où il habitait (au 343 de la rue Saint-Honoré, tout près de l'Assemblée); un émigré était caché chez lui et il voulait l'avertir que l'asile n'était plus sûr (*Souvenirs de prairial an III*).

2. Pierret, Mathieu, Pémarin, Guyomar et Courtois.

3. Arch. nat., A Fu, registre du Comité de Sûreté générale, 2 prairial.

ma patrie! Sois calme et paisible. Nous partons, mon amie; on dit que les voitures sont prêtes, je ne sais pour quel endroit. Adieu, embrasse notre enfant; élève-le dans mon souvenir. Ma sœur et mon frère, ne m'oubliez pas. Que vos pensées soient pour la liberté et l'égalité, et pour moi, dont le cœur, vous le savez, est exempt de remords et de crime. Vivez en paix et en union tous ensemble. Ma femme, aie du courage. Ayez-en tous, comme il convient à des républicains. Adieu¹.

Au point du jour, le convoi sortait de Paris, par la route de Saint-Cloud.

R. GUYOT et F. THÉNARD.

(*Sera continué.*)

1. Cette lettre a été reproduite par Tissot dans les *Souvenirs de prairial*, p. 132, et dans une plaquette imprimée en l'an IV chez Vatar et intitulée : *Lettres de Goujon à sa famille depuis le jour de son arrestation jusqu'à la veille de sa mort* (Bibl. nat., Lb⁴¹ 4406). Nous suivons le texte manuscrit, auquel Tissot avait fait subir quelques changements et quelques coupures pour l'impression.

MÉLANGES ET DOCUMENTS

COMMENT M. DE BROGLIE ÉCRIVAIT L'HISTOIRE.

Les éditeurs des Mémoires de M. de Gontaut-Biron viennent de jouer à M. de Broglie un bien mauvais tour, en publiant le manuscrit original de ces *Souvenirs* que le duc, en sa qualité d'historien ami, avait eu le privilège de consulter, il y a dix ans, avec le droit d'en communiquer les parties essentielles au public dans son livre sur la *Mission de M. Gontaut-Biron à Berlin*¹.

La comparaison du texte authentique et complet avec l'ouvrage de l'historien devait tenter les critiques qui n'avaient pas eu la même bonne fortune avec l'édition suspecte des *Mémoires* de Talleyrand. On n'a pas oublié la polémique très vive à laquelle a donné lieu cette publication de M. de Broglie : faute de la preuve décisive toujours refusée, la production du manuscrit, la lumière ne put être faite complètement, malgré les efforts de MM. Aulard, Flammermont et les miens, sur les méthodes de l'éditeur.

Ces méthodes, nous les pouvons apprécier aujourd'hui, à voir comment le duc de Broglie a employé les Mémoires de Gontaut-Biron « communiqués par une bienveillante confidence² » à lui d'abord, au public dix ans plus tard par les soins de M. Dreux, archiviste-paléographe.

Tout d'abord, pourquoi, dans le résumé de M. de Broglie, des indications si pauvres, presque nulles ou contradictoires sur la nature, la date et l'étendue de la source à laquelle il puisait uniquement? Un titre très exactement traduit : *Mon ambassade à Berlin*, et quelque part un mot à la troisième page sur les *Souvenirs* qui portent ce titre, M. de Broglie a jugé que c'était assez pour contenter notre curiosité. *Intelligenti pauca*.

1. Duc de Broglie, *la Mission de M. de Gontaut-Biron à Berlin*. Paris, Calmann-Lévy, 1896, in-12. — Vicomte de Gontaut-Biron, *Mon ambassade en Allemagne*, 1872-1873, éd. Dreux. Paris, Plon, 1906, in-8°.

2. Broglie, p. 3.

Au moins ne devait-il pas l'égarer. Par *Souvenirs*, on entend un récit composé où l'homme d'état a recueilli et conservé ses impressions sous une forme personnelle, un chapitre d'histoire vécue. Et voilà qu'à la citation d'un entretien entre l'ambassadeur et le maréchal de Moltke, M. de Broglie ajoute : « M. de Gontaut, dans ses *dépêches*, se met rarement en scène¹. » Ces *Souvenirs*, ce serait donc un recueil de *dépêches* : cette distinction n'avait évidemment aucune importance pour l'éditeur de Talleyrand qui, sous le titre de *Mémoires*, publia des portraits historiques, des notes de M. de Racourt et toute une série de pièces. Pour l'histoire, elle en a beaucoup. Si, au point de vue littéraire, les *Souvenirs* d'un diplomate, composés assez longtemps après les événements, dans une intention d'apologie ou de critique, présentent encore de l'intérêt, ils ne vaudront jamais, au point de vue historique, la publication de ses *Dépêches*, officielles et surtout confidentielles, impressions du moment même, expressions des faits auxquels il a participé. Ce n'est pas sur l'*autobiographie* de Metternich ou sur les *Souvenirs* de M. de Bismarck qu'on se règlera pour éviter les chances d'erreur.

M. de Broglie n'a pas cherché si loin ; il n'a pas remarqué la composition du manuscrit qu'il employait : commencé vers 1879, achevé en 1880². Quand M. de Gontaut se mit au travail, il avait l'intention, à la fin de son ambassade, dans la retraite, d'écrire un chapitre d'histoire, de son histoire. Il procéda d'abord, à l'aide de notes qu'il avait prises sur l'heure même, parfois de notes recueillies par ses secrétaires, ou de lettres conservées dans ses archives³. J'ai eu l'occasion, par exemple, pour l'entrevue des trois empereurs, de comparer ces notes aux récits contenus dans les dépêches qu'il adressait au quai d'Orsay. L'analogie est si frappante qu'elle inspire confiance. Arrivé aux événements de 1873, l'auteur a fait une part plus étendue, presque exclusive aux dépêches qu'il expédiait ou recevait. Son récit se réduit au commentaire des pièces citées intégralement, qui se trouvent déjà publiées en partie dans le recueil des Correspondances de Thiers : *Occupation et libération du territoire*. Et pour la dernière partie de son ambassade, il n'y a plus même, à partir de 1874, ni rédaction, ni classement, si bien que l'éditeur a dû suspendre la publication à cette date. Les *Souvenirs* ne forment donc qu'un fragment, complété par un recueil de pièces à partir de 1873, d'une

1. Broglie, p. 30.

2. Gontaut, p. 414.

3. Gontaut, Avant-Propos, p. VII-VIII : « C'est à mes notes journalières que j'emprunte le récit, à mes notes prises sur l'heure même, » p. 6, 24. A la page 152, une note de La Ferronnays.

œuvre qui n'embrasse que la moitié de la durée de l'ambassade¹.

On ne s'en douterait guère à lire l'œuvre de M. de Broglie, consacrée à cette ambassade tout entière et soi-disant appuyée sur un manuscrit qui, pour une bonne moitié, n'existait pas. Il est vrai que l'historien, pour compléter, invoque ses propres *Souvenirs* qu'il a l'air d'apporter des documents tirés de ses propres archives². Par malheur, on peut constater que les documents qu'il cite comme venant de lui se retrouvent tous dans les papiers communiqués par la famille Gontaut-Biron. Décidément, c'est une habitude de M. de Broglie, cette façon plutôt sommaire et négligée de citer ou d'éditer les mémoires historiques. Je me rappelle, dans les études sur la Succession d'Autriche, certains renvois à des mémoires de Belle-Isle qu'un lecteur curieux trouverait difficilement à la Bibliothèque nationale. Et voici que la connaissance exacte des *Souvenirs* de M. Gontaut accroît la surprise et justifie les soupçons provoqués par la publication de Talleyrand. Après tout, on dira que c'est une méthode peut-être, et qui n'a pas interdit à l'auteur l'Académie française.

Pour être académicien, faut-il pourtant se donner avec les textes une telle liberté? Le lecteur jugera; il pourra comparer lui-même.

A propos d'une conversation que M. de Gontaut eut avec Bismarck, le 2 mars 1872, pour la délivrance des prisonniers de guerre français, M. de Broglie, voulant expliquer les résistances du chancelier, dit : « Ne venait-on pas d'apprendre que dans deux départements, Aisne et Seine-et-Oise, des paysans, poursuivis pour avoir à la suite d'une rixe tué des soldats allemands, étaient acquittés par le jury? » Ce rappel d'un fait saisissant a paru à l'auteur un bon procédé littéraire³. Le malheur est que l'incident datait de plus de trois mois (novembre 1871), qu'il avait donné lieu à une dépêche menaçante de M. de Bismarck du 7 décembre, connue de l'ambassadeur avant son départ pour Berlin; que l'incident était réglé et que l'apaisement avait permis le 29 février l'élargissement déjà de toute une catégorie de prisonniers, la plus nombreuse⁴. Que reste-t-il de la prétendue influence que l'affaire aurait eue sur les propos échangés en mars entre M. de Gontaut et M. de Bismarck? Rien, ou plutôt une erreur; ce n'était pas en Seine-et-Oise, mais en Seine-et-Marne que le jury avait fait cette manifestation. Il était aisé pour M. de Broglie d'éviter ces défauts; il n'avait qu'à lire et à citer exactement.

Mais voici comment il lit : à la suite de son premier entretien avec

1. Gontaut, *Avant-Propos*, p. 1.

2. Broglie, p. 100.

3. Broglie, p. 16.

4. Gontaut, p. 4, et la note de la p. 5 et enfin p. 50.

le Kronprinz, M. de Gontaut fut présenté à la princesse sa femme. Il a noté la bonne grâce de leurs propos et fait du couple princier des portraits excellents¹. M. de Broglie a reproduit les propos, ceux que la future impératrice Victoria tint sur les avantages de la paix et qu'elle prononça et répéta « avec une sorte d'énergie douce² ». Il a jugé sans doute qu'il pouvait ainsi interpréter le texte du manuscrit : « Heureusement la guerre est terminée. A présent, il faut maintenir la paix. » Ces derniers mots, le prince les prononça avec l'accent d'une conviction étrangère aux préoccupations du vainqueur, si je ne m'abuse, et une sorte d'énergie douce, et la princesse les répéta³. »

Évidemment, l'auteur n'a pas le respect des textes. Il s'agit d'un entretien de l'ambassadeur, maintenant, avec de Moltke, « celui qui avait mérité plus que Lazare Carnot le nom d'organisateur de la victoire⁴ ». Disons, en passant, que cette méchancelé gratuite à l'adresse d'un grand républicain n'est pas de la façon de M. de Gontaut. Ce qu'il a noté, à propos de cet entretien du début de février, c'est « que de Moltke a paru le rechercher lui-même⁵ ». M. de Broglie traduit : « Un dernier entretien, cherché par M. de Gontaut lui-même⁶ », et donne comme matière de la conversation les propos tenus dans un entretien ultérieur du 25 avril. Et comment les donne-t-il ? Je cite les deux textes en regard, celui de M. de Broglie d'abord⁷ :

« J'ai lu le rapport de M. Chasseloup-Laubat. Il demande le service obligatoire. Croyez-vous, dit le maréchal, qu'il l'obtienne ? »

« — Je répondis au maréchal : Je ne sais trop, les avis sont partagés. M. Thiers n'est guère enclin au système du service obligatoire. Mais il existe chez vous, et, successivement, la plupart des grands États d'Europe l'adoptent. On est donc généralement porté en France à l'appliquer. »

« — Je n'en disconviens pas, dit le maréchal, et je n'aperçois pas encore dans quel sens se décidera l'Assemblée. Mais, en attendant, continua-t-il d'un rire un peu amer et avec quelque animation, M. Thiers s'occupe joliment à refaire cette armée. »

Voici le passage des *Souvenirs*⁸ :

« J'ai lu le rapport de Chasseloup-Laubat, répondit le maréchal.

1. Gontaut, p. 18 à 21.

2. Broglie, p. 11.

3. Gontaut, p. 19.

4. Broglie, p. 28.

5. Gontaut, p. 71.

6. Broglie, p. 28.

7. Broglie, p. 29.

8. Gontaut, p. 79-80, 25 avril : « Je copie mes notes. »

Il demande le service obligatoire. Croyez-vous qu'il soit accordé?

« — Je répondis au maréchal : Je ne sais trop. Entre nous, les avis sont partagés. Ainsi M. Thiers n'est guère enclin au système du service obligatoire, mais il existe chez vous, et, successivement, la plupart des grands États de l'Europe l'adoptent. On est donc généralement en France porté à l'appliquer.

« — Mais ce n'est pas tout à fait plausible. Ce qui se fait dans un pays n'est pas applicable partout ailleurs.

« — Je n'en disconviens pas, je n'aperçois pas encore dans quel sens se décidera l'Assemblée¹.

« — En attendant, reprit le maréchal, d'un rire un peu amer et avec quelque animation, M. Thiers s'occupe *joliment* de refaire votre armée. »

S'il y a des fautes de français et même un non-sens dans le texte rapporté par M. de Broglie, on voit que le pauvre ambassadeur ne doit pas en être rendu responsable. C'est la liberté que son premier éditeur a prise avec le manuscrit qui a fait tout le mal.

Cette liberté, on la retrouve en plus d'un passage. Si le diplomate fait un portrait très vivant de M. de Bismarck qu'il termine par ces mots : « On dirait en voyant ce colosse qu'on a devant soi un Goth, l'un de ses ancêtres², » l'historien arrange le portrait et le gâte, à mon sens : « Stature colossale qui fait croire, dit M. de Gontaut, qu'on a devant soi un Goth ou un Visigoth³. » Pourquoi un *Visigoth*? C'est peut-être un trait d'esprit.

Je trouve ailleurs une addition plus fâcheuse, plus audacieuse encore. Une des épreuves les plus pénibles qu'eut à subir l'ambassadeur au début de sa mission fut sa participation aux galas de la cour et l'obligation de figurer dans le cortège des vainqueurs : « Alors mon cœur commença à se serrer... C'étaient nos vainqueurs que j'avais devant les yeux. J'étais comme la victime devant le bourreau⁴. » M. de Gontaut se consolait un peu, en songeant « qu'il n'était pas seul dans cette cruelle situation, que l'Europe entière, à l'Angleterre près, était aussi bien que la France aux pieds de ses maîtres ». Et puis, il ajoutait : « Je serais un ingrat si je ne reconnaissais les

1. Nous avons dû ici nous-même corriger le texte du manuscrit publié par la famille et M. Dreux, en rétablissant par des alinéas qui manquaient : *mais ce n'est pas; Je n'en disconviens pas*, les propos des deux interlocuteurs confondus dans une seule réplique du duc de Gontaut-Biron, qui n'avait plus de sens.

2. Gontaut, p. 8.

3. Broglie, p. 15.

4. Gontaut, p. 31 et 32.

adoucissements que la Providence m'avait préparés au milieu d'une si rude tâche. Le ménage Radziwill était pour moi plein d'égards, de prévenances, de cœur. Et puis, à la cour même, j'avais rencontré des sympathies que je croyais sincères. »

M. de Broglie commente et ajoute des réflexions mélodramatiques de son cru : « Mon cœur fut saisi d'une telle douleur que je sentis *mes larmes prêtes à couler* et que, pour la première fois de ma vie, les sons d'une belle musique, au moment où ils retentirent, me furent odieux. Pour reprendre courage, je détournai mes regards du spectacle que j'avais sous les yeux et j'élevai mon cœur vers ces régions supérieures où règnent la sérénité et la paix sans partage, vers cette cour céleste bien autrement brillante que les plus brillantes de la terre, qui ne connaît ni les triomphes insolents de la force ni les douleurs incurables où se reposent les vaincus, les déshérités, tous ceux qui ont combattu le bon combat de la vie. Cette vue intérieure me consola ¹. » Il n'y a rien de tout cela dans le manuscrit publié par la famille, ni les larmes, ni rien de cette belle élévation intérieure.

Négligences ou additions, dans la première édition, ont défiguré ainsi l'œuvre de M. de Gontaut. Nous avons heureusement la seconde, authentique, pour connaître les entretiens diplomatiques de l'ambassadeur et des ministres étrangers. Le premier entretien que M. de Gontaut eut avec M. de Bismarck pour la délivrance des prisonniers, le 2 mars, est inexactement rapporté par M. de Broglie ². Au mois de septembre 1872, M. de Gontaut eut l'occasion d'avoir des conversations décisives pour l'avenir de la politique française avec le chancelier de Russie, l'une le 8 septembre, l'autre le 13 septembre, beaucoup plus importante, parce qu'elle éclaira la France sur la nature et les résultats de l'entrevue ³. M. de Broglie s'est cru autorisé à les réunir toutes deux et ne s'est point gêné pour attribuer à M. de Gontaut la sauce qui servait de lien ⁴. J'ai eu l'occasion moi-même de citer les dépêches décisives du 11 et du 14 septembre conservées au quai d'Orsay qui relatent ces entretiens ⁵. Entre leur contenu et le livre de M. Broglie, j'avais noté des différences que je ne retrouve plus en lisant les *Souvenirs* de M. de Gontaut, composés avec le

1. Broglie, p. 12.

2. Broglie, p. 15; Gontaut, p. 52.

3. Gontaut, p. 159, 169 à 171.

4. Broglie, p. 47. La 2^e partie, à partir de : « Soyez rassuré, » transition ajoutée par M. de Broglie.

5. Émile Bourgeois : *Au seuil de l'alliance* (*Revue du mois*, 10 janvier 1906).

procès-verbal tenu au jour le jour par lui de ces propos mémorables, origine première de l'alliance franco-russe. Ce procès-verbal méritait un autre sort que l'arrangement soi-disant littéraire de M. de Broglie.

Mais il est évident que l'historien du *Secret du Roi* avait sa façon de traiter les textes. Et les dates donc? Il lui faut un texte pour prouver que M. de Gontaut eut de la peine à Berlin d'abord à être renseigné : « Les intérieurs prussiens, écrivait M. de Gontaut *le 25 janvier*, sont très mûrés¹. » Comme l'ambassadeur était arrivé le 4 janvier, cela s'arrangeait bien. Il n'y a qu'un malheur : c'était *le 15 février* que l'ambassadeur envoyait cette dépêche à Thiers, impatient de recevoir des nouvelles de ses propositions d'évacuation anticipée².

L'une des premières visites que M. de Gontaut reçut, de nature à l'éclairer sur ce sujet, fut celle du banquier berlinois Bleichröder. Elle eut lieu dès *le 18 janvier 1872*³. M. de Broglie place cet entretien quelques jours avant les propos tenus, *le 20 février*, à M. de Gontaut par un de ses collègues, ministre d'une grande cour étrangère⁴. (Il faut lire, d'ailleurs : par un *ministre accrédité à Berlin depuis plusieurs années*⁵. Aucun des ambassadeurs des grandes puissances, ni Odo Russell, ni Karolyi, ni de Launay n'étaient dans ce cas. Il s'agissait de M. de Nothomb.) La première visite de Bleichröder n'aurait donc eu lieu que vers *le 15 février*.

Voici maintenant une dépêche de Thiers relative à la question du service obligatoire du 24 avril 1872. M. de Broglie dit le 26 avril⁶.

La différence pour lui est nulle, si nulle que, publiant plus loin une de ses propres dépêches, *du 18 octobre 1873*, il dit : « J'adressai encore *le 25 octobre* une lettre⁷, » et il ajoute : « La réponse de M. de Gontaut m'est malheureusement arrivée trop tard pour me causer autre chose que des regrets⁸. » La tentative de restauration monarchique fut condamnée par la lettre du comte de Chambord du 27 octobre, connue à Paris le 34 octobre 1873. Or, la réponse de M. de Gontaut fut envoyée de Berlin le 25⁹; elle avait donc été reçue par M. de Broglie avant le 34. Cette transposition de dates a fourni à l'historien l'occasion d'une jolie phrase mélancolique.

1. Broglie, p. 24.

2. Gontaut, p. 69.

3. Gontaut, p. 62.

4. Broglie, p. 27.

5. Gontaut, p. 70.

6. Gontaut, p. 109; Broglie, p. 34.

7. Gontaut, p. 404; Broglie, p. 143.

8. Broglie, p. 147.

9. Gontaut, p. 405.

Je m'arrête, sans avoir épuisé la matière de ces critiques, parce que j'en ai d'autres à faire et de plus graves. Ces inexactitudes, ces négligences, cette manière d'employer un manuscrit et de le donner au public montrent avec quel sans façon M. de Broglie considérait et maniait les documents historiques. Encore serait-il excusable, en un certain sens, s'il n'avait que sacrifié l'exactitude à l'agrément, s'il n'avait en plus dénaturé la portée et le sens de ses auteurs pour une fin qui ne se peut absoudre, avec l'intention de les faire servir à des récits tendancieux et manifestement faux et injustes.

L'ambassade de M. de Gontaut, ce n'était pas seulement un chapitre important de notre histoire extérieure au lendemain de la guerre. C'était une page aussi de notre histoire intérieure, de la vie de l'Assemblée nationale, de la présidence de Thiers, où M. de Broglie joua l'un des premiers rôles. Les *Souvenirs* de l'ambassadeur, légitimiste convaincu, rallié par patriotisme au gouvernement de Thiers et de Rémusat, sa correspondance avec des chefs qu'il servit loyalement, en réservant et en avouant ses espérances, ont surtout fourni à l'auteur des intrigues monarchistes de 1873 l'occasion de présenter sous un jour favorable à lui-même et à ses amis, défavorable à ses adversaires, les hommes et les choses de ce temps. S'il l'eût fait en son nom et sous sa propre responsabilité, la critique eût été avertie. Mais que le nom de M. Gontaut-Biron, parce qu'il avait laissé la réputation d'un parfait honnête homme et d'un bon serviteur de la France, que son prétendu témoignage aient servi de garant et d'autorité à un récit différent du sien par l'esprit, les tendances et dans les termes même, à dessein, voilà ce qui ne se peut admettre. La surprise est pénible de trouver dans l'auteur des Mémoires plus d'impartialité que chez l'historien chargé de les faire connaître, de rencontrer dans l'œuvre de M. de Broglie un procédé d'interprétation ou d'interpolation qui dénature les *Souvenirs* de M. Gontaut-Biron confiés à son talent.

Ce fut avec modestie, avec un sentiment très élevé de sa mission, que M. de Gontaut-Biron accepta de M. Thiers l'ambassade de France en Allemagne au mois de décembre 1871. Nulle hésitation chez lui, quelle que fût sa foi monarchique, à se charger, pour un gouvernement provisoire qui servait son pays, de cette mission patriotique. Très nettement, il se sépara tout de suite de « ses amis de l'extrême droite, de ses amis au collet monté », ainsi qu'il les appelle¹. Au lieu de citer ses paroles, M. de Broglie analyse son état d'esprit, son peu de sympathie pour la République qu'il n'aurait pas servie s'il

1. Gontaut, p. 2 et 3.

avait pu se douter de la mauvaise foi de M. Thiers, et il conclut : « Ce fut dans cet état d'esprit et non sans beaucoup de répugnance et d'hésitation qu'il se mit en route pour Berlin¹. » Voilà dès le début l'ambassadeur posé, contrairement à ses propres déclarations, en fonctionnaire amené à servir M. Thiers et la République avec regret, avec défiance.

Si, arrivé à Berlin, tout de suite il s'est trouvé récompensé de son effort patriotique par les facilités que lui procurait l'estime des gouvernements étrangers et de l'Allemagne pour M. Thiers, les passages de sa correspondance relatifs à l'éloge du président sont effacés avec soin dans le récit de M. de Broglie. Pas un mot des éloges très accentués de la femme du prince impérial pour M. Thiers, tout au début², du plaisir de M. de Bismarck que l'Assemblée française ait refusé la démission de M. Thiers, déterminée dans un moment d'impatience par son opposition³. Le prince Gortschakoff, rencontrant à Berlin l'ambassadeur de France en septembre 1872, l'abordait ainsi : « Nous vous félicitons sincèrement de la bonne administration de M. Thiers, de l'excellente direction qu'il donne à la politique de votre pays; je vous prie de lui exprimer mon admiration pour sa personne et pour son œuvre. » Et parlant, non plus pour la Russie seulement, mais pour l'Allemagne aussi : « Il faut que vous exécutiez le traité de Francfort. Mais ici on est très satisfait des efforts de M. Thiers pour remplir les engagements de la France⁴. » On conçoit que M. de Gontaut-Biron, occupé surtout à préparer alors l'évacuation du territoire français, ait enregistré ces expressions multiples et répétées de la sympathie des gouvernements étrangers pour le président et pour son œuvre. Ce qu'on ne conçoit pas, c'est le soin évident de M. de Broglie d'en dissimuler jusqu'à la moindre trace.

Il a préféré consacrer une longue page aux difficultés que devait créer au patriotisme de l'ambassadeur la forme républicaine, moins heureux que le duc de Richelieu, qu'avaient favorisé les avantages d'un régime monarchique, très supérieur, paraît-il, au point de vue des relations entre les États⁵. S'il y a quelqu'un pourtant qui aurait dû connaître ces obstacles et s'en plaindre, c'eût été M. de Gontaut-Biron. Il n'en a pas dit un mot, se félicitant au contraire, je l'ai dit, de l'autorité que lui donnait, pour négocier, la République conservatrice de M. Thiers.

1. Broglie, p. 3 à 5.

2. Gontaut, p. 20.

3. Gontaut, p. 28.

4. Gontaut, p. 169, 170.

5. Broglie, p. 18.

Mais, voici qui est plus fort. Il ne s'agit plus de dissimuler ou de contester les services rendus par M. Thiers, le président d'une république détestée, en ne disant pas les hommages que M. de Gontaut lui a rendus. M. de Broglie va s'appliquer à montrer, soi-disant appuyé sur les *Souvenirs* de l'ambassadeur, que la Convention du 29 juin 1872, la première étape libératrice du territoire, a été le prix d'un marché antipatriotique avec l'Allemagne, conclu contre la volonté de l'Assemblée qui servait mieux la patrie, en exigeant du président l'établissement du service obligatoire. Il faut relire, dans son texte, la phrase perfide de l'historien : « On se servirait donc d'une expression très impropre si l'on disait qu'il autorisa M. de Gontaut à promettre, en son nom, qu'il ne souffrirait pas que le service obligatoire fût légalement adopté. S'il y eut un engagement, il l'avait pris d'avance, non envers l'Allemagne, mais envers la France et envers lui-même, dans un intérêt patriotique de défense nationale. Mais il ne fit aucun mystère de sa résolution et assura le gouvernement prussien qu'il se faisait fort de triompher sur toutes les résistances¹. » Et M. de Broglie conclut que ce fut la résistance patriotique de l'Assemblée qui tint en suspens la négociation, et que la défaite de l'opposition, le 40 juin 1872, devant la volonté de Thiers, suffit à décider de son succès. Ni les témoignages de M. de Gontaut ni les faits ne justifient cette interprétation².

Le récit du diplomate, attentif à tout ce qui pouvait retarder ou heurter sa mission, est tout différent. Il note, avec soin, les délais apportés par M. d'Arnim à des projets que M. de Bismarck voulait faire aboutir, et surtout les influences opposées du parti militaire, très puissant sur l'Empereur³. Et ce n'était pas seulement du principe du service obligatoire réclamé par l'Assemblée, c'était de toute la réorganisation de l'armée française, rapidement effectuée par Thiers, c'était de Thiers lui-même que ce parti se plaignait. Contrairement à l'hypothèse de M. de Broglie, le vote de l'Assemblée nationale, qui écarta le service obligatoire, ne fut pas la cause de la décision prise enfin par l'empereur d'Allemagne. Le premier vote eut lieu le 40 juin et, dès le 7 juin, après un conseil tenu par Guillaume I^{er} avec ses ministres, M. de Thile annonçait déjà que la résolution du gouvernement allemand était prise⁴. C'est le cas de répéter avec M. de Broglie, mais pour conclure contre lui avec M. de Gontaut :

1. Broglie, p. 33.

2. Broglie, p. 36, 37 : « La généreuse impétuosité de l'Assemblée, » dit-il.

3. Gontaut, p. 95, 105, etc., sur d'Arnim. Voir, d'autre part, les entretiens avec de Moltke, p. 79, 80 et p. 121, 124, 125, etc.

4. Gontaut, p. 127 à 129.

« Le seul rapprochement des deux dates fait voir que l'évacuation du territoire ne fut pas l'effet de cette séance¹. »

Si l'on y prête grande attention à Berlin, enfin, le récit de l'ambassadeur nous en donne un motif tout opposé encore au jugement que l'éditeur a prétendu tirer de ses *Souvenirs*. Le télégraphe apporta la nouvelle à Berlin que l'opposition, le 46 juin, avait « inspiré à M. Thiers la malheureuse pensée de mettre une fois de plus à l'Assemblée le marché à la main et d'offrir sa démission. J'ai déjà dit le prix que l'Allemagne attachait au maintien du président au pouvoir. Les incidents de cette séance, et celui-là en particulier, firent un effet déplorable à Berlin² ». L'ambassadeur se hâta d'écrire à M. Rémusat que « cette démission pouvait compromettre le succès de notre négociation ». Ainsi, ce n'était pas le principe du service obligatoire que l'Allemagne craignait de voir triompher, c'était l'opposition à la politique et à la personne du président qui avait pris pour le vaincre ce prétexte. La libération anticipée du territoire dépendait de la confiance que les Allemands avaient dans le gouvernement de M. Thiers. Dans cette situation, M. de Gontaut ne jugeait pas que le patriotisme fût du côté des monarchistes. Pourquoi M. de Broglie, alors, s'est-il cru le droit de dénaturer le témoignage d'un monarchiste vraiment patriote, pour se donner, à lui et à ses amis de la droite, le beau rôle?

Vers la fin de 1872, la lutte entre les royalistes et le président s'accentua. L'occasion en fut le célèbre message du 43 novembre, par lequel Thiers proposa à l'Assemblée de fonder la République, conservatrice il est vrai, mais la République. Fidèle à ses souvenirs de combat, M. de Broglie, en contant cette histoire, adressait de vifs reproches au président et ne voulait pas lui pardonner l'initiative qu'il prit de rompre le pacte de Bordeaux. « Je ne comprends pas, aujourd'hui encore, par quel motif M. Thiers jugea convenable d'aller au-devant d'une explication avec le parti monarchique³. » Le motif est pourtant bien simple : l'échec de la fusion, depuis le refus du drapeau tricolore par le comte de Chambord, justifiait le message du 43 novembre. Il n'y avait pas un parti monarchique, il y en avait deux qui ne pouvaient se mettre d'accord. Leur impuissance ne devait pas condamner la France plus longtemps à l'absence d'un gouvernement légal. M. de Gontaut-Biron, tout en déplorant l'échec de la fusion et même la perspective prochaine de la République, en honnête homme pourtant, disait au prince Gortschakoff,

1. Broglie, p. 37.

2. Gontaut, p. 130.

3. Broglie, p. 58.

le 15 novembre 1872 : « La fusion n'ayant pas réussi, l'avenir reste à Dieu, mais l'œuvre du présent, c'est la nécessité de ne pas ébranler le seul état de choses praticable en ce moment, de l'entourer de garanties d'ordre, et de rester fermement et invariablement conservateur¹. » M. de Broglie s'est bien gardé de citer cet aveu : il a préféré rejeter tous les torts sur Thiers.

Ce qu'il s'est gardé de mettre autant en lumière qu'il l'aurait fallu, c'est le rôle décisif que joua en cette occurrence l'ambassadeur de France à Berlin. Après avoir déclaré à M. de Rémusat, en toute franchise, son regret de voir M. Thiers pencher vers la République et les républicains², M. Gontaut-Biron n'hésita pas davantage à faire son devoir de patriote, dès qu'il vit la Commission des Trente se préparer à renverser M. Thiers, l'ouvrier indispensable de la libération encore inachevée. Le 4^{er} février 1873, il apprit du chambellan du roi, le comte de Redern, que le gouvernement prussien était disposé à accorder à M. Thiers, mais à lui seul, la fin de l'occupation. « Tout dépend de M. Thiers. L'entente de l'Allemagne avec la France est entre ses mains³. » Aussitôt son parti fut pris. Il écrivit à l'un de ses amis de la droite, M. de Cumont, une lettre qui lui fait grand honneur, l'adjuvant, lui et les autres membres de son parti, de cesser leurs attaques contre le président. Le 19 février, M. de Broglie et ses amis cédaient et accordaient à Thiers une trêve qui détermina la dernière convention d'évacuation du 15 mars 1873.

M. de Broglie n'a pas pu passer sous silence complètement cet épisode. Mais, d'une part, il s'est bien gardé de révéler la dépêche envoyée par M. de Gontaut après son entretien avec M. de Redern et la portée de cet entretien. Il ne lui convenait pas de faire savoir que seuls l'opposition de la droite et les sentiments monarchiques de l'Assemblée empêchèrent, du mois de novembre 1872 au mois de mars 1873, la libération de la France, que, placés entre la royauté de leurs rêves et les conditions de la Prusse, les monarchistes ont hésité, qu'il fallut enfin, pour les rappeler à leur devoir, la prière d'un homme du devoir. Cette prière, surtout, M. de Broglie ne l'a pas citée tout entière⁴ : « N'abandonnez pas le principal pour l'accessoire. D'ailleurs, nous ne sommes que trop certains de la réponse qu'il y a à faire à cette question : que pouvons-nous faire

1. Gontaut, p. 207.

2. Gontaut, lettre du 23 novembre 1872, p. 209.

3. Gontaut, p. 239.

4. Voy. le récit de l'épisode dans Broglie, p. 72 à 76.

d'autre à l'heure présente? Ce sont mes amis que je préviens au nom d'intérêts que je suis plus à même qu'eux de juger¹. »

Si l'on en croyait M. de Broglie, M. Thiers n'aurait pas été assez reconnaissant envers M. de Gontaut du service qu'il lui rendit ce jour-là, qu'il rendit à la France. Il ne se décourageait pas, dit-il, « de l'accueil maussade que ses avis recevaient de M. Thiers. Je retrouve, ajoute-t-il, dans les *Souvenirs* de M. de Gontaut, la même impression que j'éprouvai lorsque je vis que M. Thiers n'eut plus besoin de nous. Il eut de tout autres motifs de l'éprouver². Il n'y a absolument rien de ce genre dans les mémoires de M. de Gontaut, récompensé de sa peine par de hautes distinctions, et davantage par les témoignages d'affection et d'estime qu'il recevait du président et de son entourage³. « Je ne veux pas laisser partir M. de Kergorlay sans vous remercier encore, écrivait M. de Rémusat le 48 mars 1873, du grand service que vous nous avez rendu. J'ai toujours attaché le plus grand prix aux relations que des circonstances, bien imprévues assurément pour nous deux, m'ont permis d'avoir avec vous. Le prix en est encore augmenté depuis que nous pouvons avoir en commun dans notre vie le souvenir de l'événement auquel nous venons de participer⁴. » « Ce témoignage, concluait M. de Gontaut, m'est très particulièrement précieux. »

Voilà bien la méthode de M. de Broglie. Mécontent de n'avoir pas, le lendemain des concessions déterminées par les reproches de M. de Gontaut, obtenu du président le salaire de sa bonne volonté so-disant patriotique, portefeuille, ambassade, pas le moindre grain de mil⁵, il a trouvé aisé d'attribuer à Thiers tout un système d'injustices que prouveraient les *Souvenirs* de Gontaut-Biron. Si sa rancune lui conseilla l'attaque victorieuse qu'il mena contre le libérateur du territoire, une fois l'œuvre nationale accomplie, le 24 mai 1873, il préférait justifier cette ingratitude de son parti par de prétendues ingrattitudes du président.

C'est, d'ailleurs, dans cette façon d'exposer cette crise décisive que nous allons juger l'emploi, l'abus faits par M. de Broglie des *Souvenirs* de son collègue. Une première contradiction, d'abord, qui inquiète. Au commencement d'avril 1873, M. de Gontaut était venu à Paris : « Il m'avait affectueusement remercié, dit M. de Broglie, quand

1. Gontaut, p. 247 à 251.

2. Broglie, p. 85.

3. Voir notamment dans Gontaut la longue note de la p. 128.

4. Gontaut, p. 315-316.

5. Cette impression se dégage très nettement de la p. 85 de M. de Broglie.

nous nous étions revus à Paris, de l'appui que j'avais été heureux de lui prêter pour écarter toutes les entraves parlementaires apportées à la conclusion du dernier traité¹ ». Nous avons, dans les *Souvenirs*, une lettre de M. de Broglie devenu ministre et écrivant à M. de Gontaut le 25 mai : « Vous savez, maintenant, tout ce qui s'est passé. Vous aviez quitté Paris récemment. *J'ai évité de vous voir*, parce que votre situation officielle m'aurait rendu la conversation difficile, comme elle eût été pénible pour vous². » Le complot qui se préparait contre le président avait été caché à ce bon serviteur, qui l'eût blâmé et peut-être, par un patriotisme gênant, une seconde fois empêché.

En citant, moins le début, cette lettre du 27 mai 1873, M. de Broglie a voulu faire croire qu'il alla lui-même au-devant des critiques que sa conduite avait provoquées à l'étranger. « Sans perdre un instant, je voulus interroger M. de Gontaut³. » Dès le 27 mai, l'ambassadeur faisait part des regrets et des inquiétudes du gouvernement allemand. Dès le 29, il confirmait : « M. Thiers est très regretté ». M. de Broglie s'est bien gardé de citer ces lettres, pas plus que le blâme très formel inscrit par le diplomate dans ses *Mémoires*⁴. Il glisse adroitement sur l'exigence *inattendue*, par laquelle le gouvernement allemand manifesta sa mauvaise humeur en réclamant de l'ambassadeur de nouvelles lettres de créance, « comme si la France n'avait pas eu le droit de se donner un président à son choix⁵ ». Il n'a sans doute point remarqué ce passage attristé de la lettre de M. de Gontaut, du 31 mai, à laquelle il emprunte d'autres passages : « J'ai cruellement souffert de l'humiliation que le chancelier nous imposait⁶. »

Et alors, pour expliquer la mauvaise humeur du chancelier, « le froncement de sourcil du Jupiter olympien qui ne devait pas effrayer des Français résolus à se donner un roi », M. de Broglie a imaginé et semble prêter à M. de Gontaut-Biron des raisons qui font honneur à son habileté, sinon à sa façon d'interpréter et d'accommoder les textes. Si le chancelier se montra, suivant lui, si mécontent de la chute de Thiers, c'est qu'il y voyait la préface du rétablissement de la monarchie, et, avec cette restauration, le relèvement prochain, immédiat, de la France. Les vrais patriotes, ce n'étaient pas Thiers et ses collabo-

1. Broglie, p. 102.

2. Gontaut, p. 375.

3. Broglie, p. 104.

4. Gontaut, p. 336-339, 352-354.

5. Broglie, p. 110.

6. Gontaut, p. 380.

rateurs, c'étaient les monarchistes de l'Assemblée que le chancelier, pour les perdre, accusait de menées cléricales. « Les républicains de France, même les *plus illustres et les plus récents*, consentent à cet appui qui fait peu d'honneur à leur cause », écrivait-il le 18 octobre 1873 à Berlin¹.

Il n'y a qu'un malheur, c'est que l'ambassadeur, mieux renseigné que son chef emporté par ses passions de combat, lui tint alors un tout autre langage. Dès le 15 mai, il avait écrit : « On blâme les exigences de la droite et les embarras qu'elle suscite au président². » Le 27 mai, après l'événement, il précisait : « Les ministres allemands appréhendent, de la part du nouveau ministère, une politique favorable aux intérêts du catholicisme³. » « M. de Balan, le 29 mai, me l'a laissé voir. Il faut tenir grand compte, en ce moment, de ces préoccupations. Dans tout ce qui a rapport à l'Italie, nous ne saurions être trop prudents⁴. » Un peu plus loin, le 31 mai, M. de Gontaut insistait : « C'est à dessein que je joins ces deux mots : Allemagne et Italie. Si l'arrivée d'un maréchal de France au pouvoir a donné quelques ombrages et réveillé les craintes de revanche, les sentiments religieux de plusieurs membres de la nouvelle administration ont donné lieu à des bruits d'intervention en Italie et de réveil de l'*esprit cléricale*. Quelque peu fondées que soient ces appréhensions, elles ne laissent pas que de hanter bon nombre d'esprits en Allemagne et vous n'ignorez pas toutes les avances faites par ce dernier pays à l'Italie⁵. » Après avoir vu l'Empereur, l'Impératrice, des diplomates étrangers aux eaux de Schlangenbad, M. de Gontaut recueillait, le 31 juillet, partout les mêmes reproches, les mêmes impressions : « Il est certain, disait-il, que les événements du 24 mai ont rapproché les cabinets de Rome et de Berlin⁶. » Il répétait à ses amis « combien ils étaient imprudents en provoquant tant de manifestations religieuses ». « Notre situation en Europe est très délicate⁷. »

Légitimiste et bon chrétien, le vicomte de Gontaut-Biron a même cru devoir s'excuser dans ses *Souvenirs* d'avoir été « *un peu vif à l'endroit des pèlerinages*⁸ ». M. de Broglie avait trouvé un meilleur moyen d'atténuer l'importance de ces critiques : il les a toutes supprimées. Il n'a

1. Broglie, p. 127 et surtout p. 141 à 144.

2. Gontaut, p. 334.

3. Gontaut, p. 354.

4. Gontaut, p. 355.

5. Gontaut, p. 381.

6. Gontaut, p. 383 à 385.

7. Gontaut, p. 393-394 et p. 387 (lettre à M. de Broglie du 31 juillet).

8. Gontaut, p. 394, note 1.

cité des dépêches du diplomate que ce qui pouvait faire croire, dans ce péril clérical très nettement redouté de toute l'Europe, à une manœuvre personnelle de M. de Bismarck contre les tentatives de restauration royaliste¹. Aux prises tous les jours avec les difficultés que les hommes du 24 mai, en renversant Thiers, avaient créées à son pays, obligé de dissiper les soupçons par lesquels une situation excellente s'était changée en une situation délicate, et les sympathies en isolement, M. de Gontaut-Biron présentait le danger signalé par les républicains d'une politique française, cléricale et ultramontaine. Et il le disait : « Je regarde tous nos amis, écrivait-il le 34 juillet 1873, comme se rendant en quelque sorte les complices d'une excessive imprudence, capable de nous susciter les plus graves embarras². » M. de Broglie lui a fermé la bouche simplement.

Quand on songe que, dans ce livre, il avait reçu mission de parler au nom du diplomate, de produire ses Mémoires, on est surpris, pour ne pas dire plus, de ce défaut de fidélité. Le mal est réparé, et peut-être ne faut-il pas le regretter, puisque la double histoire de l'ambassade de M. Gontaut-Biron nous a fourni les moyens d'établir par une épreuve décisive les procédés et la valeur historiques des récits de M. de Broglie.

Émile BOURGEOIS.

1. Broglie, p. 119 et suiv.

2. Gontaut, p. 394.

BULLETIN HISTORIQUE

FRANCE.

PUBLICATIONS RELATIVES A L'HISTOIRE DE LA GRÈCE
DE 1892 A 1902.

(Fin¹.)

GÉOGRAPHIE HISTORIQUE, TOPOGRAPHIE. — La réédition du *Guide de Grèce* (Joanne), sous la direction de M. HAUSSOULLIER résumait, en 1894, l'état des connaissances topographiques sur la Grèce². Des explorations de détail ont précisé plusieurs questions intéressantes. M. DE RIDDER a déblayé, dans l'île de Ghâ ou de Gla (lac Copais)³, un palais de l'époque mycénienne, où certains procédés de construction et la multitude des chambres et des couloirs reportent la pensée vers les palais crétois récemment mis au jour à Cnossos, Phaestos, Lato, etc. L'enceinte cyclopéenne de l'île a été étudiée par M. Noack, qui a voulu l'identifier avec celle de la ville minyenne d'Arné; mais cette théorie a trouvé en M. de Ridder un contradicteur intransigeant⁴. Les recherches de M. CAMEANIS, conducteur des travaux de l'ancienne Compagnie française de dessèchement du lac Copais, et les observations et relevés de M. Lallier, ingénieur de la même Compagnie, ont singulièrement éclairé l'œuvre gigantesque que les Minyens, ce peuple d'ingénieurs préhistoriques, avaient entreprise pour l'endiguement, la canalisation et l'écoulement des eaux du lac⁵. Leurs travaux, conçus avec une remarquable entente du terrain,

1. Voy. *Revue historique*, LXXIX, p. 104-119.

2. Le t. I (*Athènes et les environs*), par Haussoullier, a été réédité en 1896. Le t. II (*Grèce continentale et îles*), par Haussoullier, Fougères, Lechat, Monceaux, a été complété en 1902 par un *appendice* le mettant au courant des découvertes faites entre 1892 et 1902. Une refonte complète, actuellement en cours de publication, réunira les deux volumes en un seul (*Athènes et les environs*, par G. Fougères, 1906).

3. *Bull. de Corr. hellén.*, 1893, p. 691; 1894, p. 271.

4. *Ibid.*, 1894, p. 446; 1897, p. 149.

5. *Ibid.*, 1892, p. 121; 1893, p. 211 et 322, avec cartes et plans.

devaient se terminer par la construction d'un tunnel destiné à évacuer à travers une chaîne de montagnes les eaux du lac vers la mer : mais les Minyens durent se contenter d'aménager les dégorgeoirs naturels ou *Katavothres*. Le percement de l'émissaire artificiel ne fut repris, d'après Curtius¹, qu'à l'époque d'Alexandre, par l'ingénieur Cratès; il ne fut pas achevé.

M. BÉRARD² a profité de ces fouilles à Tégée pour reconstituer la topographie de la Tégéatide. Son attention s'est portée sur la question des sources de l'Alphée, déjà controversée chez les Anciens. Il admet que le Garatès ou Saranda-Potamos actuel inclinait autrefois vers l'est et formait l'Alphée supérieur, comme le croyait Pausanias. Une étude nouvelle du problème a conduit M. FOUGÈRES à des conclusions opposées³. M. Bérard a pu reconstituer le tracé probable de l'enceinte de Tégée et fixer la répartition des dômes tégéates sur l'ensemble du territoire.

On regrette que les articles fort distingués que M. JAMOT a consacrés à la description de ses fouilles dans le sanctuaire des Muses de l'Hélicon, près de Thespies (1888-1894)⁴ ne soient pas accompagnés d'une carte d'ensemble. On en est toujours réduit, pour la topographie de cet intéressant vallon des Muses, au croquis trop approximatif et sommaire de Decharme. M. LEGRAND n'a pas négligé la topographie générale de son champ de fouilles de Trézène (1890-1899), dont il a dressé un plan⁵. L'édifice si curieux par lui découvert, et d'abord pris pour une palestra, serait l'*hestiatorion* ou réfectoire sacré du téménos d'Hippolyte, avec des installations pour les lits de banquets. Des cartes et plans très précis et complets accompagnent la description des fouilles de M. DEMARGNE sur le site de l'antique Lato, en Crète (1899-1900)⁶; on y remarque notamment une rue montante, bordée de maisons et de boutiques, qui aboutit à une agora, avec portique, exèdre, sanctuaire, citerne, prytanée.

Mais la plus importante contribution à la topographie des pays grecs est représentée par les fouilles de Délos et par celles de

1. *Sitzungsber. d. akad. Berlin.*, 1892, p. 1181-1193, pl. VIII.

2. *Bull. de Corr. hellén.*, 1892, p. 529; 1893, p. 1 et suiv. Les fouilles de Tégée ont été continuées par M. Mendel, qui a déblayé le temple d'Athéna Aléa et retrouvé quelques nouveaux fragments des frontons de Scopas (*Bull. de Corr. hellén.*, 1901, p. 241).

3. *Mantinée*, p. 565, pl. IX.

4. *Bull. de Corr. hellén.*, 1891, p. 381; 1894, p. 201; 1895, p. 321; 1902, p. 129.

5. *Ibid.*, 1892, p. 165; 1893, p. 84, 626-627; 1897, p. 543; 1900, p. 179; 1905, p. 269; 1906, p. 52. Entre autres découvertes, à signaler une belle statue d'Hermès.

6. *Ibid.*, 1901, p. 282-307; 1903, p. 206.

Delphes, qui ont absorbé presque toute l'activité de l'École française d'Athènes de 1892 à 1902. Les ports de Délos ont été étudiés en 1894 par M. ARDAILLON, qui a relevé et délimité le Port-Sacré et les deux ports marchands, avec l'ensemble des quais, docks et magasins qui en constituaient l'outillage¹. MM. CHAMONARD², COUVE³ et JOUGUET⁴ ont dégagé le théâtre, d'intéressantes maisons et quelques édifices du quartier de l'Agora. Tous ces résultats ont été consignés sur une grande carte de l'île de Délos au 1/1000, en 3 feuilles, dressée par MM. Ardaillon et Convert⁵. Cet excellent travail fournit désormais une base topographique solide à l'œuvre de déblaiement intégral de la ville de Délos commencée par M. Homolle et actuellement poursuivie avec succès par son successeur M. Holleaux, grâce aux subsides du duc de Loubat⁶.

Les fouilles de Delphes sont l'épisode le plus glorieux de ces dix années de l'activité de l'École française. Commencées en 1892, elles ont été terminées en 1904, sous la direction de M. HOMOLLE, avec la collaboration de MM. COLIN, COUVE, BOURGUET, PERDRIZET, FOURNIER, LAURENT, et le concours technique de MM. TOURNAIRE, architecte, CONVERT et REPLAT, ingénieurs. On sait qu'un crédit extraordinaire de 750,000 francs, voté par le Parlement français, a permis l'expropriation totale du village de Kastri et le dégagement intégral du site sacré. Le résultat a dépassé les espérances les plus optimistes, bien que, comme toujours, on ait découvert tout autre chose que ce que l'on cherchait : le temple n'a livré que des débris informes, mais les trésors de Cnide, de Sicyone, d'Athènes, etc., les ex-voto, etc., nous ont restitué des chefs-d'œuvre. La France peut donc se flatter d'avoir rendu à l'admiration des archéologues et des touristes le plus bel ensemble de ruines qui soit en Grèce après l'Acropole d'Athènes : la beauté des matériaux, la variété des constructions, l'originalité vigoureuse du paysage font de Delphes un champ de fouilles sans rival. Les difficultés techniques du déblaiement, résultant de la présence d'un millier de maisons à transporter ailleurs et de la pente du terrain, dépassaient tous les précédents : elles ont été résolues avec autant de méthode que d'ingéniosité. La topographie générale et particulière du sanctuaire ou *hiéron* d'Apollon, et de ses annexes

1. *Bull. de Corr. hellén.*, 1906, p. 428, pl. II, III. Cf. *Comptes-rendus de l'Acad. des inscr.*, 1895, p. 28-31.

2. *Bull.*, 1896, p. 256-318. — Dörpfeld, *Ibid.*, p. 562-580.

3. *Ibid.*, 1895, p. 460.

4. *Ibid.*, 1899, p. 56-85.

5. Paris, Fontemoing, 1902 (*Bibl. des Éc. fr. d'Athènes et de Rome*).

6. *Bull. de Corr. hellén.* et *Comptes-rendus de l'Acad. des inscr.*, depuis 1902.

(sanctuaire d'Athéna Pronaia, Gymnase et Palestre, fontaines Castalie et Kassotis, Stade), a été fixée par M. Homolle dans une série d'articles et de rapports¹. On doit à M. Tournaire de très beaux plans du *hiéron* (état actuel, plan restauré, restauration en élévation) qui ont été admirés à l'Exposition universelle de 1900; ils sont reproduits en de superbes héliogravures dans l'album des *Fouilles de Delphes*². On comprend, d'après l'élévation restaurée de M. Tournaire, l'impression saisissante qu'a dû produire sur les Gaulois l'apparition subite, au détour du chemin, de ce prodigieux décor d'ex-voto et de monuments entassés sur les terrasses du sanctuaire.

L'exploration de la Macédoine, de la Thrace et de l'Asie Mineure a été sérieusement entravée par l'insécurité de l'empire ottoman depuis les massacres d'Arménie. M. PERDRIZET a parcouru la Macédoine I^{re} et a pu retrouver plusieurs emplacements antiques, fixer les frontières entre la Macédoine et la Thrace, délimiter le territoire de la colonie de Philippos³. Le voyage de MM. SEURE et LAURENT dans les deux Roumélies a précisé le site de l'emporium de Pizos et de plusieurs stations citées par la table de Peutinger et l'itinéraire d'Antonin⁴. La connaissance de l'Anatolie doit beaucoup aux explorations et études de M. RADET, dont l'érudition s'agrémenta volontiers d'un style pittoresque et savoureux⁵. M. Perdrizet a retrouvé en Syrie l'emplacement de Triparadisos à Ribla (Rabé) sur la rive droite de

1. *Bull. de Corr. hellén. et Comptes-rendus de l'Acad. des inscr.*, depuis 1892. Notamment *Bull. de Corr. hellén.*, 1893, p. 613-619; 1894, p. 174; 1897, p. 256; 1898, p. 564, et 1899, p. 561 (le Stade et le Gymnase). — *Revue de l'Art ancien et moderne*, 1901, t. I, p. 361 (sanctuaire d'Athéna Pronaia, avec plan).

2. La publication (Paris, Fontemoing) comprend actuellement quatre fascicules de fort belles planches, parus de 1902 à 1905, sans texte. MM. Convert et Replat ont relevé les tombes des nécropoles est et ouest de la ville.

3. *Bull. de Corr. hellén.*, 1894, p. 416; 1895, p. 532; 1897, p. 514; 1898, p. 335; 1899, p. 541; 1900, p. 223.

4. *Ibid.*, 1898, p. 472, 520, 559.

5. *En Phrygie (Nouvelles archives des missions scientifiques, t. VI, 1895)*. — Récit du même voyage, au point de vue moderne, par M. Ouvré, compagnon de M. Radet : *Un mois en Phrygie*. Paris, Plon, 1896. — Autres études de M. Radet : sur les villes de Pisidie (*Rev. arch.*, 1893, t. II, p. 185), sur la campagne d'Attale I^{er} contre Achéens (*Rev. univ. du Midi*, 1896, p. 1), sur Antioche de Chrysaoride identifiée avec Mylasa (*Rev. Ét. anciennes*, 1897, p. 409, et 1899). M. Holleaux a vivement contesté les conclusions de M. Radet; il identifie Antioche avec Alabanda (*Rev. univ. du Midi*, 1896, p. 275; 1897, p. 409; *Rev. Ét. gr.*, 1899, p. 345). — En 1893, a paru la traduction française du t. II du livre du comte Lanskronski : *la Pisidie*. Signalons aussi : Fontrier, *Notes sur la géographie ancienne de l'Ionie : la rivière Mèles et le mont Mastusia* (*Rev. univ. du Midi*, 1898, p. 368).

l'Oronte syrien¹, et M. CHAPOT a parcouru la Syrie du Nord (Piérie, Séleucide, Cyrrhestique, Euphratésie, Osrhoène, Comagène²).

Les fouilles de M. HAUSSOULLIER au Didymeion de Milet, en 1893 et 1896, ont donné une abondante récolte d'inscriptions qui ont notablement éclairé l'histoire de Milet et du temple sous les Séleucides³. Le temple lui-même, en partie recouvert de maisons, n'a pu être que partiellement dégagé (escalier d'accès et pronaos) : ses colonnes ioniques, avec leurs bases ornementées et leurs chapiteaux ornés de médaillons d'Apollon insérés dans les volutes, comptent parmi les spécimens les plus intéressants de la décoration hellénistique⁴.

M. ARDAILLON⁵ a étudié dans sa thèse latine les types des ports grecs, en appliquant aux emplacements de villes maritimes les principes posés par Hirschfeld pour l'étude des villes continentales. M. VIDAL DE LA BLACHE a consacré un important mémoire à l'étude des voies commerciales d'après la géographie de Ptolémée⁶.

Pour l'ensemble des travaux de l'École d'Athènes en Grèce et en Orient, de 1892 à 1904, nous renvoyons au chapitre VI du livre si vivant et d'une documentation si précise de Georges Radet⁷ : il en a été parlé ici-même en des termes qui ont déjà édifié le lecteur sur les mérites de cet ouvrage, véritable livre d'or de l'archéologie hellénique en France⁸.

ETHNOGRAPHIE; HISTOIRE DES ORIGINES ET DES CIVILISATIONS PRIMITIVES; LA QUESTION MYCÉNIENNE. — La révélation par Schliemann de la civilisation dite mycénienne posait aux archéologues un double problème : 1° quels sont les éléments constitutifs de cette civilisation et des formes d'art qui la caractérisent? Dans quelle mesure sont-ils indigènes ou exotiques? 2° Quels sont les rapports de cette civilisation avec celle que décrivent les poèmes homériques et avec les débuts de l'art proprement hellénique, c'est-à-dire postérieur à l'invasion dorienne? Les deux livres de MM. PERROT et CHIZEP sur la Grèce primitive et la Grèce de l'épopée⁹, tout en retraçant un ample et brillant tableau des civilisations mycénienne et protohellénique et en

1. *Rev. arch.*, 1898, t. I, p. 34.

2. *Bull. de Corr. hellén.*, 1902, p. 161.

3. Haussoullier, *Études sur l'histoire de Milet et du Didymeion*. Paris, 1902.

4. Pontremoli et Haussoullier, *Didymes*. Paris, 1904, in-fol. (belles photographies et héliogravures).

5. *Quomodo Graeci collocaverint portus atque aedificaverint*. Lille, 1898.

6. *Comptes-rendus Acad. inscr.*, 1896, p. 456; 1897, p. 520. Le t. II du Ptolémée de la collection Didot a paru en 1901 avec un très bon atlas.

7. L'histoire et l'œuvre de l'École française d'Athènes, 1901.

8. Compte-rendu de M. G. Monod (*Rev. hist.*, 1902).

9. Tomes VI (1894) et VII (1898) de *l'Histoire de l'Art*.

nous offrant un copieux et précieux répertoire de monuments, n'ont pu apporter à ces questions que des réponses incertaines et parfois contradictoires. Dans les origines du style mycénien, M. Perrot, alors réduit à ne raisonner que sur les découvertes de Schliemann et de Tsountas et les monuments de la période achéenne, est disposé à faire la plus large part aux influences orientales, Phrygie, Carie, Lycie, Phénicie, Égypte, surtout à l'Égypte des XVIII^e et XIX^e dynasties (environ xv^e siècle av. J.-C.). Mais, d'autre part, le sentiment de ce qu'il y a de particulier dans le style mycénien l'incline à admettre l'existence, notamment à Mycènes, d'ateliers achéens où l'imitation des modèles orientaux n'était pas un esclavage, mais où elle s'inspirait du goût local et de motifs indigènes. Si l'initiation technique des artistes mycéniens est orientale, l'esprit de la facture paraît autonome, original et précurseur de l'art proprement hellénique. Car, aux yeux de M. Perrot, l'art mycénien se relie étroitement à celui de la période suivante; il l'annonce, il le prépare, et le *mégaron* est le véritable prototype du temple grec. On devine que l'éminent historien n'a pu qu'entrevoir une partie de la vérité, faute d'avoir entre les mains l'élément décisif qui l'eût mis sur la bonne voie. Il a bien reconnu entre le modèle oriental et le produit achéen l'existence d'un agent déformateur qui donne à ce produit son cachet original. Quel pouvait être cet intermédiaire? D'où venait cette marque de fabrique qui n'est ni orientale ni hellénique? Mycènes est trop mal placée pour avoir pu jouer ce rôle de foyer d'art que lui attribue M. Perrot. D'autres ont fait intervenir les Phéniciens, sans se rendre compte que cette intervention était vraiment trop prématurée et bien peu justifiée par ce qu'on sait de l'industrie phénicienne¹. Il semble bien que les surprenantes trouvailles de MM. Evans et Halbherr à Cnossos et à Phaestos aient enfin révélé la clef du problème, là où certains l'avaient pressentie², c'est-à-dire dans la Crète de Minos et dans les établissements cariens de la mer Égée. La Crète, comme l'histoire de la géographie s'accordent à le prouver, fut le creuset où s'est élaboré cet art égéen, à la fois original et imprégné d'orientalisme, qui, de là, rayonna dans le monde achéen³. L'existence même de l'écriture,

1. Helbig, *la Question mycénienne* (extrait des *Mémoires de l'Acad. des inscr.*, 1896).

2. Foucart, *Mystères d'Éleusis*, p. 11 (1895). — Pottier, *Catalogue des vases antiques*, 1896, p. 127. — S. Reinach, *Rev. arch.*, 1883, t. I, p. 366 (à propos du livre de Milchhofer, *Anfänge der Kunst*).

3. Sur les fouilles crétoises et la civilisation minoenne, voy. Pottier, *Revue de Paris*, févr.-mars 1902. — S. Reinach, *la Crète avant l'histoire* (*Anthropologie*, 1902).

pour cette période reculée, est attestée, quoique cette écriture reste encore indéchiffrable.

Ces conclusions récentes n'ont fait que confirmer, en le précisant, l'accord qui s'était peu à peu établi entre les orientalistes et les hellénistes. C'est le principe même de cet accord que M. S. REINACH a courageusement contesté dans un brillant manifeste, intitulé le *Mirage oriental*¹. Prenant le contre-pied des opinions classiques, l'auteur nie, ce qui était indiqué après Bergaigne, Halévy et Darmesteter, la haute antiquité de ces livres fétiches où notre humanité s'était habituée à chercher ses plus vieux titres de noblesse intellectuelle, le *Véda* et l'*Avesta*², il avait déjà déplacé le berceau des origines aryennes pour le transporter d'Asie en Europe. L'étain³ et l'ambre étant de provenance septentrionale, les Égéens auraient, entre 3000 et 2000 av. J.-C., reçu ces produits des peuples du Nord pour les transmettre aux Orientaux, et la civilisation dite mycénienne serait entièrement européenne, non orientale, d'origine. Elle ne se serait orientalisée qu'à la surface, au contact des civilisations de Syrie et d'Égypte; mais, même dans ce mélange, la « part du lion » serait loin de revenir à l'Orient. A la prétendue influence phénicienne, il faut substituer celle de la civilisation du bronze en Hongrie et dans le Nord, si l'on veut s'expliquer l'art mycénien. La Porte des Lions a ses prototypes dans l'Italie du Nord, non en Assyrie. Les Pélasges eux-mêmes seraient originaires d'Europe et ne se seraient orientalisés qu'à la suite d'une migration en Orient.

La conviction de M. Reinach n'a converti ni M. d'ARBOIS DE JUBAINVILLE, qui maintient l'origine asiatique des Pélasges⁴, ni M. HELBIG, qui s'enfonce de plus en plus dans les illusions du « Mirage oriental⁵ » et d'une *phénicomanie* intransigeante, ni MM. POTTIER⁶ et

1. *Anthropologie*, 1893, n° 5 et 6.

2. *L'Origine des Aryens*. Leroux, 1892.

3. Cf. *Un nouveau texte sur l'origine du commerce de l'étain* (*Anthropologie*). *Casques mycéniens et illyriens* (*Ibid.*). *Le type de la déesse nue* (*Rev. arch.*, 1895, t. I, p. 367), serait aussi venu en Orient par l'Europe.

4. *Les Premiers habitants de l'Europe*, 2^e éd.

5. *La Question mycénienne*. D'après lui, les œuvres mycéniennes seraient des produits de l'industrie phénicienne; l'industrie locale, caractérisée par le style Dipylon, fut éclipsée par cet art exotique et ne reprit le dessus qu'après l'invasion doriennne, qui « interrompt le contact » avec l'art mycénien, c'est-à-dire phénicien. M. Helbig ne fait donc aucune concession à ceux qui sont tentés de considérer, si peu que ce soit, l'art mycénien comme un art indigène, prototype de l'art grec.

6. *L'Orfèvrerie mycénienne* (*Rev. Ét. gr.*, 1894, p. 116) et *Catal. des vases antiques*, p. 203, où est défendue l'hypothèse de l'influence protophénicienne.

BÉRARD, qui prennent décidément ce mirage pour une réalité. Les articles consacrés par M. Bérard à la défense de ses idées, de 1899 à 1902¹, ont été fondus en une vaste synthèse, sous le titre : *les Phéniciens et l'Odyssée*². C'est un des ouvrages les plus considérables et les plus originaux qui aient paru sur l'histoire des anciennes civilisations méditerranéennes. A côté de théories aventureuses, il contient un grand nombre d'aperçus nouveaux qui éclairent singulièrement la vie primitive des riverains de la Méditerranée. Cette thèse repose sur un postulat, emprunté à l'Odyssée, à Hérodote, à Thucydide, à Strabon et aux Plus-Homériques, à savoir : l'existence, antérieurement à la *thalassocratie* grecque, d'une thalassocratie phénicienne dans la Méditerranée orientale et occidentale, du ^{xvi}^e au ^{ix}^e siècle av. J.-C. Les navigateurs de Sidon, de Tyr et de Béryte sillonnent alors toutes les côtes, apportant aux naturels la pourpre, les tissus, les aromates, les armes et bijoux, et rapportant aux manufactures et chantiers de la métropole les minerais précieux, le bois, les esclaves. Cette marine fonctionne suivant les lois particulières de la navigation primitive par étapes et suivant les lois générales du trafic par mer en pays lointain et barbare. Elle chemine de cap en cap, abrège ses détours en coupant les longues presqu'îles par des raccourcis terrestres, se crée des relâches et des abris auprès des aiguades et des cavernes, échelonne le long des routes maritimes ses points d'appui, ses guettes, ses *emporia* ou stations d'échange, installés sur des îlots ou des promontoires, ses camps ou postes militaires le long des voies terrestres, ses marchés avancés à distance des côtes jusqu'aux confins des pays d'exploitation. Elle consigne ses observations dans des livres spéciaux à l'usage des navigateurs, itinéraires, portulans ou instructions nautiques, où les caps, ports, etc., sont dénommés et signalés, ainsi que les distances et les dangers. Enfin, elle colporte ses dieux avec ses marchandises et installe des sanctuaires sémitiques dans ses comptoirs et bazars.

Plusieurs ordres de faits éclairent ces opérations : 1° la *topologie*, étude des sites par rapport aux besoins du commerce maritime; 2° l'*onomatologie* géographique, étude des noms de lieux où les thalassocraties successives ont laissé le souvenir de leur passage, les plus récentes se bornant à reproduire le radical des dénominations imaginées par leurs prédécesseurs ou à le traduire en leur langue : d'où la théorie des *doublets* (exemple Paxos, du phénicien *Paz*, Table,

1. *Rev. arch.*, 1899, t. I, p. 63; 1900, t. I, p. 345. *Rev. hist.*, 1901. *Rev. univ.*, 1902. Nous parlerons plus loin de la thèse sur l'*Origine des cultes arcadiens*.

2. 2 vol. in-8°, A. Colin, 1902-1903 (avec gravures et cartes).

a pour doublet l'épithète hellénique de *Plateia*; Délos, de *Dal*, Caille, a pour doublet *Ortygia*, l'île des Cailles, etc...). Ainsi, la plupart des noms des îles de l'Archipel, inintelligibles en grec, s'expliquent par des étymologies sémitiques ou par des épithètes helléniques, traductions des termes sémitiques; 3° l'étude des conditions de la navigation à voiles dans la Méditerranée chez les anciens et les modernes, complétée par l'histoire des thalassocraties portugaise, vénitienne, française, anglaise, dont les procédés suggèrent maints rapprochements instructifs.

C'est entre le XI^e et le VIII^e siècle av. J.-C. que la marine proprement grecque commença à supplanter ses concurrents orientaux et à répandre les colonies helléniques jusqu'en Sicile et en Italie, en suivant les voies ouvertes par les Phéniciens. Qu'est-ce alors que l'Odyssée? Un portulan romanesque composé en Ionie entre 900 et 850, sous la forme épique d'un *nostos*, mais sur la trame d'un périple phénicien. L'analyse du poème permet d'y retrouver, sous les enjolivements de la fiction, la précision d'un livre de bord. Les épisodes fabuleux ne sont qu'une transposition merveilleuse de réalités faciles à reconnaître et à localiser. C'est ainsi que M. Bérard se promène étape par étape à la suite d'Ulysse, retrouvant partout les lieux, les êtres ou les phénomènes décrits par le poème, depuis le voyage de Télémaque jusqu'au retour d'Ulysse à Ithaque, en passant par l'Égypte (avec Ménélas), par le pays des Lotophages, du Cyclope, d'Éole, des Lestrygons, de Circé, des Cimmériens, des Sirènes, de Charybde et Scylla, du Soleil, de Calypso, des Phéaciens. Tout est expliqué, identifié, vu directement, photographié, revécu. Homère se révèle ainsi comme une sorte de Joanne épique, et l'Odyssée comme un *guide* méditerranéen prodigieusement exact sous les apparences fantaisistes que le goût du temps imposait à son auteur : celui-ci n'était qu'un seul poète, mettant en vers, à la mode ionienne, toute une documentation d'origine sémitique. Dès lors, pourquoi le voyage d'Ulysse ne deviendrait-il pas aujourd'hui matière à tourisme? Il est maintenant donné à tout le monde d'aller chez Calypso ou chez Polyphème. L'édition moderne du vieux guide méditerranéen, illustrée de vues et de cartes et mise à jour par M. Bérard d'après les dernières données de la science, constitue un *vade-mecum* incontestablement plus savant que l'édition homérique, mais tout aussi pittoresque et merveilleux.

L'attrait de ce livre est extraordinaire. Il captive, surprend, convainc ou fait sourire. L'érudition incroyable, l'ingéniosité prestigieuse de l'auteur se jouent des problèmes les plus compliqués de la philologie, de la mythologie, de la géographie. C'est une corne d'abon-

dance, bourrée de surprises, qu'une main de prestidigitateur dévide aux yeux ébahis du spectateur, qui se demande d'où tout cela sort. Que de jolies trouvailles, les unes amusantes comme des prouesses de virtuose, les autres qu'on s'empresse de mettre en réserve, comme des clefs bien forgées et qui peuvent resservir ! Classons parmi les premières certains tours de passe-passe étymologiques très éblouissants, certaines inductions tirées des voyageurs modernes ou des *Instructions nautiques* de la marine française ; parmi les secondes, des lois géographiques que les historiens de la Grèce primitive ne pourront plus oublier. Comment n'être pas dupe de la verve de l'auteur, puisque lui-même s'y laisse prendre ? Après avoir erré à la suite de ce guide, dont la témérité ne se laisse jamais prendre sans vert, lorsqu'on s'est ressaisi à la réflexion, on ne regrette pas de s'être égaré en aussi spirituelle aventure. Mais peut-être eût-il mieux valu compter avec la circonspection des hellénistes sédentaires, qui se défient de pareilles équipées. Il y en a, des deux côtés du Rhin, qui ne s'accommodent pas du train dont les mène M. Bérard. Cet homme de ressources, fertile en expédients, s'apercevra sans doute qu'il s'est trop identifié avec son héros : il est scabreux, pour un érudit qui tient à gagner la confiance des hellénistes, de trop bien jouer les Ulysses.

La doctrine de M. Bérard rompt avec le traditionnalisme classique ; mais il faut avouer que notre ignorance des origines de l'épopée homérique lui fait la partie belle. Les philologues s'étaient peu à peu habitués à se voiler à eux-mêmes cette ignorance sous les espèces d'une orthodoxie scientifique, compromis de la théorie de Wolf. C'est, pour beaucoup, un siège fait. Dans quelle mesure M. Bérard triomphera-t-il de ces scrupules ou de ces préventions ? Le fond de sa doctrine est-il inacceptable ? Mettons à part ses étymologies phéniciennes : c'est affaire aux orientalistes de les passer au crible ; il y aura là, sans doute, un fort déchet ; mais il en restera pourtant quelques découvertes partielles. Passons aussi sur quelques théories topographiques, par exemple sur l'itinéraire de Télémaque, de Pylos à Sparte, à travers l'Arcadie : c'est une des combinaisons les plus spécieuses dans le livre ; sur le terrain, cela s'arrange moins bien. N'insistons pas non plus sur l'hypothèse du périple phénicien, spécieuse également, mais non absolument nécessaire. Reste la conception d'un poème à fond de réalité, substituée à celle d'une œuvre de pure fiction. Pour la question de l'itinéraire, trame de l'Odyssée, il est surprenant que M. Bérard, si habile à tirer parti de tout, n'ait pas songé à s'autoriser des découvertes des romanistes sur les routes de pèlerinages ou de foires décrites dans les chansons de gestes et les

romans médiévaux. Il aurait pu faire quelques infidélités à Paul Lucas et à sa belle Maltaise pour recourir aux bons offices de Gaston Paris et de Joseph Bédier. Comme, en matière d'épopée médiévale, l'opinion des érudits n'est pas encore asservie à une orthodoxie, cet intermédiaire aurait mieux acheminé les esprits à accepter sa théorie; présentée comme elle l'est, elle a des airs de paradoxe. Quant à la question des réalités en général, elle est d'ordre psychologique. On peut se demander dans quelle mesure l'imagination grecque, essentiellement méridionale, est capable de fantaisie non réaliste et d'invention pure? A-t-on sur ce point autre chose à opposer à M. Bérard que des raisons de sentiment ou de commodité, des idées préconçues, des préjugés esthétiques? La suite de la discussion le prouvera, puisque le livre de M. Bérard a remis à l'ordre du jour toute la question homérique. Ce qu'on ne lui ôtera pas, c'est le mérite, déjà singulier, d'avoir élucidé nombre de problèmes et d'avoir fourni à l'enseignement les éléments d'un commentaire rajeuni, récréatif et bien vivant du vieux poème. M. Bérard a sûrement droit à la reconnaissance des professeurs et des élèves, pour la façon intelligente dont il a revivifié l'Odyssée.

Sur la formation de l'Iliade, les idées de M. Paul GIRARD sont également neuves et intéressantes¹. L'Iliade actuelle marque le terme d'une longue évolution épique sur un thème primitif, celui de la querelle de deux chefs. L'Iliade dérive d'une *Achilléide* amplifiée et déformée, ayant pour sujet la querelle du héros phthiotte avec Agamemnon. Autour de cette dispute, d'autres se sont groupées (Ajax et Ulysse, Ulysse et Thersite), sans compter celles des dieux, celles auxquelles fait allusion l'Odyssée, celles qui faisaient le sujet d'autres épopées, comme la *Petite Iliade* (querelle d'Ulysse et de Diomède). M. Girard relève onze de ces querelles épiques; il conclut que ce thème était, dans la poésie primitive, le symbole de la rivalité des clans. Chaque peuplade incarnait sa personnalité collective en celle d'un héros, dont elle faisait son champion national. L'amour-propre de chaque race exaltait à plaisir ces individualités représentatives, s'appliquait à leur donner du relief et du lustre, en imaginant à leur actif mille prouesses et surtout une attitude de bravoure en face des héros concurrents. Ainsi, autant de héros, autant de duels ou querelles, autant de poèmes locaux. Tout cela finit par s'enchevêtrer, se combiner, s'agglutiner. Le motif de la dispute s'est compliqué par le récit des conséquences de la dispute; il en résulta des groupements de plus en plus compréhensifs, qui aboutirent à de vastes compositions synthétiques comme l'Iliade.

1. *Comment a dû se former l'Iliade* (Rev. des Ét. gr., 1902, p. 230).

ARCHÉOLOGIE MONUMENTALE ET FIGURÉE. — Le VII^e volume de l'*Histoire de l'Art*, par MM. PERROT et CHIPIEZ¹, retrace l'évolution de l'architecture depuis la période mycénienne et celle des arts industriels, notamment les débuts de la céramique hellénique à décor géométrique, caractérisée par les beaux produits de la fabrique du Dipylon à Athènes. La question la plus importante était celle des origines de l'architecture religieuse. De quels éléments s'est formé le type classique du temple grec, ionique et dorique? Que doit-il aux édifices mycéniens? Quels sont les principes de l'ordonnance, de la construction, de la décoration?² MM. Perrot et Chipiez retrouvent dans la construction en bois les prototypes de la colonne, du chapiteau et de l'entablement doriques. La délicate question des modules est précisée par un abondant répertoire de diagrammes classés méthodiquement : on y retrouve les principales variantes dans le système des proportions usitées au VI^e et au V^e siècle. Les auteurs attribuent une origine et un développement distincts aux deux ordres dorique et ionique. Mais ce dualisme ne semble pas confirmé par des recherches plus récentes. M. LECHAT, dans un joli volume intitulé le *Temple grec*³, a mis, lui aussi, en évidence, avec sa finesse d'analyse coutumière, la filiation qui relie au *mégaron* mycénien le plan d'un vieux temple dorique comme l'Héraion d'Olympie; mais il relève dans le temple la présence d'un élément nouveau caractéristique, sa colonnade extérieure, ou *péristasis*, addition qu'il explique par des raisons d'eurythmie architecturale. Mais cette explication, valable sans doute pour l'époque où le type avait atteint son plein épanouissement, ne nous semble pas suffisante si l'on remonte aux origines mêmes de la *péristasis*. Il n'est pas vraisemblable que celle-ci ait été créée d'un seul coup, dans l'imagination d'un constructeur de génie. L'architecture ne fait pas de pareils sauts : il faudrait ici encore reconstituer les étapes d'une évolution plus lente. Il serait plus plausible d'admettre que la *péristasis* s'est constituée par morceaux. Du jour où le *mégaron* mycénien a été affecté au service des dieux, des nécessités nouvelles se produisirent : il fallait, autour de la cella qui contenait l'effigie divine, des abris pour les sacrifiants. Le *mégaron* avait ses portiques extérieurs rangés autour de la cour où logeaient les hôtes et serviteurs. Ce sont ces portiques qu'on eut l'idée d'accoler au

1. *La Grèce de l'épopée, la Grèce archaïque (le Temple)*. Hachette, 1898.

2. Un chapitre est consacré à la reconstitution du palais homérique, d'après l'*Odyssée*. Cf. sur le même sujet : Louis Rouch, *Une demeure royale à l'époque homérique* (*Rev. des Ét. anciennes*, 1899, p. 88).

3. *Le Temple grec*, histoire sommaire de ses origines et de son développement jusqu'au V^e siècle avant J.-C. Leroux, 1902 (cf. *Gazette des beaux-arts*, 1901).

temple, soit sur les deux côtés, soit sur un seul, d'abord sans aucun souci de symétrie, mais en recherchant seulement une installation pratique. Le temple rustique d'Artémis, à Lousoi en Arcadie, nous présente ainsi deux portiques en auvents adossés à ses côtés longs, sans liaison avec les façades; le petit temple d'Athéna, au Sounion, n'a qu'une demi-*péristasis* sur un seul côté. Cette innovation peut être attribuée aux Doriens; elle est la conséquence directe de l'emploi des toits à double versant substitués aux terrasses mycéniennes : les versants du toit, débordant les murs, formaient des auvents latéraux s'appuyant sur des poteaux. Tous ceux que le culte ou la protection du dieu appelaient autour du temple, sacrifiants, suppliants, consultants, etc., trouvaient sous ces galeries ou loggias un abri contre la pluie et le soleil; ils étaient tout près du dieu, sans être chez lui. Ce type de sanctuaire primitif persiste encore dans les églises byzantines de la Grèce du Nord et dans les mosquées rustiques d'Anatolie. C'est seulement plus tard que les architectes s'avisèrent de fondre ces éléments en un ensemble d'une harmonieuse unité : il leur suffit de dessiner les portiques latéraux comme des prolongements des ordonnances des façades. Ainsi se constitua, croyons-nous, la *péristasis* classique ou péristyle continu. Grâce à elle, le temple se présentait de tous les côtés sous un aspect homogène, et la nudité des parois du sécos disparaissait sous l'enveloppe légère d'une colonnade. Mais là, comme toujours, le thème décoratif n'est que la stylisation d'un ancien organisme pratique. — M. Lechat complète et rectifie l'exposé de M. Perrot par un résumé de la théorie de Benndorf sur l'origine des antéfixes et des acrotères, et des vues originales de Noack sur la genèse de l'ordre ionique. Celui-ci, comme le dorique, dérive de la construction en bois : le chapiteau ionique n'est, lui aussi, qu'un couronnement de poteau; somme toute, les deux ordres sont beaucoup plus frères jumeaux qu'on ne croyait.

Des idées analogues ont été exposées avec un appareil sobre, mais singulièrement probant, de démonstration graphique, dans la belle *Histoire de l'architecture* de M. CHOISY¹. Ce livre, d'un érudit et d'un praticien consommé, est peut-être ce qui a été publié de plus original et de plus substantiel dans sa concision sur la formation des types architecturaux et sur les procédés de construction en Grèce.

Il n'entre pas dans le cadre de ce bulletin d'analyser toutes les publications partielles d'archéologie. Le *Courrier de l'art antique* de

1. A. Choisy, *Hist. de l'architecture*, t. I, p. 226 et suiv. Gauthier-Villars, 1899. Compte-rendu par Homolle, dans *Bull. de Corr. hellén.*, 1898, p. 580.

M. Salomon REINACH¹ et le *Bulletin archéologique* de M. LECHAT² ne laissent rien à désirer, sous ce rapport, au lecteur français. Le tome II de la *Sculpture grecque* de M. COLLIGNON est venu combler une lacune avec tant d'à-propos qu'il a aussitôt relégué au second plan, même en Allemagne, le livre depuis longtemps classique, et d'ailleurs rajeuni sans succès, d'Overbeck. Mais déjà les découvertes de Cnossos et de Phaestos et celles de Delphes commanderaient la mise au point de quelques chapitres du livre de M. Collignon³. — D'autre part, les répertoires et catalogues illustrés se sont multipliés : citons d'abord le *Répertoire de la statuaire* de M. Salomon REINACH, qui contient, outre la réédition de l'ancien Clarac, les croquis de 6,000 statues, le *Répertoire des vases peints*, celui des *Gemmes*, la réédition des *Antiquités du Bosphore cimmérien*, puis les catalogues de nos grandes collections : les deux *Catalogues des vases antiques du Louvre*, par M. E. POTTIER (l'un illustré), tous deux chefs-d'œuvre de description, de méthode et d'analyse ; le *Catalogue des monnaies et camées* de la Bibliothèque nationale, par MM. BABELON et BLANCHET, celui des *Bronzes antiques*⁴ ; l'inventaire de la collection Waddington par BABELON ; le *Catalogue des vases peints du Musée national d'Athènes*, par COLLIGNON et COUVE⁵, les catalogues des bronzes de la Société archéologique et de l'Acropole d'Athènes par DE RIDDER, celui des sculptures antiques du Louvre par MICHON, etc. Grâce à ces excellents répertoires, la connaissance méthodique des monuments n'exige plus qu'un peu de bonne volonté de la part des profanes.

La thèse française de M. JOUBIN sur la *Sculpture grecque entre les guerres médiques et l'époque de Périclès*⁶ a fort surpris par ses hardiesses paradoxales. Toutes les écoles que les archéologues s'étaient évertués à distinguer et à définir sont fondues en une seule, l'École attique. Attiques, les frontons d'Égine, ceux même d'Olympie ! Par un privilège singulier, l'art grec aurait sinon échappé à la loi des écoles régionales, du moins atteint presque d'emblée l'unité de style.

1. Paraît dans la *Gazette des beaux-arts*.

2. Dans la *Rev. des Ét. gr.* de 1895 à 1901. Continué depuis 1902, par M. de Ridder. Signalons aussi la publication depuis 1901 d'une section des annales des *Universités du Midi* sous le titre de *Revue des Études anciennes*, sous la direction de M. Radet, et la magnifique publication des *Mélanges Piot*.

3. Nous nous bornons à signaler ici le VIII^e vol. de l'*Histoire de l'Art* de M. Georges Perrot, paru en 1904. Il est consacré à la sculpture archaïque.

4. Leroux, 1895.

5. Fontemoing, 1902-1903, index et atlas.

6. Hachette, 1901.

Même après l'argumentation de M. Joubin, il est permis d'estimer que ce postulat reste à démontrer, tout au moins dans sa généralité¹. Une patiente analyse des représentations de la danse sur les vases peints et autres monuments figurés a permis à M. EMMANUEL de reconstituer la technique de la danse grecque² et d'en montrer les principes, très différents de l'orchestrique moderne. Toutefois, ce sont aussi des *instantanés* de danses actuelles qui ont souvent permis à l'auteur de retrouver le secret des mouvements antiques figurés par les monuments. Cet important ouvrage intéresse également l'étude de la rythmique et de la figuration dans les tragédies et les comédies antiques.

Toute science a ses querelles; c'est un signe de vitalité. Les annales de l'archéologie n'enregistrent jamais dix années de paix consécutives; mais, plus un duel a fait de bruit, plus on a le droit de n'y plus penser³.

DRIT PUBLIC ET PRIVÉ; INSTITUTIONS. — On attend toujours un bon manuel français d'institutions grecques pour remplacer la traduction du livre bien vieilli de Schœmann. Mais d'excellentes études partielles préparent les matériaux de cette synthèse.

M. Félix MOREAU⁴ a réuni les données des poèmes homériques sur les assemblées politiques et les finances royales. M. GLOTZ⁵ a constaté que le nombre des cinquante-deux rameurs choisis par Alkinoos κατὰ ὄριον pour armer le vaisseau chargé de rapatrier Ulysse correspond à la division de Schérie entre treize rois de tribus ou φυλοβασιλεῖς, dont chacun fournit quatre rameurs, à raison d'un homme par phratrie. Cette organisation expliquerait celle des naucraries attiques et le nombre des pentécontores composant la flotte primitive d'Athènes. Les fortes études de M. Glotz⁶ sur le droit archaïque ont été récemment fondues en trois ouvrages⁷ de la plus grande importance, qui

1. Du même auteur, thèse latine de *Sarcophagis Glazomeniis*, où l'on regrette que la place originale de ces monuments dans l'histoire de la sépulture n'ait pas été indiquée.

2. *Essai sur l'orchestique grecque*, 1895. *De Saltationis disciplina apud Graecos*, 1895.

3. Il nous paraît donc oiseux de reparler de l'incident de la *Tiare*, définitivement clos. Parmi les polémiques les plus brillantes, rappelons celle que M. Jamot a soutenue avec autant de bon sens que de courage contre M. Furtwängler, au sujet de la reconstitution de l'Athéna Lemnia (*Rev. arch.*, 1895, t. II, p. 7. *Mélanges Piot*).

4. *Rev. des Ét. gr.*, 1893, p. 204; 1895, p. 287.

5. *Ibid.*, 1900, p. 137.

6. *Comptes-rendus Acad. inscr.*, déc. 1896.

7. *La Solidarité de la famille dans le droit criminel en Grèce*. Fontemoing,

éclairaient d'un jour nouveau les origines du droit grec; nous devons nous borner à les signaler ici pour y revenir en temps voulu. M. BRÉHIER a abordé un sujet analogue dans sa thèse latine sur l'origine des tribunaux en Grèce¹. Après la période des vendettas privées, les querelles de meurtre furent déferées à des arbitres et le soin de la vengeance fut remis à la cité, représentée par des jurys aristocratiques. La constitution de véritables tribunaux, comme institution publique pourvue d'une autorité obligatoire, date du vi^e siècle. Toutefois, l'ancien droit familial subsista toujours en Grèce et même à Athènes à côté du droit de la cité, et cela jusqu'à l'époque romaine.

Le beau livre de M. Paul GUIRAUD sur la *Propriété foncière en Grèce*² substitue l'analyse très serrée des textes et des faits aux théories *a priori* des juristes qui avaient soutenu l'existence en Grèce d'un collectivisme primitif. Fustel de Coulanges avait donné l'exemple de cette méthode critique en étudiant les institutions de Sparte³. Reprenant à son compte les idées de son maître, M. Guiraud considère la religion domestique comme le fondement de la propriété dans l'état patriarcal, non l'occupation ni le travail. Peut-être cette idée générale cache-t-elle quelque malentendu? Primitivement, les morts étaient ensevelis dans les maisons elles-mêmes, comme le prouvent les découvertes de Stais à Égine et à Thorikos. Lorsqu'ils furent enterrés plus loin, le tombeau domestique a pu devenir le signe ou le symbole de la propriété familiale, de même que le culte amphictyonique apparaît comme la forme nécessaire de la confédération politique. Mais ce sont surtout des raisons de fait, partage après invasion et occupation d'un territoire qui sont à l'origine de la propriété; le culte n'est pas cause déterminante de cette répartition; il n'en est que la forme secondaire, et c'est lui qui légitime, en effet, le droit de la famille à la transmission héréditaire du patrimoine inaliénable. M. Guiraud suit l'évolution de cette propriété familiale et sa transformation en propriété personnelle. Le régime des terres, la législation sur la transmission des biens fonciers, la définition des diverses catégories de domaines (domaine sacré, de l'État, des associations), puis l'étude de l'exploitation, l'histoire économique de

1904. *L'Ordealie dans la Grèce primitive*. Fontemoing, 1904. *Études sociales et juridiques sur l'antiquité grecque*, Hachette, 1906.

1. *De Graecorum iudiciorum origine*. Leroux, 1899.

2. *La Propriété foncière en Grèce jusqu'à l'époque romaine*. Hachette, 1893. Compte-rendu dans la *Rev. hist.* par M. Lécirvain (1895, t. II, p. 385).

3. *Questions historiques*, p. 65-80; *Recherches sur quelques problèmes d'histoire*; *Nouvelles recherches*, p. 85-88. Voy. sur Lycurgue l'opuscule d'Attinger (Compte-rendu dans *Rev. hist.*, 1893, I, p. 359).

l'agriculture, enfin l'examen des théories socialistes en Grèce, tels sont les principaux chapitres d'un livre qui regorge de faits et d'idées. Cet ouvrage fixe, pour un temps, l'état d'une des questions les plus délicates et les plus complexes, accessible seulement aux esprits pénétrants et vigoureux.

Une autre enquête non moins difficile est celle que M. Guiraud a instituée sur la condition de l'industrie en Grèce¹. Dans la société antique, l'industrie tenait moins de place que l'agriculture; l'organisation du travail industriel présentait plus d'uniformité que celle du travail agricole et n'était pas, au même degré, liée à l'organisation primordiale de la famille et de la cité. Dans la Grèce homérique, l'atelier est à la maison; les ouvriers sont les esclaves domestiques assistés de leurs maîtres qui ne répugnaient nullement à l'œuvre manuelle. A l'époque d'Hésiode, les métiers libres procuraient des moyens d'existence à de nombreux citoyens, sans qu'aucune déconsidération en résultât pour eux. Le préjugé qui assimilait l'artisan à l'esclave prit naissance dans les états aristocratiques où florissait le servage; les démocraties y échappaient, parce que le travail conduisait à la richesse. M. Guiraud étudie les conditions des ateliers domestiques, des manufactures et des sociétés industrielles, celles du travail à la tâche et à l'entreprise pour le compte des particuliers et des villes et la situation des salariés. En somme, le régime de l'association industrielle n'était en Grèce que l'exception; la forme individualiste prévalait. La condition des esclaves employés à l'industrie était fort dure, malgré les lois protectrices contre l'arbitraire. Des régisseurs, esclaves eux-mêmes ou affranchis, surveillaient les ateliers et chantiers ou géraient les magasins. D'ordinaire, le produit intégral du travail de l'ouvrier servile revenait au maître; mais le chef d'industrie ne pouvant licencier ses esclaves durant la morte-saison et les chômages recourait le plus souvent à des esclaves de location. Le travail libre employait des métèques et quelques citoyens; la majorité des patrons à Athènes étaient étrangers. Quant aux citoyens, la plupart trouvaient dans les dioboles et trioboles de l'assemblée et des tribunaux un subside et un encouragement à la paresse. L'État n'intervenait pas dans la réglementation des salaires, sauf pour certains cas somptuaires. Les grèves étaient inconnues, mais les prolétaires se dédommageaient de leur misère en spoliant les riches.

Il est fort à souhaiter que M. Guiraud veuille bien compléter le

1. *La Main-d'œuvre industrielle dans l'ancienne Grèce* (Bibl. de la Fac. des lettres de Paris. Alcan, 1900).

cycle de ses études économiques par un travail d'ensemble sur le commerce dans l'antiquité.

En même temps que M. Guiraud, M. FRANCOTTE étudiait l'*Industrie dans la Grèce ancienne*¹ avec une science et une conscience qui gagneraient à avoir à leur service une faculté de conception et d'exposition moins trouble. Comparée à la netteté toute attique et à la vigueur dialectique de M. Guiraud, la démarche un peu lourde et l'incertitude de M. Francotte donnent à ses chapitres un air imprécis, inachevé, inorganique, qui laisse rarement au lecteur une impression décisive. L'auteur ne sait pas suffisamment élaguer, trier et classer ses matériaux : textes et jugements forment un écheveau que l'on a peine à débrouiller. Dès le début, il s'empêtre dans la question mycénienne, en s'efforçant de départager MM. Helbig et Salomon Reinach; puis (il sera permis de ne pas l'en féliciter) il opine pour la théorie terrienne de Beloch, se représentant la mer avant le VII^e siècle « comme une vaste solitude dont les chemins n'étaient parcourus que par de rares explorateurs ». Là donc où Bérard ne voit que thalassocrates audacieux, corsaires et conquistadors, sa vigie ne signale aucune voile à l'horizon. Dans le résumé qui suit de l'histoire de l'industrie, la distinction entre l'activité industrielle et l'activité commerciale n'est pas nette, pas plus que, plus loin, la distinction entre le travail agricole et le travail industriel. Les questions d'archéologie pure se mêlent trop souvent, sans y apporter aucune lumière, aux questions économiques et technologiques : telles les pages sur la céramique. Les industries d'art et de luxe sont confondues avec les industries utilitaires. On rencontre des assertions étranges, comme celle qui déduit, pour Corinthe, une « phase purement agricole » du fait que Phidon aurait prescrit « l'inaliénabilité du lot de terre attribué à chaque famille ». De ce que le législateur réglemente le régime de la terre, s'ensuit-il donc que l'industrie ou le commerce n'existent pas? La Belgique n'est-elle pas un pays agricole et industriel? On ne voit pas, en revanche, à quel titre Délos mérite de figurer au premier rang des centres industriels. Délos était surtout un sanctuaire et un entrepôt situé au centre de la mer Égée, un emporium, un marché d'esclaves. Ce ne sont pas quelques objets de piété, peut-être de fabrication étrangère, qui pouvaient faire de cet îlot improductif un centre industriel. Les questions d'importation et d'exportation des céréales, des olives, poissons salés, fruits, etc., sont-elles à leur place dans une étude sur

1. 2 vol., Bruxelles, 1900-1901. Les deux auteurs n'ont pu connaître réciproquement leurs ouvrages; leurs rencontres proviennent de l'identité du sujet.

l'industrie? Il y a plus de cohésion et de logique dans les chapitres consacrés aux esclaves et aux métèques, etc. Sur ces points essentiels, M. Francotte tombe d'accord avec M. Guiraud, sauf en ce qui concerne l'absorption de la petite industrie locale par la grande industrie. M. Guiraud a démontré ce que les vues de Büschenschütz et de Blümner sur ce point avaient d'artificiel. M. Francotte a aussi étudié avec soin les conditions des travaux publics d'architecture et de construction navale et la législation politique et administrative du travail. En somme, son livre a des mérites solides d'érudition, mais la méthode et l'exposition laissent beaucoup à désirer.

Le même savant a consacré un mémoire sommaire à la formation des villes, des états, des confédérations et des ligues dans la Grèce ancienne¹. S'il a, avec raison, distingué les diverses espèces de synœcismes et nettement séparé les divisions territoriales des divisions *gentilices* et, après Szanto, mis en relief le caractère particulier de la *sympolitie*, il a trop négligé l'influence des amphictyonies sur l'origine des confédérations et omis de définir le régime que les publicistes anciens appelaient *κατὰ χώρας*, en le distinguant du régime *κατὰ δήμους*². M. Francotte a aussi étudié la *Législation athénienne sur les distinctions honorifiques*³. Chaque association ou corps politique pouvait décerner des distinctions, non à toutes les catégories de citoyens, mais surtout aux magistrats. Le conseil n'a pas le droit d'accorder la publication des décrets honorifiques du peuple. Il peut, comme tout corps de magistrats, honorer ses propres fonctionnaires et certains magistrats; les couronnes devaient être demandées soit par un tiers soit par l'intéressé; mais les décrets pour couronnes honorifiques n'étaient exécutoires qu'après la reddition de comptes. Tout le débat juridique du *Discours pour la couronne* roule sur cette nécessité préalable de l'Euthyne. Les distinctions proposées par les clérouques doivent être ratifiées à Athènes, sauf celles qui concernent des étrangers. La clérouchie, quoique organisée en cité, n'a pas plus de souveraineté qu'un dème.

La question de l'arbitrage chez les Grecs fait l'objet de la thèse latine de M. BÉCARD⁴. Après une statistique documentée des cas alors

1. *Extrait des Bulletins de l'Acad. roy. de Belgique*, 1901. Son mémoire : *l'Organisation de la cité athénienne et la réforme de Clisthène* (*Mém. Acad. roy. de Belgique*, t. XLVII, 1893), a fait l'objet d'un compte-rendu dans la *Rev. hist.*, 1893, p. 353.

2. L'auteur ne paraît pas avoir eu connaissance des articles *koinon* et *komé*, plus anciens, où nous avons essayé de préciser ces questions, dans le *Dict. des Antiq. de Daremberg et Saglio*.

3. *Musée belge*, t. III, IV. Louvain, 1900.

4. *De arbitrio inter liberas Graecorum civitates*. Thorin, 1894.

connus d'arbitrage¹, l'auteur étudie la procédure de la désignation de l'arbitre, celle des débats, du jugement, et enfin les sanctions. Son travail annule celui de Sonne sur la même matière.

M. Rodolphe DARESTE, dans sa *Science du droit en Grèce*², a analysé et clarifié les doctrines juridiques de Platon, d'Aristote et de Théophraste, étude plus théorique et philosophique que positive; car, surtout chez Platon, le départ de la réalité et de l'utopie est souvent malaisé.

Le livre important de M. BEAUCHET sur le *Droit privé de la république athénienne*³ est venu combler une lacune qu'historiens, épigraphistes et philologues déploraient à l'envi. Ce précieux répertoire est destiné à donner à l'étude des orateurs de plaidoyers civils un regain d'activité et d'intérêt⁴.

M. CLERC a complété son beau travail sur les métèques athéniens par une étude comparée sur la condition des étrangers domiciliés dans les différentes cités grecques⁵. M. Georges FOUCART a étudié la condition des affranchis à Athènes dans une thèse latine d'une remarquable précision⁶. L'affranchissement était verbal, à Athènes, sans garantie officielle. La situation d'affranchi y était donc fort précaire; le seul recours pour lui se trouvait dans la loi de Solon, qui suspendait la propriété d'un maître sur un esclave dont un autre citoyen demandait la liberté. Les affranchis partageaient la condition des métèques : ils n'avaient droit ni aux fonctions publiques, ni au mariage avec une Athénienne, ni à la propriété foncière; mais les charges fiscales pesaient sur eux plus lourdement que sur les citoyens. Parfois ils obtenaient l'ἰσοτέλεια et même le droit de cité. En somme, la législation athénienne à leur égard apparaît plus imparfaite et imprévoyante que celle d'autres petites cités grecques.

M. HELBIG⁷ a soutenu que les ἱππεῖς athéniens étaient non des cavaliers proprement dits, mais des hoplites montés. La cavalerie n'aurait été recrutée qu'après 452, comme A. Martin l'avait déjà

1. M. Holleaux en a retrouvé un cas nouveau dans deux inscriptions de Kleitor, habilement reconstituées par lui (*Rev. Ét. gr.*, 1897, p. 278. Cf. un autre cas, dans *Bull. Corr. hellén.* (Perdrizet), 1900, p. 77).

2. Larose et Forcel, 1893.

3. Chevalier-Maresq, 4 vol., 1897. *Voy. Rev. hist.*, 1898, I, p. 120.

4. Signalons la traduction des plaidoyers d'Isée par MM. Dareste et Haussoullier. Paris, Larose, 1898.

5. *Rev. des Univ. du Midi*, 1898, p. 1, 153, 249. Cf. sur une proposition de Démosthène (?) en faveur des métèques : Wilhelm, *Comptes-rendus Acad. inscr.*, 1900, p. 524.

6. *De libertorum conditione apud Athenienses*, 1896.

7. *Mémoires de l'Acad. des inscr.*, 1900.

affirmé. Nous ne pouvons que signaler les notes intéressantes de M. Paul FOUCART sur la Constitution d'Athènes (d'Aristote¹) et les deux thèses de M. Médéric DUFOUR sur le même ouvrage et sur la constitution d'Athènes attribuée à Xénophon².

Dans son *Dionysos*³, petit livre clair et pratique, mais déjà à refondre, M. NAVARRE a résumé ce que l'on savait alors sur l'organisation du théâtre, particulièrement à Athènes. La thèse latine du même auteur⁴ est le développement d'un chapitre de ce livre. La législation athénienne n'interdisait aux femmes d'assister ni aux tragédies ni même aux comédies; seules, les mœurs pouvaient tenir à l'écart des spectacles aristophanesques les Athéniennes soucieuses de leur dignité. M. Navarre attribue à la femme athénienne plus de liberté que la tradition ne lui en concédait jusqu'ici.

M. Isidore LÉVY a consacré une série d'intéressantes et minutieuses études à la *Vie municipale en Asie Mineure sous les Antonins*, d'après les inscriptions⁵. Il examine ce qu'étaient alors en Asie l'Éclésiā, la Boulé, la Gêrousia et les offices publics; l'épigraphie de ce temps et de ce pays n'est qu'un monument de vanité; toute l'activité des municipalités se dépensait en adulations.

On sait l'importance qu'attribuaient, d'après Strabon, Montesquieu et Washington à la constitution fédérale des Lyciens. La découverte par les Autrichiens, sur le monument d'Opramoas à Rhodiapolis, d'un remarquable dossier épigraphique a permis une étude plus détaillée de ces institutions. Tel est le sujet de la thèse latine de M. FOUGÈRES⁶; l'auteur a, depuis, corrigé certaines de ses conclusions relatives à la non identité du lyciarque et de l'archêreus des Augustes⁷. Comme l'a démontré Mommsen⁸, les deux magistratures n'en formaient en réalité qu'une seule.

Les Colonies macédoniennes en Asie⁹ font le sujet de la thèse latine de M. RADET. Elles ont toutes pour origine des colonies militaires, reconnaissant pour fondateur un général ou un roi dont elles

1. *Revue de philol.*, 1894, p. 244. Cf. sur Sophocle et l'oligarchie des 400, *ibid.*, 1893, p. 1.

2. *La Constitution d'Athènes et l'œuvre d'Aristote*. Hachette, 1895. *De libello qui Xenophontis fertur 'Αθηναίων πολιτεία*, 1896.

3. Klincksieck, 1895.

4. *Utrum mulieres athenienses scaenicos ludos spectaverint necne*. Toulouse, 1900.

5. *Rev. Ét. gr.*, 1892 et suiv.

6. *De Lyciorum communi*. Fontemoing, 1898.

7. *Mélanges Perrot*, 1903, p. 103.

8. *Jahreshefte des öster. Instit.*, 1900.

9. *De Colonis a Macedonibus in Asiam cis Taurum deductis*. Thorin, 1892.

portent le nom. Au lieu d'être situées sur la mer, comme la plupart des anciennes colonies grecques, elles sont installées dans l'intérieur, sur les grandes voies stratégiques et commerciales, dans de grandes plaines dont elles deviennent les marchés.

PUBLICATIONS DE TEXTES; ÉPIGRAPHIE; PAPYROLOGIE. — Il nous est impossible de signaler les nombreux articles d'épigraphie parus dans les périodiques français depuis 1892. Mentionnons d'abord les ouvrages d'ensemble, tels que la 2^e série du *Recueil des inscriptions juridiques grecques*¹, par MM. DARESTE, HAUSSOULLIER, Théodore REINACH, qui contient la traduction et le commentaire des lois de Dracon sur le meurtre, la loi d'Ilion sur les tyrans, des fondations testamentaires, etc., le *Recueil d'inscriptions grecques* de M. MICHEL², qui est déjà classique, et les *Inscriptiones graecae ad res romanas pertinentes*, publiées sous la direction de M. CAGNAT³. M. CHABOT a publié un utile *Index des inscriptions grecques de la Syrie* du recueil de Waddington⁴.

Quant aux publications de détail, le *Bulletin épigraphique* de la *Revue des Études grecques*, par MM. Théodore REINACH et BOURGUET, permet de les suivre. C'est dans le *Bulletin de Correspondance hellénique* qu'ont été publiées, par M. Homolle et ses collaborateurs, les principales découvertes épigraphiques de Delphes et des autres chantiers de l'École française d'Athènes. En outre, MM. Foucart, Holleaux, Th. Reinach, Seure, Perdrizet, Colin, Bourguet, etc., ont fait paraître ou commenté nombre de textes inédits ou déjà connus.

Quant à la papyrologie, elle est représentée en France par MM. Jouguet et Gaston Lefebvre, connus par leurs découvertes de papyrus à Magdôla.

Deux excellents *Bulletins papyrologiques* tiennent en détail le lecteur français au courant des découvertes et publications de papyrus, l'un par M. JOUGUET dans la *Revue des Études anciennes*, l'autre par M. SEYMOUR DE RICCI dans la *Revue des Études grecques*.

MYTHOLOGIE; HISTOIRE DES RELIGIONS. — Nous passerons surtout en revue les ouvrages traitant des croyances et de la religion dans leurs rapports avec l'histoire et les institutions. Feu M. André LEFÈVRE a donné dans sa *Grèce antique* (*Entretiens sur les origines et les croyances*) un résumé oratoire d'anciennes théories mythologiques⁵. M. BOUCHÉ-LECLERCQ a complété son beau livre sur la divination par

1. Paris, Leroux, 1898.

2. Paris, Leroux, 1900.

3. Paris, Leroux, 1901-1905.

4. *Rev. arch.*, 1896, t. I, p. 213.

5. Reinwald, 1900.

un ouvrage d'une érudition profonde sur l'*Astrologie grecque*¹, cet art abstrus qui exerçait une influence réelle sur la politique. M. LEGRAND, après lui, a repris dans sa thèse latine la question de la divination en Grèce au v^e et au iv^e siècle avant J.-C. Les Grecs de cette époque demandaient surtout à la divination une direction de leur conduite².

Les anciennes doctrines de la mythologie symboliste perdent de plus en plus de terrain; l'analyse historique des cultes et des rites, autrement dit des réalités de la religion, tend à se substituer à l'exégèse des mythes; d'autre part, la mythologie comparée a singulièrement étendu son domaine par l'étude du folk-lore et celle des croyances et rites des peuplades sauvages. La traduction par Léon MARILLIER du livre de LANG : *Mythes, cultes et religions*³, a fait connaître au public français les éléments des doctrines totémistes. La traduction plus récente du livre de CHANTEPIE DE LA SAUSSAIE⁴ marque le progrès de ces doctrines; M. Salomon REINACH a vulgarisé, en les complétant dans de nombreux articles⁵, les théories de Lang et de Frazer, de Robertson Smith et de Jevons. On admet que l'évolution du sentiment religieux chez les Grecs a suivi, à l'origine, le même processus que chez les peuples primitifs : la religion primitive est *animiste*; le *tabou* et le *totem* en sont les deux éléments essentiels. Sur cette théorie s'est greffée celle du caractère sociologique des conceptions religieuses chez les sauvages; M. DURCKHEIM et son école se sont particulièrement engagés dans cette voie, qui les a conduits à d'intéressantes conclusions⁶. Il ne s'ensuit pas toutefois que les interprétations symboliques des mythes et rites grecs doivent être imprudemment abandonnées au profit des explications totémiques⁷. Entre la zoolâtrie grecque et le totémisme il y a une différence capitale : le *totem* n'est qu'un symbole social tout à fait arbitraire; aucune con-

1. Leroux, 1899. Signalons aussi la thèse française de M. Fossey sur la *Magie assyrienne* (Leroux, 1902).

2. *Quo animo Graeci praesertim V^e et IV^e saeculis tum in vita privata, tum in publicis rebus divinationem adhibuerint*. Fontemoing, 1898. Cf. du même : *Questions oraculaires : la Promanteia; Xuthus et Créuse à Delphes* (Rev. des Ét. gr., 1900, p. 281, et 1901, p. 47).

3. Paris, Alcan, 1896.

4. Paris, Leroux, 1904.

5. Aujourd'hui réunis en 2 volumes : *Cultes, mythes et religions*. Leroux, 1906.

6. Classifications primitives. *Année sociologique*, 1901-1902. Cf. Fougères, la *Mythologie classique* (Revue universitaire, 1903, p. 128).

7. Voy. les objections de M. Bouché-Leclercq. *Comptes-rendus Acad. des inscr.*, 1900.

ception naturiste n'en détermine le choix, souvent saugrenu (chenille, lézard, fourmi, dindon, etc.). Il semble, au contraire, que les cultes animaliers en Grèce puissent le plus souvent s'expliquer par des relations réelles entre le dieu animal et le milieu physique de l'habitat ou le genre de vie de la tribu (ourse d'Artémis arcadienne, loup de Zeus Lykaïos, bouc de Pan, cheval de Poseidon Hippios, chouette d'Athéna, etc.). Quoi qu'il en soit, l'étude générale de certains rites a singulièrement profité à l'intelligence des rites grecs. C'est ainsi que MM. HUBERT et MAUSS ont pu établir une explication à la fois positive et rationnelle du sacrifice¹, explication dont la portée est considérable pour les rites sacrificiels et piaculaires chez les Grecs.

M. G. PERROT, dans une étude sur la religion de la mort et les rites funéraires en Grèce², surtout à l'époque homérique, a caractérisé le rôle respectif des deux modes de sépulture, l'inhumation et l'incinération, et analysé les idées sur la vie future, dont ils sont l'expression rituelle. M. DE RIDDER a consacré une thèse agréable, mais un peu sommaire, à l'idée de la mort en Grèce à l'époque classique³. Cet ouvrage, qui doit beaucoup au *Sentiment religieux en Grèce* de Jules Girard et surtout à la *Psyché* de Rhode, touche à tout l'ensemble des doctrines morales de la Grèce classique, sujet infiniment vaste, complexe, obscur, sur lequel l'auteur nous a donné plutôt une élégante méditation qu'une analyse approfondie et historique. La partie la plus précise et la plus neuve porte sur l'interprétation des monuments funéraires, lécythes et stèles. L'auteur reconnaît, dans les scènes où Ravaïsson voulait voir une réunion élyséenne, des épisodes de la vie réelle idéalisée, dont les acteurs sont des vivants et dont l'action se passe sur terre : les morts apparaîtraient ressuscités dans un véritable tableau de famille, exécuté *post mortem* et d'une réalité rétrospective aussi vraie, pourrait-on dire, que la réalité actuelle des tableaux de famille des peintres hollandais, exécutés du vivant même du principal personnage. Il faudrait, au moins, ajouter à cette théorie un correctif : ces tableaux étaient, le plus souvent, exécutés d'avance dans les ateliers des marbriers ; les clients choisissaient dans le stock les sujets convenant le mieux aux circonstances ou à leur goût. Ces scènes n'avaient souvent d'autre personnalité que celle que leur attribuait l'inscription ajoutée après coup ; c'étaient des tableaux de famille bons pour toutes les familles.

1. *Essai sur la nature et la fonction du sacrifice* (*Année sociologique*, 1897, in-8°). Alcan, 1900.

2. *Rev. des Deux-Mondes*, 1895, p. 96. Reprise dans un chapitre de l'*Hist. de l'Art*, t. VIII, p. 39.

3. Fontemoing, 1897.

Les études de mythologie locale attirent de plus en plus les érudits : c'est là qu'on a le plus de chance d'aboutir à des résultats précis dans un champ d'observation nettement circonscrit. Dans un mémoire académique, d'une érudition émaillée de traits, M. POTTIER¹ a analysé les causes et la nature de l'amitié légendaire d'Hercule, le héros dorien, et de Thésée, le héros attique. La légende de Thésée n'est qu'un pastiche attique de celle d'Hercule. Le vainqueur de la laie de Crommyon est un reflet, presque un doublet, du vainqueur du sanglier d'Érymanthe : « Contamination » ou plagiat, dont les raisons sont d'ordre patriotique et politique. Thésée est la personification même du caractère athénien.

M. Paul FOUCART a soumis les mystères d'Éleusis à une enquête méthodique et positive, dégagée de toute interprétation métaphysique, limitée à l'analyse des réalités et des faits qui ressortent des auteurs, des inscriptions, des monuments. Dans un premier mémoire², l'auteur conclut à l'origine égyptienne du culte éleusinien. Déméter serait l'image d'Isis, comme elle divinité agricole, législatrice, initiatrice de mystères. Le couple égyptien Isis-Osiris se retrouve à Éleusis, où Pluton (Zeus Eubouleus ou Dionysos infernal) siège à côté de Déméter. L'introduction d'un culte égyptien en Attique s'explique par l'assujettissement de l'Archipel aux Pharaons, sous Toutmès III. Cette théorie, conforme à la tradition « égyptomane » dont Hérodote s'est fait l'interprète, s'appuie aussi sur des légendes, comme celle de Danaos, sur la corrélation entre le nom d'Eumolpos et l'épithète égyptienne Makhrôou (justes de voix). Des découvertes d'objets égyptiens dans des tombeaux préhistoriques à Éleusis et à Cnossos confirment l'existence de rapports très anciens entre l'Égypte, la Crète et les côtes de Grèce. De ce point de départ, M. Foucart aboutit à une explication hardie, mais singulièrement nette, des révélations faites aux initiés sur la vie future. Ce n'était ni une doctrine philosophique ni de vagues promesses que l'hierophante leur distribuait, mais des renseignements positifs et pratiques sur la topographie du monde infernal où le mort devait s'orienter afin de parvenir au séjour des bienheureux. Une sorte de guide de l'enfer, avec les formules et incantations destinées à triompher des obstacles, par suite la certitude du salut, abstraction faite de toute idée morale de mérite et de démerite, tel était le bénéfice de l'initiation. C'est dans le *Livre des*

1. *Pourquoi Thésée fut l'ami d'Hercule* (séance annuelle des cinq Académies, 25 oct. 1900).

2. *Recherches sur l'origine et la nature des mystères d'Éleusis*. Klincksieck, 1895.

morts égyptien et dans les tablettes du rituel funéraire des Orphiques qu'il faut chercher l'équivalent et la justification de la révélation mystérieuse des ἀπόρρητα.

Le second mémoire¹ donne moins à la conjecture. Le savant épigraphiste y analyse, avec sa maîtrise incontestée, les textes relatifs aux familles sacerdotales d'Éleusis, aux Eumolpides, aux Kéryces, aux attributions de l'hiérophante, du dadouque, etc. Puis il expose et discute tout ce qu'on peut savoir sur le programme des fêtes, la procession des ἱερὰ, la destination des parties du sanctuaire.

Ces mémoires, d'une logique et d'une netteté admirables, marquent une date dans l'histoire des cultes d'Éleusis et aussi dans celle de la méthode en matière de mythologie grecque. C'est la première fois qu'une étude vraiment historique et critique fait justice de l'érudition idéologique à laquelle ce sujet semblait condamné par nature. Nous sommes loin des théories de Jules Girard et des néo-orphiques de son école. M. Foucart s'entend à dissiper les nuages et à ramener sur terre, — et même au-dessous, — les esprits égarés dans la chimère. Il a illuminé l'enfer éleusinien. La hardiesse même de ses conclusions n'est que la conséquence de sa rigueur déductive. Ses positions sont fortes, appuyées sur la tradition grecque, dont les découvertes récentes démontrent de plus en plus la validité aux sceptiques, qui s'étaient fait une réputation d'hypercritiques en la contestant. En réalité, il y avait bien plus de témérité dans les doctrines de ses prédécesseurs; seulement, à force d'être répétées sans discussion sérieuse, elles avaient passé à l'état de dogme. La dialectique de M. Foucart surprend, renverse nos idées préconçues. L'insuffisance des documents ne permet peut-être pas d'accepter ses déductions pour définitives; mais on n'a que des présomptions encore plus incertaines à lui opposer : ce n'est pas assez pour prouver qu'il a tort.

Tandis que M. Foucart, d'accord avec la tradition grecque, revendique pour l'Égypte l'honneur d'avoir initié les Pélasges aux mystères d'Isis-Déméter, M. BÉRARD voit de préférence dans les Phéniciens les instructeurs religieux de la Grèce primitive. Ce que Creuzer et Guignaut, puis MM. Clermont-Ganneau et Gruppe n'avaient affirmé que pour quelques dieux et quelques sanctuaires, l'auteur de l'*Origine des cultes arcadiens*² l'a érigé et organisé en système général

1. *Les Grands mystères d'Éleusis. Personnel, cérémonies*. Klincksieck, 1900. Cf. *Inscriptions d'Éleusis* (Rev. Ét. gr., 1893, p. 1 et 122); *les Empereurs initiés aux mystères d'Éleusis* (Rev. de philol., 1893, p. 196, 207). Un troisième mémoire consacré au *Culte de Dionysos en Attique* a paru en 1904.

2. Thorin, 1894.

dans une thèse fortement construite, abondamment documentée, ingénieuse et suggestive. Mais elle repose, comme les *Phéniciens* et *l'Odyssée*, qui en sont le développement, sur un ou deux postulats : l'existence entre le *xvi^e* et le *xi^e* siècle avant J.-C. (ce sont du moins les dates qu'on peut inférer des conclusions ultérieures de l'auteur, car la chronologie fait complètement défaut dans la thèse) d'une religion phénicienne arrêtée en corps de doctrine; les triades divines en constituaient l'élément essentiel, savoir : un dieu-père, une déesse-mère, un dieu-fils. Chacune de ces personnalités se représentant elle-même sous un triple aspect, la triade se multiplie en enneade, composée d'un triple dieu-père, d'une triple déesse-mère, d'un triple dieu-fils. Dans quelle mesure ce dogme théologique, attesté par Porphyre, par Plotin, par les stèles d'Hadrumète et de Lilybée, peut-il être considéré comme primitif et sémitique? N'est-il pas, au contraire, un reflet, beaucoup plus récent et savant, de la théodicée égyptienne et du syncrétisme néo-alexandrin? Là est toute la question¹. Un autre postulat, c'est la pénétration phénicienne dans le pays où l'on est le moins préparé à la retrouver, au cœur du Péloponnèse, en pleine Arcadie. Les Phéniciens, d'après M. Bérard, auraient traversé l'Arcadie pour rejoindre par la vallée de l'Alphée leurs comptoirs des côtes de Laconie à ceux de l'Élide. Trouvant sur cette route le Mont-Lycée, ils y auraient installé un culte de Baal et transmis aux Pélasges Parrhasiens le rite sémitique des sacrifices humains. Zeus Lykaïos², image de Moloch, aurait pris la place d'un dieu indigène du soleil, Pan. M. Bérard reconnaît dans son sanctuaire du Lycée tous les traits d'un sanctuaire phénicien avec tabernacles et piliers portant des aigles. Or, la colonne à l'oiseau vient d'être retrouvée, comme objet du culte, à Cnossos, sans qu'on puisse alléguer pour l'expliquer la moindre influence phénicienne³. Nous ne pouvons ici

1. On sait ce qu'il faut penser de la cosmogonie du soi-disant Sanchoniathon. Cet amalgame de falsifications ne devrait pas être invoqué comme une autorité. Ajoutons qu'à Cnossos la déesse à la colombe est portée sur trois colonnes : la colonne est un élément caractéristique du culte crétois. Or, ce sont les Crétois qui ont colonisé le pays d'Ascalon, et eux-mêmes ont subi l'influence égyptienne. Si donc la triade est primitive, ne serait-ce pas plutôt en Crète et en Egypte qu'il faudrait en chercher l'origine?

2. Un Baal-Louki, d'après M. Philippe Berger (*Rev. des Deux-Mondes*, 1896, p. 386), qui donne plusieurs étymologies sémitiques de noms de divinités grecques. Sur Zeus Lykaïos et Pan, nous avons donné une explication différente dans le *Dict. des Antiq.* de Daremberg et Saglio, article *Lykaia*.

3. La Société archéologique vient de déblayer le sanctuaire du Mont Lycée. M. Kounouriotis a retrouvé les colonnes signalées par Pausanias : elles étaient d'ordre dorique, isolées, et non rattachées à un tabernacle.

suivre M. Bérard dans le tableau qu'il retrace de l'évolution de cette théologie exotique en Grèce et de sa transformation en polythéisme hellénique. Le défaut de cette démonstration, rigoureuse comme un théorème, est d'être trop logique et trop simpliste. Nous ne croyons pas à tant d'unité dogmatique dans la génération, souvent spontanée, de cultes cantonaux si fortement déterminés par des suggestions toutes locales. Il nous semble que, dans cette œuvre brillante de prime jeunesse, M. Bérard s'est laissé entraîner par un subjectivisme trop inventif, servi par une merveilleuse faculté de combinaisons. En tout cas, ce livre, riche de faits et d'idées, était un début singulièrement original, où s'accusait déjà toute la virtuosité de l'auteur.

M. PERDRIZET, d'autre part, affirme le caractère pélasgique et purement arcadien des divinités zoocéphales de Phigalie et de Lycosoura¹. Il estime que la découverte des terres cuites de Lycosoura « porte un coup droit au paradoxe de l'origine phénicienne des cultes arcadiens ». Mais l'entrée en campagne annoncée n'a pas encore suivi cette déclaration de guerre.

La déification d'Alexandre et de ses successeurs a été étudiée par MM. BEURLIER², RADET³, MASPERO⁴. Deux cultes eurent une grande vogue dans le monde romain, celui du dieu lunaire phrygien Mên et celui du dieu solaire Mithra. M. PERDRIZET a consacré au premier un important article⁵; M. CUMONT⁶ a retracé dans une œuvre, qui est un monument de science, la diffusion du culte de Mithra dans l'empire. Mais nous n'avons pas à insister sur ce mouvement religieux, concurrent du christianisme, et dont la contagion ne gagna pas la Grèce proprement dite.

Il nous faut clore cette revue déjà trop longue, et pourtant si rapide et incomplète, des publications françaises relatives à la Grèce antique entre 1892 et 1902. Cet aperçu aura du moins montré au lecteur l'abondance, la complexité, l'importance des faits, problèmes et idées que soulève l'étude de la civilisation grecque par quelque côté qu'on l'aborde. L'intérêt de ces questions n'est pas encore éteint en France;

1. *Bull. de Corr. hellén.*, 1899, p. 635. Nous avons déjà indiqué des vues analogues sur les cultes animaliers de l'Arcadie, dans notre thèse sur *Mantinée et l'Arcadie orientale*, p. 221 et suiv.

2. *Voy. compte-rendu Rev. hist.*, 1893, III, p. 138.

3. *Rev. univ. du Midi*, 1895, p. 128.

4. *Comment Alexandre devint dieu en Égypte* (*Annuaire Éc. des Hautes-Études*, 1897).

5. *Bull. Corr. hellén.*, 1896, p. 55.

6. *Textes et Monuments figurés relatifs aux mystères de Mithra*, 2 vol. in-fol., 1896-1899. — *Les Mystères de Mithra*, 1 vol. in-8°. Fontemoing, 1902.

par le rajeunissement constant de ses méthodes et de ses aperçus, on voit que l'hellénisme français ne cesse d'évoluer et de progresser : école de rigueur scientifique et de précision critique, il demande aussi beaucoup à l'initiative de l'esprit.

Gustave Fougères.

ÉPOQUE CONTEMPORAINE.

Le volume de *Lectures historiques*, consacré¹, dans la collection dirigée par M. Monod, à la période de 1715 à 1815, sera pour les élèves de l'enseignement secondaire et leurs professeurs un appoint tout à fait précieux. Sans que l'auteur se soit astreint à traiter point par point toutes les questions du programme scolaire, il s'est efforcé, en faisant son choix parmi les ouvrages des spécialistes ou les documents de première main, de le suivre de près. On l'approuvera d'avoir réservé dans son recueil une place prépondérante à l'histoire de notre pays, et particulièrement à celle des idées, laissant au second plan l'histoire diplomatique, que des extraits contribuent peu à éclaircir, et l'histoire militaire, sur laquelle par ailleurs les informations suffisantes abondent du moment qu'il est impossible de prétendre entrer dans l'histoire technique.

Si cependant une nouvelle édition de ce recueil voulait s'enrichir de quelques détails pittoresques, le recueil des *Lettres et papiers du chancelier de Nesselrode*², déjà signalé par nous à plusieurs reprises, lui en fournirait à coup sûr. Le tome IV de cette publication ne le cède pas en intérêt aux précédents. Après deux ans passés à Paris comme conseiller à l'ambassade de Russie, M. de Nesselrode rentra à Saint-Petersbourg et s'y maria. Peu de temps après, la guerre ayant éclaté avec la France, il fut désigné avec M. d'Anstedt pour accompagner l'armée et y servir en qualité de rédacteur. C'est la correspondance du comte de Nesselrode et de sa jeune femme durant la campagne de Russie (1812) qui forme la partie la plus importante du nouveau volume récemment édité. M^{me} de Nesselrode envoyait à son mari les nouvelles de la capitale; elle en recevait en échange sur la campagne qu'il suivait de près et dont ses messages reflètent les péripéties et les incidents divers. D'autres documents s'ajoutent à cette correspondance conjugale : ce sont surtout les épîtres leste-

1. H. Salomon, *Lectures historiques. Histoire moderne, 1715-1815*. Paris, Alcan, 1 vol. in-12, III-472 p.

2. *Lettres et papiers du chancelier comte de Nesselrode*, t. IV, 1812. Paris, Lahure, 1 vol. in-8°, 325 p.

ment troussées de M. d'Anstedt à son collègue et un certain nombre de lettres interceptées par les armées russes, quelques missives de généraux, etc. Enfin, à titre de supplément, M. A. de Nesselrode a ajouté trois morceaux importants jusqu'ici inédits ou présentant des variantes avec les textes connus : 1° une dépêche du comte Roumiantsof au comte de Bassano; 2° un rapport de M. de Gentz au comte de Nesselrode contenant des observations sur la déclaration du gouvernement anglais du 24 avril 1812 relativement aux décrets de Berlin et de Milan et aux ordres du Conseil britannique; 3° un rapport du prince Czartoryski à l'empereur Alexandre I^{er} contenant des considérations sur le rétablissement de la Pologne. La valeur des documents mis au jour par M. de Nesselrode résulte suffisamment de cette énumération; elle justifie amplement les dimensions de la publication qu'il a entreprise et dont il faut souhaiter la continuation.

Nous ne pouvons que signaler, sans nous y arrêter, la nouvelle édition de *la Terreur blanche* de M. E. DAUDET¹. Bien qu'elle soit de vingt-huit ans postérieure à la première, l'auteur n'a pas cru devoir y apporter de remaniements. Tout en faisant quelques réserves de méthode et d'appréciation, le lecteur y retrouvera la curiosité documentaire et l'incontestable talent d'exposition qui caractérisent l'œuvre historique de M. E. Daudet.

Moins pittoresque, le travail de M. MICHON constitue une contribution estimable à l'histoire de la Restauration. La Faculté de droit de l'Université de Paris avait naguère mis au concours pour le prix Rossi la question suivante : *le Régime parlementaire en France sous Louis XVIII et Charles X*. Le prix avait été attribué à un mémoire de M. Michon, qui vient de le reprendre et de le compléter sous la forme d'un gros volume². Toute préoccupation politique n'est, à coup sûr, pas étrangère à l'auteur : visiblement, le régime parlementaire lui paraît la seule garantie possible contre le gouvernement absolu, et il a une tendance, en nous décrivant l'expérience faite de ce régime sous la Restauration, à en tirer une moralité qui s'impose à l'attention des politiques. Mais la méthode de son travail est entièrement objective, et c'est réellement une étude de droit public et d'histoire qu'il nous apporte. Au point de vue des sources, il s'est abondamment servi des ouvrages de seconde main et des documents connus. Cependant, nous lui devons la mise au jour d'un

1. Ernest Daudet, *la Terreur blanche. Épisodes et souvenirs*, 2^e éd. Paris, Hachette, 1 vol. in-16, XIII-295 p.

2. Louis Michon, *le Gouvernement parlementaire sous la Restauration*. Paris, Librairie générale de droit et de jurisprudence, 1905, 1 vol. in-8°, iv-471 p.

certain nombre de pièces inédites puisées aux Affaires étrangères et concernant principalement le début de la deuxième Restauration. Dans la conclusion, M. Michon envisage relativement à l'exercice du régime parlementaire les observations essentielles résultant de la période qu'il a étudiée. Il les groupe sous quatre chefs : l'unité du ministère ; la responsabilité politique des ministres ; le droit de dissolution ; le rôle personnel du roi. — C'est à la méconnaissance, par Charles X, des principes élémentaires et nécessaires du régime parlementaire que fut due la révolution de Juillet.

*Benjamin Constant sous l'œil du guet*¹, tel est le titre d'allure anecdotique, et d'ailleurs d'une unité quelque peu factice, sous lequel M. Victor GLACHANT a réuni une série de documents inédits et un certain nombre de notes variées relatifs au célèbre écrivain politique. Son but, en effet, n'a pas été, il en avertit modestement le lecteur, de donner une biographie d'ensemble de Constant : « Amateur de vieilles écritures, de liasses jaunies, de papiers d'autrefois, » il a simplement voulu, dit-il, apporter en guise de contribution à son histoire « quelques nouveaux matériaux bruts, éclairés par un commentaire sobre à dessein ». En réalité, M. Glachant a fait davantage. Il n'a pas résisté (et l'histoire lui en est reconnaissante) au plaisir de nous faire profiter de toute son érudition relative à Benjamin Constant, et, s'il n'a pas écrit une biographie de son héros, il lui a, dans tous les cas, fourni plusieurs chapitres, et surtout les éléments de beaucoup de paragraphes ou de notes additionnelles. — Discutant sur le caractère ou les goûts de Constant ou sur tels des épisodes de sa vie, l'auteur, au surplus, nous entraîne fort loin de « l'œil du guet » sous lequel il entend nous le montrer. Mais il est si bon guide que le lecteur ne songe point à lui en vouloir d'être emmené parmi les détours multiples de son érudition. Au point de vue documentaire, toutefois, l'importance essentielle du livre consiste principalement dans deux séries de pièces inédites. La première est la correspondance de Constant avec Fauriel de 1802 à 1842. On l'y voit « sous le ciel de l'exil, aux prises avec Fouché et ses acolytes ». Elle est fort intéressante en raison des faits auxquels elle se rapporte, et davantage pour la connaissance du caractère de Benjamin Constant. La deuxième série de documents est littérairement inférieure à celle-ci, mais peut-être plus curieuse historiquement. Après avoir subi l'espionnage de la police impériale, Benjamin Constant, député libéral et protestant de Strasbourg, connut la défiance de la police

1. Victor Glachant, *Benjamin Constant sous l'œil du guet*. Paris, Plon et Nourrit, 1906, 1 vol. in-8°, xxxix-600 p.

de Charles X. Et M. Glachant nous a donné l'édifiante reproduction de la correspondance officielle des agents du gouvernement, préfets, ministres et gendarmes, à l'occasion des déplacements et des manifestations politiques diverses du député suspect. Autant que les historiens proprement dits, les politiques et les simples curieux trouveront leur compte à cette prose zélée et officielle qui reste d'actualité.

Le volume où M. LANNE a étudié *la Fortune des d'Orléans*¹ a pour épigraphe cette phrase de Suileau : « Il y a des familles où la soif héréditaire de l'or est tellement inextinguible que les accidents les plus tragiques et les plus imprévoyables arrivent toujours et tout justement à propos pour les enrichir. » Et l'auteur, dès sa préface, déclare avoir pour but de démontrer « que la plus grande partie des biens actuellement possédés par cette famille devrait, d'après toutes les règles, être reprise par l'État; que les dérogations grâce auxquelles cette possession s'est établie ont été motivées par un secret d'État qui porte sur une usurpation de l'hérédité salique ». Le lecteur est donc prévenu tout d'abord de l'intention de l'écrivain et averti que le ton de l'ouvrage n'est pas tout à fait celui de l'histoire objective. Il se rappellera cette observation à maintes reprises en parcourant les commentaires par lesquels l'écrivain entend mener sa démonstration. S'il le suit difficilement dans son interprétation sur tous les points, il n'en sera pas moins sensible à l'intérêt général de l'ouvrage, qui est incontestable, et lui saura gré d'avoir publié pour la première fois plusieurs pièces curieuses ou même d'en avoir remis en lumière quelques-unes trop oubliées. Un système de références plus précis concernant les origines de tel morceau cité serait cependant fort désirable.

Les amateurs de l'histoire locale et les apôtres de la décentralisation artistique et littéraire trouveront leur profit dans le petit volume que MM. ROUSTAN et LATREILLE ont intitulé : *Lyon contre Paris après 1830*². Les années qui suivirent la révolution de Juillet virent se produire un mouvement curieux pour faire de Lyon un centre intellectuel indépendant. MM. Roustan et Latreille se sont constitués les historiens de cette tentative, dont l'échec fut d'ailleurs complet. Faut-il le déplorer? Il ne paraît pas, à parcourir l'ouvrage de MM. Roustan et Latreille, qu'il y ait lieu à des regrets bien pro-

1. Ad. Lanne, *la Fortune des d'Orléans. Origine et accroissement*. Paris, Dujarric, 1905, 1 vol. in-8°, 368 p.

2. M. Roustan et C. Latreille, *Lyon contre Paris après 1830. Le mouvement de décentralisation littéraire et artistique*. Paris, Champion, 1905, 1 vol. in-8°, 72 p.

fonds. Est-ce peut-être que les auteurs ont insuffisamment caractérisé ce qu'il pouvait y avoir de réellement original et provincial dans les tentatives qu'ils signalent? Est-ce qu'ils n'ont pas marqué avec assez de précision les traits distinctifs et les limites chronologiques de la période qu'ils étudient? Le lecteur tend plutôt à croire que le mouvement qu'ils décrivent fut très superficiel et ne mérite guère l'attention d'autres historiens que ceux que hante le souci, d'ailleurs fort légitime, de retirer de l'oubli les faits et les figures qui, indifférents à l'histoire générale, aident pourtant à donner un peu de physionomie et de couleur à la chronique locale d'une cité.

Aux biographies déjà nombreuses de Lamennais, M. l'abbé Charles BOUTARD¹ en ajoute une nouvelle. Il n'a pas eu la prétention de produire des documents originaux ou d'établir une thèse pour ou contre les idées de son héros. Il s'est simplement efforcé d'apporter « un récit exact des faits et un exposé aussi consciencieux que possible des doctrines ». D'ailleurs, il ne se défend pas d'une vive sympathie pour l'homme qui, « par la puissance de son génie, a su prévoir les grandes transformations religieuses, politiques et sociales qui se sont accomplies ou achèvent de s'accomplir sous nos yeux : le triomphe de la démocratie, l'avènement de la République, la chute du pouvoir temporel, la séparation de l'Église et de l'État ». M. l'abbé Boutard a été heureux dans sa tentative. Des lecteurs nombreux, catholiques ou non, liront avec plaisir et profit son livre écrit avec une connaissance étendue du sujet, avec une chaleur de sympathie qui n'exclut pas la liberté de la critique, et en général avec une précision et une franchise de bon aloi. Peut-être sera-t-il plus difficile au biographe de Lamennais de soutenir ces qualités lorsqu'il abordera la deuxième partie de son étude. La première en fait bien augurer.

Les *Mémoires du général marquis Alphonse d'Hautpoul*², publiés par son arrière-petit-fils, embrassent une période considérable. Neveu du général d'Hautpoul tué à Eylau, frère d'Armand d'Hautpoul, gouverneur du comte de Chambord, le marquis d'Hautpoul eut une carrière singulièrement active. Il la commença de bonne heure, à dix-huit ans, dans la campagne de Prusse, où il prit part aux batailles d'Eylau et de Friedland. A l'issue de cette dernière, l'empereur s'approcha de lui, lui toucha la joue et lui demanda s'il avait vu le blanc des yeux aux ennemis. Il eut le droit de répondre sans

1. Abbé Charles Boutard, *Lamennais, sa vie et ses doctrines. La Renaissance de l'ultramontanisme (1782-1828)*. Paris, Perrin, 1 vol., VIII-389 p.

2. *Mémoires du général marquis Alphonse d'Hautpoul, pair de France (1789-1805)*. Paris, Perrin, 1 vol. in-8°, IV-372 p.

se troubler : « Oui, Sire, j'étais assez près pour cela. » Il se distingua ensuite dans les guerres d'Espagne, et les passages de ces *Mémoires* qui s'y rapportent sont parmi les plus colorés. Le laisser aller le plus éhonté s'étalait dans le haut commandement. La maîtresse de Masséna faisait arrêter la marche des troupes pour envoyer chercher sa perruche oubliée. Un officier supérieur s'amuse du balcon d'un évêque à casser à coups de pistolet les pipes des promeneurs dans les rues d'une grande ville espagnole. Cruellement blessé aux Arapiles, M. d'Hautpoul connut les atrocités des prisons portugaises et puis des pontons anglais. Libéré après la paix, il rentra en France, se rallia complètement à la monarchie de Louis XVIII et combattit de toutes ses forces dans la Drôme le mouvement impérialiste qui suivit le retour de l'île d'Elbe. Il dut s'enfuir, non sans péril, en Espagne, et revint après Waterloo. Très apprécié du duc d'Angoulême, il fit une brillante carrière militaire et se distingua en 1823 dans la campagne d'Espagne. Directeur général de l'administration de la guerre, il fut à la hauteur de ces importantes fonctions où la révolution de Juillet le trouva. Il démissionna, se retira dans le midi, mais rentra en 1834 dans la vie politique et militaire. Réconcilié avec la monarchie de Louis-Philippe, il la servit fidèlement, et, comme lieutenant général, fut chargé, en 1844, de l'inspection générale de l'Algérie; il s'y montra très rigoureux pour les abus de l'intendance. L'amitié qu'avait pour lui le duc d'Orléans lui rendit particulièrement sensible la mort de ce prince. Mais elle n'entrava point sa brillante carrière. Il était commandant de la 8^e division militaire à Marseille, grand officier de la Légion d'honneur et pair de France quand survint la Révolution de 1848. M. d'Hautpoul donna sa démission et se retira dans ses terres, à Saint-Papoul. Attaché avant tout au « principe d'ordre », il se rallia rapidement à la cause du prince Louis Bonaparte, fut son grand électeur dans la région de l'Aude, et, nommé député, vint siéger à l'Assemblée législative. Il fut chargé en octobre 1849, par le prince-président, de constituer un ministère qui dura un an, ses différends avec le général Changarnier l'ayant amené alors à démissionner. Les *Mémoires du général d'Hautpoul* s'arrêtent avant cette date. Sa carrière active était d'ailleurs à peu près achevée; à part quelques mois qu'il passa en Algérie comme gouverneur général, elle s'écoula à Paris, où, à son corps défendant, — car il eût préféré un autre emploi, — il eut à remplir les fonctions de grand référendaire du Sénat. Il mourut le 27 juillet 1865. Ses *Mémoires*, rédigés dans la dernière partie de sa vie et destinés à sa famille, seront utilement consultés par l'historien.

M. le lieutenant AZAN servit aux zouaves en Algérie pendant cinq

ans. Il fut plus tard, en 1902, détaché à la section historique de l'état-major de l'armée. Ayant au surplus le goût de l'histoire, il se trouva ainsi doublement attiré vers l'étude des guerres d'Afrique, en connaissant à fond le théâtre et ayant à sa disposition les innombrables cartons qui, au ministère de la Guerre, concernent les affaires d'Algérie. Son projet primitif, qui était d'entreprendre le tableau d'ensemble de ces guerres, fut modifié en raison de l'immensité des matériaux à rassembler et du nombre déjà considérable d'ouvrages traitant telle ou telle partie de ce sujet. Tout en poursuivant le dépouillement général des documents, M. le lieutenant Azan s'est décidé à mettre au jour quelques résultats partiels de son travail et à publier, sous le titre de *Récits d'Afrique*¹, une série de volumes consacrés à certains épisodes « sensationnels » de la conquête et de la colonisation de l'Algérie. Le premier a pour but de retracer les origines, l'historique et les conséquences et épilogues de la fameuse affaire de Sidi-Brahim, qui fut une des surprises les plus sanglantes de notre histoire coloniale. M. le lieutenant Azan a rassemblé sur la matière les documents les plus variés et fait appel à tous les témoignages qu'il lui était possible de rechercher. Son récit constitue une monographie complète de la question; une monographie trop complète, serait-on tenté de dire : car, vraiment, quatre cents pages de texte et quatre cents de documents inédits, n'y a-t-il pas là quelque surabondance pour ce qui n'est en somme qu'un épisode de la conquête de l'Algérie? Il ne faudrait cependant pas pousser trop loin cette critique; si assurément M. Azan eût pu sans inconvénient élaguer son œuvre d'un bon tiers en supprimant une série de notices biographiques ou géographiques vraiment négligeables et nombre de détails dont même l'importance militaire est insignifiante, son œuvre demeure utile et intéressante. Elle ne nous apporte pas seulement les dernières précisions sur une série d'événements, parfois secondaires, mais où la lumière n'était pas faite; elle a une valeur d'ordre plus général. Précisément par le luxe de détails qu'elle comporte, par la foule de lettres, de témoignages, de redites parfois qu'elle accumule, elle aide à restituer d'une manière extrêmement vivante la physionomie même de la conquête algérienne, l'atmosphère où vécut et se développa l'armée d'Afrique. L'énorme volume de M. Azan n'est pas long à lire. On le ferme, connaissant mieux non seulement le meurtre du lieutenant-colonel de Montagnac et comment il fut vengé, mais tout ce qui constitue la

1. Paul Azan, *Récits d'Afrique. Sidi-Brahim*. Paris, Lavauzelle, 1 vol. gr. in-8°, 811 p.

mentalité spéciale de l'armée d'Afrique, qui ne fut pas sans influence sur l'évolution générale de notre armée nationale. S'il faut donc souhaiter à M. Azan plus de sobriété dans la suite de ses études, l'historien lui sera reconnaissant de les poursuivre et de fournir ainsi à l'histoire militaire des documents inédits souvent inconnus et présentés avec méthode et agrément.

Le nom de l'amiral du Petit-Thouars est resté populaire dans la marine. La publication de ses papiers ou du moins de ceux de ses papiers qui n'ont pas été jugés trop intimes pour être imprimés, le fera vivement apprécier par beaucoup de lecteurs¹. Au point de vue historique, leur valeur est sérieuse : ce sont soit des lettres, soit des notes ou des fragments de journal rigoureusement contemporains des événements auxquels ils se rapportent. La valeur morale et la clairvoyante intelligence de leur rédacteur méritent d'y retenir l'attention. L'éditeur les a tout naturellement distribués en quatre livres. Le premier (une campagne d'aspirant au siècle dernier) contient la correspondance envoyée par le jeune officier à sa famille de 1849 à 1854 pendant qu'il naviguait en Extrême-Orient. Le deuxième, beaucoup plus bref, se rapporte à la guerre de Crimée, où l'enseigne du Petit-Thouars fut cruellement blessé. Le troisième relate le séjour qu'il fit au Japon en 1868 comme commandant du *Dupleix*. Le quatrième concerne sa participation au siège de Strasbourg et sa captivité à Rastadt. La valeur de ces quatre recueils est inégale; les pièces comprises dans le dernier avaient déjà été pour la plupart publiées dans le *Correspondant* et la *Revue maritime* et ne constituent pas une révélation. Celles qui constituent le premier ont plutôt un intérêt pittoresque et psychologique. Les débuts du jeune officier, ses premières navigations, les souffrances physiques et morales qu'il surmonta si vaillamment y tiennent plus de place que des appréciations d'un intérêt scientifique, encore que déjà se discerne en même temps que l'énergie du jeune homme la netteté de son esprit. Le séjour de du Petit-Thouars en Crimée fut trop bref pour que les lettres qu'il en écrivit puissent être d'une grande signification. Mais de beaucoup la partie la plus importante du volume, de même que celle qui, matériellement, est la plus considérable, concerne le séjour du commandant du Petit-Thouars au Japon en l'année 1868, c'est-à-dire précisément au moment où la révolution, qui affranchissait le mikado de l'autorité du taicoun et renouvelait entièrement l'organisation politique du pays, posait d'une manière particulièrement déli-

1. *Le Vice-amiral Bergasse du Petit-Thouars*, d'après ses notes et sa correspondance (1832-1890). Librairie Perrin, 1 vol. in-8°, vi-415 p.

cate la question des relations des puissances européennes avec le nouveau gouvernement et par conséquent obligeait à se rendre un compte exact de l'état moral et politique de la nation. La lecture de la correspondance et des notes du commandant du Petit-Thouars est infiniment intéressante. Elles permettent de constater non seulement le zèle et l'activité dont il fit preuve, mais la perspicacité, la sûreté de jugement et le sens politique aiguisé de leur rédacteur. Bien des passages, au lendemain de la guerre russo-japonaise, frappent le lecteur par leur allure quasi-prophétique. Je me contente ici de noter ces quelques lignes écrites le 18 avril 1868 : « Ce qui perce dans toutes ces relations [avec les Européens], c'est le désir des Japonais de s'assimiler tout ce qui touche au métier des armes ; ils feignent de s'amuser comme des enfants de détails insignifiants, et c'est l'ensemble, c'est le fond, c'est le grand ressort qu'ils cherchent à saisir ; c'est pour cela qu'ils viennent à bord, et ce serait jouer un métier de dupe que de se laisser prendre au piège... Apprendre le métier des armes aux Japonais sera leur fournir des verges pour nous fouetter » (p. 481-482). Il n'y a pas là une simple boutade. Dans vingt passages le commandant du Petit-Thouars dénonce les erreurs de la politique européenne au Japon, les qualités redoutables de cette grande nation en puissance. Le lecteur referme son livre avec une haute estime pour celui qui l'a écrit et avec reconnaissance pour ceux qui l'éditèrent.

M. James DE CHAMBRIER¹ continue la publication de ses souvenirs. *De Sébastopol à Solférino*, tel est le titre sous lequel il évoque la période la plus brillante du second Empire. Les faits dont il fut témoin, les personnages qu'il côtoya, les anecdotes qu'il recueillit sont présentés au lecteur, sans beaucoup d'ordre et sans prétention, avec une bonne grâce simple et volontiers attendrie pour les charmes d'un règne qui, parmi tant d'autres séductions, eut pour le conteur celle d'être l'époque de sa jeunesse. Un portrait assez poussé du prince Napoléon, des souvenirs d'un voyage en Sicile au moment de l'expédition de Garibaldi, sont parmi ces aimables bavardages ceux que retiendra le plus volontiers le lecteur.

Dans son nouveau volume : *le Cas de Bazaine*², M. Élie PEYRON poursuit la tentative de réhabilitation qu'il a déjà commencée dans son précédent travail : *Bazaine fut-il un traître ?* Il convient de rendre derechef hommage à la documentation solide, à la dialectique

1. James de Chambrier, *De Sébastopol à Solférino*. Paris, Fontemoing, 1906, 1 vol. in-16, 360 p.

2. Élie Peyron, *le Cas de Bazaine*. Paris, Stock, 1905, 1 vol. in-8°, 150 p.

souvent serrée et à la grande convenance de ton de l'écrivain. Il est assuré qu'il ne portera pas la conviction dans l'esprit de tous ses lecteurs. Il ne l'est pas moins que, parmi les faits et les témoignages recueillis par lui, beaucoup tendent à une décharge partielle de l'ex-maréchal qui apparaît plus incapable que traître et fut à coup sûr le bouc émissaire qui porta la peine des fautes de la plupart de ses subordonnés en même temps que des siennes. Étudiant en particulier la bataille de Gravelotte, M. Élie Peyron n'a pas de peine à démontrer que la thèse soutenue au procès de Trianon au sujet du rôle de Bazaine dans cette guerre est sur des points importants contredite par la section historique de l'état-major, et il ne relève pas avec moins de raison les singulières défaillances de mémoire de certains témoins au procès, frères d'armes de l'accusé¹.

La campagne de l'armée de l'Est fut le suprême effort de la défense nationale en 1870-1871. Une victoire décisive eût pu remettre en question l'issue de la guerre. La défaite fut « le coup de grâce », d'où le titre du volume où M. le général DE PIÉPAPE² s'est fait son historien. Pour se préparer à sa tâche, il a tenu à cœur, nous dit-il, de consulter l'abondante documentation écrite qui existe sur le sujet. Il y a ajouté les témoignages oraux d'un grand nombre de témoins et d'acteurs du drame. Un séjour prolongé dans les deux provinces où il se déroula lui a permis d'en connaître parfaitement le théâtre. Tout cela est fort bien. Des qualités d'expression très réelles et une grande netteté de jugement venant aider le narrateur à utiliser les matériaux ainsi réunis, M. le général de Piépage nous a donné de l'« épilogue de la guerre franco-allemande » un récit où des lecteurs d'ordre divers trouveront leur compte. L'historien ne pourra s'empêcher toutefois de regretter que la méthode employée par l'écrivain ne permette pas de distinguer toujours dans son œuvre les

1. M. Peyron raisonne toujours comme si Bazaine était accusé d'avoir été un traître au sens où ce mot s'applique à ceux qui vendent leur pays à l'ennemi. Bazaine a été traître à ses devoirs de général commandant une place forte en ce sens que : 1° le 16 et le 18 août, il n'a songé qu'à garder sa position sous Metz quand son devoir était de repousser l'ennemi et de percer ses lignes; 2° pendant le siège, il a négocié avec l'ennemi sans en avoir le droit et n'a songé qu'à conserver son armée au lieu de faire à l'ennemi tout le mal possible. Or, cette conduite de Bazaine a pour seule explication possible la subordination de ses devoirs militaires à des préoccupations politiques. Il croyait que la paix se ferait avant que Metz dût se rendre et qu'il tiendrait alors le sort de la France dans ses mains. La conduite de Bazaine au Mexique éclaire sa conduite à Metz. [NOTE DE LA RÉDACTION.]

2. Général de Piépage, *le Coup de grâce. Épilogue de la guerre franco-allemande dans l'Est*. Paris, Plon et Nourrit, 1906, 1 vol. in-8°, v-503 p.

parties qui en sont neuves et celles où il a utilisé des écrits antérieurs. Pour ne citer qu'un exemple, on a observé justement que le volume du colonel Secrétan, *l'Armée de l'Est*, a été très copieusement mis à contribution par le général de Piépape, que celui-ci est allé jusqu'à en reproduire, sans indication de sources, de nombreux passages. On ne saurait trop vivement déplorer un tel procédé qui met le lecteur en défiance et le gêne pour rendre hommage aux qualités de l'écrivain et notamment au souci d'impartialité et d'objectivité très louable qui se manifeste chez lui et qui doit être spécialement signalé dans une matière qui soulève des questions politiques et nationales si controversées.

Sous ce titre : *Feuillets d'histoire*, M. Jules POIRIER¹ a réuni une série d'études historiques assez différentes d'époque et de caractère. L'une se rapporte à Bayard; deux à l'époque révolutionnaire; les cinq autres à la guerre de 1870. Les unes sont des récits rédigés au moyen de documents connus et dont la clarté et la bonne ordonnance sont le mérite principal; ils ont parfois un aspect narratif plutôt que strictement historique : tel celui qui se rapporte à la mort héroïque des trois instituteurs de l'Aisne. D'autres reposent sur des documents inédits et constituent à l'histoire une contribution tout à fait appréciable; tel celui qui a pour titre : Procès et exécution de la municipalité de Sedan sous la Terreur. D'une manière générale, ce recueil est intéressant à parcourir, et il est à souhaiter que cette « première série » soit continuée.

M. Louis ANDRIEUX² a écrit sur *la Commune à Lyon* un alerte petit volume, qui n'est point sans valeur historique. Selon son aveu, le 4 septembre 1870, il expiait à Lyon, « sur la paille humide des cachots », les vivacités de son opposition à l'Empire. La proclamation de la République le libéra. Moins d'une semaine après, il était procureur de la République à Lyon et devenait le chef ou le collègue des magistrats qui, trois mois plus tôt, avaient requis ou prononcé sa condamnation. C'est en cette qualité qu'il fut mêlé aux événements qui se déroulèrent depuis ce moment jusqu'au 4^{er} mai 1871 et dont il nous a donné le récit. Sur l'administration de Challemel-Lacour à Lyon, sur le personnel républicain et révolutionnaire de la ville, sur le rôle de Garibaldi et d'Edmond Valentin, sur les principaux épisodes pittoresques ou dramatiques dont la région fut le théâtre, le lecteur trouvera des témoignages précis d'un témoin oculaire qui, en même

1. Jules Poirier, *Feuillets d'histoire*, 1^{re} série. Paris, Revue d'art et d'histoire militaires, 1 vol. in-8°, VI-267 p. €

2. Louis Andrieux, *la Commune à Lyon en 1870 et 1871*. Paris, Perrin, 1 vol. in-16, 297 p.

temps, fut souvent un acteur. Les acceptera-t-il toujours comme parole d'Évangile? Le plaisir de conter et une certaine bonne humeur volontiers ironique et narquoise transparaissent si visiblement dans le livre de M. Andrieux que le lecteur le soupçonnera parfois de s'être laissé aller à broder légèrement. Mais l'historien aura le devoir de tenir grand compte de sa déposition, dont la valeur documentaire incontestable se trouve sensiblement accrue par un grand nombre de pièces inédites et souvent curieuses qu'il y a intercalées.

Député en 1874 à l'Assemblée nationale, et gendre de Montalembert, M. DE MEAUX¹ joua un rôle honorable dans le parti de la droite légitimiste modérée, de celle qui, ayant donné son concours à M. Thiers dans la liquidation des événements de l'année terrible, essaya ensuite de rétablir la monarchie, fut profondément déçue par l'entêtement du comte de Chambord à imposer le drapeau blanc, se rallia autour du maréchal de Mac-Mahon, mit son espoir dans le duc de Broglie, dont M. de Meaux fut un des collaborateurs, et succomba définitivement avec le régime du 16 mai en 1878. Dans ses Mémoires, M. de Meaux s'est proposé, dit-il, « de rendre témoignage aux hommes politiques qui furent ses chefs ou ses compagnons d'armes ». « J'étais, ajoute-t-il, l'un d'eux; mes antécédents ressemblaient aux leurs; j'ai qualité pour représenter les dispositions qu'ils apportaient à leur entrée dans la vie publique... Ce récit est celui d'un soldat posté durant l'action auprès des généraux. » L'historien aura à tenir doublement compte de sa déposition. Au point de vue du récit des faits, le témoignage d'un homme de haute honorabilité tel que M. le vicomte de Meaux sera maintes fois utile à recueillir. Et, par ailleurs, l'étude des pages où il a décrit les espoirs et les tentatives de la droite monarchique, l'état d'esprit même qui se manifeste au lecteur, chez l'écrivain et chez les hommes dont il est le porte-parole, aident à comprendre la faillite nécessaire de la droite et à mesurer les raisons profondes et regrettables qui, dans la vie parlementaire de la République, l'ont empêchée de jouer le rôle éminemment constitutionnel et souhaitable d'un parti conservateur conscient de ses devoirs en même temps que des nécessités qui s'imposent à un État démocratique.

Une lettre-préface de M. Liard présente au public le petit volume où M. Gaston ROUVIER² a décrit *l'Enseignement en France au début du XX^e siècle*. Appelé à Upsal pour y donner dix leçons sur l'enseignement public en France, M. Rouvier eut pour auditoire un public

1. Vicomte de Meaux, *Souvenirs politiques, 1871-1877*. Paris, Plon et Nourrit, 1905, 1 vol. in-8°, iv-419 p.

2. Gaston Rouvier, *l'Enseignement public en France au début du XX^e siècle*. Paris, Hachette, 1 vol. in-8°, xi-129 p.

attentif de professeurs de l'Université, d'étudiants, de maîtres et de maîtresses de l'enseignement primaire. Son cours fut goûté; l'impression lui en fut demandée. L'orateur le revit et le compléta. Il forme la matière d'un volume clair et bien ordonné qui, naturellement, s'attache plutôt à montrer les qualités de notre enseignement qu'à en faire apparaître les lacunes, très suffisant, malgré sa brièveté forcée, pour les étrangers qui s'intéressent à la question et pour les lecteurs français qui désirent s'en faire une idée sommaire et exacte.

M. JACQUESSON¹ consacre une intéressante dissertation au *Nom de famille*. Dans l'intérieur de la famille ancienne, le prénom seul importait; l'Église elle-même, par l'institution du baptême, n'attacha qu'à lui une importance religieuse. Mais le nom patronymique, apparu d'abord sous la forme d'un nom additionnel destiné à mieux préciser l'identité des individus, ne tarda pas à s'imposer, à se transmettre héréditairement et à être enfin consacré par l'autorité même de l'État. Il est devenu de nos jours un élément essentiel de l'ordre social, soumis à des règles plus précises qu'il n'y en eut jamais sous l'ancien régime. M. Jacquesson a étudié avec soin la constitution du nom, la manière dont il s'acquiert, se transmet, se transforme, s'usurpe, se défend, se conserve et se perd. Outre les érudits, les curieux prendront leur plaisir à ces études nettes et précises.

Ce n'est pas, malgré les apparences, un volume de spéculation dogmatique que la *Philosophie de la colonisation* de M. Paul Théodore VUIBERT². Sous ce titre un peu déconcertant, l'auteur s'est borné à réunir un nombre assez considérable d'études parues dans le *Petit Colonial* et dans plusieurs autres journaux spéciaux. Socialiste, patriote et colonial, il s'est proposé de faire œuvre humanitaire et inégalisatrice plus que proprement scientifique. Voyageur et explorateur lui-même, il a écrit au courant de la plume, d'après ses souvenirs, ses lectures, les rapports et les relations de ses amis. A bien des points de vue, la méthode et la documentation de plus d'un chapitre apparaîtront insuffisantes, elles susciteront même parfois quelque étonnement; et la date à laquelle plusieurs d'entre eux ont été rédigés leur enlève une bonne part de leur intérêt. Mais, en apportant quelques réserves conseillées par une prudence nécessaire, le lecteur pourra parcourir avec profit, et sans ennui, les études descriptives et pittoresques où M. Th. Vuibert a examiné avec entrain et chaleur de cœur un grand nombre de nos petites colonies, plusieurs de celles

1. Paul Jacquesson, *Du nom de famille*. Paris, Larose et Champion, 1906, 1 vol. in-8°, 185 p.

2. Paul Théodore Vuibert, *la Philosophie de la colonisation*. Paris, Cornély, 1906, 1 vol. in-8°, xvi-572 p.

que nous avons perdues et diverses questions intéressant la géographie et l'hygiène intertropicales.

M. A. BILLOT¹ fut ambassadeur de France à Rome depuis le mois de mai 1890 jusqu'au mois de février 1898. Ses hautes fonctions soulignent d'avance aux yeux du public l'importance du volume qu'il a consacré aux relations franco-italiennes durant « les années troubles », à savoir depuis le refroidissement amené entre la France et l'Italie par l'établissement de notre protectorat en Tunisie (1884) jusqu'à la conclusion du traité de commerce de 1898 qui marqua un point décisif dans la reprise durable des bonnes relations entre les deux pays. Les deux ministères Crispi furent les moments les plus critiques de cette phase politique où à plusieurs reprises on put craindre un conflit. M. A. Billot, en consacrant deux volumes à l'historique de cette période, s'est montré soucieux de concilier ses devoirs d'ancien ambassadeur avec ceux que lui conférait son rôle d'historien. Son étude participe en somme de deux genres assez différents, présentant tantôt l'aspect de mémoires, c'est-à-dire ayant la valeur d'une source originale, et affectant le plus souvent l'allure d'un récit assurément bien informé, mais en somme d'un récit de seconde main. A ce dernier point de vue, le travail de M. Billot constitue à coup sûr l'historique le plus complet qui ait été écrit sur le sujet choisi par lui; on y trouvera les pièces essentielles relatives aux affaires diplomatiques qu'il traite et une méthode d'exposition suffisamment claire et ordonnée. Au point de vue « source », au contraire, le lecteur aura peut-être quelque déception. Avec une rigueur que les diplomates ne lui reprocheront pas, M. Billot s'est interdit toute indiscretion professionnelle et même s'est appliqué à donner à son exposé un ton souvent quasi-impersonnel. Ne sera-t-il pas permis au lecteur de regretter qu'à défaut des pièces ou même des appréciations subjectives que le narrateur a cru devoir lui taire, il ne trouve pas plus souvent au moins l'impression du contact direct des hommes et des événements, cette notation aiguë, précise et immédiate, qui donne la physionomie à l'histoire et qui, semble-t-il, est conciliable avec la discrétion professionnelle? M. Billot, semble-t-il, en a jugé différemment. C'était son droit, et sans doute a-t-il pensé que c'était son devoir. C'est celui de l'historien de signaler cette réserve en marquant le caractère de la contribution qu'il a apportée à l'histoire diplomatique de notre temps.

M. André TARDIEU² s'est rapidement conquis un renom et une influence légitimes parmi les publicistes qui en France s'occupent des

1. A. Billot, *la France et l'Italie. Histoire des années troubles, 1884-1899*. Paris, Plon et Nourrit, 1905, 2 vol. in-8°, 489-464 p.

2. André Tardieu, *Questions diplomatiques de l'année 1904*. Paris, Alcan, 1905, 1 vol. in-16, 319 p.

questions de politique extérieure. Le petit volume qu'il a intitulé *Questions diplomatiques de l'année 1904* n'a pas la prétention de donner l'histoire diplomatique d'une année. C'est, selon l'expression même de l'auteur, sur les plus importants des événements de ce temps, « le témoignage expliqué et commenté des hommes qui y ont été mêlés de façon immédiate ». En d'autres termes, M. André Tardieu, diplomate lui-même et interviewer d'ordre tout à fait supérieur, a apporté, pour aider à constituer l'histoire de notre temps, une série de documents exacts recueillis au moment précis où leur signification était particulièrement topique. Son livre se divise en trois parties : politique française, question d'Orient, question d'Extrême-Orient. Dans les études que comprennent ces trois divisions, le lecteur goûtera les mêmes qualités de connaissance approfondie du sujet, d'exposition précise et élégante et d'objectivité aussi scrupuleuse que méritoire.

M. Rouard¹, le distingué spécialiste des questions de droit politique franco-nord africain, a étudié dans une substantielle dissertation historique *la Politique de la France à l'égard de la Tripolitaine pendant le XIX^e siècle*. Après avoir constaté que durant toute cette période la diplomatie française s'était donné pour règle de respecter l'intégrité de la Tripolitaine, il regrette que, vers la fin de 1904, le ministère français ait fait entendre au cabinet italien qu'il était disposé à ne pas y gêner son action, à condition que l'Italie laissât libre champ à la France au Maroc. L'auteur estime que cet accord a troublé nos relations avec la Porte ottomane et compromis la sécurité de notre domaine africain sans nous procurer aucune compensation appréciable.

Le volume que M. Jacques Bardoux² a intitulé : *Essai d'une psychologie de l'Angleterre contemporaine* sera lu utilement non seulement par les historiens, mais par tous ceux qui souhaitent connaître avec quelque profondeur le caractère national du peuple qui fut autrefois notre adversaire et à qui nous unit maintenant l'entente cordiale. M. Jacques Bardoux s'est proposé d'examiner comment au XIX^e siècle a évolué et s'est transformé dans une certaine mesure le caractère anglais. D'une manière plus précise, il s'est demandé comment l'Anglais d'hier qui, « résistant aux conseils de certains hommes d'État, se donna toujours et agit souvent comme un pacifique », est devenu celui d'aujourd'hui, qui « nous apparaît d'ordinaire et agit

1. E. Rouard de Card, *la Politique de la France à l'égard de la Tripolitaine pendant le dernier siècle*. Toulouse, Privat, et Paris, Pedone, 1906.

2. Jacques Bardoux, *Essai d'une psychologie de l'Angleterre contemporaine. Les Crises belliqueuses*. Paris, Alcan, 1906, 1 vol. in-8°, v-564 p.

parfois comme un belliqueux ». Ayant tenté de résumer quels sont aujourd'hui les principaux facteurs des crises belliqueuses, M. Jacques Bardoux a recherché de quelle manière ils ont pu se trouver modifiés au cours du XIX^e siècle. Et son travail est devenu en somme une sorte d'histoire critique de l'esprit public en Angleterre et des causes sous l'empire desquelles il s'est modifié. Une connaissance exacte et étendue de l'énorme littérature, particulièrement d'origine anglaise, que suppose une telle étude, n'a pas fait défaut à M. Jacques Bardoux. De longs séjours outre-Manche et de nombreux entretiens avec des hommes politiques et des littérateurs anglais lui ont permis d'ajouter aux documents des impressions plus directes qui ont leur importance particulière quand il s'agit de psychologie aussi bien que d'histoire. Une bienveillance sincère pour les choses anglaises, sans aller jamais jusqu'à l'engouement, lui a permis d'avoir pour son sujet la sympathie intellectuelle qui est nécessaire à l'historien tout aussi bien que le sens critique. M. Bardoux était donc dans les meilleures conditions pour écrire un livre des plus intéressants et des plus suggestifs. Peut-être la lecture en eût-elle été plus saisissante, la démonstration plus topique, s'il en eût resserré davantage l'exposé. A force de nous mener dans les détours d'analyses souvent intéressantes, parfois un peu longues, l'auteur éparpille notre attention et affaiblit l'énergie de sa thèse. Il va sans dire, d'autre part, que nombre d'appréciations appellent la critique et la discussion. Les dernières manifestations où se sont traduites les tendances de la politique intérieure et extérieure actuelle de l'Angleterre ne cadrent peut-être pas absolument avec les appréciations de M. Bardoux. Tel quel, son travail est celui d'un esprit clairvoyant, informé et modéré. Il est digne d'une haute estime et sera lu, relu et annoté par beaucoup de lecteurs.

M. René CLAPARÈDE¹ a été envoyé par le *Journal de Genève* pour étudier sur place la crise qui aboutit à faire de la Norvège un État indépendant. Il adressa à son journal, de Christiania, où il séjourna, une série de lettres et d'articles qu'il vient de réunir en les complétant. Si forcément un tel recueil tient plus du journalisme que de la méthode historique proprement dite, les lecteurs sauront cependant gré à l'auteur d'avoir groupé d'une manière précise et exacte les faits principaux de la crise et aidé par un commentaire intelligent à en comprendre le caractère et les péripéties.

Dans le petit volume où il traite de *l'Unité italienne à travers les*

1. René Claparède, *Un nouvel État européen. La Norvège indépendante*. Genève, Société « Atar », et Paris, Fischbacher, 1906, 1 vol. in-16, 107 p.

âges, M. A. DRAGON¹ esquisse la « philosophie de l'histoire de l'Italie » depuis l'an 800 jusqu'à nos jours. L'idée maîtresse de son étude est celle-ci : « Les peuples, de même que les individus, sont soumis à des lois fondées sur les traditions, l'histoire, le tempérament, la situation géographique de chacun...; pour être féconde, l'ensemble de la politique d'une nation devrait donc s'appliquer avant toute chose à représenter les aspirations d'une race. » L'Italie, durant toute son histoire, a été partagée entre l'influence allemande et l'influence française. La nation allemande a été « l'ombre projetée au milieu des lumineuses clartés du ciel latin ». L'influence française était au contraire celle qui l'orientait dans la vraie voie, l'expansion du génie latin. L'auteur conclut en souhaitant que « la race latine redevienne le facteur primordial dans la marche des choses » et fait appel à la rénovation de l'idée latine.

« Le moment le plus dangereux pour un mauvais gouvernement est celui où il commence à se réformer. » Le mot de Tocqueville s'est souvent vérifié; il se vérifie quotidiennement pour la Russie, entrée depuis les lois libératrices de 1861 dans la période critique. Tout l'édifice social russe reposait sur deux colonnes : l'autocratie et le servage; quand s'écroula l'une d'elle, l'autre fut ébranlée. C'est ce que M. Georges ALFASSA² fait comprendre en montrant de quelle manière s'est peu à peu établi un régime agraire qui est peut-être le nœud vital de la crise constitutionnelle russe. Sans recourir à des documents nouveaux, mais exposant avec méthode et précision des faits puisés à bonne source, M. Georges Alfassa établit de la manière la plus nette de quelle manière le paysan, théoriquement délivré du servage, est devenu la victime d'une situation peut-être pire; comment pour lui la terre, au lieu d'être une source de revenus et de subsistance, est devenue un fardeau écrasant, une charge fiscale, dont le possesseur doit s'acquitter coûte que coûte. Il fait ressortir d'une manière frappante de quel poids sont pour lui les pouvoirs draconiens et abusifs du *mir*, placé lui-même à la merci des autorités administratives et policières, et de quelle nécessité il serait que l'individu pût aisément s'en libérer pour que l'idée de solidarité dont il est issu n'engendrât pas la plus insupportable des sujétions.

Le volume où M. André BARRE³ étudie la situation de la Bosnie-

1. A. Dragon, *l'Unité italienne à travers les âges*. Paris, Larose et Tenin, 1905, 1 vol. in-12, xi-106 p.

2. Georges Alfassa, *la Crise agraire en Russie*. Paris, Giard et Brière, 1905, 1 vol. in-18, xvi-229 p.

3. André Barre, *la Bosnie-Herzégovine. Administration autrichienne de 1878 à 1903*. Paris, Michaud, 1 vol. in-16, v-305 p.

Herzégovine sous la domination autrichienne est un violent réquisitoire contre celle-ci. L'empereur François-Joseph est qualifié par l'auteur de « bourreau d'un peuple » et de « sultan chrétien » ; à l'en croire, « l'œuvre accompli par l'Autriche dans la Bosnie-Herzégovine n'est qu'un bluff prodigieux sous lequel se dissimule avec art une administration néfaste aussi bien pour les intérêts moraux que pour les intérêts matériels du pays ». Selon M. André Barre, l'Autriche a totalement manqué à la tâche que lui avait confiée l'Europe en 1878. Elle s'est montrée incapable de pacifier et d'organiser le pays. Elle demeurera telle dans l'avenir. L'Europe a le devoir impérieux de réviser l'article 23 du traité de Berlin et de la contraindre d'abandonner une tâche qu'elle n'a ni la force ni la volonté de réaliser. Une passion politique incontestable, une certaine incertitude de méthode et une précipitation qui se marquent jusque dans la forme littéraire et typographique de l'ouvrage font au lecteur un devoir de ne pas accueillir sans réserve les thèses soutenues par l'écrivain. En l'absence presque totale d'ouvrages français traitant sérieusement cette question, on ne lui en sera pas moins reconnaissant d'avoir groupé une série de faits et de documents peu connus et d'en avoir coloré l'assemblage par une connaissance personnelle du pays et des populations.

M. Pompiliu ELIADE¹ s'est voué à la tâche très belle de servir, en matière de littérature et d'histoire, de trait d'union entre la Roumanie, son pays natal, et la France, où il fit brillamment ses études. Après plusieurs autres volumes, celui où il commence *l'Histoire de l'esprit public en Roumanie au XIX^e siècle* sera accueilli avec reconnaissance. En 1824, une révolution soudaine déroba les Roumains à la domination turque. Depuis 1828, sous la double autorité des Turcs et des Russes, ils tâchèrent de vivre d'une vie intellectuelle occidentale. Entre ces deux dates, ils furent pour ainsi dire livrés à eux-mêmes et firent l'expérience d'une vie nationale. C'est non seulement à proprement parler leur esprit public, mais d'une manière plus étendue tous les traits essentiels de la vie du peuple et du gouvernement roumain de cette époque que M. Eliade s'est efforcé de nous décrire. Son érudition très étendue lui a permis de réunir tous les documents essentiels, et il a tenu à honneur d'en donner la substance à ses lecteurs. Si même il fallait faire à son intéressant travail une critique d'ensemble, ce serait peut-être, au lieu de se contenter de classer sous quelques rubriques générales nettement caractérisées

1. Pompiliu Eliade, *Histoire de l'esprit public en Roumanie au XIX^e siècle*. Paris, Société nouvelle de librairie et d'édition, 1905, 1 vol. in-18, LXII-402 p.

les faits réunis par lui, d'avoir, en prétendant nous mettre au courant de toutes ses recherches, contribué à fragmenter à l'excès et par là à rendre moins saisissant son exposé. Tel quel, il rendra de grands services. Des deux livres dont il se compose (*Vie politique. Vie intellectuelle et morale*), c'est peut-être le premier qui prête davantage le flanc, par l'excès de fragmentation et quelque chose d'un peu haché dans son allure, à la réserve indiquée plus haut. Le deuxième, qui, en somme, est proprement la description de « l'esprit public » à l'époque assignée par l'écrivain est des plus intéressants. Les impressions de voyage en Europe du logothète Goleescu, la vie des étudiants roumains à Paris pendant la Restauration fournissent à M. Eliade des chapitres aussi amusants qu'instructifs. Il faut souhaiter de le voir poursuivre ultérieurement son travail.

Chez les ennemis d'Israël, tel est le titre assez énigmatique, au premier abord, sous lequel M. Antoine DARD¹ a groupé les impressions d'un voyage de quelques semaines dans les régions où l'Ancien Testament place la domination des Amorrhéens et des Philistins. Le lecteur parcourra agréablement son récit auquel des notations d'une sensibilité souvent délicate, des observations de mœurs assez précises et des réminiscences bibliques doublées d'une certaine érudition confèrent un charme réel.

Lord Milner écrivait, il y a quelques années : « Je ne suis pas de ceux qui pensent que tout ce qui s'est fait en Égypte depuis 1882 est dû aux Anglais. Je suis le premier à reconnaître le rôle très important joué dans la renaissance du pays par des indigènes et d'autres Européens. Je ne crois pas que la continuation indéfinie du contrôle anglais sous sa forme actuelle soit essentielle à la prospérité finale de l'Égypte. » Dans un volume intitulé : *L'Émancipation de l'Égypte*², un écrivain anonyme s'est appliqué à fournir un commentaire abondant de cette opinion. Passant en revue l'œuvre de la France et celle de l'Angleterre en Égypte, il s'efforce de démontrer que la question d'Égypte est une question internationale qui ne saurait utilement et pratiquement être résolue par la permanence de l'occupation anglaise, préconisée par l'impérialisme britannique. L'Égypte, selon lui, est un État organique, mûr actuellement pour l'émancipation; sa neutralisation est la seule solution de la question, qu'elle soit étudiée au point de vue européen en général, à celui de la Grande-Bretagne

1. Antoine Dard, *Chez les ennemis d'Israël. Amorrhéens. Philistins*. Paris, Lecoffre, 1906, 1 vol. in-16, 336 p.

2. A. Z., *L'Émancipation de l'Égypte*. Traduit de l'anglais. Paris, Guilmoto, 1 vol. petit in-8° carré, 251 p.

en particulier, ou même au point de vue plus général des intérêts de l'humanité sur le continent africain; il semble à l'écrivain que jusqu'ici la civilisation européenne n'a pas réussi à s'y implanter, à prendre une action sur l'indigène; seule, quelque puissance mahométane, par le pouvoir qu'elle posséderait d'atteindre réellement l'âme indigène, pourrait peut-être lui conférer un commencement de civilisation. L'Égypte affranchie et neutralisée serait susceptible d'être cette puissance.

Le même désir d'indépendance et un sentiment antianglais plus prononcé anime Moustafa KAMEL-PACHA, l'un des propagandistes ardents du mouvement national égyptien. Une vibrante préface de M^{me} Adam présente au public le recueil des douze discours principaux prononcés par lui en France ou en Égypte¹, et où il a fait le procès de la domination britannique. La valeur documentaire de ce recueil est appréciable. Le lecteur y trouvera, dans une forme passionnée et souvent éloquente, la somme des principales critiques adressées à la domination anglaise et celle des revendications qui sont proposées à l'opinion publique égyptienne encore embryonnaire et indécise par un parti dont l'activité semble grandir et mériter d'être signalée.

C'est un volume fort suggestif que celui où M. le marquis DE BARRAL promène ses lecteurs, *De Monroe à Roosevelt*². Le 2 décembre 1823, le président Monroe adressait au Congrès un message dont trois paragraphes, les paragraphes 7, 48 et 49, étaient consacrés aux rapports que les États-Unis entendaient avoir avec l'Europe et à ceux qu'ils concevaient que le vieux monde conservât avec les nations du continent américain. Ces déclarations constituèrent ce qu'il est convenu d'appeler la doctrine de Monroe. Elle avait à l'origine un caractère purement défensif. Dans une série de chapitres d'un très haut intérêt, M. de Barral s'est appliqué à montrer comment, de par l'extension de la puissance américaine et les transformations successives de la mentalité nationale, elle est devenue une véritable arme de combat : « Le président Roosevelt l'invoque encore de temps en temps par un reste d'habitude; mais la façon dont il la conçoit et l'applique en est plutôt la négation que la consécration. Rien ne ressemble mieux à l'esprit du message du 2 décembre 1823 que celui du message du 6 décembre 1904. Rien n'est plus différent de la manière de voir qui régnait aux États-Unis au commencement du XIX^e siècle que cet impérialisme qui pousse aujourd'hui la grande

1. Moustafa Kamel-Pacha, *Égyptiens et Anglais*. Paris, Perrin, 1 vol., 330 p.

2. Marquis de Barral-Montferrat, *De Monroe à Roosevelt, 1823-1905*. Paris, Plon et Nourrit, 1 vol. in-18, xv-356 p.

république américaine à revendiquer dans le monde entier les droits de grande puissance » (p. 2). Quelques lecteurs trouveront peut-être que l'exposé de M. de Barral n'est pas exempt de toute amertume, voire de toute malveillance à l'égard de la politique américaine. Un grand nombre de ses conclusions seront contestées, principalement par les publicistes d'outre-Atlantique. Mais il est impossible de ne pas suivre avec un haut intérêt les étapes de la transformation incontestable qui s'est opérée dans la nation américaine à mesure que, accroissant ses forces et sa puissance de rayonnement, elle a dû d'un texte purement défensif à l'origine tirer argument pour une politique mondiale.

Il est trop tôt pour écrire l'histoire de la guerre russo-japonaise; et, pendant bien des années encore, nombre des faits essentiels qui s'y rapportent demeureront dépourvus de certitude ou de précision. Mais il est déjà permis à l'historien de tenter d'en saisir les origines, d'en esquisser les phases, de rechercher quelques-unes des conséquences énormes, presque infinies, dont elle peut être le point de départ pour les relations politiques des nations sur le globe et, qui sait, l'avenir même de l'humanité. C'est à peu près ce qu'a essayé de faire M. CHÉRADAME¹ dans l'essai volumineux où il a envisagé *le Monde et la guerre russo-japonaise*. Une connaissance assez étendue de la littérature internationale relative à la question, jointe à des impressions et à des souvenirs personnels recueillis pendant un séjour de quelque durée en Extrême-Orient, lui a fourni une base documentaire suffisante; le lecteur appréciera le grand effort fait pour classer logiquement les éléments de connaissance accumulés et les faits. Il va sans dire que dans un tout aussi complexe les erreurs et les omissions sont inévitables; de lui-même, le lecteur est tenté d'ajouter des notes rectificatives et complémentaires. Mais, encore une fois, ce n'est pas comme un livre d'histoire qu'il faut considérer le travail de M. Chéradame, c'est comme un essai, dont le premier devoir est moins d'être objectivement complet que suggestif. C'était une entreprise irréalisable que d'écrire un livre d'histoire sur le sujet qu'il a choisi. Il était hardi de lui consacrer un volume de discussion politique; je crois que la majorité de ses lecteurs sauront gré à M. Chéradame de ne pas avoir reculé devant cette hardiesse et de leur avoir donné un travail traité avec assez de connaissance, d'intelligence et de méthode pour susciter franchement la réflexion et la discussion.

1. André Chéradame, *le Monde et la guerre russo-japonaise*. Paris, Plon et Nourrit, 1906, 1 vol. in-8°, vii-561 p.

Le volume que M. PINON¹ a intitulé *Origines et résultats de la guerre russo-japonaise* a une unité moins rigoureuse et un développement moins systématique. Il se compose d'une série d'études politiques parues au cours de ces dernières années; quelques-unes se rapportent directement à la guerre d'Extrême-Orient (la Question d'Extrême-Orient; la Japonisation de la Chine; le Recul de l'Europe; la Paix de Portsmouth), d'autres ont plutôt un caractère de dissertation rétrospective (les Grandes routes de l'Asie), d'autres traitent différentes questions de politique extrême-orientale (les Américains aux Philippines; la Question du Siam; la France dans le Pacifique); et c'est pour montrer leur lien avec les précédents que M. René Pinon a donné ce sous-titre à son ouvrage : *la Lutte pour le Pacifique*. M. René Pinon a montré dans son livre les mêmes qualités de science, de pondération et de clarté d'exposition qui avaient été remarquées dans ses précédents ouvrages. Et il sera à maintes reprises intéressant pour le lecteur de comparer ses jugements à ceux de M. Chéradame.

André LICHTENBERGER.

P.-S. — M. l'abbé Houtin continue avec une imperturbable sérénité en même temps qu'avec une abondance et une précision admirables d'information ses études sur les questions religieuses actuelles. Son livre sur l'*Américanisme* a mis dans sa vraie lumière la condition si particulière de l'Eglise catholique d'Amérique, qui unit à une fidélité dogmatique absolue envers le Saint-Siège un esprit de grande indépendance dans la conduite intérieure de ses affaires, et un esprit de tolérance qui est une contradiction absolue avec la tradition catholique et les doctrines de Rome. Son nouvel ouvrage sur la *Question biblique au XX^e siècle* (Nourry), qui fait suite à la *Question biblique au XIX^e siècle*, est du plus poignant et du plus piquant intérêt. L'affaire Loisy, qui y est admirablement élucidée, en est le centre; mais on y trouvera aussi d'utiles renseignements sur la question biblique chez les protestants et les orthodoxes.

G. M.

1. René Pinon, *la Lutte pour le Pacifique. Origines et résultats de la guerre russo-japonaise*. Paris, Perrin, 1 vol. in-8°, xii-512 p.

ALLEMAGNE.

PUBLICATIONS RELATIVES A L'HISTOIRE DE LA RÉFORME.

Depuis notre dernier compte-rendu (*Rev. hist.*, t. LXXXII, p. 344-352), l'histoire de la Réforme allemande s'est enrichie d'un nouvel organe : une revue, dirigée par M. Walter FRIEDENSBURG¹. Le nom de ce savant, auparavant directeur de l'Institut historique prussien à Rome, actuellement directeur des archives d'État à Stettin, garantit la valeur de la nouvelle entreprise, et il a su grouper des collaborateurs de premier ordre. On rencontre déjà dans les premiers cahiers, par exemple, des contributions de MM. TSCHACKERT, KALKOFF, ULMANN. Le but principal de l'« Archiv für Reformationsgeschichte » est la publication de sources jusque-là inaccessibles ou peu connues. Cependant, on y trouve aussi des recherches critiques et des communications d'un intérêt particulier.

Il va sans dire que l'esprit qui a inspiré la création de la revue, dirigée par M. Friedensburg, est opposé à toute tendance polémique. C'est cette tendance qui gâte le dernier ouvrage de feu le Père Henri DENIFLE². Le savant dominicain, pendant de longues années employé aux archives du Vatican, avait acquis une grande renommée par son histoire des universités au moyen âge, par ses études relatives à l'histoire de la mystique allemande, à l'histoire des ordres monastiques en France et par beaucoup d'autres travaux. Mais le gros volume, dans lequel il a traité de Luther et du luthéranisme, est plutôt le témoignage d'un dogmatisme belliqueux que d'un esprit scientifique. Sans doute, la connaissance étendue de l'histoire ecclésiastique a permis à M. Denifle de corriger beaucoup d'erreurs commises par les éditeurs et les auteurs protestants. De même, il a corrigé beaucoup d'erreurs commises par Luther lui-même. Mais son livre est en général un pamphlet furibond, rappelant quelquefois le style du *xvii*^e siècle. Selon M. Denifle, les motifs qui poussaient Luther à se séparer de l'église romaine n'étaient que des motifs

1. *Archiv für Reformationsgeschichte. Texte und Untersuchungen*. In Verbindung mit dem Verein für Reformationsgeschichte herausgegeben von Walter Friedensburg. Berlin, C. A. Schwetschke und Sohn, 1903 et suiv.

2. *Luther und Lutherthum in der ersten Entwicklung quellenmaessig dargestellt* von P. Heinrich Denifle, Band I. Mainz, Kirchheim, 1904. Cf. P. Denifle, *An seine Kritiker*, Mainz, Kirchheim, 1904, et *Quellenbelege zu Denifles Luther und Lutherthum*, 2. Auflage, Band I, Abteilung 2. Mainz, Kirchheim, 1905.

impurs. C'est de cette source corrompue que serait sorti le grand mouvement de la réformation allemande.

Le livre du Père Denifle, comme jadis l'ouvrage de J. Janssen, a eu le plus grand retentissement. Il serait impossible d'énumérer toutes les brochures, articles de journaux et de revues qui s'occupent de le réfuter. Qu'il me soit permis de renvoyer le lecteur à la notice bibliographique, page 5 de l'essai de M. BENRATH, qui a entrepris de laver la vie monastique de Luther des taches dont le Père Denifle l'a noircie¹. Il détruit les accusations haineuses qui voudraient nous faire voir en Luther un modèle d'ivrognerie, d'incontinence et de lubricité et oppose à la caricature grossière un tableau exquis du développement psychologique du réformateur.

Peut-être le contrepoison le plus efficace aux affirmations envenimées du Père Denifle sera la récente biographie de Luther, due à la plume de M. HAUSRATH². On voit très bien ce que doit à ses prédécesseurs le célèbre professeur de Heidelberg. On pourrait le chicaner sur tel ou tel point de détail. Cependant, on ne saurait ni méconnaître le cachet original de son livre ni nier la justesse des grandes lignes de son récit. M. Hausrath se garde d'élever le personnage de Luther sur le piédestal d'un saint, et il nous fait sentir clairement que cet homme, comme tant d'autres, « avait les défauts de ses vertus ». Mais il le considère avec raison comme un des plus grands héros modernes de la vie morale et intellectuelle qui inspirait une âme nouvelle à sa nation « et dont les traces restent ineffaçables dans le courant de l'histoire universelle ». M. Hausrath écrit pour le grand public. C'est pour cela qu'il renonce à alourdir son livre par une série continuelle de notes et d'éclaircissements. Le sens artistique qui le distingue ne se dément nulle part dans le groupement des chapitres et dans la vivacité brillante du récit.

Presque chaque année paraissent des travaux qui jettent une nouvelle lumière sur des points particuliers de la vie et de l'ouvrage du plus grand réformateur allemand. Parmi les contributions de ce genre, il faut compter les études relatives au procès fait à Luther à Rome après l'affichage de ses célèbres thèses. M. A. SCHULTE réussit à élucider ce procès par des extraits des « *Atti consistoriali* » conservés aux archives du Vatican³. C'est à la même source que

1. *Luther im Kloster, 1505-1525. Zum Verständnis und zur Abwehr.* Von Karl Benrath (Schriften des Vereins für Reformationsgeschichte). Halle, Niemeyer, 1905.

2. Adolf Hausrath, *Luthers Leben*, Zwei Bände. Berlin, G. Grote, 1904.

3. *Quellen und Forschungen aus italienischen Archiven und Bibliotheken.* Rom, 1903. Il ne faut pas passer sous silence les deux volumes de M. A. Schulte :

M. Paul KALKOFF, grâce à la libéralité de l'administration papale, a pu puiser à pleine main¹. Son travail très minutieux, mélange singulier de récits, de notices critiques et biographiques, de tables chronologiques, etc., complété par des communications parues dans la « Zeitschrift für Kirchengeschichte » de Th. Brieger (1904 et suiv.), ne laisse subsister presque aucun doute et nous permet de suivre toutes les phases de ce drame important de juridiction ecclésiastique du xvi^e siècle. En regardant derrière les coulisses, nous sommes en état d'apprécier dans son entier le jeu diplomatique des partis qui étaient engagés dans le procès du professeur de Wittenberg. L'intérêt principal du volume de M. Kalkoff se concentre sur l'histoire de la légation de Cajetan et de l'intervention de l'électeur Frédéric de Saxe en faveur de Luther à Augsbourg. Ce prince nous apparaît en vrai homme d'État, profitant de tous les moyens dont il disposait pour protéger son serviteur menacé. Selon l'assertion un peu douteuse de M. Kalkoff (p. 470), ce même prince aurait été le premier qui lia la grande idée de la réforme ecclésiastique « avec l'entrée en scène de Martin Luther ».

On sait combien les « propos de table » de Luther ont servi à ses biographes. Cependant, on a dès longtemps appris qu'il faut en user avec précaution et en bien peser l'authenticité. Parmi les commensaux du réformateur se trouvait Jean Mathesius, Saxon de naissance, mort en 1565 comme pasteur à Joachimsthal, en Bohême, auteur de la première histoire détaillée de la vie et de la doctrine de Luther. Il habita quelque temps, pendant les années 1540-1542, sous le même toit que Luther et se procura un grand nombre de ses propos de table. Le manuscrit original de ce recueil, qui ne contenait pas seulement les notes de Mathesius lui-même, mais aussi les notes d'autres hôtes du réformateur, est perdu. Heureusement on en a retrouvé une copie, conservée à la bibliothèque municipale de Leipzig. M. Ernest KROKER a eu le mérite de reconnaître la valeur de ce manuscrit. C'est à lui qu'on en doit l'édition, ornée d'une introduction très instructive². M. Kroker y expose d'une manière très lucide

Die Fugger in Rom, 1495-1523 (Zwei Bände. Leipzig, Duncker und Humblot, 1904). Ce livre est indispensable pour la connaissance exacte de l'histoire de la vente des lettres d'indulgence.

1. *Forschungen zu Luthers Römischen Process*, von Paul Kalkoff (Bibliothek des K. Preussischen Historischen Institutes Rom. Band II). Rom, Loescher und Co., 1905.

2. *Luthers Tischreden in der Mathesischen Sammlung*. Aus einer Handschrift der Leipziger Stadtbibliothek herausgegeben von Ernst Kroker, Bibliothekar an der Leipziger Stadtbibliothek. Leipzig, B.-G. Teubner, 1903. — Le volume de M. Kroker forme une partie de la collection des écrits publiés par la Com-

l'histoire de l'origine de la collection de Mathesius, ses rapports avec d'autres collections du même genre, comme celles de Lauterbach, d'Aurifaber, etc. D'ailleurs, il nous fait voir comment Mathesius, en écrivant son histoire de la vie et de la doctrine de Luther, s'est servi plus ou moins de sa collection manuscrite des propos de table et de ses souvenirs personnels. Le commentaire, dont M. Kroker a accompagné les pièces diverses de son volume, est fort utile. P. 424, en mentionnant le juif Josel de Rosheim, il aurait dû encore renvoyer au travail de M. H. Bresslau : « Aus Strassburger Judenakten » (*Zeitschrift für die Geschichte der Juden in Deutschland. Herausgegeben von Professor Ludwig Geiger*, t. V, p. 307 et suiv., 1892). Espérons avec M. Kroker que la publication du manuscrit de Leipzig provoquera une édition critique générale des propos de table de Luther; elle est tout à fait indispensable.

Nous avons fait dans notre dernier bulletin (t. LXXXII, p. 345) l'éloge des « Beiträge zur Reformationsgeschichte » de M. O. CLEMEN. Le troisième et dernier fascicule de cette publication n'en est pas le moins intéressant¹. Nous y rencontrons souvent le nom de Luther. M. Clemen fixe notre attention sur un écrit, jusqu'alors resté dans l'ombre, du héraut impérial Caspar Sturm, qui accompagnait Luther à la diète de Worms. Il donne des extraits du discours latin de Aloisius Marliani, évêque de Tuy, dirigé contre Luther en 1520 et imprimé à Rome et Leipzig. Il s'occupe après tant d'autres du pamphlet très répandu « Passio Doctoris Martini Lutheri secundum Marcellum », dont l'auteur, selon sa conjecture ingénieuse, serait Hermann von dem Busche, l'ami d'Ulric de Hutten. À côté de ces articles, il y a des communications précieuses relatives à des raretés bibliographiques ou à des personnages demi-oubliés de la période de la Réforme allemande. Mentionnons entre autres un essai intitulé : « Satires dirigées contre Cochlaeus. » On y remarque, par exemple, une imitation heureuse de la manière des « Epistolae obscurorum virorum ». M. Clemen nous fait espérer qu'il continuera ses recherches dans l'« Archiv für Reformationsgeschichte ». En effet, il a déjà commencé de mettre sa plume à la disposition de l'éditeur de ce nouveau recueil.

mission historique du royaume de Saxe. Cette même collection contient entre autres l'excellente publication de la *Politische Korrespondenz des Herzogs und Kurfürsten Moritz von Sachsen*. Herausgegeben von Erich Brandenburg (cf. *Rev. hist.*, t. LXXXII, p. 342), dont le second volume a été publié en 1903.

1. *Beiträge zur Reformationsgeschichte aus Büchern und Handschriften der Zwickauer Ratsschulbibliothek*, von Lic. Dr. Otto Clemen. Drittes Heft. Berlin, Schwetschke, 1903.

Parmi les réformateurs allemands de second ordre, Andreas Bodenstein, surnommé, d'après son lieu de naissance en Franconie, *Karlstadt*, joua un rôle extraordinaire. Jusque-là, il n'avait pas trouvé un biographe digne de son sujet. Le livre de JÄGER, *A. Bodenstein*, publié en 1856, avait les défauts les plus graves. Ce n'est qu'à présent qu'on peut le remplacer par l'ouvrage très méritoire de M. Hermann BARGE¹. Les deux volumes qu'il a voués à la mémoire de Karlstadt témoignent des recherches très étendues et d'un point de vue très élevé. M. Barge a su rendre pleine justice au caractère de son héros très souvent méconnu. Il a réussi admirablement à démontrer comment Karlstadt a passé de la doctrine scolastique à la doctrine de la réformation et à lui assigner sa place dans l'histoire du mouvement religieux du xvi^e siècle. Peut-être exagère-t-il un peu l'originalité des idées de Karlstadt. Peut-être est-il çà et là trop sévère envers Luther. Mais, en tout cas, il a raison de se plaindre que celui-ci se soit servi du pouvoir civil pour combattre ses adversaires et que sa polémique ait nui à la cause commune de la réformation. Un des chapitres les plus difficiles à écrire a été le dixième chapitre du second volume : « La controverse du Saint-Sacrement. » C'est là que l'historien avait à prendre le pas sur le théologien et où il y avait le plus à faire pour rétablir la réputation du pauvre exilé et fugitif. Il est impossible d'énumérer ici toutes les rectifications apportées par M. Barge aux récits antérieurs et les documents dont il a enrichi les annexes de son livre. Ils sont empruntés en grande partie aux archives et aux bibliothèques de Weimar, Zwickau, Strasbourg, Bâle, Zurich. Une pièce du plus haut intérêt est l'édition d'extraits d'un écrit de Karlstadt, dont la perte était vivement regrettée et qui s'est retrouvé en Angleterre (vol. II, p. 533-544). Il s'agit d'un commentaire de l'ouvrage de saint Augustin : « De spiritu et litera. »

On sait que c'est l'ordre des Dominicains qui a fourni le plus fort contingent aux adversaires littéraires de la Réforme allemande. Mais les écrits de la plupart de ces auteurs sont restés ensevelis dans la poussière des bibliothèques. M. le Dr N. PAULUS, dont les recherches consciencieuses sont bien connues, les a arrachés à l'oubli, et il a ajouté aux extraits qu'il en donne des notices biographiques et historiques². Beaucoup de ces essais ont été publiés pour la première

1. *Andreas Bodenstein von Karlstadt*, von Hermann Barge. Leipzig, Fr. Brandstetter, 1905, 2 vol.

2. *Die deutschen Dominikaner im Kampfe gegen Luther*, von Dr. Nikolaus Paulus (Erläuterungen und Ergänzungen zu Janssens Geschichte des deutschen Volkes. Herausgegeben von L. Pastor, Band IV, Heft 1-2). Freiburg-i.-B., Herder, 1903.

fois dans des revues. En les rassemblant dans un volume enrichi de quelques articles nouveaux, M. Paulus a dû renoncer à la tâche de les grouper autour d'un centre commun. Il a sans doute réussi à rectifier des assertions hostiles ou mal fondées. Mais quelquefois, par contre, en ce qui concerne J. Hochstraten et son animosité contre Reuchlin, son jugement nous paraît trop favorable.

A côté des biographies des réformateurs et de leurs adversaires, il y a beaucoup de monographies relatives à l'introduction, aux progrès ou aux défaites de la Réforme dans tel ou tel territoire de l'Allemagne. M. H. SCHREIBER dépeint la victoire de la Réforme à Lübeck, où elle avait à combattre l'alliance étroite du Conseil municipal et du haut clergé¹. M. STEINMÜLLER rend compte de l'installation de l'église évangélique dans le Brandebourg, où l'électeur Joachim II, après avoir abandonné le culte catholique, fit élaborer en 1539 un nouveau règlement ecclésiastique². M. Julius NEY nous transporte dans la capitale de l'archevêque et électeur de Trèves, où Caspar Olevianus, inspiré par Calvin et Farel, osa en 1539 prêcher la doctrine évangélique³. M. Ney n'a jusqu'ici traité que la première partie de son sujet. La continuation de son ouvrage nous fera voir la ruine de l'essai audacieux d'Olevianus. Ce qui distingue tous ces travaux, c'est l'emploi systématique des témoignages originaux conservés en grande partie dans les archives. C'est ainsi que les auteurs d'aujourd'hui ont été à même de réfuter beaucoup de traditions légendaires.

L'anniversaire de la naissance du landgrave Philippe le Magnanime de Hesse (né le 13 novembre 1504) nous a procuré une petite bibliothèque de publications relatives à ce prince. Mentionnons en première ligne le catalogue des archives politiques du landgrave conservées à Marbourg⁴. C'est une mine précieuse pour la connaissance de tous les faits d'histoire politique et militaire, dans lesquels Philippe de Hesse a été mêlé. Une série de documents saisis ou confisqués jette, par exemple, beaucoup de lumière sur les actes de Thomas Muenzer, d'Ulric de Wurtemberg, de Henri de Brunswick. L'intro-

1. *Die Reformation Lübecks*, von Heinrich Schreiber (Schriften des Vereins für Reformationsgeschichte, n° 74). Halle, Niemeyer, 1902.

2. *Einführung der Reformation in die Kurmark Brandenburg durch Joachim II*, von Paul Steinmüller (Schriften des Vereins für Reformationsgeschichte, n° 76). Halle, Niemeyer, 1903.

3. *Die Reformation in Trier 1559 und ihre Unterdrückung*. Erstes Heft. *Der Reformationsversuch*, von Julius Ney (Schriften des Vereins für Reformationsgeschichte, n° 88-89). Halle, Haupt, 1906.

4. *Politisches Archiv des Landgrafen Philipp des Grossmüthigen von Hessen*. Herausgegeben von F. Kuch (Publicationen aus den Preussischen Staats-Archiven, Band LXXVIII). Leipzig, Hirzel, 1904.

duction de M. Küch nous apprend tout ce qu'il faut savoir sur l'origine de ces matériaux divers, sur leur classification, etc. La société historique du grand-duché de Hesse a publié un volume splendide, orné de beaucoup d'illustrations¹. Les savants de Darmstadt, Giessen, Mayence, dont nous possédons ici l'œuvre collective, ont traité en vingt-cinq articles des sujets différents, sans suivre un ordre strictement chronologique. On y rencontre, par exemple, des communications sur la jeunesse du landgrave, sur son armure, sur ses monnaies et médailles, sur les mesures de son gouvernement vis-à-vis des juifs. De même, il y a des notices intéressantes sur les étudiants de l'Université de Marbourg, qu'il avait fondée, sur son château à Giessen, etc.

Une autre publication collective, due à la Société historique de l'ancien électorat de Hesse, affecte un caractère semblable. Le landgrave Philippe à la diète de Worms, l'introduction de la Réforme pendant son gouvernement, la guerre des paysans dans les territoires de Fulda et de Hersfeld, les transactions des alliés de Smalcalde au camp de Giengen, voilà quelques-uns des sujets traités dans ce volume. Il contient, en dernier lieu, une étude de M. Wenck sur la bigamie du landgrave Philippe, la plus grande tache de sa vie et une des plus tristes dans l'histoire de la Réforme allemande². Ce thème scabreux a occupé récemment M. William Walter Rockwell, un jeune savant, originaire des États-Unis, qui a fait ses études à l'Université de Marbourg et qui a mis à profit en première ligne les documents conservés dans cette ville aux archives d'État³. D'ailleurs, il n'a pas négligé de puiser à d'autres sources manuscrites et de s'appropriier

1. *Philipp der Grossmütige. Beiträge zur Geschichte seines Lebens und seiner Zeit.* Herausgegeben von dem historischen Verein für das Grossherzogtum Hessen, in Kommissionsverlag der Elwert'schen Universitäts-Buchhandlung. Marburg, 1904.

2. *Festschrift zum Gedächtnis Philipps des Grossmüthigen, Landgrafen von Hessen.* Herausgegeben vom Verein für hessische Geschichte und Landeskunde. Kassel, Kommissionsverlag von G. Dufayel, 1904. Nous nous contenterons de donner les titres des écrits suivants : *Philipp der Grossmüthige als evangelischer Christ*, Festrede von Fr. Wiegand, Professor der Theologie. Marburg, G. Elwert, 1904. — *Hessisches Reformationsbüchlein für Schule und Haus*, von Fritz Herrmann. Marburg, G. Elwert, 1904. — *Hessenland. Zeitschrift für hessische Geschichte und Literatur.* Festheft zur vierhundertjährigen Geburtsstagsfeier Philipps des Grossmüthigen. Kassel, 1904. — *Egelhaaf, Landgraf Philipp von Hessen.* — *Diehl, M. Butzers Bedeutung für das kirchliche Leben in Hessen* (Schriften des Vereins für Reformationsgeschichte, n° 88). Halle, Niemeyer, 1904.

3. *Die Doppelhehe des Landgrafen Philipp von Hessen*, von Lic. William Walter Rockwell, Instructor der Theologie in Andover, Massachusetts. Marburg, N.-G. Elwert, 1904.

toute la vaste littérature imprimée relative à son sujet. Il a étudié dans le plus grand détail toutes les phases de cette affaire scandaleuse. Il a mis à contribution les jugements généraux sur la polygamie, soit dans les traditions de l'Eglise romaine, soit dans les écrits des réformateurs allemands. En somme, rien n'a été omis par l'auteur de ce livre pour s'armer contre le danger d'un parti pris. Cependant, il nous paraît exagérer sa neutralité jusqu'à un point où elle nuit à la vérité historique. Il affirme, par exemple, sans aucune restriction, que l'union du landgrave Philippe avec Marguerite de La Sale était « un vrai mariage ». Il ne touche guère à la question de savoir si le soi-disant « mariage » n'était pas une condition imposée au landgrave par la mère de Marguerite. Il affaiblit la culpabilité des théologiens de Wittenberg qui donnèrent leur assentiment secret à la bigamie du landgrave. Il ne fait pas assez valoir les considérations qui firent craindre à Luther que Philippe, s'il n'obtenait pas leur assentiment, ne se rangeât du côté de l'empereur Charles V. Enfin, il passe presque sous silence ce fait que le landgrave acheta le pardon de celui-ci par son obéissance dans toutes les questions politiques brûlantes.

L'anniversaire de la naissance de Jean Frédéric, électeur de Saxe (né le 30 juin 1503), n'a pas manqué non plus d'enrichir la littérature historique. M. Georges MENTZ, professeur à l'Université de Jena, a entrepris de raviver son souvenir par un travail qui jusqu'ici arrive seulement à l'année 1532¹. Son récit, fondé en grande partie sur des documents conservés aux archives de Weimar, se divise en trois chapitres : I. Jeunesse, éducation, mariage ; II. Jean Frédéric et la Réforme ; III. L'activité politique de Jean Frédéric jusqu'en 1532. Les pièces imprimées dans l'appendice sont empruntées pour la plupart à la correspondance du jeune Jean Frédéric. Le volume est orné de son portrait, d'après Lucas Cranach. Un autre prince allemand, qui, sans pouvoir être mis sur la même ligne que le landgrave Philippe ou l'électeur Jean Frédéric, a joué un rôle important dans l'histoire de la Réforme, a été le margrave Georges de Brandebourg. M. SCHORNBAUM, qui avait déjà élucidé par ses recherches la politique de son prédécesseur, le margrave Casimir, a esquissé les commencements du gouvernement du margrave Georges, créateur de l'Eglise évangélique dans les princi-

1. *Johann Friedrich der Grossmütige 1503-1554. Teil I : Johann Friedrich bis zu seinem Regierungsantritt 1503-1532*, von Georg Mentz (Festschrift zum vierhundertjährigen Geburtstag des Kurfürsten. Namens des Vereins für Thüringische Geschichte und Altertumskunde herausgegeben von der Thüringisch historischen Kommission). Jena, Fischer, 1903.

pautés d'Anspach et de Bayreith¹. Le margrave Georges de Brandebourg, quoique très ferme dans sa croyance évangélique, combattit toujours la théorie du droit de résistance des protestants contre des mesures violentes de l'empereur Charles V. La mort lui a épargné de voir la guerre de Smalcalde, précédée par tant de vaines tentatives pour effectuer une réconciliation des deux partis religieux en Allemagne ou de mettre fin à la discorde par un concile. C'est l'histoire de ces tentatives qui a été approfondie par deux écrits de M. ROSENBERG et de M. KORTE². Rien ne peut démontrer aussi clairement que des études spéciales de cette sorte combien les détails de l'histoire de la Réforme allemande ont été précisés depuis la magistrale peinture à fresque, due à Léopold von Ranke. Il ne faudrait, pour en donner des preuves, que relever ce que les deux auteurs ont emprunté à la publication des dépêches des nonces du pape.

Comme à l'ordinaire, nous avons à mentionner quelques travaux qui se rapportent à la période troublée des années 1522-1525, durant laquelle l'Allemagne fut bouleversée par « le soulèvement des chevaliers » et par « la guerre des paysans ». Quant au premier de ces événements, personne n'a autant fait pour l'expliquer que M. Ulmann, le dernier biographe de François de Sickingen. Après lui, M. Robert FELLNER, élève de M. Lenz, en étudiant particulièrement l'histoire de la chevalerie de la Franconie, n'a eu qu'à glaner³. Cependant, ses recherches, pour lesquelles il a mis à contribution entre autres les archives de Wurzburg, Wertheim, Meiningen et les Recès des diètes allemandes, lui ont permis d'enrichir le tableau bien connu de quelques nuances nouvelles. Il fait valoir les causes de mécontentement communes à la petite chevalerie franconienne et aux chevaliers allemands. Mais il faut remarquer qu'avec quelques exceptions elle se garda de s'armer pour l'accomplissement des vastes projets politiques de François de Sickingen.

M. Fellner avait à faire mention du nom de Goetz de Berlichingen. Mais le rôle douteux que le héros du drame de Goethe joua pendant

1. *Zur Politik des Markgrafen Georg von Brandenburg vom Beginn seiner selbständigen Regierung bis zum Nürnberger Anstand, 1528-1532*. München, Ackermann, 1906.

2. *Der Kaiser und die Protestanten in den Jahren 1537-1539*, von Walter Rosenberg. — *Die Konzilspolitik Karls V in den Jahren 1538-1545*, von August Korte (Schriften des Vereins für Reformationsgeschichte, n° 77-85). Halle, Niemeyer, Haupt, 1903-1906.

3. *Die fränkische Ritterschaft von 1495-1524 mit einer Einleitung. hauptsächlich nach Quellen aus dem Hochstift Würzburg*, von Dr. Robert Fellner (Historische Studien. Veröffentlicht von E. Ebering, Heft I.). Berlin, E. Ebering, 1905.

la guerre des paysans ne rentrait pas dans le cadre de son étude. On doit à M. Paul SCHWEIZER une nouvelle biographie du célèbre chevalier, et son mérite consiste à avoir critiqué d'une manière approfondie la tradition admise¹. M. Schweizer ne se borne pas à contrôler d'une main sûre les mémoires beaucoup trop apologétiques de Goetz de Berlichingen. Il corrige çà et là des auteurs modernes qui ne se sont pas assez gardés contre des sentiments de sympathie peu justifiés. Quant à la participation de Berlichingen à la guerre des paysans, il faut avouer que beaucoup de ses assertions hasardées ne se comprennent que si l'on tient compte qu'il plaiderait pour se défendre. Sa conduite, regardée dans son ensemble, n'était point du tout « chevaleresque ». M. Schweizer a fait imprimer dans un appendice quelques documents instructifs, empruntés aux archives de Munich et de Stuttgart, entre autres l'aveu important de Denis Schmid, un des chefs captifs des paysans. Comme cet aveu, sans doute, fut fait sous la pression de la torture, il faut en user avec quelque précaution.

Il y a dans l'aveu de Denis Schmid un passage relatif à la « déclaration des douze articles ». Ce programme général des paysans de l'année 1525 ne lasse pas la patience des historiens et des philologues. Après l'étude de M. Alfred GOETZE, dont nous avons relevé l'importance dans notre dernier bulletin (t. LXXXII, p. 349-350), M. Guillaume SROLZE, connaisseur distingué de l'histoire de la réforme allemande et des mouvements sociaux de cette période, a repris le problème². Je ne puis qu'être flatté d'avoir gagné en lui un défenseur habile de ma thèse de l'année 1868. Cependant, il va plus loin que je ne pourrais le concéder moi-même après tant d'années. Je suis tout à fait de son opinion, confirmée d'ailleurs par l'étude de M. Goetze, que les douze articles ne sont pas un dérivé des articles des paysans de Memmingen, mais que c'est l'inverse qui est vrai. Je les regarde avec lui comme un chef-d'œuvre littéraire privé, né du désir de justifier les demandes générales des paysans sans aucune distinction de région particulière. Je veux bien que Balthazar Hubmaier, le prédicateur de Waldshut, ait conçu l'idée de ce manifeste général et en ait peut-être élaboré l'esquisse première. Je considère comme certain que le contenu essentiel des douze articles a été répandu avant leur rédaction définitive imprimée, et je considère comme vraisemblable qu'il eut des rapports directs entre Walds-

1. *Goetz von Berlichingen*, von Paul Schweizer (Separatabdruck aus den Mittheilungen des Instituts für österreichische Geschichtsforschung. 5 Ergänzungsband). Innsbruck, Wagner, 1903.

2. *Die zwölf Artikel von 1525 und ihr Verfasser.*, von Wilhelm Stolz (Historische Zeitschrift, Band 91). 1903.

hut et Memmingen. Mais M. Goetze m'a persuadé que Sébastien Lotzer, le pelletier de Memmingen, a pris part à la rédaction définitive de l'imprimé du manifeste célèbre. De même, je ne peux pas m'empêcher de me ranger du côté de M. Goetze sur la question de savoir lequel des exemplaires connus imprimés des douze articles est à considérer comme l'*editio princeps*¹.

Il y a, comme on sait, de bonnes raisons pour attribuer l'introduction des douze articles à une autre plume que les articles eux-mêmes. Depuis longtemps on a attribué cette introduction à Christophe Schappeler, prédicateur à Memmingen, qui s'enfuit après la défaite des paysans et qui alla mourir dans sa ville natale de Saint-Gall. C'est aussi l'opinion de M. Goetze. En étudiant l'activité littéraire de Schappeler, il a découvert un pamphlet anonyme de 1524, imprimé deux fois, mais assez rare aujourd'hui, dont l'auteur, selon son argumentation pénétrante, serait Schappeler. Il est très instructif de comparer quelques phrases de ce pamphlet avec l'introduction des douze articles, et on doit savoir gré à M. Goetze de l'avoir arraché à la poussière des bibliothèques².

L'histoire de la ville de Wurzburg, pendant la guerre des paysans forme le sujet d'une dissertation de M. SIPPEL³. Sa tâche essentielle a été de comparer les deux sources principales qui se rapportent à ces événements : la chronique de Lorenz Fries et la chronique de Martin Cronthal, et d'en dégager des conclusions intéressantes. Les souffrances de la ville après la victoire de l'évêque et de ses alliés

1. *Zur Ueberlieferung der zwölf Artikel*, von Alfred Goetze (Histor. Vierteljahrschrift, Heft 1, 1904). — *Zur Geschichte der zwölf Artikel von 1525*, von Wilhelm Stolze (Histor. Vierteljahrschrift, Heft 1, 1905). — *Die Entstehung der zwölf Artikel der Bauern*, von Alfred Goetze (Neue Jahrbücher für das klassische Alterthum u. s. w., Heft 3, 1904). — Il y a dans l'étude de M. Stolze un passage que je ne saurais assez louer. C'est son interprétation des communications du chroniqueur de Saint-Gall, Johannes Kessler; M. Stolze y reprend et développe ce que j'en ai dit dans ma dissertation de 1868, p. 136 et suiv., et dans les *Forschungen zur Deutschen Geschichte*, t. XII, p. 487-491.

2. *Neues von Christoph Schappeler*, von Alfred Goetze (Historische Vierteljahrschrift, Heft 3, 1905). Nous ne voudrions pas passer sous silence deux autres études de M. Goetze imprimées dans les *Beiträge zur Geschichte der deutschen Sprache*, t. XXVIII, p. 228 et suiv. : *Dialog von Luther und der Botschaft aus der Hölle*, 1523 (attribué par M. Goetze à Erasmus Alberus) et *Eine Vadianische Flugschrift* (il s'agit d'un pamphlet évangélique anonyme imprimé à Bâle en 1523). Quant à Vadianus, il ne faut pas passer sous silence la continuation de sa correspondance, publiée par MM. Wartmann et Arbenz (Saint-Gall, 1905).

3. *Die Stadt Würzburg im Bauernkriege. Eine Studie zur Geschichte des Bauernkrieges in Franken*. Würzburg, Beckers Universitäts-Buchdruckerei, 1903.

princiers nous apparaissent beaucoup plus dures, d'après le récit de Cronthal, qui lui-même était détenu pendant neuf semaines en prison.

Le mouvement révolutionnaire de l'année 1525 dans le Tyrol se termina par exception par une défaite du gouvernement et par une amélioration relative du sort des paysans. Ce fait singulier reste inexplicable sans une connaissance approfondie des diètes du Tyrol de l'année 1518 à l'année 1525. C'est pourquoi M. le Dr F. HIRN a entrepris, en profitant particulièrement des trésors des archives d'Innsbruck, de donner un tableau minutieux des négociations de ces diètes¹. On y voit l'étendue des réformes commencées déjà avant la mort de l'empereur Maximilien et interrompues par les tendances absolutistes de son successeur, l'archiduc Ferdinand. On comprend que l'opposition des paysans contre son gouvernement eût le caractère d'une défense de droits acquis et d'une répétition de demandes antérieures. L'étude de M. Hirn jette une nouvelle lumière sur le trésorier de l'archiduc Ferdinand, Gabriel Salamanca, dont la biographie reste encore à écrire.

A côté de l'histoire de la guerre des paysans, l'histoire des anabaptistes reste un thème favori des historiens. Nous avons à mentionner cette fois une biographie de Jean de Leyde écrite par M. Henri DETMER, bibliothécaire à Münster². C'est le premier numéro d'une collection d'essais, dans laquelle M. Detmer se propose d'esquisser une série de tableaux des mouvements religieux et sociaux de la ville de Münster pendant le XVI^e siècle. Comme c'est la Suisse qui a donné naissance à l'anabaptisme, il va sans dire que son histoire n'est pas négligée dans l'historiographie suisse. Nous en avons des preuves dans la revue *Zwingliana*, organe de la « Société zwinglienne » (Zwingli-Verein) présidée par M. MEYER DE KNONAU, que notre dernier bulletin (*Rev. hist.*, t. LXXXII, p. 344) a déjà mentionnée honorablement³.

Le savant éditeur des « *Zwingliana* », M. le professeur Émile EGLI,

1. *Geschichte der Tiroler Landtage von 1518 bis 1525*, von Dr. Ferdinand Hirn (Erläuterungen und Ergänzungen zu Janssens Geschichte des deutschen Volkes. Herausgegeben von L. Pastor, Band IV, Heft 5). Freiburg, Herder, 1905.

2. *Bilder aus den religiösen und socialen Unruhen in Münster während des 16. Jahrhunderts*, von Dr. Heinrich Detmer. I : *Johann von Leiden*. Münster, Coppenrath, 1903. — Nous n'avons pas reçu une biographie de B. Rothmann du même auteur. Münster, Coppenrath, 1904.

3. *Zwingliana*. Mitteilungen zur Geschichte Zwinglis und der Reformation. Herausgegeben von der Vereinigung für das Zwinglimuseum in Zürich. Zürcher und Furrer, 1897 et suiv.

n'a pas laissé passer l'anniversaire de la naissance du réformateur Henri Bullinger (né le 18 juillet 1504) sans rappeler le souvenir de ce digne successeur de Zwingli. Un numéro entier des « Zwingliana » (1904, n° 16) est consacré tout entier à la mémoire de Bullinger. Il contient, entre autres, un discours commémoratif de M. Egli, un article sur les portraits de Bullinger, sur ses relations personnelles avec Zwingli, etc. De même, M. Egli a publié pour la première fois les notices autobiographiques et les journaux de Bullinger; source précieuse pour l'histoire de sa vie et de son temps¹. Il s'est donné beaucoup de peine pour éclaircir les renseignements donnés par Bullinger au moyen d'explications historiques, géographiques, chronologiques, etc. Mais il avoue lui-même qu'il faudrait, pour fournir un commentaire détaillé, disposer d'une édition complète de la correspondance de Bullinger. Nous avons reçu récemment un commencement de cette vaste, mais très désirable entreprise. M. Traugott Schiess, directeur des archives municipales à Saint-Gall, a publié en trois volumes la correspondance de Bullinger avec les réformateurs des Grisons². Cette publication soignée de centaines de lettres, conservées soit en original soit en copie dans les archives et bibliothèques de Zurich et de Coire et dans celles de la famille Salis-Zizers, n'est pas seulement d'une importance extraordinaire pour l'histoire de la Réforme; elle peut aussi servir à éclairer l'histoire politique de la Confédération suisse et de l'Europe. C'était aux Grisons que les intérêts de l'Espagne et de la France se heurtaient maintes fois. Les correspondants de Bullinger dans ces contrées, théologiens ou hommes d'état, portent pour la plupart des noms peu connus. C'est pour cela que M. Schiess a eu soin de nous instruire sur leurs personnalités dans les introductions de ces volumes. La plus détaillée de ces esquisses biographiques est celle de Johannes Fabricius Mon-

1. *Quellen zur Schweizerischen Reformationsgeschichte. Herausgegeben vom Zwingliverein in Zürich*, Band II. Heinrich Bullingers Diarium. Zum 400. Geburtstag Bullingers am 18. Juli 1904, herausgegeben von Emil Egli. Basel, A. Geering, 1904. — Le troisième volume de cette collection des *Quellen zur Schweizerischen Reformationsgeschichte* contient la *Chronik des Laurentius Bosshart von Winterthur, 1185-1532*, mélange curieux de récits rétrospectifs et de l'histoire contemporaine de l'auteur, éd. par M. Hauser, 1904.

2. *Bullingers Korrespondenz mit den Graubündnern*. Herausgegeben von Traugott Schiess. (Quellen zur Schweizer Geschichte. Herausgegeben von der allgemeinen geschichtsforschenden Gesellschaft der Schweiz, Band XXIII, XXIV, XXV). Basel, A. Geering, 1904, 1905, 1906. Il y a dans le *Jahrbuch für Schweizerische Geschichte*, XXXI (1906) un autre travail de M. Schiess, *Bullingers Briefwechsel mit Vadian*.

tanus, élève favori de Bullinger, comme successeur de Comander, prédicateur principal à Coire et chef de l'église réformée des Grisons.

Nous ne saurions mieux terminer ce compte-rendu qu'en mentionnant un travail de M. Gustave DE SCHULTHESS RECHBERG, provoqué comme tant d'autres par l'anniversaire de Bullinger¹. Il a, dans un cadre restreint, réussi admirablement à tracer le portrait du successeur de Zwingli, à démêler ce qu'il y a de commun et ce qu'il y a de différent entre les caractères et les positions de ces deux personnages et de dépeindre l'activité vraiment admirable de Bullinger.

Alfred STERN.

1. *Heinrich Bullinger der Nachfolger Zwinglis*, von Gustav von Schulthess-Rechberg (Schriften des Vereins für Reformationgeschichte, n° 82). Halle, Niemeyer, 1904.

COMPTES-RENDUS CRITIQUES.

Geschichte Roms, von W. DRUMANN. Zweite Auflage herausgegeben von P. GROEBE. Zweiter Band : *Asinii-Cornificii*. Berlin, Borntraeger, 1902. In-8°, 569 pages.

Ce second volume de la nouvelle édition de l'*Histoire de Rome* de Drumann a les mêmes qualités et mérite les mêmes éloges que le premier. Il renferme des vies très importantes, entre autres celles d'Asinius Pollio, de Clodius, de Sylla. M. Groebe a tenu compte pour Asinius Pollio du travail de Kornemann; les travaux de Mommsen, surtout le *Strafrecht*, lui ont permis de remettre au point les vies de Sylla et de Clodius. Il a pu utiliser aussi toutes les nouvelles inscriptions grecques. Il a mis dans un appendice un certain nombre d'additions personnelles, en particulier sur la vie de Cicéron. On ne pouvait demander pour le texte de Drumann une révision plus minutieuse, plus perspicace, mieux informée que celle de M. Groebe.

Ch. LÉCRIVAIN.

D^r Ernst MUELLER. **Das Itinerar Kaiser Heinrichs III (1039-1056)**. Berlin, Ebering, 1901. In-8°, x-134 pages.

D^r Ferdinand FEHLING. **Kaiser Friedrich II und die romanischen Cardinäle in den Jahren 1227 bis 1239**. Berlin, Ebering, 1904. In-8°, 80 pages.

Ces deux volumes font partie de la collection publiée par la librairie Ebering sous le nom de *Historische Studien*. Le premier se rattache aux études entreprises il y a quelques années par Julius Ficker pour montrer l'importance des recherches, un peu ingrates mais fort instructives, qui servent à établir avec précision les itinéraires des souverains allemands. La détermination exacte de leurs déplacements est d'un intérêt capital pour l'intelligence de certaines questions; c'est parfois aussi un critérium précieux pour permettre de juger de l'authenticité de certains récits.

Deux catégories de documents servent à reconstituer les itinéraires des empereurs : les récits des chroniqueurs, les diplômes et les chartes. Les premiers ne fournissent souvent que des indications approximatives; et on ne doit se servir des autres qu'avec beaucoup de discernement.

Il faut en effet se rappeler que la cour impériale n'avait pas de rési-

dence fixe et se déplaçait constamment ; tous les historiens sont aujourd'hui d'accord à cet égard. Il faut en second lieu tenir compte de ce fait que si, en principe, la chancellerie accompagnait l'empereur dans toutes ses pérégrinations, quelquefois cependant l'empereur était séparé d'elle. Il faut enfin remarquer que les diplômes étaient ordinairement le fruit de travaux préalables, le résultat de longues négociations : une charte datée d'une localité déterminée peut ne pas nous faire connaître la date exacte du passage du souverain dans un endroit qu'il avait peut-être traversé plusieurs jours auparavant.

Il n'y a pas longtemps que la critique historique est fixée sur ce dernier point. On avait, pendant longtemps, admis comme certain que la promulgation d'une charte dans une localité déterminée et à un jour donné était une preuve péremptoire de la présence du souverain ce jour-là dans ladite localité. Böhmer et Stumpf, qui avaient déjà relevé certaines impossibilités, avaient cru pouvoir les expliquer par des erreurs de chancellerie ou par des falsifications. C'est à J. Ficker que revient le mérite d'avoir fait la lumière sur une question délicate et d'en avoir en même temps montré l'importance scientifique.

La dissertation de M. Mueller s'appuie essentiellement sur les travaux du regretté professeur d'Innsbruck. C'est en suivant rigoureusement ses conseils qu'il a tenté de reconstituer les itinéraires de l'empereur Henri III de 1039 à 1056.

Nous ne pouvons le suivre ici dans le détail d'un travail minutieux marqué au coin d'une fine critique. Sa conclusion formelle, c'est que les dates d'un grand nombre de diplômes de ce souverain ne fournissent pas d'indications sûres. Sans doute, la cour impériale ne peut être, au milieu du XI^e siècle, considérée comme une cour nomade. Mais elle changea souvent de résidence, et il est rare que les diplômes permettent de constater nettement quel a été le jour de l'arrivée et quel a été celui du départ dans un endroit déterminé. C'est à l'historien qu'il appartient de donner, par une critique rigoureuse, aux itinéraires des souverains plus de précision. M. Mueller a fait ce qu'il a pu pour y parvenir. D'intéressants appendices permettent de se rendre compte de la rapidité étonnante avec laquelle les souverains arrivaient à se déplacer. Henri III faisait en moyenne de 20 à 30 kilomètres par jour ; dans certaines circonstances, ses déplacements ont correspondu à des distances de 40 à 50 kilomètres, et cela même pendant plusieurs jours consécutifs.

La dissertation de M. Fehling a une portée plus générale que la précédente. Dans l'histoire si compliquée des luttes entre la papauté et l'empire pendant la première moitié du XIII^e siècle, ce sont les pontificats d'Innocent III et d'Innocent IV qui ont toujours le plus fortement attiré l'attention, et c'est sur le caractère des luttes qui ont eu lieu à ce moment qu'on est certainement le mieux fixé.

Innocent III avait déjà réussi à faire partiellement triompher le principe de la suprématie de l'Église. C'est avec Innocent IV que la victoire apparaît comme définitive. Elle aboutit du moins à une sorte d'organi-

sation théocratique de l'Europe occidentale; les deux pontificats intermédiaires d'Honorius III et de Grégoire IX ont certainement une physionomie moins accentuée. La lutte paraît assoupie. Mais pour quel motif? C'est un point sur lequel la lumière n'est pas encore complète. Aucun de ces pontifes ne paraît en effet avoir répudié les idées d'Innocent III, tous deux paraissent convaincus que la réalisation de ses désirs implique au préalable l'affermissement de la domination papale en Italie. Or, à l'avènement d'Honorius III, Frédéric II tient fortement l'Italie par ses deux extrémités; pour contre-balancer son influence, la papauté n'a guère d'autre ressource que l'appui des villes lombardes. Et, en effet, tant que celles-ci vécurent avec la papauté en bonne harmonie, tant qu'elles acceptèrent les directions pontificales, le pape eut vis-à-vis de l'Empereur des moyens d'action et de résistance considérables; mais, pour que ces villes s'inclinassent devant le pape, il était nécessaire que celui-ci fût maître incontesté à Rome, et c'est en s'imposant aux cardinaux qu'Innocent III avait su obtenir des villes d'Italie que celles-ci soutinssent ses desseins. Innocent IV devait reprendre cette tactique et faire aussi des cardinaux les serviteurs de ses volontés. La situation est manifestement différente de 1216 à 1241, et Grégoire IX en particulier, c'est ce qui fait l'intérêt des recherches de M. F., paraît s'être heurté dans sa politique à une vive résistance de la part du Sacré-Collège.

Les historiens répètent à l'envi que l'âge n'avait pas affaibli l'énergie de ce prélat. Est-ce bien certain? Il n'est pas douteux au contraire que plusieurs cardinaux à l'esprit frondeur manifestèrent à cette époque des velléités d'indépendance. Et c'est pourquoi le pontificat de Grégoire IX diffère grandement du régime autocratique introduit par Innocent III. Honorius III avait déjà déclaré que les cardinaux étaient les collaborateurs et non les serviteurs du Saint-Siège; il les appelait ses frères; on ne voit pas qu'il soit jamais revenu sur une décision prise par ceux-ci. A la différence d'Innocent III, il aimait à dire qu'il régnait par eux. On peut donc affirmer qu'il y a eu dans la cour de Rome un changement de tactique. Frédéric II se rendit bien compte que ce n'était plus une volonté unique qui dirigeait l'Eglise. La chronique d'Ursperg dit formellement que ce sont les cardinaux qui empêchèrent la réunion de la diète de Crémone. Aussi, pour bien comprendre le caractère de la lutte entre l'empire et la papauté jusqu'en 1239, il est nécessaire d'étudier les rapports de l'empereur avec les cardinaux autant qu'avec le pape lui-même. C'est à cette étude délicate que M. Fehling s'est attaché. Il nous paraît avoir analysé mieux qu'on ne l'avait fait jusqu'ici les changements qui se produisirent dans les années 1235 et 1236. Frédéric II semble même avoir attaché alors une importance exagérée aux difficultés qui surgirent entre le pape et les « cardinaux frondeurs » au mois de septembre 1236. Il n'est pas douteux que, tandis que le pape agissait secrètement auprès des villes lombardes, Frédéric, de son côté, essaya d'exciter les cardinaux contre le pape,

cherchant à flatter l'ambition de ceux-ci avec une théorie de droit ecclésiastique aux termes de laquelle il y aurait eu une sorte de partage de droits, « *equa participatio* », entre le pape et le Sacré-Collège; cette théorie aurait eu pour effet de transformer le régime absolutiste de la cour de Rome en une sorte d'oligarchie, et nous voyons en effet Frédéric en appeler devant les cardinaux des procédés du pape à son égard et provoquer de son plein chef la réunion d'un concile. Frédéric ne pouvait manquer, dans ces conditions, d'encourir l'excommunication que, le 20 mars 1239, Grégoire IX prononça contre lui. Il ne réussit en définitive que très imparfaitement à soulever les cardinaux contre le pape et à en faire les serviteurs de ses desseins.

Le travail de M. Fehling est complété par divers appendices sur la participation des cardinaux à la sentence de 1227, sur la mission du cardinal Thomas de Sainte-Sabine en 1229-1230, sur la seconde excommunication de Frédéric II, sur la composition du collège des Cardinaux de 1227 à 1241 et sur certaines questions de chronologie demeurées jusqu'ici fort obscures.

Georges BLONDEL.

E. PARISSET. *Histoire de la fabrique lyonnaise*. Lyon, Rey, 1901.

In-8°, 433 pages. (*Étude sur le régime économique et social de l'industrie de la soie à Lyon depuis le XVI^e siècle.*)

Laurent DECHESNE. *L'Évolution économique et sociale de l'industrie de la laine en Angleterre*. Paris, Larose, 1900. In-8°, iv-282 pages, avec des graphiques.

M. Pariset était fort bien préparé, par ses travaux antérieurs et les remarquables communications qu'il a faites depuis plusieurs années à l'Académie de Lyon, à rédiger ce beau volume qui ne pourra manquer d'intéresser tous ceux qui étudient l'histoire de nos grandes industries françaises.

Après avoir rappelé dans une brève introduction les origines de la sériciculture et de la fabrication des soieries, il expose dans cinq chapitres fortement documentés et composés en partie à l'aide de pièces d'archives jusqu'ici peu connues quelles ont été les vicissitudes de la fabrique lyonnaise depuis le commencement du xvi^e siècle jusqu'à nos jours.

C'est l'année 1536 qui marque son véritable point de départ. A cette époque, la ville de Lyon avait déjà conquis une situation exceptionnelle pour le commerce international. Les privilèges accordés aux marchands avaient créé pour le commerce une liberté féconde en l'affranchissant des prohibitions qui l'entravaient en temps ordinaire hors de la durée des foires. Louis XI avait déjà tenté de promouvoir, sous forme d'une manufacture royale, l'industrie de la soierie, et c'est à Lyon

que cette manufacture se serait établie si les banquiers et les riches négociants de cette ville, qui tiraient de gros profits du commerce des soieries étrangères, n'avaient fait une vive opposition.

Mais les idées du « Consulat » ne tardèrent pas à se modifier et les lettres patentes que deux industriels sollicitèrent et obtinrent de François I^{er} attirèrent à Lyon de nombreux artisans.

Il n'est pas douteux que le développement rapide de la fabrique lyonnaise n'ait été dû en grande partie à la proclamation du principe de la liberté du travail.

Les maîtres se réunirent sans doute pour former une « communauté », mais cette corporation, à la différence de beaucoup d'autres, demeura ouverte; la fabrique lyonnaise se garda bien d'entrer en lutte avec la fabrique italienne pour les étoffes façonnées, faisant preuve en cela d'un grand sens pratique; les Lyonnais se préoccupèrent beaucoup plus du commerce d'exportation et profitèrent largement de la vogue énorme qu'eurent les étoffes de soie vers le milieu du xvi^e siècle dans toute l'Europe.

Industrie de luxe, la manufacture des soies subit, plus que toute autre, le contre-coup des maux qui affaiblirent la fortune publique. Elle fut atteinte, comme toutes les industries, par la crise économique qui suivit la découverte des mines de Potosi. Elle fut directement frappée par les grandes ordonnances somptuaires, qui devinrent de plus en plus rigoureuses à dater du règne de Charles IX, et par la mode qui d'abord restreignit le volume des vêtements, puis mit en vogue le drap.

Nous ne pouvons suivre M. P. dans toutes les phases d'une étude historique très chargée de détails. C'est à la fin du xviii^e siècle qu'on se trouve en présence de grands changements, car c'est à ce moment que la fabrique lyonnaise cesse d'être maîtresse de son régime intérieur. La situation est aggravée par l'accroissement des charges qui pèsent alors sur l'industrie et le commerce, et si la fabrique lyonnaise conserve encore une certaine vitalité, c'est grâce à l'expérience des fabricants dans l'emploi des matières premières, à l'habileté et à l'intelligence des tisseurs, à la fécondité des dessinateurs, à la science des apprêteurs et des teinturiers. Le xviii^e siècle nous fait assister à une série de luttes intérieures très graves : des taxes énormes d'octroi mettent la production dans des conditions économiques défavorables, la lutte contre les fabriques d'Italie, d'Allemagne, d'Espagne devient difficile; les droits de sortie sur les tissus français créent d'ailleurs pour nos manufactures une infériorité d'au moins 20 % et l'exportation est frappée par les taxes élevées qui, dans les pays producteurs de soieries, repoussent nos étoffes afin de protéger les produits indigènes.

Dans certaines années, la détresse des ouvriers lyonnais a été lamentable. C'est en vain que les inventions de toute nature se multiplient pour améliorer le tissage, la fabrique lyonnaise ne retrouve un peu de prospérité qu'avec le brillant déploiement de luxe qui marque les premières années du règne de Louis XVI. Ni la suppression des maîtrises,

en 1791, ni le protectionnisme douanier ne peuvent secouer l'industrie lyonnaise de sa torpeur, les troubles de la période révolutionnaire achèvent de la désorganiser. Le nombre des métiers, qui s'était élevé à 14,000 dans le courant du XVIII^e siècle, se réduit en 1793 à 3,500.

Le réveil au XIX^e siècle devait être lent. Après avoir été longtemps cantonnée dans une réglementation étroite, l'industrie lyonnaise s'adapta péniblement à l'évolution que le régime nouveau de liberté et d'égalité lui imposait. Les demandes de règlement qui apparaissent dès les premières années du siècle se répètent pendant l'Empire et la Restauration. C'est sous le gouvernement de Juillet que l'industrie de la soie retrouve quelque prospérité; le goût du luxe et de la dépense pour les ameublements et les vêtements est alors revenu; la mode, à cette époque prospère, favorise à la fois l'uni et le façonné, les salaires des ouvriers s'améliorent, on multiplie les cours d'enseignement scientifique et d'enseignement pratique. Les tendances libérales qui se manifestent dans le régime douanier, la suppression d'un certain nombre de prohibitions telles que celles qui frappaient à l'entrée les crêpes de Chine et les tulles et à la sortie les soies teintes favorisent aussi l'essor des grandes maisons. Bref, en 1848, l'exportation des soieries françaises atteignit 139 millions. Elle s'éleva en 1849 à 192.

De 1850 à 1870, de nouveaux progrès furent réalisés. Le marché de Lyon affirma de plus en plus son ampleur et son caractère international. Ces brillants succès, les Lyonnais les doivent surtout aux applications qu'il surent faire à leur industrie des découvertes scientifiques, qui leur permirent de produire des étoffes d'un bon marché incroyable. Ils les durent aussi à leurs remarquables qualités : souplesse à se transformer, génie inventif, promptitude à modifier la tissure et à satisfaire les caprices des consommateurs, art de donner un cachet particulier de bon goût au tissu le plus infime comme au tissu le plus riche.

Partisan de la liberté économique, M. P. estime que le courant protectionniste qui s'est accentué en France depuis dix ans a été défavorable à l'industrie lyonnaise. Mais ce qui est plus regrettable encore, c'est qu'il n'y ait plus de communion d'idées entre les fabricants dans l'examen des questions économiques. La production de la fabrique lyonnaise n'en a pas moins atteint en 1899 le chiffre le plus élevé (451 millions) auquel elle soit parvenue. Mais il faut reconnaître que c'est le développement et le perfectionnement des métiers qui a été la cause prépondérante de ces succès. Seul, il a pu, par la rapidité d'exécution et le bas prix de la main-d'œuvre, donner aux fabricants les moyens de faire pénétrer les tissus de soie dans toutes les consommations; ce qu'on peut craindre aujourd'hui, c'est que la production ne se concentre outre mesure dans quelques grandes maisons et qu'il n'y ait amoindrissement exagéré de la petite fabrique, car il ne faut pas oublier que la valeur personnelle du tisseur dans le petit atelier a été, sans aucun doute, un des principaux éléments de la supériorité de la fabrique lyonnaise.

Le bel ouvrage de M. P., dont nous n'avons pu donner ici qu'une idée imparfaite, jette en somme une vive lumière sur les conditions générales de la prospérité et du développement du commerce. Il aide à mieux comprendre les soubresauts par lesquels a passé la vie économique de notre pays, il montre quelles peuvent être les conséquences des événements politiques intérieurs ou extérieurs, comme aussi celles des fléaux qui arrêtent ou modifient la consommation.

Le livre de M. Laurent Dechesne, rédigé à la suite d'une enquête minutieuse et d'un séjour de huit mois en Angleterre, offre également un vif intérêt. L'auteur, après avoir montré la place importante tenue par la fabrication des étoffes de laine dans l'évolution économique de l'humanité et décrit la technique compliquée de cette industrie, divise son travail en cinq périodes : temps primitifs, moyen âge, ancien régime, révolution industrielle et régime contemporain.

Si considérable qu'ait été l'influence des Flamands, il n'est pas démontré qu'on doive leur attribuer l'origine de l'industrie lainière en Angleterre. Elle s'y pratique depuis une époque fort reculée sous forme d'organisation communautaire. Il semble d'ailleurs impossible de faire rentrer l'évolution de cette industrie dans les cadres que traçait si ingénieusement naguère le professeur Bücher¹, essayant de montrer comment l'organisation économique actuelle se rattache aux transformations successives de l'économie communautaire et de l'économie urbaine. Dès le moyen âge, l'industrie de la laine sort des limites de l'organisation économique urbaine tant par le marché de sa matière première que par celui de ses produits ; dès le ^{xiv}^e siècle, le marché de cette industrie est non seulement national, mais même mondial.

De très bonne heure, le pouvoir central fit sentir son influence en soumettant les Guildes à sa tutelle et à son autorité ; dès le ^{xii}^e siècle, il établit des droits contre l'exportation de la laine et Édouard III se préoccupe déjà de régler en même temps que la bonne qualité des draps les rapports entre les maîtres et les ouvriers. Ce même souverain encourage l'immigration des artisans flamands ; il assure les tisserands étrangers de sa protection, leur promet « autant de franchises qu'il en faudrait pour les satisfaire ». Il est curieux de voir naître en Angleterre au ^{xvi}^e siècle, au mépris des règlements, une forme d'organisation d'un caractère nettement capitaliste ; cette forme de production qu'on considère généralement comme propre à notre époque engendra dès ce moment certains inconvénients sociaux tels que l'oppression des salariés par de puissants capitalistes, à tel point que le législateur dut intervenir à plusieurs reprises.

L'apparition du machinisme compléta la physionomie capitaliste de la production, et de telles doléances se firent jour que le gouvernement

1. Dans son livre *Die Entstehung der Volkswirtschaft*. Voy. le compte-rendu que j'en ai fait, numéro de mai-juin 1905, p. 178.

dut prendre des mesures énergiques pour protéger les artisans et les petits manufacturiers.

Mais le *xvi^e* siècle n'était pas encore mûr pour l'essor de la grande industrie. Cette époque ne présentait pas encore toutes les conditions nécessaires à son développement. Aussi les grands ateliers ne purent se maintenir; l'ancienne forme de production persista.

Dans les chapitres consacrés à l'ancien régime (de la fin du *xvi^e* à la fin du *xviii^e* siècle), M. D. nous montre quelles furent les circonstances favorables au développement de l'industrie lainière en Angleterre. Elle fut l'asile d'un grand nombre de protestants et d'étrangers, et quelques-uns de ceux-ci y introduisirent des perfectionnements techniques importants et de remarquables habitudes de travail. Parmi les 70,000 Français qui se réfugièrent en Angleterre et en Irlande après la révocation de l'Édit de Nantes en 1685, il y eut beaucoup d'excellents tisserands. Nous ne pouvons analyser ici les détails que nous donne l'auteur sur le taux des salaires, sur les modalités du travail, sur l'organisation de l'apprentissage et de la production. Sous l'ancien régime, pas plus qu'à notre époque, l'industrie de la laine ne fut exempte de crises; elle eut ses bons et ses mauvais jours, ses périodes de prospérité et ses moments de marasme. L'une des principales causes de faiblesse de l'ancien système de production comparé au régime moderne résidait dans la difficulté des relations entre industriels, marchands et consommateurs.

La politique industrielle et commerciale suivie par le gouvernement anglais eut aussi de grands inconvénients; elle finit même par devenir impraticable. Tant que la laine anglaise suffit aux besoins de l'industrie, les manufacturiers anglais ne cherchèrent pas à en faire venir du dehors, mais le développement de l'élevage et de la fabrication ne marchèrent pas du même pas. Les intérêts des éleveurs de moutons et ceux des manufacturiers furent bientôt en contradiction. Comme on ne put donner satisfaction aux uns et aux autres, on prit le parti de renoncer à toute protection. Ces inconvénients de l'ancienne politique commerciale se manifestèrent dès le début du *xviii^e* siècle. Les éleveurs se plaignirent du bas prix de la laine, les industriels se plaignirent de leur côté que la laine fût exportée frauduleusement malgré les interdictions d'exporter; une agitation s'organisa contre les droits d'entrée sur les laines étrangères, et on finit par aboutir au *xix^e* siècle à un régime libre-échangiste qui fut favorable à l'industrie lainière. Mais aussi la laine anglaise se vit supplanter de plus en plus par les laines étrangères. La première moitié du *xix^e* siècle est marquée par une série de crises et d'émeutes dont M. D. a retracé avec soin les principales péripéties. Il nous montre aussi combien fut misérable la condition des ouvriers, combien fut abusif l'emploi des femmes et des enfants dans les fabriques; il essaie de rendre sensible à l'aide de tableaux statistiques forts instructifs l'évolution qui conduisit peu à peu au régime actuel. Après avoir décrit l'organisation contemporaine, il recherche avec soin quel a été le mouvement des salaires, quelles sont les conditions actuelles des

ouvriers de l'industrie de la laine et quel rapport il peut y avoir entre la grande industrie et les phénomènes de la population.

C'est d'une façon très judicieuse que M. D. apprécie en terminant les raisons du malaise qui s'est fait sentir dans la seconde moitié du XIX^e siècle (p. 232 et suiv.); il insiste avec raison sur la concurrence de l'Allemagne, qui non seulement s'est assimilée les avantages de l'Angleterre en matière commerciale, mais qui la dépasse sur plusieurs points. Ses explications mettent en lumière le caractère général de la crise de l'industrie lainière, car, si l'Angleterre est atteinte, les autres pays européens souffrent également. Les derniers chapitres du livre sont très propres à faire comprendre les causes de la dépression qui pèse aujourd'hui sur une des industries les plus importantes de l'Europe.

G. BLONDEL.

Fénelon, his friends and his enemies, 1651-1715, by E. K. SANDERS. London, New-York and Bombay, Longmans, Green and Co. 1904. In-8°, 426 pages, with portrait.

Fénelon est un des écrivains de notre XVII^e siècle que les étrangers lisent le plus volontiers, encore que d'autres auteurs, du milieu du règne de Louis XIV, représentent, plus authentiquement que lui, l'état de l'esprit français dans le beau moment du classicisme. Je note cependant que M. Sanders rend justice à Bossuet quand il le rencontre, et même, quelquefois, en lui donnant sur Fénelon l'avantage en des matières où sa supériorité ne nous paraît pas si clairement établie¹. Je dirais précisément le contraire.

L'ouvrage de M. Sanders n'est pas une biographie érudite, mais une étude d'âme. Ce que M. Sanders veut montrer en Fénelon, c'est le mystique, ou, puisque ce terme est assez vague dans les langues modernes, l'homme profondément et ardemment religieux qui « a consacré sa vie à *chercher Dieu* » et qui s'est fort approché de lui, « bien qu'il ne lui ait pas été donné de le connaître par les manifestations précises que d'autres mystiques ont obtenues ». « Si le mot de mysticisme désigne la réalisation d'un Dieu pénétrant toutes les parties de l'Univers, inspirant les prières qui relient les hommes à lui, demeurant d'une façon immanente aussi bien dans les choses matérielles que dans l'humanité, alors Fénelon non seulement fut un mystique, mais il a partagé la foi de l'auteur de l'Évangile et des épîtres de saint Jean, la foi de ceux qui ont médité le plus à fond sur les secrets de l'Être. « Qu'est-ce que Dieu, » disait Sénèque, « sinon la somme totale de tout ce que tu vois et de tout ce que tu ne peux voir? » — Faut-il ajouter qu'il serait

1. P. 394 : « in Questions of abstract thought, he will not bear comparison with Bossuet. »

très excessif de rapprocher Fénelon trop près des panthéistes avérés? M. Sanders le sent, du reste, et indique ailleurs les restrictions que la foi catholique, incontestable, de Fénelon, oblige d'apporter à cette vue.

Mais, d'autre part, on trouvera fort juste l'impression définitive que Fénelon a faite à son nouvel historien anglais : — celle d'un penseur, à certains égards et en de certains moments, très large et très ouvert, celle d'un dévot dont la dévotion était toute pénétrée d'un christianisme très pur, et dont la vie intérieure était une vie surnaturelle intense. — Non pas que d'autres catholiques du même temps, à commencer par Bossuet, n'aient eu, aussi forte qu'il l'a eue, l'idée que « la vie spirituelle environne et pénètre la vie terrestre ». Mais ce qui est le caractère propre et, aux yeux de M. Sanders, éminent, de Fénelon, c'est qu'il a conçu le rôle prédominant de l'amour dans ce commerce supra-sensible de Dieu et de l'homme, et qu'il a mis en relief constamment, non seulement dans sa polémique avec Bossuet, mais dans ses lettres de direction, l'importance de cet anéantissement du moi qui est, à la fois, la préparation la meilleure à cet amour et sa conséquence ultime. M. Sanders a raison de rapprocher des textes de Fénelon certaines assertions analogues de Jacob Boehme ou de Joseph Hall. Avec Bossuet, quelques vifs que soient parfois les élans de sa piété, — dont les libres-penseurs ont noté volontiers, avec ironie, le langage *incandescent*, — des rapprochements de ce genre seraient, je crois, bien difficiles; et lui-même, quand il a rencontré les idées de Ruysbroeck, les a assez rudement malmenées. J'imagine au contraire que Fénelon, revivant aujourd'hui, ne serait pas autrement fâché de l'épigraphe de Maeterlinck que M. Sanders a mise à son livre. Ce catholique, très romain, mais très complexe, dont on a pu presque aussi justement flétrir l'intolérance que célébrer la tolérance, cet adversaire impitoyable et acharné des Jansénistes, n'eût pas été, pourtant, à ce qu'il semble par instants, éloigné de croire que « la grande famille de penseurs qui, à travers les âges, a cherché Dieu n'est pas divisée par les différences de leur foi, et que leur commun besoin et leur commun labeur à la quête du Vrai est une chaîne plus forte que tout dogme. » Il n'est pas jusqu'au traité cartésien de *l'Existence de Dieu* où M. Sanders ne relève avec raison, comme les historiens de la philosophie l'ont déjà fait sans doute, des assertions qui rappellent à M. Sanders les principes de Matthew Arnold et les tendances de Gordon. Mais M. Sanders ose dire franchement ce que les historiens et critiques français n'ont jamais, je crois, exprimé avec autant de netteté, — retenus qu'ils sont par ce « respect » qui, disait Michelet dans un moment d'humour, « perd l'histoire » : — *It will be seen by his own testimony that his faith went far deeper than any of the dogmas dictated from the Vatican* (p. 386). Et c'est pour cela, du reste, que, comme le rappelle M. Sanders (p. 8), l'influence de Fénelon fut individuelle et limitée, qu'il agit peu sur son temps : « Les esprits de sa génération n'étaient pas faits pour le comprendre » (p. 408).

Ainsi que presque tous les étrangers, même protestants, M. Sanders

fait plus de cas de M^{me} Guyon et de ses doctrines que nous : « Son dessein, quoique mal dirigé, était supérieur, dit-il, à tout autre comme solution de l'énigme de la vie humaine, comme explication du mystère de la prière. »

Le chapitre sur Fénelon et les Jansénistes est insuffisant. Ni les motifs secondaires d'intérêt personnel, ni les raisons, principales, de pensée que Fénelon a eus de combattre si âprement les chrétiens de l'école de Saint-Cyran, de Pascal et de Quesnel ne sont suffisamment montrés. Comment M. Sanders peut-il dire que Fénelon, en travaillant contre eux, perdait son temps à « d'obscurs détails de foi ou de rites » (p. 352, 388), lorsque lui-même il montre ailleurs (p. 389 et suiv.) quelle importance avait à ses yeux le maintien du libre arbitre, et observe en un autre endroit (p. 396) qu'à la fin de sa vie Fénelon *had fuller knowledge of the actual need of men at the crises of their experience?*

Dans l'histoire que fait M. Sanders de la vie de Fénelon et dans l'étude qu'il y poursuit de son caractère d'homme, M. Sanders ne paraît se référer qu'aux sources; mais il eût pu s'épargner bien des lacunes, rectifier quelques petites erreurs, et surtout préciser bien des nuances en se servant des ouvrages récemment publiés en France sur Fénelon ou sur M^{me} Guyon par MM. Algar Griveau, Guerrier, le prince de Broglie, Crouslé, et des articles de M. Brunetière. Les étrangers encourent trop souvent, ce me semble, à présent, le reproche qu'ils nous faisaient autrefois d'ignorer la bibliographie des sujets que nous traitions.

Alfred RÉBELLIAU.

Pierre MARCEL. La Peinture française au début du XVIII^e siècle (1690-1721). Ancienne maison Quantin, librairies-imprimeries réunies, 1906.

Ce livre raconte l'histoire de notre école de peinture depuis la mort de Le Brun jusqu'à celle de Watteau, une trentaine d'années pendant lesquelles la peinture française échappe à l'influence italienne pour subir un temps l'influence flamande. M. Marcel remarque en débutant que deux historiens avant lui, Dussieux et M. Rocheblave, ont soupçonné cette idée¹.

Cependant, il me semble que l'auteur a quelque peu faussé l'histoire de cette évolution parce qu'il a voulu à tout prix faire de l'œuvre de Watteau la conséquence du mouvement artistique antérieur. Il s'efforce de montrer que Watteau, dans tous les genres, apporte la formule définitive cherchée avant lui. Voici la méthode : Watteau a peint des

1. J'ai publié en 1904, sur cette même question, non une phrase, mais tout un article dans la *Revue de Paris*. Je me permets cette remarque, non par amour-propre de propriétaire, mais pour me féliciter de ce que ce livre important ne soit sur aucun point en désaccord avec ce modeste article.

paysages. Conclusion : ces paysages sont la résultante des progrès du paysage en France. Watteau a dans ses compositions inséré des portraits d'amis. Conclusion : ce sont les portraitistes antérieurs qui ont préparé cette habitude. On attribue à Watteau une sainte Geneviève, — d'ailleurs aussi inauthentique que possible ; — voici Watteau qui entre dans la filière de la peinture religieuse. Watteau a peint des soldats au bivouac ; il devient « peintre de batailles », etc... L'inconvénient est que les « fêtes galantes », qui sont les œuvres significatives du génie personnel de Watteau, rien ne les annonce, au dire même de M. Marcel, qui alors présente Watteau comme inexplicable par ses antécédents. Et, d'autre part, Watteau prépare si peu la peinture de ses successeurs que le XVIII^e siècle l'a presque ignoré ou à coup sûr méconnu ; la conclusion du livre de M. Marcel en fait foi, « le mépris du public, dit-il, est plus complet encore que celui des critiques ». Ce peintre a laissé deux élèves très déterminés, très reconnaissables : Lancret, Pater ; mais l'ensemble de nos peintres de 1740 se rattache beaucoup plutôt à une suite d'artistes plus médiocres sans doute, mais qui étaient alors les peintres influents. De Le Brun à Boucher, c'est par de La Fosse et Le Moyne que l'on passe tout naturellement. Dans cette évolution, la mort de Watteau n'est pas une date ; le plafond d'Hercule de Le Moyne, à Versailles, en est une fort importante. La valeur de Watteau, toute la séduction de son œuvre ne doivent pas nous aveugler sur son importance dans l'évolution historique. Plus on analyse sa peinture, plus on sent qu'il est resté dans notre école comme un corps étranger qui ne s'assimile pas complètement. Conclure par une étude sur Watteau, c'est ne pas conclure ; ce livre s'achève, avant d'avoir terminé l'histoire commencée, sur un épisode merveilleux, mais contingent.

M. Marcel étudie minutieusement son époque ; il sait la méthode pour bien dépouiller les grands recueils de documents et y récolter tout ce qui se rapporte aux années qu'il raconte. Pourtant, il en a oublié quelques-uns de fort importants. Je ne veux pas lui citer tous ceux dont il aurait pu grossir encore son imposante bibliographie. Mais comment a-t-il omis les documents publiés par M. Macon sur « les arts dans la maison des Condé », qui lui eussent permis d'ajouter plus d'un nom à sa liste de peintres ? Et comment surtout M. Marcel ne fait-il jamais usage de l'*Inventaire des richesses d'art de la France* ? Pour avoir oublié cet instrument de travail, il a passé sous silence quantité d'œuvres qui ont sur beaucoup d'autres qu'il cite l'avantage d'exister encore et d'être visibles, avantage auquel l'auteur ne semble pas toujours assez sensible.

Avec une absolue impartialité, M. Marcel a retenu et classé bout à bout tous les renseignements publiés par les *Archives de l'Art français* ou d'autres recueils, et l'on pourrait parfois lui reprocher d'avoir voulu utiliser tous ces documents, et ceux qui sont significatifs, et la masse de ceux qui ne signifient rien. Les documents accumulés ne disent pas toujours ce qu'on leur fait dire. Prenons pour exemple le chapitre

« des tempéraments et caractères des peintres ». Par quelques faits, l'auteur veut montrer que les artistes, après la mort de Le Brun, ont repris leur indépendance et leur originalité. Donc, un résumé de la vie d'un des Coypel, qui fut ordinaire, un mot sur Jouvenet, qui fut vertueux, un sur Santerre, qui ne le fut pas; une anecdote sur Forest et Grimoux, qui étaient des êtres un peu bizarres; quelques lignes sur de Vuez, parce qu'il fut duelliste; pour finir, un document qui prouve qu'en 1704 il y avait à la Bastille un escroc qui se disait peintre. Conclusion : « Du temps de Le Brun, les tempéraments des artistes étaient évidemment aussi variés, mais le premier peintre leur imposait une contrainte qui les neutralisait. » Cette proposition passe certainement pour une vérité admise. Jamais elle ne sembla aussi contestable qu'après une telle démonstration. L'auteur aurait pu compter parmi les peintres des débauchés, des vertueux, des moines et des duellistes, du vivant même de Le Brun. Si ce de Vuez qu'il cite comme un émancipé aimait à donner des coups d'épée, c'était aux plus beaux temps de l'hégémonie de Le Brun. A la mort de Le Brun, il était déjà fort assagi. A cette même date, Forest avait cinquante ans, ce qui est bien tard pour changer de caractère; quant au peintre embastillé, comment penser un instant que c'est la disparition du « premier peintre » qui l'avait conduit là. Voilà une fiche qu'il fallait sacrifier sans regret; on pourrait en dire autant de beaucoup d'autres. Ceux qui publient des documents ont pour premier devoir de tout publier; si les historiens se contentent d'énumérer sous un ordre nouveau ces mêmes faits, ils recommencent sans profit pour personne le travail des archivistes, en y mêlant des erreurs, d'autant plus fâcheuses qu'elles ont les dehors laborieux d'une forte démonstration.

Les textes cités et utilisés sont loin de toujours signifier ce qu'on leur fait dire : ceci est assez grave et dénote une hâte d'étaler ses richesses avant d'avoir rejeté sa fausse monnaie. Rien n'est dangereux comme une lecture rapide; les documents se prêtent si aisément à ce qu'on leur demande! D'une même phrase tirée des « comptes-rendus » des séances académiques, d'après laquelle on fut ravi de voir rentrer Forest à l'Académie après une exclusion pour cause de religion, M. Marcel conclut successivement (p. 18) que l'Académie était satisfaite de sa conversion au catholicisme, et (p. 226) qu'elle admirait en lui un beau paysagiste de l'école flamande. Attribuer à l'Académie les sentiments que l'on veut, c'est bien; mais donner d'un même acte deux explications aussi différentes, et pourtant aussi vraisemblables l'une que l'autre, c'est prouver combien les textes sont complaisants, ce qui est une raison pour les traiter avec les plus grands égards. Le testament de Cl. Stella, dont on détache une phrase (p. 62), ne dit pas que les tableaux de Poussin sont dépréciés, il dit que la peinture d'une façon générale se vend mal à cette date, mais que les Poussin remonteront toujours à cause de leur valeur certaine. — De même, c'est une vue tout à fait fautive qui a pu faire dire (p. 56) que Félibien donne au

débat entre Poussinistes et Rubenistes toute son ampleur, puisqu'il n'intervient dans la bataille qu'en 1685, c'est-à-dire lorsqu'elle dure depuis vingt ans et qu'elle est sur le point de finir. Comme l'auteur le dit (p. 62), ce n'est qu'« en 1685 qu'il riposte enfin ». Ici, Chenevières a trompé M. Marcel. — Voici plus grave encore : il est dit (p. 181) que « l'aventure de Loth et de ses filles » a été présentée au concours académique en 1694 parce qu'elle était « licenciuse ». Ce n'est pas « l'aventure » de Loth et de ses filles qui fut proposée, mais la sortie de Sodome, qui n'a rien d'affriolant. Ensuite, puisque l'auteur a connu les sujets des concours, il aurait dû remarquer qu'ils suivent l'ordre chronologique de la Bible, depuis la Genèse, comme dans les loges de Raphaël. En 1694, c'était au tour de Loth, et voilà tout. C'est bien mal connaître les hommes de l'Académie que de leur supposer des intentions « équivoques ».

Le plan de M. Marcel semble ingénieux. Je lui reprocherai seulement de déformer la réalité : peinture de genre, peinture religieuse, peinture d'histoire, de portrait, de nature morte, etc... Pour une époque où les peintres travaillent un peu dans tous les genres, ces divisions ont le grave inconvénient de couper un même artiste en plusieurs morceaux ; si l'on en veut un au complet, il faut aller chercher ses membres épars de-ci de-là ; il y a un petit bout de Watteau à la fin de chaque chapitre. A ce dépeçage, comment une individualité survivrait-elle ? Mais l'auteur en est quelquefois puni. Obligé de parler des mêmes choses à plusieurs reprises, il lui arrive de se contredire (p. 137) ; deux tableaux de Saint-Nicolas-du-Chardonnet nous sont donnés comme exécutés par A. Coypel, et (p. 182) les mêmes sont de Charles-Antoine et l'Index répète l'erreur. Voici qui est plus grave. En vertu de cette division méthodique, il est entendu que, parmi les tableaux d'échevins de Largillière, ceux qui représentent des échevins assis sont des tableaux d'histoire, et ceux qui nous montrent des échevins agenouillés sont des peintures religieuses. Or (p. 212), M. Marcel regrette qu'il ne nous reste pas de ces peintures exécutées par Largillière pour les échevins parisiens, et fort ingénieusement il donne une description imaginaire de ce qu'ils devaient être, description qui lui fait regretter leur absence. Que n'allait-il plutôt à Saint-Étienne-du-Mont en voir une, l'œuvre la plus importante de Largillière, plus de quinze mètres carrés d'excellente peinture. Dans ce jeu de passe-passe entre la peinture religieuse et la peinture d'histoire, l'œuvre même a disparu. — Trop de tableaux sont de la sorte cités d'après Piganiol ou d'Argenville, sans un mot pour faire revivre une impression visuelle.

Et ceci nous conduit à un grief plus général ; cette histoire de la peinture sent trop la bibliothèque, pas assez la peinture. M. Marcel est resté trop près de ses papiers, trop loin des œuvres ; son étude reste extérieure ; nous pénétrons rarement au cœur du sujet. Il est à tout instant question de la pédagogie académique, mais elle n'est définie nulle part. Dans un chapitre très précis, nous apprenons à quelle heure avaient

lieu les cours, combien il y en avait, quels étaient les prix; mais l'enseignement en lui-même est laissé de côté, parce que les procès-verbaux des séances n'en parlent pas. — De même l'idée importante de la thèse étant la prépondérance de l'influence flamande, il n'est dit nulle part en quoi consiste la manière de peindre des Flamands. — Cette influence flamande est assimilée à une recrudescence de réalisme et nous repartons sur un terme qui n'est jamais défini. C'est ici qu'il nous fallait de la précision; mais l'auteur, si attentif à ne rien omettre des faits matériels, semble plus indifférent à la précision des idées. On pourrait citer bien des exemples de cette indécision. Dès la première page, Delacroix nous est donné comme un représentant du réalisme dans sa lutte contre Ingres; or, s'il est un peintre qui, par ses œuvres et ses déclarations écrites, se soit posé en adversaire du réalisme, c'est certainement Delacroix; il fallait au moins tenir compte de cette restriction avant d'en faire un maître du réalisme. — De même M. Marcel assimile la lutte des Poussinistes et des Rubenistes à la querelle des Anciens et des Modernes, les Rubenistes étant les partisans des Modernes contre les Poussinistes amis des Anciens. C'est trop vite dit, puisque le chef des Modernes, Perrault, est, comme son ami Le Brun, un partisan des Poussinistes et de l'Académisme, au nom de l'idée de progrès. — Certaines affirmations générales étonnent. P. 43, il est dit : « On passe aisément de Poussin à Watteau... La clarté et la sincérité les dominent tous deux. » Cette parenté me semble un peu lointaine. La thèse tout entière n'est-elle pas faite pour démontrer qu'une révolution artistique sépare ces deux peintres? Depuis quelques années, il y a une recrudescence fâcheuse du procédé qui consiste à reconnaître ici et là, en Artois ou en Avignon, ce « je ne sais quoi qui est bien français »; le mot de M. Marcel sur Poussin et Watteau fait songer à cette éternelle « tarte à la crème ».

Cette indécision de pensée est plus particulièrement gênante, parce que les menus faits juxtaposés n'ont pas toujours l'air de prouver la même chose. Dans une même page, nous avons souvent l'impression qu'on nous conduit à travers des affirmations peu conciliables et qui seraient contradictoires si la forme était plus nette. Ici, la preuve est difficile à faire; la conclusion qui devrait résumer fortement le livre peut pourtant être donnée comme exemple d'une pensée qui n'est pas « au point ». Il y est dit : 1° que le triomphe de Watteau se manifeste par « la victoire de la peinture de genre sur la peinture d'histoire »; 2° que le préjugé de la supériorité de l'histoire sur le genre reste tout-puissant durant le XVIII^e siècle. Il y est dit : 1° que Watteau s'impose au goût du XVIII^e siècle; 2° que tous peintres, critiques, amateurs sont unanimes à le honnir ou à l'ignorer. Ces faits et ces affirmations contradictoires pourraient peut-être se concilier; ils restent enveloppés dans la confusion d'un développement d'allure hésitante.

En terminant, je signale quelques menues inadvertances relevées à une première lecture. Il me semble (p. 4) qu'il ne faut pas compter

sept siècles écoulés depuis la Renaissance; cette première phrase est comme un faux pas au départ, à corriger à cause du mauvais augure. — Quelques lignes plus bas, l'auteur, parlant de la rivalité d'Ingres et de Delacroix, dit que sous « l'Ancien Régime » l'un des deux rivaux eût été condamné à l'isolement et à l'obscurité. Celui qui raconte quelques pages plus loin la querelle de Le Brun et de Mignard, qui ne furent ni isolés ni obscurs, doit biffer aussi cette phrase. — Il ne faut pas dire (p. 103) que le roi cesse d'être victorieux après 1673, puisque la guerre de Hollande fut une série de victoires; ni (p. 228) affirmer qu'après 1690 il n'y a plus de victoire à commémorer, puisqu'il y a toutes celles de la guerre d'Augsbourg; ni (p. 138) nous présenter comme peintures de la fin du siècle des œuvres de Stella mort en 1657; ni (p. 191) dater de la fin du siècle un conseil de Piles sur l'histoire en peinture; de Piles a réédité ses ouvrages, mais le commentaire du poème de Dufresnoy où se trouve la phrase citée est de 1668; ni (p. 191) nous donner Anacréon pour un poète alexandrin; ni (p. 198) dire que Coppel peint en 1730 « dans le goût de Boucher », puisque Boucher, étudiant encore en Italie, est inconnu à Paris; ni (p. 226) dire que Van der Meulen est le premier représentant du paysage flamand en France, puisqu'avant lui il y a eu Fouquières, et bien d'autres; ni (p. 235) donner comme grand peintre flamand un Van Duynum, dont le nom me semble un peu bien nouveau et n'est pourtant pas une coquille typographique puisqu'il se retrouve à l'Index; ni (p. 235) dire que sous Le Brun on ne peignait que des chevaux, puisque les cartons pour les Gobelins sont remplis d'animaux variés; ni (p. 242) dire que la mythologie païenne apparaît dans notre littérature et notre art au commencement du xvn^e siècle, puisqu'elle y régnait déjà depuis près d'un siècle; ni (p. 239) dire que, après 1680, « Jean-Marc Nattier commence à travailler », à moins d'ajouter qu'il fera d'abord attendre sa naissance pendant cinq ans... De menues erreurs de ce genre sont d'ailleurs inévitables dans un ouvrage aussi plein de choses. Si le livre de M. Marcel était un travail sans importance, il serait tout à fait superflu d'y faire même allusion; mais cette thèse est sérieuse et mérite d'être lue sérieusement.

Louis HOURTICO.

Paul MANTOUX. **La révolution industrielle au XVIII^e siècle. Essai sur les commencements de la grande industrie moderne en Angleterre.** Paris, Cornély et C^{ie}, 1905. In-8°, 543 pages, 10 cartes et fig. (Bibl. de la Fondation Thiers, IX.)

Le livre de M. Mantoux, disons-le tout de suite, est une des meilleures productions de la jeune école d'histoire économique. Dépourvu de tout pédantisme juridique ou sociologique, M. M. étudie les faits en eux-mêmes, sans y chercher une illustration à des théories préconçues.

A l'origine des mouvements sociaux, il place l'apparition des besoins nouveaux, l'extension de la consommation, les modifications de la technique. Il ne craint pas de décrire avec soin tel mécanisme dont l'apparition aura des conséquences sociales inouïes, d'insérer dans un livre d'histoire le schéma d'une machine à vapeur. Nous n'exprimerons qu'un regret, c'est que ces planches ne soient pas plus nombreuses.

Il n'hésite pas non plus, — sans s'embarrasser de discussions métaphysiques sur le rôle plus ou moins transcendant de l'individu en histoire, — à faire aux hommes la place qui leur revient. Il montre très bien que les inventions destinées à révolutionner la technique ne sont pas, à l'origine, comme on serait porté à le croire, issues d'un raisonnement scientifique sur les conditions de la production; elles naissent de l'humble effort d'un ouvrier, désireux de perfectionner son outil. La biographie de ces ouvriers inventeurs est donc partie intégrante de l'histoire économique. Ensuite vient l'homme d'affaires, qui s'approprie au besoin les inventions d'autrui; pirate et capitaine d'industrie, il popularise les nouveaux procédés, leur fait rendre toutes leurs conséquences, les symbolise aux yeux des masses et, par la rapidité même de son enrichissement personnel, précipite l'évolution capitaliste. Plus tard seulement, dans un monde déjà transformé par l'inventeur obscur et par le hardi brasseur d'argent, arrive l'homme de science qui, dans le silence du laboratoire, résout le problème technologique à la façon d'une équation. Son intervention révolutionnaire n'est efficace que si elle se produit dans un milieu déjà révolutionné. Ce processus, M. M. l'analyse avec finesse. Hargreaves, Arkwright, James Watt, ce triptyque sur les faces duquel se pressent quelques personnages secondaires, lui permet de résumer les trois stades du mouvement.

M. M. a dépouillé une littérature considérable, en partie manuscrite : Mémoires et correspondances des inventeurs ou des industriels, papiers de Josiah Wedgwood, de Francis Place, de Boulton et Watt (*Soho Mss.*), de John Wyatt, d'Owen, sans parler de la si précieuse collection des *Webb Mss.*; — Documents officiels, recensements, enquêtes, papiers parlementaires; — Voyages, traités techniques, journaux, plus les nombreux travaux parus, surtout en Angleterre, sur la question.

Dans une introduction, qui est peut-être la meilleure partie de cet excellent livre, M. M. cherche les origines de la révolution qu'il veut décrire. Un tableau de l'ancienne industrie lui permet de montrer le rôle croissant du capital commercial, la paupérisation des classes ouvrières, la fréquence croissante des conflits. Sur cette industrie (qui correspond à ce que Marx appelle l'âge de la manufacture), vont agir en Angleterre trois causes formatrices : 1° l'essor commercial; l'extension du marché crée la division du travail, et la division du travail nécessite la machine; 2° la disparition de la *yeomanry* par l'*enclosure*; l'accaparement des communaux, la ruine de la petite propriété, la transformation des *latifundia* en pâturages ont pour conséquence l'afflux vers les villes des *yeomen* sans terre et des journaliers sans ouvrage, donc la

création d'une armée industrielle; 3^e les inventions dont nous avons retracé la genèse. — La seconde de ces causes est tout à fait spéciale à l'Angleterre; en France, c'est presque l'inverse qui s'est passé.

A ces trois causes, l'Angleterre doit d'avoir connu la première les machines à filer, puis la *jenny* de Hargreaves, et le *water-frame* dont il semble bien que le brevet ait été volé à Thomas Highs et à John Kay par Arkwright, enfin la *mule*¹ de Crompton. L'évolution de l'industrie textile d'une part, les nouveaux besoins de la métallurgie de l'autre expliquent, engendrent les modifications géniales apportées par James Watt à l'imparfait engin de Savery et de Newcomen. C'est ainsi que, sans les actes d'*enclosure* multipliés du xvi^e au xviii^e siècle, la pompe à feu ne serait pas devenue la machine à vapeur!

M. M. s'est également donné pour tâche d'étudier les conséquences sociales de cette révolution technologique. La première, la plus visible, c'est l'accroissement de la population. En 1780, on craignait encore (probablement à tort déjà) la dépopulation de l'Angleterre; en 1798, Malthus lancera son cri d'alarme. Cette population se déplace; des cartes² mettent en lumière ce phénomène qui substitue à l'Angleterre historique du sud-est la nouvelle Angleterre du *pays noir*. En dernier lieu viennent les répercussions de ces faits sur la situation des classes ouvrières et sur la législation économique.

Tel est l'exposé de M. M. Mais cet exposé enveloppe une thèse, dont il nous reste à dire deux mots. Cette thèse, posée pour ainsi dire par le titre même de l'ouvrage, par ce mot de *révolution* que l'auteur met en vedette, la voici : « C'est en Angleterre, dans le dernier tiers du xviii^e siècle³, qu'est née la grande industrie moderne », caractérisée par la concentration et le machinisme, avec son monument symbolique, l'usine, avec l'accroissement illimité de la consommation, avec l'essor du capitalisme. Tout ce qui est antérieur à 1760, tout ce qui est extérieur à la Grande-Bretagne ne saurait entrer en ligne de compte; il s'est bien produit, en ce pays et à cette date, une révolution.

C'est être, dit M. M., dupe des apparences que de parler de « grande industrie » en France sous Louis XIV. C'est regarder au verre grossissant une multitude de petits faits. C'est faire de la micrographie historique⁴.

Cette soi-disant grande industrie n'est « pas le produit d'une évolution spontanée. Elle est une création artificielle, ou peu s'en faut, elle n'a vécu que par l'initiative et, grâce au patronage de la royauté française. Colbert... peut être à bon droit regardé comme son fondateur ».

1. M. M. fait remarquer (p. 229, n. 4) que l'orthographe *mult-jenny* est un barbarisme et un non-sens.

2. Densité par comté en 1700, 1750, 1801, 1901.

3. Pour plus de précision : « Entre 1760 et 1800 ».

4. Cette critique porte directement sur les ouvrages de M. Germain Martin. Elle contient une forte part de vérité et quelques grains d'injustice.

Cette thèse nous paraît trop absolue. Cette grande industrie, en réalité plus ancienne que Colbert, n'est pas aussi complètement artificielle qu'on veut bien le dire. Les ouvrages de Laffemas, de Montchrestien, de La Gombardièrre, les procès-verbaux de la Commission du commerce, nous montrent, sous Henri IV et sous Richelieu, une France où l'esprit d'invention mécanique, la division du travail, la hardiesse capitaliste avaient déjà fait des progrès, et c'est une question de savoir si Colbert n'a pas, dans une certaine mesure, étouffé ce mouvement autant qu'il l'a servi.

En second lieu, si l'on exclut du domaine de la grande industrie les manufactures royales et privilégiées pour les raisons données par M. M. (subventions, prêts sans intérêt, exemptions d'impôts, monopoles), pourquoi ne pas en exclure, à l'heure actuelle, les chemins de fer, les sociétés de navigation, les entreprises d'éclairage, les raffineries de sucre ou de pétrole, les arsenaux même privés, bref toutes les industries qui bénéficient de véritables privilèges concédés par l'État ou les villes? M. M. est-il disposé à aller jusque-là? Non, puisque lui-même, contrairement aux affirmations des économistes orthodoxes (et de Schulze-Gävernitz), montre très bien (p. 253) que l'industrie anglaise du coton, type de la grande industrie moderne, n'a pas échappé à la protection et à la contrainte officielles. Prohibition de l'importation des tissus de coton imprimés, primes à l'exportation, interdiction de l'embauchage des ouvriers anglais à l'étranger, tout l'arsenal mercantiliste joue en sa faveur, comme en faveur des manufactures de Colbert.

« Aucune filiation directe, dit M. M. à propos de ces manufactures, ne paraît les rattacher au régime économique contemporain. » C'est là un verdict un peu sommaire, dont les considérants auraient besoin d'être revus. Les usines du premier Empire et de la Restauration ne se sont-elles jamais installées dans les cadres des manufactures du XVIII^e siècle, et celles-ci n'étaient-elles jamais les filles des industries privilégiées du colbertisme? En France comme en Angleterre, la non-généralité de la *manufacture* du XVII^e siècle ne prouve rien contre son rôle d'antécédent historique du *système de fabrique* (p. 71), ni le fait qu'à côté d'elle subsistèrent « jusqu'au bout les restes encore très vivaces des régimes industriels précédents ». Ne voit-on pas, même dans notre civilisation capitaliste, subsister les formes multiples, et qui ne semblent pas actuellement en voie de disparition rapide, de la petite industrie?

A plusieurs reprises d'ailleurs, M. M., qui a trop le sens historique pour devenir un théoricien, corrige ce qu'il y a d'absolu dans ses affirmations. « Nulle part (p. 18) la succession des phénomènes n'est plus continue, plus insensible que dans l'ordre économique... : toute classification... y garde forcément un caractère plus ou moins artificiel, » et ailleurs (p. 53) : « La grande industrie moderne n'a pas créé de toutes pièces... l'organisation capitaliste de la production. »

Ce qui reste vrai, en dépit de la continuité des phénomènes, c'est qu'un même fait n'a pas (p. 501), à deux époques et dans deux régions données, la même importance relative, le « même volume historique ». C'est ce volume que M. M. a voulu mesurer, en ce qui concerne le machinisme et le capitalisme, pour l'Angleterre du dernier tiers du XVIII^e siècle. Et c'est parce que ce volume s'est subitement accru, parce qu'il est subitement devenu, en Angleterre, sans commune mesure avec ce qu'il était sur le continent, que M. M. est autorisé à parler de « révolution industrielle ».

Cette révolution mettait l'Angleterre, au regard de la technique, d'un bon quart de siècle en avance sur ses rivaux. C'est là un fait dont il faut tenir compte pour apprécier sainement la politique économique du continent, et en particulier des instruments comme le traité d'Eden. M. M. n'a fait que toucher en passant (p. 254-255) à ce problème, dont sa thèse aura sans doute pour effet de renouveler l'étude.

Quoi qu'il en soit de nos divergences sur l'interprétation des faits, — et l'on voit à quelles nuances elles se réduisent, — nous n'hésitons pas à répéter qu'en un temps où sont encore si rares les bons travaux d'histoire économique, celui-ci doit être placé au rang des meilleurs.

Henri HAUSER.

RECUEILS PÉRIODIQUES ET SOCIÉTÉS SAVANTES.

1. — Revue des Questions historiques. Oct. 1905. — P. ALLARD. L'expansion du christianisme à l'époque des persécutions (il ressort du tableau fait par M. A. de la diffusion du christianisme par cercles concentriques autour du bassin de la Méditerranée que le christianisme était beaucoup trop répandu au moment où commencèrent les persécutions, d'ailleurs intermittentes, pour qu'elles pussent exercer une action répressive sérieuse). — A. DU BOURG. Vie monastique dans l'abbaye de Saint-Germain-des-Près aux différentes périodes de son histoire. — E. RODOCANACHI. L'éducation des femmes en Italie (travail très documenté sur les progrès de l'instruction des femmes du xv^e à la fin du xvi^e s. Rôle des couvents, qui donnèrent, surtout après les réformes de Trente, une éducation sérieuse; le nombre des femmes savantes devient grand au xv^e s.; au xvi^e, elles rivalisèrent avec les hommes et leur éducation est toute virile; après le xvi^e, on trouve encore des femmes érudites, mais l'instruction féminine devient plus superficielle). — P. BLIARD. Deux épisodes de la vie de Louis XV d'après un journal inédit (le journal de Pierre-Étienne Bourgeois de Boynes, conseiller d'État. Il a connu les lettres que l'abbé de Broglie adressait au roi pour le tenir au courant de toutes les intrigues de la cour. M. B. raconte, d'après Boynes, les efforts faits en 1765 et 1766 par Choiseul et ses amis pour faire rappeler le chancelier Lamoignon, exilé en 1763, et la ténacité avec laquelle Louis XV leur résista). — V. PIERRE. Le clergé français en exil. Pays-Bas autrichiens, Liège, Trèves et Luxembourg, Hollande, 1790-1795. — SERRAUT. Correspondance inédite entre Jacques I^{er} et l'abbé de Rancé. — M. SEFET. Pie VII et Napoléon. = 1^{er} janv. 1906. ERMONI. L'Essénisme (l'Essénisme est une exagération du pharisaïsme; il a été influencé par les doctrines orientales, parsisme, bouddhisme, à travers le pythagorisme; il fut un effort de vie ascétique idéale; il a pu contribuer au succès du christianisme et à la naissance du monachisme, mais il n'y a pas entre eux rapport de cause à effet). — AYROLLES. La vénérable Jeanne d'Arc prophétisée et prophétesse (la conclusion de cet article puéril est: les prophéties de la Pucelle ne sont pas moins étonnantes que ses exploits guerriers). — J.-M. VIDAL. Les derniers ministres de l'Albigisme en Languedoc. Leurs doctrines (bonne étude sur Pierre Autier, 1295-1310, et une série de ministres, ses collaborateurs et disciples. En 1312, la campagne néo-albigeoise qui avait eu Ax pour base et pour théâtre le sud-ouest du Languedoc était arrêtée par l'Inquisition. Détails très nouveaux sur la petite église cathare de Catalogne dirigée de 1312 à 1320 par Guillaume Belibaste. — L. AUDIAT. L'exécu-

tion des quatre Chapus du Bost (lamentable histoire de la condamnation par le tribunal révolutionnaire et de l'exécution, le 23 prairial an II, de Hubert Chapus du Bost, commissaire du roi à Cusset en 1790, de sa femme et de ses deux fils aînés, mensongèrement dénoncés par l'agent national F. Givois, qui s'enrichit de leurs dépouilles). — P. LEMONNIER. La propriété ecclésiastique et la vente des biens ecclésiastiques dans la Charente-Inférieure (conclusions semblables à celles de Lecarpentier dans la *Rev. hist.* pour la Seine-Inférieure. La propriété foncière ecclésiastique n'était que de 1 56 % à 3 87 % de la superficie totale. Les réguliers avaient plus de terres que les séculiers. C'est la grande propriété laïque qui a le plus profité de la vente des biens ecclésiastiques). — J. HURABEILLE. Le général Barbanègre, 1772-1830. — Ch. DE LA RONCIÈRE. Le premier chef d'escadre des armées navales de Louis XIV (François Panetié, dont M. E.-T. Hamy a publié la biographie). — Comte DE GERMINY. La révolte du 25 décembre 1825 à Saint-Pétersbourg (d'après les souvenirs du chevalier Cornot de Cussy et sa correspondance. Peu de faits nouveaux). — H. HANSICK. Venceslas-Vladivoj Tomek. = 1^{er} avril. J. TRÉSAL. Les responsabilités de la France dans le schisme anglican (montre, d'après les lettres publiées dans les *Calendars* du règne d'Henri VIII, comment François I^{er} favorisa le divorce d'Henri VIII avec Catherine d'Aragon et son mariage avec Anne de Boleyn pour resserrer l'alliance franco-anglaise). — C. RODOCANACHI. Les esclaves en Italie du XIII^e au XVI^e s. (nombreux documents qui montrent l'esclavage domestique se perpétuant, surtout dans les républiques maritimes et les États pontificaux, jusqu'au XVII^e siècle; c'étaient surtout des esclaves femmes). — R. ANCEL. La secrétairerie pontificale sous Paul IV (d'après un mémoire de Giovanni Carga rédigé en 1574 et les correspondances pontificales). — P. DE VAISSIÈRE. Les origines de la colonisation et la formation de la société française à Saint-Domingue (travail très neuf tiré des documents des archives du ministère des Colonies). — E. DEDÉ. Les pensions ecclésiastiques sous l'ancien régime et jusqu'au Concordat (ce n'est que sous Louis XIV que le droit des ecclésiastiques âgés ou infirmes à des pensions fut nettement défini. La Constituante et même la Convention consacrèrent ce droit. Le Concordat n'en parla pas, et ce ne fut que Napoléon III qui organisa les retraites ecclésiastiques). — E. WELVERT. Bugeaud en 1815 (le colonel Bugeaud passa, comme tant d'autres, du service de l'empereur à celui du roi, puis de celui du roi à celui de l'empereur, mais en ne songeant qu'à combattre pour la France. Sa brillante victoire du 28 juin 1815 sur les Austro-Piémontais en Savoie ne lui fit pas trouver grâce devant le duc de Bellune. Il redemanda en vain du service et ne rentra dans l'armée qu'après juillet 1830). — RIVIÈRE. La lettre du Christ tombée du ciel (publie un texte du XIII^e siècle conservé à Toulouse, ms. 208, de cette lettre sur l'observation du dimanche, qui remonte au VI^e s.). — VACANDARD. Pierre de Colomieu, archevêque de Rouen (était originaire de la campagne romaine). — L. CHARPENTIER.

Du rang de M^{me} de Maintenon à la cour de Versailles après son mariage (elle prenait rang avec les princes du sang, mais après eux).

2. — Bibliothèque de l'École des chartes. 1906, mai-août. — P. GUILHERMOZ. Note sur les poids du moyen âge; 1^{er} article (note très détaillée, car elle porte sur tous les poids en usage dans l'Europe médiévale). — Eug. JARRY. Instructions secrètes pour l'adoption de Louis I^{er} d'Anjou par Jeanne de Naples, janvier 1380. — A. BOINET. Un bibliophile du xv^e siècle : le grand bâtard de Bourgogne (signale deux mss. qui ont fait partie de la bibliothèque de ce prince et donne une liste aussi complète que possible des volumes qui portent l'*ex-libris* du grand bâtard. Avec deux fac-similés). — Bibliographie : Paul Legendre. Un manuel tironien du x^e siècle (excellent). — K. Wenck. Philipp der Schöne von Frankreich (remarquable). — L. Mirot. Isabelle de France, reine d'Angleterre, comtesse d'Angoulême, duchesse d'Orléans, 1389-1409 (bon). — L. Pastor. Ungedruckte Akten zur Geschichte der Päpste; Bd. I : 1376-1574 (très utile recueil). — A. Sorbelli. Il tratto di s. Vincenzo Ferrer intorno al Grande Scisma d'Occidente (bon). — A. Franklin. Dictionnaire historique des arts, métiers et professions exercés dans Paris depuis le xiii^e siècle (intéressant, amusant même et instructif). — F. Cadet de Gassicourt. Histoire de l'abbaye de Cordillon; t. I (bon).

3. — Revue d'histoire moderne et contemporaine. T. VII, n^o 40. Juillet 1906. — Ph. SAGNAC. Les ventes des biens nationaux, d'après des recueils de documents et des travaux récents (excellent résumé des résultats acquis, avec une bibliographie très complète. L'auteur indique dans sa conclusion comment, d'après lui, doivent être conçus les recueils de documents et les travaux qu'il reste à faire sur cette question.) = Comptes-rendus : A. Baudrillart. Quatre cents ans de Concordat (« livre d'un prêtre de grand talent, qui nous donne bien la doctrine catholique, mais qui ne sait pas s'élever à la conception pleinement impartiale de l'histoire »). — H. de Peyster. Les troubles de Hollande à la veille de la Révolution française, 1780-1795 (livre bien documenté, intéressant et en partie nouveau, incomplet sur certains points). — P. Delarue. Le clergé et le culte catholique en Bretagne pendant la Révolution. District de Dol; 3^e partie : Communes rurales du canton de Dol (intéressant). — G. Lebey. Les trois coups d'État de Louis-Napoléon Bonaparte; t. I : Strasbourg et Boulogne (documentation très incomplète et peu neuve, de grands défauts de méthode, agréable à lire).

4. — La Révolution de 1848. T. III, 1906. Mars-avril. — E. LEVASSEUR. Un épisode du second ministère de Léon Faucher (rapports de Faucher, ministre de l'Intérieur, avec M. de Maupas, préfet de la Haute-Garonne, au sujet de la saisie du Journal l'*Émancipation*, de la surveillance à exercer sur le comité de ce journal, considéré par le préfet comme une dangereuse société secrète, juillet 1851. En même temps, ce préfet liait partie avec le prince président pour le renversement de la République). — FERDINAND-DREYFUS. Les caisses de retraites et la

mutualité devant la Constituante et devant la Législative, 1848-1851. — H. MOYSSER. L'idée d'organisation du travail dans les professions de foi des candidats à l'Assemblée constituante de 1848. — H. MONIN. La dernière leçon de Jules Simon en Sorbonne, décembre 1851 (discussion sur la date de cette leçon, où Simon protesta publiquement contre le coup d'État. Elle doit avoir été faite le 17 déc. A la suite, les cours de Simon à la Sorbonne et à l'École normale furent suspendus; il n'y eut pas de destitution formelle). = Mai-juin. J. SKERLICH. Une *Société de la jeunesse serbe* en 1848. — F. DIEUDONNÉ. Les élections de la Constituante de 1868 dans le Loiret; fin. — Papiers inédits de Léon Faucher. « Aperçu de la situation du pays depuis l'époque où M. le ministre de l'Intérieur est entré aux affaires » (important). — Lettre inédite de Jules Favre à Hénou, 28 avril 1849.

5. — **La Correspondance historique et archéologique.** 1906, janvier-février. — Eugène WELVERT. Les dernières années de Panis, membre de la Commune du 10 août, député de Paris à la Convention nationale (surtout après la chute de Napoléon. Panis mourut à Marly-le-Roi le 22 août 1832). = Avril-mai. Lucien MARCHEIX. L'éruption du Vésuve en 1631 (publie la relation d'une double ascension au Vésuve, faite en 1632, peu après la grande éruption de déc. 1631, par J.-J. Bouchard, correspondant de Peiresec et panégyriste de Gassendi. Cette relation est précédée d'une description de la catastrophe par le napolitain Orazio de Feltre). — Lucien GILLET. Nomenclature des ouvrages de peinture, sculpture, architecture, gravure, lithographie, se rapportant à l'histoire de Paris et qui ont été exposés aux divers salons depuis l'année 1673 jusqu'à nos jours; suite.

6. — **Bulletin critique.** 1906, 5 juillet. — A. Debidour. L'Église catholique et l'État sous la troisième république, 1870-1906; t. I : 1870-1889 (« inintelligence absolue des idées de ses adversaires, préoccupation constante de tout avilir, de tout abaisser chez eux; expressions et manières d'écrire plus dignes d'un journaliste ou d'un politicien de petite ville que d'un inspecteur général de l'Université, apologie en cinq cents pages du fameux *mensonge historique* qui rejette sur le Saint-Siège et sur l'Église la responsabilité de la séparation, tel est, avec une certaine somme de renseignements utiles, le bilan de l'auteur et du livre »). — Paul Foucart. Sénatus-consulte de Thisbé, 170 (texte grec, maintenant complet, et traduction; important). = 15 juillet. Ch. Møller. Histoire du moyen âge depuis la chute de l'Empire romain jusqu'à la fin de l'époque franque, 476-950; 2^e partie (exposé clair et précis, original même).

7. — **Journal des Savants.** 1906, juin. — Émile BOURGEOIS. Les origines de la grande industrie en Angleterre (à propos de la thèse de Paul Mantoux). — J. DENIKER. Le catalogue international de littérature scientifique. = Juillet. G. PERROT. L'art gréco-bouddhique (d'après l'ouvrage d'A. Foucher sur les bas-reliefs gréco-bouddhiques du Gandhâra); suite en août; fin en septembre. — A. RIVAUD. La préparation

du catalogue critique et chronologique des œuvres de Leibniz (très intéressant); fin en août. = Août. L. DELISLE. Un nouveau manuscrit de l'*Historia figuralis* de Girard d'Anvers (ce ms. apporte un nouveau témoignage pour prouver que le nom de l'auteur est bien Girard d'Anvers et non d'Auvergne, comme il est appelé dans l'*Histoire litt. de la France*). — P. FOUCART. Deux textes relatifs à la Minerve de Phidias. — R. CAGNAT. Un règlement minier sous l'Empire romain (publie un nouveau fragment de l'inscription d'Aljustrel). = Septembre. R. DARESTE. Lamoignon et la réforme judiciaire de 1788 (à propos du livre de Marcel Marion). — A. JEANROY. Le Mystère de la Passion en France (à propos de l'étude d'Émile Roy sur les sources et le classement des rédactions de ce Mystère).

8. — Revue critique d'histoire et de littérature. 1906, 23 juillet.

— H. Corda. Le régiment de La Fère et le 1^{er} régiment d'artillerie, 1670-1900 (excellent). — Stéphane-Pol. De Robespierre à Fouché. Notes de police (quelques documents intéressants). — A. Dry. Soldats ambassadeurs sous le Directoire, an IV-an VIII (bon, mais trop long). — Lucien Lazard. Répertoire alphabétique des fonds des domaines; 1^{re} série, série des dossiers (travail qui rendra de grands services). — Colonel Ch. Corbin. Notes et souvenirs d'un officier d'état-major, 1831-1904 (sur la campagne de Crimée et sur Sedan; sans valeur). — Baron Jehan de Witte. Quinze ans d'histoire, 1866-1881, d'après les Mémoires du roi de Roumanie et les témoignages contemporains (contient des renseignements utiles, mais pour la plupart de seconde main. Peu utile). — J. Bardoux. Essai d'une psychologie de l'Angleterre contemporaine (excellent). — G. Desdevises du Désert. Souvenirs d'Emmanuel-Frédéric Sprünglin (très intéressant journal de marche concernant les opérations militaires en Espagne, de 1808 à 1812. Sprünglin était un officier d'origine suisse au service de la France; il retrace les marches du 6^e corps de l'armée d'Espagne). = 30 juillet. R. Pohlmann. Grundriss der griechischen Geschichte nebst Quellenkunde; 3^e série (bon, malgré bien des points contestables). — Klio. Beiträge zur alten Geschichte; t. V et VI. — Otto Jespersen. Growth and structure of the english language (excellent résumé, qui intéresse aussi les historiens; l'auteur étudie les éléments linguistiques qui se rapportent à des événements historiques importants : au christianisme, à la domination scandinave et à la conquête normande). — M. Marion. Le garde des sceaux Lamoignon et la réforme judiciaire de 1788 (très intéressant). — Le Joindre. Notice sur le général de Bellemont, 1749-1815 (bon). — Paul Asan. Le duc d'Orléans à Alger et à Oran en 1835. Impressions du duc d'Elchingen (très intéressant). = 6 août. O. von Lemm. Iberica (quelques témoignages coptes et abyssins, où les mots *Ibrim*, *Ibrisk* paraissent désigner des Ibères et non des Hébreux). — E. Newberry. Scarabs (bonne étude sur les scarabées égyptiens). — Albert Malet. Cours d'histoire. Temps modernes. Classe de 4^e (bon; quelques erreurs, les unes menues, d'autres assez grosses). = 13 août. E. Prarond. Introduction à quelques Praties

d'une étude : les Lois et les mœurs à Abbeville (1184-1789. Tables combinées, et extraits du Livre rouge et du Livre blanc de l'Échevinage; intéressant). — Un couvent persécuté du temps de Luther. Mémoires de Charité Pirckheimer, abbesse du couvent de Sainte-Claire de Nuremberg, traduits de l'allemand par *Ph. Heusey*, avec une préface de *G. Goyau* (intéressant; art. à lire). — *P. Féret*. La Faculté de théologie de Paris et ses docteurs les plus célèbres. Époque moderne; t. IV (intéressant volume consacré tout entier à l'histoire des Ubiquistes et des Sorbonnistes). — *Fr. Barbey*. Correspondance de Roland Dupré, second résident de France à Genève, 1680-1688 (intéressant, mais monotone, le résident de France n'ayant alors qu'une occupation, celle de faire dire la messe, dans la cité de Calvin, avec le plus de pompe possible). — *P. Boyé*. Correspondance inédite de Stanislas Leczinski, duc de Lorraine et de Bar, avec les rois de Prusse Frédéric-Guillaume I^{er} et Frédéric II, 1736-1766 (38 lettres assez banales, bien publiées). — *M.-J. Bonn*. Die englische Kolonisation in Irland (beaucoup de recherches et d'aperçus originaux). = 20 août. *W.-E. Crum*. Catalogue of the coptic mss. in the British Museum (excellent). — *L. Ettinghausen*. Harsa Vardhana empereur et poète de l'Inde septentrionale, 606-648 a. D. (compilation consciencieuse, sans originalité). — *H. Dessau*. Inscriptiones latinae selectae; II, 2 (cette partie contient les inscriptions privées). — *P. Werner*. De incendiis Urbis Romae aetate imperatorum (consciencieux). — *C. Bloch*. Cahiers de doléances du bailliage d'Orléans pour les États généraux de 1789; t. I. — *S. Charléty*. Documents relatifs à la vente des biens nationaux. Département du Rhône (longue analyse de cet ouvrage et du précédent par *A. Mathiez*). — *L. Grasilier*. Par qui fut livré le général Pichegru (intéressant). — *A. Godard*. Le tocsin national (assez intéressant recueil d'articles sur l'histoire de la Révolution française). = 27 août. *Fr. Thureau-Dangin*. Les inscriptions de Sumer et d'Akkad; transcription et traduction (excellent). — *J. H. Breasted*. A history of Egypt from the earliest times to the persian conquest (important, mais trop systématique). — *Paul Foucart*. Sénatus-consulte de Thibé, 170 (remarquable commentaire d'une inscription heureusement reconstituée). — *G.-A. Prévost*. Recueil des présidents, conseillers et autres officiers de l'Échiquier et du Parlement de Normandie, par Bigot de Monville (compilation de mince valeur). = 10 sept. *A. Harnack*. Lukas der Artzt, der Verfasser des dritten Evangeliums und der Apostelgeschichte (A. Loisy maintient contre Harnack que Luc ne peut avoir écrit le 3^e évangile ni les Actes, où il expose sur saint Paul et d'après le témoignage de celui-ci des faits en contradiction avec le récit même de saint Paul). — *L. André*. Michel Le Tellier et l'organisation de l'armée monarchique (ouvrage considérable; l'auteur prouve qu'il faut faire à Michel Le Tellier l'honneur de la plupart des réformes que, depuis C. Rousset, on attribuait libéralement à son fils Louvois). = 17 sept. *O. Hirschfeld*. Die kaiserlichen Verwaltungsbeamten bis auf Diocletian; 2^e édit. (livre entièrement nouveau et excellent). — *L. Ricard*. Un régime qui finit. Études sur les pays qui ont composé le départe-

ment des Hautes-Pyrénées (excellent). — *Comte de Lort de Serignan*. Le duc de Lauzun, général Biron, 1791-1792. Correspondance intime (très intéressant). — *J. Chevillet*. La vie militaire, 1800-1810; publ. par *G. Chevillet* (intéressant). = 24 sept. *A. Schweizer*. Von Reimarus zu Wrede; eine Geschichte der Leben-Jesu-Forschung (très instructif et attachant). — *B. Filow*. Die Legionen der Provinz Moesia, von Augustus bis auf Diokletian (bon). — *J. Hoops*. Waldbäume und Kulturpflanzen im germanischen Altertum (tableau complet de la flore industrielle et alimentaire de l'Europe septentrionale et centrale, en même temps que de la vie économique des habitants de cette région, depuis les temps les plus reculés). — *Rod. Reuss*. Londres et l'Angleterre en 1700, décrites par un commis-négociant strasbourgeois; extraits des mémoires inédits de J.-E. Zetner. — *Sadi Carnot*. Les volontaires de la Côte-d'Or. Origines historiques. Formation de 1789 à 1791. Veillée des armes (excellent). — *Jos. Wirth*. Mgr Colmar, évêque de Mayence, 1760-1818 (bon). — Souvenirs d'un préfet de la monarchie. Mémoires du baron Sers, 1786-1822, publ. par le baron *Henri Sers* et *R. Guyot* (excellent). — *Lunet de La Jonquière*. Ethnographie du Tonkin septentrional. Le Siam et les Siamois (intéressant). = 1^{er} octobre. *Ed. Bodemann*. Der Briefwechsel zwischen der Kaiserin Katharine II von Russland und J.-G. Zimmermann (intéressant; 35 lettres de l'impératrice et 44 du médecin Zimmermann). — *Pierre Bliard*. Le conventionnel Prieur de la Marne en mission dans l'ouest, 1793-1794 (utile et bien documenté). — *Karl Obser*. Denkwürdigkeiten des Markgrafen Wilhelm von Baden; Bd. I: 1792-1818 (il s'agit du comte de Hochberg, fils cadet du margrave, plus tard grand-duc Frédéric-Guillaume de Bade. Né en 1792, il écrivit ses Mémoires de 1851 à 1859; première édition complète de ce texte intéressant). — *Boissy-d'Anglas*. Boissy-d'Anglas et les régicides (bon). — *L. Andrieux*. La Commune à Lyon en 1870 et 1871 (clair, intéressant, bien informé, l'auteur ayant été témoin de beaucoup de faits qu'il raconte). — *H. Michel*. La loi Falloux (bon travail, mais un peu borné. L'auteur n'a pas vu très clairement que cette loi fut encore plus l'œuvre de Thiers que de Falloux et, par conséquent, qu'elle fut avant tout une œuvre de parti, de classe; le but était de soumettre l'enseignement primaire à l'Église dans une intention de sauvegarde sociale). = 8 oct. *Fr. Vermale*. Essai sur la répartition sociale des biens ecclésiastiques nationalisés; département du Rhône (beaucoup d'insuffisance et d'imprécision; des faits utiles et des conclusions dignes d'attention).

9. — **Bulletin hispanique**. 1906, juillet-septembre. — P. PARIS. Antiquités ibériques du Salobral (village voisin d'Albacete). — E. MERIMÉE. Zamora; notes de voyage au pays des épopées. — A. MOREL-FATIO. Cervantes et les cardinaux Acquaviva et Colonna (précise certains détails de la biographie de Cervantes). — G. CIROR. Recherches sur les Juifs espagnols et portugais à Bordeaux; suite.

10. — **Bulletin italien**. 1906, juillet-septembre. — P. DUHEM. Thémon, le fils du Juif, et Léonard de Vinci; suite. — Julien LUCHAIRE.

Lettres de Vincenzo Monti à M^{me} de Staël pendant l'année 1805; 2^e art. — R. GASCHET. L'affaire de la tache d'encre sur le manuscrit de Longus à la bibliothèque Laurentienne, d'après des documents inédits; fin.

11. — **Bulletin de Correspondance hellénique.** 30^e année, 1906. Juin-août. — G. SEURE et A. DEGRAND. Exploration de quelques tells de la Thrace (ces tells sont des tumuli; catalogue sommaire des objets qu'on y a trouvés). — P. GRAINDOR. Fouilles de Karthaia, île de Kéos; inscriptions; suite. — G. MILLET. Inscriptions inédites de Mistra (une d'elles se rapporte à Isabelle de Lusignan). — A. JARDÉ. Remarques sur quelques inscriptions de Thessalie. — M. HOLLEAUX. Correction à une inscription de Thespies. — Id. Observations sur une inscription de Lébadéia. — H. GRÉGOIRE. Note sur un nouveau manuscrit de la *Vie d'Eutyme*.

12. — **Nouvelle Revue historique de droit français et étranger.** 1906, juillet-août. — André GIFFARD. Études sur les sources du droit coutumier aux XIV^e et XV^e siècles; I: Un style du Châtelet utilisé par d'Ableiges (étudie quatre mss. du traité *Pour montrer et apprendre à chacun la manière de procéder en la prévôté et vicomté de Paris*; ce traité est une des sources où a puisé Jacques d'Ableiges pour composer son *Grand Coutumier*). — Armand d'HERBOMEZ. Les constitutions de Tournai sous Philippe de Valois (publie en appendice un Arrêt du 4 juillet 1332 qui supprime la commune de Tournai et confisque tous ses domaines). — Textes juridiques latins inédits découverts en Égypte. Lettre à M. Paul-Frédéric Girard par SEYMOUR DE RICCI. — E. CHAMPEAUX. La compilation de Bouhier et les coutumiers bourguignons du XIV^e siècle (l'auteur a retrouvé les quatre rédactions différentes que le président Bouhier avait eu l'idée malencontreuse de fondre en une seule. Description, date et classement des mss.). — Comptes-rendus: Ch. Lefebvre. Le droit des gens mariés; 1^{re} fasc. (c'est la 3^e partie d'un important ouvrage sur le droit matrimonial. Il y retrace l'histoire de la puissance maritale et celle du régime de la communauté entre époux jusqu'à la fin du XIII^e siècle. Ce régime est d'origine non romaine ni barbare, mais essentiellement chrétienne. Important, systématique, paradoxal). — R. Caillemer. Le retrait lignager dans le droit provençal (excellent).

13. — **Revue archéologique.** 1906, mai-juin. — Miss Gertrude L. BELL. Notes sur un voyage en Cilicie et en Lycaonie; second article (nombreux plans et vues de basiliques chrétiennes). — Ch. CLERMONT-GANNEAU. Les stratagèmes nabatéens de Madeba. — Maurice BESNIER. La collection Campana et les musées de province; suite (musées de Normandie). — P. MONCEAUX. Enquête sur l'épigraphie chrétienne d'Afrique; III: Inscriptions métriques. — Juillet-août. Salomon REINACH. Deux nouvelles images d'Alexandre. — Miss Gertrude L. BELL. Notes sur un voyage en Cilicie et en Lycaonie; suite. — E.-T. HAMY. Matériaux pour servir à l'histoire de l'archéologie préhistorique (publie un Mémoire inédit de Montfaucon sur les armes des anciens Gaulois

et des nations voisines, 1734). — Pierre PARIS et Arthur ENGEL. Fouilles et recherches à Almedinilla, province de Cordoue. — W.-R. PATON. Note sur l'inscription d'Abercius. — S. CHABERT. Histoire sommaire des études d'épigraphie grecque en Europe; suite et fin (beaucoup de renseignements fort intéressants). — P. MONCEAUX. Enquête sur l'épigraphie chrétienne d'Afrique; suite. — R. CAGNAT et M. BESNIER. Revue des publications épigraphiques relatives à l'antiquité romaine. Mars-juin 1906.

14. — Revue de l'histoire des religions. 1906, juillet-août. — Salomon REINACH. Une prédication accomplie (celle des douze vautours de Romulus; Vettius pensait que ces vautours présageaient à la ville de Rome une durée, d'abord de 120 ans, puis de 1,200 ans. On retrouve la préoccupation de cette durée limitée à douze siècles dans Tacite et dans Claudien, qui vit, pour ainsi dire, s'accomplir le présage et qui, en tout cas, le redouta). — Jean CAPART. Bulletin critique des religions de l'Égypte; suite et fin. — L.-J. DELAPORTE. Noms théophores en Assyrie, à l'époque des Sargonides. = Comptes-rendus : *Le Camus*. Origines du christianisme (ouvrage d'un savant théologien, qui se dit « progressiste », mais qui n'ose s'écarter de l'exégèse traditionaliste que sur des points insignifiants). — P. Allard. Dix leçons sur le martyre (érudit, modéré, agréable à lire et instructif; mais l'auteur se laisse dominer par ses préjugés politiques et religieux; l'histoire, avec lui, tourne à l'apologie). — Dom H. Leclercq. L'Espagne chrétienne (utile et instructif). — E. Doutté. Merrâkech (très bonne étude sur le Maroc). — A. Debidour. L'Église catholique et l'État sous la troisième République, 1870-1906; t. I (l'auteur connaît admirablement les textes, assez bien les idées et les hommes; il aurait pu écrire un beau livre d'histoire, il n'a donné qu'un réquisitoire lumineux, bien divisé, bien équilibré, mais c'est un réquisitoire contre l'Église, afin de prouver cette thèse contestable : si l'État français a rompu le Concordat, c'est parce qu'il n'a pas pu faire autrement).

15. — Le Correspondant. 10 août 1905. — A. MÉZIÈRES. L'Université avant 1850. L'École d'Athènes; suite le 25 août. — V. GIRAUD. Chateaubriand à vingt-deux ans (d'après un récit de l'abbé de Mondésir écrit en 1842 et conservé au séminaire de Saint-Sulpice). = 25 août. B. DE LACOMBE. Le mariage de Talleyrand; fin le 20 sept. (très piquant récit illustré par des documents inédits tirés des Archives nationales, des archives de la Seine et d'un dossier fourni par Mgr Dupanloup). — A. CHÉRADAME. La Russie, l'Angleterre et les Indes. = 10 sept. J. TEINCEY. A. Hamilton. Un fondateur du gouvernement américain (1759-1804. Un des principaux appuis de Washington et des principaux adversaires de Jefferson, qui périt victime des intrigues d'une femme, M^{me} Croix). = 25 sept. Souvenirs de M. Vivien (visite en Angleterre, M. Thiers, le roi Louis-Philippe, le duc d'Orléans, la Révolution de 48; assez curieux). — Vicomte DE RICHEMONT. Un essai de concordat entre l'Angleterre et le Saint-Siège; fin le 10 oct. (d'après les archives du Vatican. Ce projet,

négocié entre Castlereagh et Consalvi, qui aurait pu dès 1814 assurer les droits des catholiques anglais, échoua par l'intransigeance de Pie VII sur la question de l'*exequatur royal* pour les rescrits du Saint-Siège). — E. LAMY. Affaires d'Égypte et de France. La leçon d'un siècle; suite le 25 oct. et le 25 mars 1906. = 10 oct. Amiral BERGASSE DU PETIT-THOUARS. Journal de captivité en Allemagne (sept. 1870-mars 1871). — GEOFFROY DE GRANDMAISON. Le centenaire de Trafalgar (reconstituée avec les documents des archives des Affaires étrangères et de la Marine les préliminaires et les péripéties de la lutte où notre infériorité d'armement et de tactique nous condamna à la défaite, malgré notre supériorité numérique). = 25 oct. Vicomte DE RICHEMONT. Consalvi à Paris en 1814 (négociations, d'ailleurs sans lendemain, en vue de la revision du concordat). — LANZAC DE LABORIE. La jeunesse du chancelier de Nesselrode. = 10 nov. Edmond ROUSSE. Lettres à un ami (1848-1870; terminées le 25 mai 1906; forment un journal très élégant de la vie littéraire, artistique et politique de Paris). — E. DAUDET. Un mariage manqué. Épisode de l'histoire de l'émigration, 1798-1801 (projet de mariage entre le duc de Berry et la princesse Christine de Naples, négocié par M^{me} de Circello et le comte de Chatellus, et qui échoua un peu par crainte du caractère du duc, surtout par crainte de Bonaparte. Précieux documents inédits). — PATRICK-BOYLE. L'Église et l'État en Irlande (intéressant exposé de l'organisation de l'église catholique en Irlande). — L. DE CONTENSON. Les Arméniens du Caucase. Les origines de la situation actuelle. = 25 nov. P. IMBART DE LA TOUR. Le Gallicanisme et la Restauration papale. La préparation du concordat de 1516 (montre avec finesse comment le gallicanisme théologique et universitaire, qui opposait le système conciliaire à l'omnipotence pontificale, fut défait par l'alliance de la royauté et du Saint-Siège, et le concordat de 1516. Celui-ci, tout en réservant au pape une ingérence régulière dans la vie de l'église française, créa le gallicanisme ecclésiastique politique qui unit l'Église de France à la royauté, au besoin pour résister au pape). — LANZAC DE LABORIE. Les confidences d'un ministre de la première Restauration (à propos de la correspondance du comte de Jaucourt avec le prince de Talleyrand pendant le Congrès de Vienne). = 25 déc. Cardinal PERRAUD. Les héros oubliés de notre époque coloniale (sur le rôle des missionnaires catholiques). — E. WETTERLÉ. Les institutions parlementaires de l'Empire allemand. — L. ANDRIEUX. Journées tragiques à Lyon, 1870-1871 (curieux souvenirs personnels). — L. ARNOULD. La maison de V. Hugo. Autrefois et aujourd'hui (fragments piquants des souvenirs d'Eugène Wœstlin). = 10 janv. 1906. THUREAU-DANGIN. La Renaissance catholique en Angleterre au xix^e s. (I. Manning à l'archevêché de Westminster. Suite le 25 janv. : II. Manning et Newman; le 10 févr. : III. Avant et après le concile; le 25 févr. : IV. Les deux cardinaux; le 10 mars : V. Les dernières années de Newman et de Manning. Travail très approfondi et impartial qui ne cache rien des torts de Manning envers Newman). —

A. BRITSCH. La dernière mission Brazza (démontre pièces en main les abominables abus de l'administration Gentil au Congo mis en lumière par la mission Brazza, et les intrigues mises en œuvre pour empêcher la réparation de ces abus). = 25 janv. Introduction historique à la conférence d'Algésiras. — H. DE LACOMBE. A propos d'un livre sur la loi Falloux (critique assez vive du livre d'H. Michel). = 10 févr. E. ROUSSE. La liberté religieuse en France. Gambetta, J. Ferry, Waldeck-Rousseau. Les congrégations. = 25 févr. A. BAUDRILLART. Le cardinal Perraud. — G. FERRERO. Les funérailles de César. = 10 mars. J.-B. PIOLET. L'école libre future (exposé très complet de l'œuvre admirable entreprise en 1902 par M. Bornet de Lyon pour développer les écoles libres en les groupant autour d'associations légales de parents). — Mgr VALLET. Un entretien à Gastein avec le prince de Bismarck en 1879 (très curieux récit d'une conversation avec Bismarck au sujet du « Kulturkampf », où Bismarck offrit de se réconcilier avec Rome sur la base de « l'état des choses antérieur à 1848 »). — E. LECANUET. Les églises de Paris sous la Commune. Un essai de séparation de l'Église et de l'État (curieux souvenirs). = 25 mars. H. DE LACOMBE. Bossuet et les études bibliques (curieux article où le persécuteur de Richard Simon est présenté comme un maître de la critique hébraïque. Ce qui est vrai, c'est que Bossuet comprit l'importance des études hébraïques et fit effort pour s'y adonner). — R. HENRY. Angloisses et espérances polonaises (informations inédites précieuses). — B. LAUNAY. La délation sous la Terreur (informations fournies contre Dillon et d'autres généraux par l'aide de camp Amans, détenu avec Dillon au Luxembourg).

16. — Études. Revue fondée en 1856 par des Pères de la Compagnie de Jésus. 1906, 20 juin. — Jules DOIZÉ. Les élections épiscopales en France avant les Concordats (depuis le ^v^e siècle). — Hippolyte PRÉLOT. Frédéric Le Play. — Paul BERNARD. Les associations cultuelles en Prusse. = 5 juillet. Adhémar d'ALÈS. Les Pères du désert, d'après l'*Histoire lausique* de Pallade (le Galate Pallade a écrit cette *Histoire* en 420, en Égypte, où il vécut; malgré le merveilleux dont elle est imprégnée, cette *Histoire* n'est pas un roman, elle nous montre les origines monastiques de l'Égypte). — Jules DOIZÉ. Les élections épiscopales en France avant les Concordats (du ^{ix}^e au ^{xii}^e siècle, où se constitue ce que l'auteur appelle « la seigneurie épiscopale héréditaire »). = 20 juillet. Lucien ROURE. Le mysticisme et ses explications pathologiques. — Adhémar d'ALÈS. Sainte Mélanie la Jeune, d'après un livre du cardinal Rampolla. — Henri CHÉROT. La perte de l'Acadie et du Canada (d'après l'ouvrage du P. Camille de Rochemonteix). — Réponse de la Commission biblique (texte original et traduction autorisée en français. Cette réponse a été rédigée par MM. Vigouroux et Janssens). = 5 août. Lucien ROURE. Autour du mysticisme catholique. — Jules DOIZÉ. Les élections épiscopales en France et l'investiture laïque (des caractères de l'investiture féodale et de la réforme opérée par Grégoire VII et ses successeurs). — J. DE JOANNIS. Un catalogue internatio-

nal des publications scientifiques. — Adhémar d'ALÈS. Bulletin d'ancienne littérature chrétienne.

17. — Revue des Deux-Mondes. 1^{er} oct. 1905. — Général BOURRELLY. La rétrocession de Belfort à la France, 1871-1873 (met en lumière les services rendus en cette occasion par Thiers). — L. DU SOMMERARD. Julien l'Apostat (surtout d'après l'ouvrage du P. Allard). — E. MÂLE. L'art français de la fin du moyen âge. L'apparition du pathétique. = 15 oct. Correspondances inédites de Lamennais. Lettres à M. Vuarin, 1819-1825, publ. par V. GIRAUD (très précieux pour l'histoire du mouvement ultramontain); fin le 1^{er} nov. — Marquis DE SÉGUR. Julie de Lespinasse; voir la suite dans les numéros suivants (tout le volume de M. de Ségur a paru dans la *Revue*). = 1^{er} déc. L.-E. BERTIN. L'évolution de la puissance défensive des navires de guerre (I. De 1860 à 1880; fin le 1^{er} janv. 1906 : de 1880 à 1906). — P. LEROY-BEAULIEU. Le Mexique au xx^e siècle. = 15 déc. E. WELVERT. La conversion d'un conventionnel : Mathurin Isnard (après avoir montré une grande violence contre les prêtres réfractaires, avoir vécu caché après la chute des Girondins, Isnard s'éprit de spiritualisme dans la solitude et se forma une théorie platonicienne du monde, puis, après avoir été receveur des contributions sous l'Empire, il fit après la Restauration un mea-culpâ éclatant de ses violences révolutionnaires et montra un zèle religieux ardent). = 1^{er} févr. 1906. E. DAUDET. Louis XVIII et le comte d'Artois; fin le 15 févr. (ces importants articles, tirés de la correspondance inédite des deux princes, nous montrent les profonds dissentiments qui les séparèrent pendant les guerres de la République et l'insurrection vendéenne, puis leur réconciliation dans une commune détresse après 1800). = 15 févr. G. d'AVENEL. Les riches depuis sept cents ans (I. Les Millionnaires d'autrefois; suite le 15 mars : En quoi consistaient les anciennes fortunes; le 1^{er} juin : Soldes militaires, traitements des magistrats et des prêtres; le 15 juillet : Fonctionnaires de l'État et des administrations privées; études précises et piquantes). — T.-J. WYZEWA. Les six femmes d'Henri VIII (d'après le livre de M. Martin Hume, *The Wives of Henry the Eighth*, qui contient des pièces très intéressantes, mais que M. de W. a tort de considérer comme un livre impartial, alors qu'il est dépourvu de critique). = 1^{er} mars. Comte d'HAUSSONVILLE. La duchesse de Bourgogne et l'alliance savoyarde. Après la mort de Monseigneur. Le petit troupeau; suite le 1^{er} juillet (le duc de Bourgogne au Conseil). — ROUTIRE. Le dernier traité anglo-afghan. — P. GAUTIER. Un idéologue sous le Consulat et le premier Empire (important article sur Ch. de Villers, qui fut un des inspirateurs de M^{me} de Staël et un des plus actifs instruments d'un rapprochement intellectuel entre l'Allemagne et la France). — Ch. DIEHL. L'impératrice Irène (cette contemporaine de Charlemagne, dont l'usurpation contribua à celle de Charlemagne, rouvrit pour quatre-vingts ans à Byzance l'ère des révolutions de palais). = 15 mars. F. BRUNETIÈRE. Honoré de Balzac. Son influence littéraire et son œuvre (résumé

équitable et puissant). — E. DAUDET. Le comte Paul Stroganoff (d'après les trois vol. de documents publ. par le grand-duc Nicolas). — R. PINON. Le conflit franco-vénézuélien (indique bien les torts du président Castro; mais ne montre pas suffisamment combien la France a été desservie par ses agents). = 1^{er} avril. A. GAZIER. Le frère de Voltaire (très curieux article sur Armand Arouet, qui fut un janséniste convulsionnaire). — E. MÂLE. L'art français de la fin du moyen âge. L'idée de la mort et la danse macabre. = 1^{er} mai. G. GOYAU. Une patricienne chrétienne au v^e siècle : Mélanie la Jeune (charmante analyse de la jolie vie de sainte Mélanie par Gerontius éditée récemment avec infiniment de soin par le cardinal Rampolla). — L. BATIFFOL. Les finances de la reine Marie de Médicis (excellente et précise étude qui met en lumière la rapacité et la prodigalité de la reine). — F. BRUNETIÈRE. Joseph de Maistre et son livre *Du Pape* (à propos du livre de M. Latreille; article très remarquable; vigoureuse apologie de la sophistique de J. de Maistre d'après laquelle le catholicisme ne peut ni ne doit avoir aucun caractère national, tandis qu'en même temps il n'y a point de caractère national sans religion). = 15 mai. E. OLLIVIER. L'affaire Baudin, 1868 (très important au point de vue du rôle d'E. Ollivier, sur qui, de 1868 à 1870, reposa vraiment, comme il le dit, l'avenir de l'Empire; ce qui fut, du reste, une des causes de sa ruine). — FIDA. Pierre Leroux et son œuvre. — A. BERTRAND. Les États-Unis et la Révolution française (fait ressortir, d'après la correspondance des agents français aux États-Unis de 1791-1797, récemment publiée dans l'*Annual report of the American historical Association*, la fermeté avec laquelle Washington résista aux efforts de la France pour l'entraîner dans une politique d'hostilité contre l'Angleterre). = 1^{er} juin. Ch. BENOIST. Machiavel et le machiavélisme; suite le 1^{er} juill. — J. BRUNHES. Une géographie nouvelle. La géographie humaine. — E. OLLIVIER. Les élections de 1869. — M^{lle} LOUISE ZEYS. Une héroïne contemporaine (M^{lle} Lix, qui joua un rôle admirable dans l'insurrection polonaise et combattit parmi les francs-tireurs en 1870). = 15 juin. E. OLLIVIER. La révolution d'Espagne. Prim, Napoléon III, Bismarck. — J. BOURDEAU. Le tsarisme et les partis révolutionnaires. — H. LORIN. Les derniers jours du Canada français (à propos de l'ouvrage en 6 vol. de MM. Doughty et Parmelee sur le *Siège de Québec et la bataille des plaines d'Abraham*). — P. GAUTIER. Le premier exil de M^{me} de Staël (récit très vivant du rôle joué par M^{me} de Staël et par son salon à Paris du 6 prairial an III au 30 frimaire an IV, 25 mai-21 décembre 1795. M. G. a eu à sa disposition la correspondance de Mathieu de Montmorency avec M^{me} Necker de Saussure. Il a fait aussi un très heureux usage des journaux du temps).

18. — **La Revue de Paris**. 1906, 1^{er} août. — J.-B. CHEVILLARD. Souvenirs d'Espagne, 1808 (inspecteur aux revues pour le corps d'armée de Dupont, Chevillard prit part à la malheureuse campagne de 1808, à la marche sur Cordoue, à la défaite de Baylen; détenu au

mépris des termes de la capitulation, il fut du petit nombre d'officiers qui, avec le général en chef, furent renvoyés en France. Récit simple, précis, instructif; fin dans la livr. du 15 août. — Élie HALÉVY. La naissance du méthodisme en Angleterre; fin le 15 août (l'influence personnelle de Wellesley ne suffit pas pour expliquer le rapide succès du méthodisme; étudie les sociétés pieuses et charitables qui s'étaient fondées dans le premier tiers du XVIII^e s. en Angleterre et qui préparèrent le terrain à la soudaine et brillante éclosion du méthodisme). — Comte DE COMMINGES. Stendhal homme de cheval. = 15 août. Pierre FONCIN. L'œuvre du général Gallieni (à Madagascar). = 1^{er} sept. G. DE M. Choses vues; août-septembre 1870 (notes prises par un simple brigadier de cuirassiers qui prit part à la bataille de Reichshoffen et fut pris à Sedan). — Alex. MORET. Diplomatie pharaonique d'après des tablettes babyloniennes trouvées en Égypte dans des bâtiments datant d'Aménophis IV). — Raoul ALLIER. Le testament de M. Le Gaultre, 1645 (Le Gaultre avait été affilié par le P. Bernard à la Compagnie du Saint-Sacrement. Dans son testament, il léguait son bien à diverses œuvres charitables et entre autres à la Compagnie du Saint-Sacrement. Mais, d'une part, celle-ci voulait demeurer inconnue, d'autre part, la famille du défunt attaqua le testament comme ordonnant des libéralités excessives et nuisibles à de respectables intérêts privés. Il y eut procès. La Compagnie n'y figura pas, préférant renoncer à ses legs et continuer de vivre dans le mystère; mais, en agissant par « voie excitative », elle obtint que la plupart des autres legs allassent à des œuvres patronées secrètement par elle). = 15 septembre. RIGAUT DE ROCHEFORT. Le procès de Moreau (Rigault fut un des juges au procès de Moreau. Son récit, qui a été retrouvé écrit de sa main, est une sorte de réponse à celui de Lecourbe, le frère du général, qui, en 1814, publia ce qui s'était passé en 1804. La condamnation de Moreau a bien été obtenue par des moyens illégaux. Rigault confirme, rectifie et complète le récit de Lecourbe; il donne en outre des détails curieux sur la mort de Pichegru dans laquelle Rigault refuse de croire à un suicide). — Michel SALOMON. Le salon de l'Arsenal (rendez-vous des romantiques, chez Charles Nodier); suite le 1^{er} octobre. = 1^{er} octobre. ART ROÛ. L'armée sous le Directoire (dépeint l'esprit qui animait cette armée et ses principaux chefs).

19. — Société archéologique de Tarn-et-Garonne. Bulletin archéologique et historique, t. XXXIII, année 1905, 4^e trimestre. — Chanoine ALBE. La châtellenie de Caylus au XIV^e siècle (avec la liste des lieux, villes et châteaux qui étaient englobés dans cette châtellenie; documents inédits). — Abbé GALABERT. Les écoles d'autrefois dans le pays de Tarn-et-Garonne. — D^r BOË. Le livre de comptes consulaires de la ville de Castelsarrasin au XIV^e siècle, 1366-1367 (publie deux fragments en dialecte gascon, avec une traduction).

20. — Annales de l'Est et du Nord. 1906, avril. — J. FINOT. La paix d'Arras, 1414-1415; suite et fin (copieux appendice de documents

inédits). — L. DAVILLÉ. Le *Pagus Scarponensis* (étude très minutieuse. Fondé sans doute en 622, ce *Pagus* ne cessa, jusqu'en 870 environ, de former la limite méridionale de l'Ostrasie. Au traité de Meerssen, il devint la frontière orientale du royaume de France, mais il passa définitivement à l'Allemagne après la diète de Tribur et disparut au XI^e s. On en perd la trace après 1028). — H. POULET. Le sans-culotte Philip, président de la Société populaire de Nancy, 1793-1794; suite en juillet (biographie très documentée). = Bibliographie : L. KÖNIG. Die Politik des Grafen Balduin V von Hennegau (très bonne étude sur les rapports de la France et de l'Allemagne à la fin du XII^e siècle). — Paul ROPES. Les hommes de loi et de lignage du comté de Namur (utile contribution à l'étude de la transmission de la noblesse). = Juillet. A. DE SAINT-LÉGER. La rivalité industrielle entre la ville de Lille et le plat pays, et l'arrêt du Conseil de 1762 relatif au droit de fabriquer dans les campagnes; 1^{er} article. = Bibliographie : Edw. Gailliard. De Keure van Hazebroek van 1336 (cinq volumes sur l'histoire et le commentaire de cette coutume municipale. Le t. IV est un glossaire; le t. V contient une table des matières commentée, plus une table des mots bas-latins, flamands, bas-allemands et vieux français employés par lui durant le cours de l'ouvrage, enfin une abondante bibliographie). — L. Verriest. Institutions judiciaires de Tournai au XIII^e siècle : les registres de justice dits registres de la loi. — J. Crombé. L'organisation du travail à Roubaix avant la Révolution (insuffisant et superficiel). — E. Dupréel. Histoire critique de Godefroid le Barbu, duc de Lotharingie, marquis de Toscane (très bonne biographie). — L. Bultingaire. Le club des Jacobins de Metz. — Alf. Pierrot. L'arrondissement de Montmédy sous la Révolution. — Baron H. Sers et R. Guyot. Souvenirs d'un préfet de la monarchie. Mémoires du baron Sers, 1786-1862. — Paul Muller. La bataille de Turckheim, 5 janvier 1675 (étude qui paraît définitive).

21. — **Revue des Pyrénées.** 1906, 3^e trimestre. — Charles MOLINIER. L'art italien du XV^e siècle, ses traditions et son esprit. — Claude PERROUD. Fourcroy en tournée d'inspection dans le midi, 1805 (publie plusieurs lettres de Fourcroy à sa femme). — J. ADHER. Correspondance inédite du général Verdier avec sa famille et ses amis, 1792-1831 (quelques lettres datant de la campagne d'Égypte. Lacune de 1799 à 1809. Quelques billets insignifiants en 1810 et quelques lettres sans intérêt de 1822 à 1831).

22. — **Historische Zeitschrift.** Neue Folge. Bd. LX, Heft 1. — K.-J. NEUMANN. L'origine de l'état spartiate dans la constitution de Lycorgue (la constitution de Lycorgue a été promulguée en une fois, peu avant 754 : toute l'organisation de l'état spartiate en dérive). — Th. LUDWIG. Nouvelles recherches sur les préliminaires de la Révolution française (compte-rendu de A. Wahl, *Vorgeschichte der Französischen Revolution*, et de F. Wolters, *Studien über Agrarzustände und Agrarprobleme in Frankreich von 1700 bis 1790*). = Comptes-rendus :

B. Riese. Geschichte der griechischen u. makedonischen Staaten seit der Schlacht bei Chaeroneia; 3 Teil : von 188 bis 120 v. Chr. (s'arrête trop tôt et pas toujours assez approfondi). — *N. Paulus.* Die deutschen Dominikaner im Kampfe gegen Luther, 1518-1563. — *K. Häbler.* Die überseeischen Unternehmungen der Welsler u. ihrer Gesellschafter. — *G. Stüve.* Johann Carl Bertram Stüve nach Briefen u. persönlichen Erinnerungen. — *Id.* Briefwechsel zwischen Stüve u. Detmold in den Jahren 1848 bis 1850. — *K. Weller.* Geschichte des Hauses Hohenlohe. — Dernières publications relatives à l'histoire suédoise pour les années 1718-1809. = Heft 2. R. Koser. L'état brandebourgeois-prussien dans la lutte entre l'impérialisme et les libertés nationales (au xvii^e et au xviii^e s.). — *H. Oncken.* Les souvenirs d'Albert Schäffle (ces souvenirs permettent d'expliquer certaines contradictions apparentes de la conduite de Schäffle, mort en 1903). = Comptes-rendus : *Th. v. Inama-Sternegg.* Deutsche Wirtschaftsgeschichte; 3. Bd., 2 Teil (l'auteur, qui traite ici l'époque du moyen âge, est admirablement informé; quelques observations de détails par G. v. Below). — *H. v. Zwiédineck-Südenhorst.* Deutsche Geschichte von der Auflösung des alten bis zu Errichtung des neuen Kaiserreiches; 3 Bd. : Die Lösung der deutschen Frage und das Kaisertum der Hohenzollern, 1849-1871 (approfondi, mais très partial; d'un admirateur de Bismarck). — *Gustav Freytag und Herzog Ernst von Coburg im Briefwechsel, 1853-1893,* herausgg. von *E. Tempelley.* — *Eduard Reuss.* Briefwechsel mit seinem Schüler und Freunde *Karl Heinrich Graf,* herausgg. von *Budde u. Holtzmann.* — *F. Wintterlin.* Geschichte der Behördenorganisation in Württemberg. — *H. Kiewning.* Die auswärtige Politik der Grafschaft Lippe vom Ausbruch der französischen Revolution bis zum Tilsiter Frieden. — *O. Dobenecker.* Regesta diplomata necnon epistolaria historiae Thuringiae; 3 Bd., 1 Teil : 1228-1247. — *C. Krollmann.* Das Defensionswerk im Herzogtum Preussen; 1 Teil : Die Begründung des Defensionswerks unter dem Markgrafen Georg Friedrich u. dem Kurfürsten Joachim Friedrich. — *A. v. Trausche-Roseneck.* Zur Geschichte des Lehnswesens in Livland; Teil 1 : Das Mannlehen (intéressant). — *G. Weil.* Le pangermanisme en Autriche (l'auteur confond à tort le mouvement pangermanique d'origine autrichienne avec les tentatives faites par les Allemands pour imposer leur nationalité en Autriche). — *L. Eisenmann.* Le compromis austro-hongrois de 1867. Étude sur le dualisme (le meilleur livre sur la question). — *K. Uhlirz.* Quellen z. Gesch. d. Stadt Wien. Originalurkunden des städtischen Archivs, 1458-1493 (excellent). — Zur Geschichte der Kaiserl. Wiener Zeitung, 8 August 1703 bis 1903. — Monumenta Vaticana res gestas Bohemias illustrantia; t. I : Acta Clementis VI, 1342-1352, op. *L. Klicman;* t. V : Acta Urbani VI et Bonifatii IX, op. *C. Krofta;* pars I : 1378-1396. — *B. Bretholz.* Codex diplomaticus et epistolaris Moraviae. — *W. Oechsli.* Geschichte der Schweiz im 19. Jahrhundert; 1 Bd. : Die Schweiz unter französischem Protektorat, 1798-1813 (l'ouvrage le plus considérable sur

l'histoire suisse paru depuis longtemps). — *H. Ryffel*. Die schweizerischen Landsgemeinden (très consciencieux et très utile). — *P. Méaly*. Les publicistes de la réforme sous François II et Charles IX (travail d'amateur). — The Cambridge modern history; t. VIII : The French Revolution, 1789-1799 (pas d'unité de rédaction et de graves lacunes dans la bibliographie). — *P. Conard*. La peur en Dauphiné (très important). — *J. Schnitzer*. Quellen u. Forschungen zur Geschichte Savonarolas; t. II : Die Feuerprobe. — *M. Schipa*. Il regno di Napoli al tempo di Carlo di Borbone. — De necessariis et observantiis Scaccarii Dialogus, commonly called Dialogus de Scaccario, by Richard, son of Nigel, ed. by *A. Hugues*, *G. Crump* and *C. Johnson* (bon). — Acta Tomicana, t. X et XI epistolarius, legationis responsorum, actionum et rerum gestarum serenissimi principis Sigismundi I, regis Poloniae, 1528-1529 (recueil de la plus haute importance). — Russische Porträts des 18 u. 19 Jahrhunderts. Ausgabe des Grossfürsten *Nikolai Michailowitsch*. — Heft 3. *K. HAMPE*. Les stigmates de saint François d'Assise (ces stigmates datent des dernières années de la vie du saint; « ils n'ont rien à voir avec la vision du séraphin apparu au saint en 1224 sur le Monte Alverno »). — *S. HERZBERG-FRÄNKEL*. Rodolphe de Habsbourg (à propos du livre de Oswald Redlich, *Rudolf von Habsburg*). — *F. MEUSEL*. Sur l'« Histoire de mon temps » de Frédéric le Grand (la rédaction de 1742-1743 n'a pas servi à l'auteur au moment où il composa sa rédaction définitive; c'est la rédaction de 1746 qui lui servit alors de base). — *D. SCHÄFER*. Henri IV a-t-il falsifié la « Promissio » d'octobre 1076 remise à Grégoire VII? (rien ne le prouve). — *W. BRÖCKING*. Le Directoire jugé par Marschall (le futur ministre d'État du duché de Nassau). — Comptes-rendus : *W. Ermann* u. *E. Horn*. Bibliographie der deutschen Universitäten; 2 u. 3 Teil. — *O. KÄMMEL*. Deutsche Geschichte; 2^e éd. — *K. RIEDER*. Der Gottesfreund vom Oberland. Eine Erfindung des Strassburger Johanniterbruders Nikolaus von Löwen. — *L. PASTOR*. Ungedruckte Acten zur Geschichte der Päpste; 1 Bd. : 1376-1464. — *A. HAUSRATH*. Luthers Leben (remarquable). — *H. BARGE*. Andreas Bodenstein von Karlstadt; 1 Teil : Karlstadt und die Anfänge der Reformation (article critique important de K. Müller). — Concilium Tridentinum; IV : Concilii Tridentini actorum pars prima : Monumenta concilium praecedentia; trium priorum sessionum acta ed. *S. EHSES*. — *J. ŠUSTA*. Die römische Kurie u. das Konzil von Trient unter Pius IV. Aktenstücke zur Geschichte des Konzils von Trient; 1 Bd. — Nuntiaturberichte aus Deutschland; 3 Abteilung, 4 Bd. : Die süddeutsche Nuntiatur des Grafen Bartholomäus von Portia; zweites Jahr, 1574-1575, éd. *K. SELLHAS*. — *P. MENTZKE*. Johann Frischmann, ein Publizist des 17 Jahrhunderts (bon, mais peu de nouveau). — *E. TRALLSCH*. Das Historische in Kants Religionsphilosophie. — *F. HERMANN*. Die Geschichtsauffassung Heinrich Ludens im Lichte der gleichzeitigen geschichtsphilosophischen Strömungen (beaucoup d'erreurs). — *E. SCHMIT*. Geschichte der Regierung des Kaisers Maximilian I

u. die französische Intervention Mexiko, 1861-1867 (médiocre et à peu près rien de nouveau). — J. M. Vincent. Switzerland at the beginning of the sixteenth century (très insuffisant). — Hereford B. George. A historical geography of the British Empire (important). — W. Christensen. Dansk Statsforvaltning i det 15. Aarhundrede (très neuf et très approfondi). — H. Osgood. The American colonies in the seventeenth century (remarquable). — R. Caterall. The second bank of the United States.

23. — **Historisches Jahrbuch.** Bd. XXVII, Heft 2. — Aloys MEISTER. Le burgraviat; est-ce une fonction ou un titre? (le *burgavius*, mot qui se rencontre pour la première fois en 1223, n'est qu'un titre; la fonction de burgrave, *comes urbis* ou *civitatis*, est exprimée par le mot *præfactus*. Étudie les fonctions exercées par ce magistrat municipal). — Albert HUYSENS. Le chapitre de Saint-Pierre à Rome sous l'influence des Orsini, 1276-1342 (publie une liste des chanoines de Saint-Pierre au temps de l'archiprêtre, cardinal Napoléon Orsini, 1305-1342, et le statut réformant le chapitre de Saint-Pierre, 1^{er} avril 1337). — P.-A. KIRSCH. Les principaux facteurs du soulèvement des Écossais en 1745-1746; fin dans Heft 3 (utilise des documents tirés des archives du Vatican). — J. SCHMIDLIN. Le jugement d'Albert Hauck sur Otton de Freising (dans son Histoire ecclésiastique de l'Allemagne, Hauck a singulièrement exagéré l'originalité des idées politiques exprimées par Otton de Freising). — Jos. POHL. Ce que vaut le témoignage de Jean Busch dans la question de l'Imitation (Busch ne mérite pas les reproches d'inexactitude qu'on ne lui a pas ménagés; son témoignage en faveur de Thomas de Kempen comme auteur de l'Imitation garde donc toute sa valeur). — Ludwig STEINBERGER. De quelques écrits relatifs à la guerre de Trente ans; période franco-suédoise, 1635-1648 (rappelle l'attention sur deux pamphlets anonymes : *Esame de gli interessi del duca di Baviera et Arcadionis Fustuarium*, 1643. Ce dernier, publié sous le nom de Sinesius Robertinus Pentacomensis, qui n'a pas été identifié, pourrait avoir pour auteur le P. Jean Vervaux, confesseur de l'électeur Maximilien). — Compte-rendu : W. Erman et E. Horn. Bibliographie der deutschen Universitäten (travail très précieux). — Heft 3. N. PAULUS. Le traité de Luther sur les vœux monastiques (Denifle a parlé très aigrement du *Judicium de votis monasticis* de Luther; trois mois après la mort de Denifle, Otto Scheel fit paraître une traduction en allemand de ce traité avec des remarques pénétrantes qui rectifient sur certains points le jugement porté par Denifle; mais sa thèse principale, à savoir que, selon les croyances catholiques, la vie a un double idéal, la religion un double sens, le plus bas pour les laïques, le plus élevé pour les ecclésiastiques, est insoutenable). — F. SCHROEDER. Une élection canonique au temps du Joséphisme (celle de Cunégonde de Saxe, fille de l'électeur de Saxe, Auguste IV, à l'abbaye d'Essen, 1774). — J.-B. SÆGMUELLER. La décadence de la vie religieuse dans le chapitre de Saint-Pierre pendant la première moitié du XIV^e siècle (atténue la portée de

certaines faits qu'à exagérés Huyskens dans l'article signalé ci-dessus). — Fr. BLIEMETZRIEDER. Lettre des cardinaux au chapitre de Breslau, 1378 (lettre adressée par les cardinaux hostiles à Urbain VI). — G. SOMMERFELDT. La préface du traité du dominicain dom Joh. Falkenberg, intitulé : *De monarchia mundi*, et sa riposte à une accusation portée contre lui en 1406 (l'accusation avait été portée devant le tribunal de l'Inquisition par Mathieu, évêque de Worms, auteur d'un traité : *De squaloribus*, où Falkenberg avait signalé plusieurs hérésies). = Comptes-rendus : *Eubel*. Geschichte der Kölnischen Minoritenprovinz (excellent). — J. Becker. Geschichte der Reichslandvogtei im Elsass, 1273-1648 (bon). — W.-H. Hutton. Letters of William Stubbs, bishop of Oxford, 1825-1901.

24. — Göttingische gelehrte Anzeigen. 1906, mars. — Recueil des historiens des Gaules et de la France; t. XXIV. = Mai. *Politis*. Μελέται περὶ τοῦ βίου καὶ τῆς γλώσσης τοῦ ἑλληνικοῦ λαοῦ (intéressant recueil de mémoires). — C. de Boor. Georgii Monachi chronicon (bonne édition). — Jacobus Haury. Procopii Cæsariensis opera omnia; vol. I-II : De bellis libri I-VIII (édition faite avec beaucoup de soin). — Th. Mommsen. Juristische Schriften; 2 vol. = Juin. L.-M. Hartmann. Geschichte Italiens im Mittelalter; II, 2 : Die Loslösung Italiens vom Orient (très remarquable). — K.-A. Kehr. Die Urkunden der Normanisch-Sicilischen Könige (très bonne étude de diplomatique). — A. Hauck. Kirchengeschichte Deutschlands; 4^e partie (nouvelle édition très remaniée d'un ouvrage excellent). — Th. Hodgkin. The history of England from the earliest times to the Norman conquest (bon. F. Liebermann relève de menues erreurs, par exemple dans l'interprétation des lois anglo-saxonnes). — W. Hunt. The history of England, 1760-1801 (A. von Ruville, auteur d'une importante biographie de lord Chatham, présente d'utiles objections et corrections). — J. Ziekursch. Sachsen und Preussen um die Mitte des xviii Jahrh. (ouvrage très documenté, qui met en bonne lumière la politique du ministre saxon Brühl). — O. Christe. Kriege unter Kaiser Josef II (utilise beaucoup de documents importants pour l'histoire des guerres de l'Autriche contre la France révolutionnaire; mais ne sait pas voir les événements d'assez haut ni pénétrer jusqu'à leurs causes essentielles). — Émil Galler. Der Liber taxarum der päpstlichen Kammer. Eine Studie über seine Entstehung und Anlage (importante étude sur les finances pontificales au xiv^e siècle). — O. Heinemann. Pommersches Urkundenbuch; Bd. V, 2^e Abth. : 1317-1320. = Juillet. W.-E. Crum. Catalogue of the coptic manuscripts in the British Museum (travail excellent). = Août. Theodosiani libri XVI, cum constitutionibus Sirmondianis, et Leges Novellae ad Theodosianum pertinentes, edid. Th. Mommsen et Paulus-M. Meyer. — Th. Reinach. L'histoire par les monnaies; essais de numismatique ancienne (recueil de vingt-cinq articles, dont quelques-uns peuvent être passés sous silence, mais dont la plupart sont remarquables).

25. — Neues Archiv der Gesellschaft für ältere deutsche

Geschichtskunde. Bd. XXXI, Heft 3. — Étude critique des plus anciens privilèges concernant le chapitre de Bologne (publie six documents inédits du XI^e siècle). — Jak. WERNER. Collation d'un manuscrit de Zurich (il s'agit du manuscrit signalé par M. Werner à M. Luchaire et d'après lequel ce dernier a publié la liste des évêques ayant figuré au concile du Latran en 1215. Description plus minutieuse du manuscrit et liste plus correcte des membres du concile, avec les identifications nécessaires). — M. SPÆTHEN. Giraud le Cambrien et Thomas d'Evesham; procès qu'ils portèrent en cour de Rome (étudie, d'après leurs œuvres : 1^o le procès de Giraud concernant son élection au siège de Saint-Davids, 1199-1203; 2^o celui que Thomas d'Evesham, en qualité de procureur de son monastère, intenta et gagna contre son évêque, 1204-1206). — Fritz VIGENER. Le roi Wenceslas et la paix de Rothenburg, 28 mai 1377 (publie ce texte de traité). — Ed. STHAMER. Additions aux Actes des diètes allemandes entre 1400 et 1410. — J.-A. ANDRES. Le t. III des *Epistolae Karolini aevi*. — Edm. STENGEL. Un diplôme de Lothaire III pour Einsiedeln (avec un fac-similé partiel). — A. HELL. Une constitution de l'empereur Frédéric II, inconnue jusqu'ici, de nov. 1242. — M. MANITIUS. Une lettre du XIII^e siècle.

26. — *Zeitschrift für katholische Theologie.* 1905, Quartalheft 4. — M. GRABMANN. Études sur Ulrich de Strasbourg; tableaux de la vie intellectuelle dans l'école d'Albert le Grand; suite. — C. DORSCH. La vérité de l'histoire biblique dans les idées de l'ancienne Église chrétienne; suite dans les livraisons suivantes. = Comptes-rendus : J.-G. Mayer. Das Konzil von Trient und die Gegenreformation in der Schweiz (bon). — Jos. Šusta. Die römische Curie und das Concil von Trient unter Pius IV (importante addition au *Concilium Tridentinum* de la Görres Gesellschaft). — Fr. Jaksche. Geschichte des ritterlichen Ordens der Kreuzherren mit dem rotem Sterne (l'ordre de l'Étoile rouge est né non pas en terre sainte, mais à Prague; composé de prêtres et de laïques, il se consacrait au soin des pauvres, des malades et des étrangers. Il se répandit en Bohême, en Silésie, en Moravie et dans la Basse-Autriche). = 1906, Quartalheft 1. C.-U. KNELLER. De la convocation des conciles (ce qu'en a pensé Calvin et ce qu'en ont pensé, depuis Bellarmin, les principaux théologiens du XVII^e et du XVIII^e siècle). — Johann ERNST. Denys le Grand d'Alexandrie; son opinion sur la question du baptême des hérétiques. = Comptes-rendus : Fr. Heiner. Der Syllabus in ultramontaner und antiultramontaner Beleuchtung (commentaire très solide du Syllabus, réfutation péremptoire des erreurs anti-ultramontaines). — Ed. Wymann. Der heilige Karl Borromeo und die schweizerische Eidgenossenschaft (publie une importante correspondance des années 1576-1584). — Max Šdralak. Kirchengeschichtliche Abhandlungen (recueil de trois mémoires : 1^o le Cardinal Bellarmin, ses idées sur la politique ecclésiastique, par Ernest Timpe; 2^o la Valeur historique des quatorze biographies anciennes du pape Urbain V, 1362-1370, par Georges Schmidt; 3^o la Lutte des ordres mendiants à l'Université de

Paris au milieu du XIII^e siècle, 1^{re} partie, par Fr.-X. Seppelt). — *B. Dürnwächter*. Christoph Gewold. Ein Beitrag zur Gelehrten-geschichte der Gegenreformation und zur Geschichte des Kampfes um die pfälzische Kur (fait avec soin et peine). = *Analectes* : A.-L. FEDER. Du nombre des évêques qui prirent part au concile de Nicée en 325. = *Quartalheft* 2. Fr. SCHMID. Les différentes formes de la doctrine monophysite examinées au point de vue théologique. = *Comptes-rendus* : *Paul Kalkoff*. Forschungen zu Luthers römischem Prozess (l'auteur a retrouvé et publié dans leur ordre chronologique les actes relatifs à la condamnation de Luther. Important). — *A. Rabbath*. Documents inédits pour servir à l'histoire du christianisme en Orient; t. I : 1578-1773. — Œuvres de saint François de Sales; t. XIV : Lettres. = *Quartalheft* 3. C.-U. KNELLER. La convocation des conciles; 2^e article (opinion des plus anciens controversistes). — H. SIEBERT. L'homilétique à la fin du moyen âge. = *Compte-rendu* : *N. Milasch*. Das Kirchenrecht der morgenländischen Kirche; trad. par *Alex.-R. von Pessic*, 2^e édit.

27. — *Zeitschrift für Kirchengeschichte*. Bd. XXVII, Heft 1. — Wilhelm CASPARI. Recherches sur les chants ecclésiastiques à l'époque ancienne. — Joh. DIETTERLE. Les *Summae Confessorum*, sive *De casibus conscientiae*, depuis leurs débuts jusqu'à Silvester Prierias; suite (la *Summa collectionum pro confessionibus audiendis* de Durandus de Campana; la *Summa rudium* et la *Summa metrica*, anonymes). — P. WERNLE. Encore un mot sur la conversion de Calvin (cette « conversion » a dû se produire entre les mois d'août et d'octobre 1533). — Otto CLEMEN. Contributions aux études sur Luther; suite et fin. — G. LÖESCHE. Une lettre de Mathesius à Melancthon, 27 décembre 1556. — Heft 2. Joh. LEIPOLDT. Christianisme et stoïcisme (il y a d'indéniables ressemblances entre le stoïcisme et le christianisme, mais il n'y a pas eu d'emprunt direct). — Joh. DIETTERLE. La *Summa Confessorum*; suite (la *Summa confessorum* de Barthélemy de Pise, dite « a Sancto Concordio »; la *Summula de Summa*, avec glose; le *Manuale confessorum metricum*; le *Supplementum Summae Pisanae* de Nicolas « ab Ausmo »). — Karl WENCK. L'entrevue du pape Clément V et du roi Philippe le Bel à Lyon, de novembre 1305 à janvier 1306 (publie trois documents, dont une lettre du pape datée de Lyon, le 23 déc. 1305). — H. VIECK. Une lettre de l'Électeur de Saxe Frédéric au conseiller Hans von der Planitz, 26 nov. 1522. — G. LÖESCHE. Le roi Ferdinand et sa prétendue lettre à Luther (publie une lettre adressée par Ferdinand d'Autriche au vice-gouverneur d'Innsbruck et où il l'avise qu'il court une fausse lettre de lui à Luther, 11 janvier 1538; dans cette lettre fausse, le roi de Bohême est représenté comme professant le luthéranisme). — G. BERBIG. Une lettre de l'électeur Jean-Frédéric le Généreux aux fils de Luther, Martin et Paul, 1553.

28. — *Neue Jahrbücher für das klassische Altertum, Geschichte und deutsche Literatur*. Jahrg. VIII, Heft 1, 1905. —

P. CAUER. L'invention et la tradition dans Homère (des travaux récents sur l'Iliade et l'Odyssée). — J. STRZYGOWSKI. L'hellénisme et les arts (l'hellénisme a exercé une influence extraordinaire sur l'art asiatique. C'est de l'Orient grec, et non pas de Rome, que procède l'art du moyen âge primitif. Dans la Haute-Italie, en Gaule, en Bretagne s'est produite une phase hellénistique du christianisme, que suivirent les invasions et le monachisme oriental, si bien que, du IV^e au VI^e siècle encore, Rome fut isolée du Nord par une ceinture de villes gréco-orientales comme Marseille, Milan, Ravenne; c'est à partir de Grégoire le Grand seulement que sa domination commence. Ainsi s'expliquent les rapports qui existent d'une part entre la construction des églises romaines, les dessins des miniatures mérovingiennes et irlandaises, et d'autre part l'art de l'arrière-pays oriental du littoral hellénique). — E. STUTZER. Bismarck et Lassalle (leurs rapports d'après les ouvrages de H. Oncken, *Lassalle*, 1904, et Klein-Hattungen, *Bismarck*, 1903). = Heft 3. ALB. MUELLER. Des associations funéraires sous l'empire romain. — H. BESCHORNER. Auguste le Fort considéré comme soldat (d'après ses lettres et ses projets autographes; le roi était soldat dans l'âme; la réorganisation de l'armée saxonne après la guerre avec Charles XII est entièrement son œuvre). = Heft 4. K. HARTMANN. Arrien et Épictète (la jeunesse d'Arrien et son séjour chez Épictète dans les années 112-113 à 116-117). — J. ILBERG. Galien considéré comme praticien; une page de la vie romaine au temps de l'empire (Galien médecin des gladiateurs à Pergame en 157-161; son premier séjour à Rome, 162-166. La peste le chasse de cette ville, où il revient en 169 sur l'ordre de l'empereur. Intéressants détails sur son œuvre thérapeutique et sur ses ouvrages). — K. LEHMANN. L'art du général en chef dans l'antiquité. = Heft 6. A. THUMB. Les dialectes et les peuples grecs (contre l'ouvrage de Meister, *Dorer und Achæer*, t. I). — H. VON PETERSDORFF. Frédéric-Guillaume I^{er} et Léopold de Dessau (leur caractère et leur amitié, d'après leur correspondance, publiée par O. Krauske en 1905). = Heft 7. FR. KÆPP. Fouilles exécutées par les musées prussiens en Asie Mineure (à Magnésie et à Priène). — Adalbert WAHL. La réorganisation de l'armée prussienne en 1860 (combat, en s'appuyant sur certaines paroles prononcées par le roi Guillaume I^{er} et Roon, l'opinion exprimée par Max Lenz et H. Oncken, que la réforme de l'armée s'est opérée sous l'influence d'idées politiques antilibérales). — P. MENGE. Une ruse de Vergétorix (*Bell. Gall.*, VII, 18-21). = Heft 9. JOH. GEFFCKEN. L'apologétique chrétienne (revue des œuvres d'apologétique chrétienne depuis les débuts jusqu'aux derniers représentants de l'apologétique au VI^e siècle. Travail préparatoire à un livre approfondi sur ce sujet). — A. BALDAMUS. L'origine de la guerre franco-allemande d'après Bismarck (le récit de Bismarck a pris successivement trois formes : c'est d'abord un projet de Horst Kohl pour le 4^e vol. des Discours politiques de Bismarck en 1892; Bismarck l'a corrigé lui-même deux fois, préoccupé du roi Guillaume et de sa propre situation). = Heft 10. P. HAAKE.

La Pologne à la fin du *xviii*^e siècle (à l'avènement d'Auguste le Fort, le besoin de réforme y était général).

29. — Neue Heidelberger Jahrbücher. Jahrg. XIII, Heft 2. — Rolf KERN. La réforme du monastère de Bronnbach par Wertheim et la contre-réforme par Wurzbourg (Bronnbach est un monastère cistercien, fondé en 1149 par la famille des comtes de Wertheim. Il était exempt; mais ce privilège lui fut retiré par Clément VII et l'évêque de Wurzbourg fut nommé visiteur et protecteur de tous les monastères de son évêché en 1526. Les comtes de Wertheim protestèrent en 1530 contre la visite du monastère, ce qui favorisa l'introduction de la réforme, en lutte constante contre Wurzbourg. Le procès entre les héritiers des comtes de Wertheim et Wurzbourg est porté devant le Reichskammergericht en 1574; il n'était pas encore terminé en 1730. Publie quatorze documents en appendice). = Jahrg. XIV, Heft 1. Hans RORR. Lettres du théologien de Heidelberg, Zacharias Ursinus (Ursinus venait de Breslau; il étudia de 1550 à 1557 à Wittenberg, où il fut l'élève de Mélanchthon; il connut Calvin à Genève; après avoir enseigné quelque temps à Breslau, il fut rappelé à Heidelberg, où il fut mis à la tête d'un séminaire de prédication. Ses lettres à Camerarius, à Crato, à Théodore de Bèze sont des sources importantes pour l'histoire ecclésiastique du Palatinat au *xvi*^e s.).

30. — Preussische Jahrbücher. Bd. CXXII, Heft 3. — Adolphe MATTHEI. Le culte des empereurs romains (Alexandre et les Diadoques s'étaient déjà fait rendre des honneurs surhumains; César, après sa mort, est honoré comme *divus Julius*; Auguste fait honorer son *Genius*, c'est-à-dire sa *Fortuna*, non sa personne. Dans les pays de langue grecque, cette distinction n'est pas comprise; peu à peu, c'est la personne même de l'empereur qui est honorée comme un dieu. Le développement pris par le culte impérial s'explique par les besoins religieux du temps et par la nécessité de témoigner du respect pour l'ordre politique établi par les dieux. C'est pour des raisons politiques que Dioclétien fait entrer les empereurs dans le système des anciens dieux; mais il n'obtient pas par là l'unité de l'empire; une partie de ses sujets, les chrétiens, se tient en dehors). = Bd. CXXIII, Heft 1. Emil DANIELS. L'État vénitien dans le plus ancien temps (essai basé sur les matériaux réunis par H. Kretschmayr dans son ouvrage sur Venise; montre que la ville s'est formée d'éléments commerciaux très actifs à l'époque romaine; suit le développement du commerce et des institutions jusque vers 1200; traite surtout de l'époque de Henri IV, de Frédéric Barberousse et du doge Dandolo, sous lequel Venise devint une république). = Heft 3. Gustav ROLOFF. Fondation de la domination maritime de l'Angleterre (depuis le *xvii*^e s., la marine anglaise a dépassé celles de la France et de la Hollande, parce que la nation était plus capable de supporter les charges maritimes et parce que le gouvernement suivit un plan méthodique pour la construction d'une marine de guerre. Riche-

lieu et Colbert ont fait de même, sans doute; mais le peuple ne comprenait guère l'importance d'une marine de guerre; en Hollande, l'État n'était pas assez puissant pour mener à bien la construction et le maintien d'une flotte).

31. — **K. Akademie der Wissenschaften zu München.** Sitzungsberichte der philosophisch-philologischen und der historischen Klasse. 1905, Heft 5. — K.-Th. von HEIGEL. En souvenir de l'érection de la Bavière en royaume, le 1^{er} janvier 1806. — L. von ROCKINGER. Un manuscrit du « Landrecht -und Lehnrecht » impérial (ce manuscrit appartient au D^r Nolte, à Bonn; il est du xv^e s. Le « Landrecht » y est divisé en 8 livres, le « Lehnrecht » en 3. Il appartient à la même classe que certains mss. silésiens où le « Landrecht » est divisé en 4 livres et le « Lehnrecht » en 3). — H. SIMONSFELD. Diplômes de Frédéric Barberousse en Italie (note plus de 119 diplômes. Suivent trois appendices : 1^o sur l'histoire de Gènes au xii^e s.; 2^o sur l'histoire de Milan à la même époque, d'après des copies du xviii^e s. conservées à l'Ambrosienne; 3^o une sentence du légat impérial Jean à Ferrare, le 12 février 1161, d'après un acte des archives de l'État à Modène). — O. CRUSIUS. Déplacements de légendes (combat certaines hypothèses sur la localisation de la légende de Troie en Grèce, par Cauver, E.-H. Meyer, F. Dümmler et en dernier lieu par E. Bethé). = 1906, Heft 1. Hans PRUTZ. Les opérations financières des Hospitaliers (résume, d'après le mémoire de M. L. Delisle, les opérations financières des Templiers et montre que les Hospitaliers en firent autant, bien que dans de moindres proportions. Les maisons de l'ordre étaient des banques de dépôt; puis elles prêtèrent sur gage aux princes séculiers et ecclésiastiques, par exemple au pape Alexandre III. L'ordre fut aussi l'intermédiaire pour les comptes entre l'Orient et l'Occident, non par le moyen de ses membres, mais par l'intermédiaire de banquiers français, en quoi il se distingua de l'ordre des Templiers. Le gain que lui procurèrent ses affaires d'argent, l'ordre le plaça en biens-fonds, dont le revenu, vers 1250, était estimé à 36 millions de francs. Après la catastrophe d'Acre en 1291, la situation financière devint très mauvaise; elle ne s'améliora pas par la transmission des biens de l'ordre des Templiers supprimé, parce que les Hospitaliers durent payer très cher cette transmission). = Heft 2. W. CHAIST. Parenté linguistique des Gréco-Italiens (réagissant contre l'opinion courante aujourd'hui, l'auteur croit qu'il faut revenir à l'idée d'une langue commune d'où dérivèrent ensuite le grec et le latin, langue commune d'ailleurs divisée déjà en dialectes. Ceux-ci se séparèrent de bonne heure lors des émigrations : les anciens Italiens, les Celtes et les Germains suivirent une direction, tandis que les Grecs se rapprochèrent davantage des Indo-Européens orientaux, puis se dirigèrent seuls dans la région du Danube moyen où ils se heurtèrent aux Italiens et s'établirent près d'eux, séparés maintenant des Celtes et des Germains. C'est à cette époque que se formèrent les éléments linguistiques communs exclusivement aux Grecs et aux Latins. Puis ils se

séparèrent, les Grecs marchant au sud, vers la presqu'île des Balkans, les Italiens au sud-ouest, vers l'Italie). — J. FRIEDRICH. *L'eccelesia augustana* dans la lettre des évêques d'Istrie à l'empereur Maurice en 594, et le synode de Gradus entre 572 et 577 (cette église n'est pas Augsburg, mais Aguntum, municipe disparu qui se trouvait près de la ville actuelle de Lienz dans le Pusterthal. On a eu tort de mettre en doute l'authenticité du synode de Gradus).

32. — Abhandlungen der K. Preussischen Akademie der Wissenschaften. Philosophisch-historische Klasse, 1905. — D. SCHAEFER.

Le concordat de Worms (la bulle de Calixte II pour Henri V avait un caractère purement personnel; le diplôme impérial de Henri V était fait pour Dieu, pour les saints apôtres Pierre et Paul et la sainte Église catholique. Il contient donc des dispositions valables pour tous les temps; il constitue un droit permanent, tandis que la bulle du pape constitue un privilège qui devient sans valeur après la mort de l'empereur. Qu'est-ce que les sources nous apprennent donc sur les élections épiscopales et sur la politique ecclésiastique de l'Allemagne au ^{xii}e s.? Le « Pactum », dont parle la *Narratio de electione Lotharii, Saxoniae ducis, in regem Romanorum*, n'est pas un règlement électoral; c'est un programme, rédigé après l'élection de Lothaire, par les évêques et par les légats, sur la conduite à suivre à l'égard du nouvel élu. Ce « Pactum » a été aussi peu suivi que la décision prise par le concordat de Worms, pour les élections épiscopales et abbatiales. En contradiction avec Bernheim, Witte, Wolfram, Schaefer estime que Lothaire, Conrad et Frédéric I^{er} ont suivi la politique que leur permettaient leur caractère, les moyens dont ils disposaient et les événements. Au point de vue juridique, le concordat de Worms n'a pas eu de rôle directeur. Henri V a-t-il donc été dupe? Non, car le concordat rétablit la paix dans l'empire, et il a pu le conclure, parce que, dans les préliminaires de 1124, les princes avaient déclaré que, dans l'affaire des investitures, ils défendraient les droits de l'empire). — MITTEIS. Trois manuscrits araméens du livre de droit syro-romain (conservés à la bibliothèque du Vatican. Ce livre de droit ignore la législation de Justinien; sa rédaction peut être datée sûrement de 468 ap. J.-C. Elle contient des jugements de Constantin, de Théodose et de Léon).

33. — Archiv für Hessische Geschichte und Altertumskunde. Neue Folge. Bd. IV, Heft 1, 1904. — Eduard BECKER. Histoire du condominium de Kürnberg jusqu'en 1598 (le condominium est la possession commune et indivise d'un domaine par plusieurs seigneurs. Un de ces condominiums s'est perpétué jusqu'à nos jours à Kürnberg, sur la frontière de Bade et de Wurtemberg. Les deux tiers des habitants dépendent de la Hesse, un tiers de Bade. Une famille de Kürnberg y posséda des biens jusqu'en 1227; ils passèrent ensuite à une branche, celle de Sternenfels. Une charte de 1332 montre qu'il y a déjà propriété commune entre les membres de la famille, aussi bien en alleux qu'en fiefs.

Depuis 1350 environ, les comtes de Wurtemberg acquirent une partie des alleux. Naturellement, il y eut des différends entre les possesseurs, et nous voyons au ^{xvi}^e siècle les Sternenfels s'arranger avec les comtes de Wurtemberg sur le droit de pâture des moutons, sur les droits d'usage dans les forêts, sur la juridiction ecclésiastique après l'introduction de la Réforme, sur la nomination des fonctionnaires. La mort du dernier Sternenfels en 1598 donna lieu à d'interminables procès devant le Reichskammergericht entre la Hesse, comme seigneur suzerain, et les héritiers de la possession allodiale, et par conséquent le Wurtemberg. En appendice, un catalogue de 112 documents et un tableau généalogique des familles de Kürnbach et de Sternenfels. Tables). — Paul MEISSNER. Histoire de la construction de l'abbaye de Seligenstadt, avec 3 pl.

34. — *Beiträge zur Hessischen Kirchengeschichte*. Bd. II, Heft 3. — Fritz HERRMANN. Ambassades pour le pallium des archevêques de Mayence (les archevêques Sébastien de Heusenstamm et Wolfgang de Dalberg envoient des ambassadeurs en cour de Rome pour obtenir confirmation de leur élection. Les comptes de ces voyages, qui nous ont été conservés, donnent une vive image du voyage lui-même et du séjour à Rome).

35. — *Jahrbuch des Geschichtsvereins für das Herzogtum Braunschweig*. 4^{er} Jahrg., 1905. — H. MACK. Jean-Antoine Leisewitz considéré comme réformateur de l'assistance publique à Brunswick (le poète de *Julius von Tarent* fut appelé en 1801 par le duc Charles Guillaume-Ferdinand comme secrétaire du comité pour les pauvres; il réorganisa cette administration sur le modèle de Hambourg).

36. — *Mainzer Zeitschrift*. Jahrg. I, 1906. — P. REINECKE. Les originaux dans les collections du musée romain-germanique de Mayence. — K. SCHUMACHER. Mayence à l'époque romaine; discours prononcé le 14 mars 1905. — Id. Ludwig Lindenschmidt (1809-1893; c'est lui qui fonda le musée central romain et germanique). — H. WAL-LAU. L'arc de triomphe de *Dativius Victor* (découvert en 1898; d'après l'inscription, il a été érigé dans la seconde moitié du III^e s.). — K. KOENIGER. Le grand pilier de Jupiter à Mayence (importante trouvaille faite en 1905; le pilier est haut de plus de huit mètres et richement orné de sculptures; il a été érigé en l'honneur de Jupiter par les « canabae », en avant des murs, pour le bien de l'empereur Néron). — Id. Inscriptions et sculptures romaines trouvées en 1905.

37. — *Mitteilungen des Vereins für Geschichte und Landeskunde von Osnabrück*. Bd. XXIX, 1904 (paru en 1905). — H. JEL-LINGHAUS. Limites des pays et dialectes locaux dans la principauté d'Osnabrück et dans les régions voisines (détermine l'ancienne limite entre Engern et la Westphalie). — Id. Marches et « Landwehren » dans le district de Grönenberg au ^{xvii}^e et au ^{xviii}^e s. (ces « Landwehren » sont

d'anciennes frontières fortifiées). — FINK. L'opinion de l'évêque Otton de Bronkhorst sur la situation ecclésiastique du chapitre d'Osnabrück en 1696. — H. JELLINGHAUS. Le district de Grönenberg, son étendue et ses seigneurs au *xvi*^e s. — R. BINDELL. Chroniques de Quakenbrück (1^o le plus ancien chroniqueur de cette ville est le vicaire Hinrik van Glandorp; sa chronique couvre les années 1350-1518; à partir de 1470, il est témoin oculaire et auriculaire; 2^o Jean-Frédéric Habich, secrétaire municipal, auteur d'une brève description de l'église de Saint-Sylvestre, 1705; 3^o Jean-Henri Laarmann; extraits de ses notes journalières, 1803-1817, etc.). — WINTER. Les archives d'Osnabrück au temps des Français et de la domination hanovrienne, 1792-1865.

38. — Neues Lausitzisches Magazin. Bd. LXXXI, 1905. — DÖHLER. « Diplomatorium Joachimsteinense. » Catalogue des actes concernant les domaines nobles qui ont appartenu au couvent de femmes, libre et noble, de Joachimstein; introduction historique sur les seigneuries anciennes de Radmeritz et du monastère (Radmeritz est une ancienne colonie sorabe au confluent de la Neisse et de la Wittig; elle est déjà mentionnée dans un texte de 1249. L'établissement des Allemands à Radmeritz remonte à la fin du *xii*^e siècle. Le catalogue commence en 1380 et va jusqu'en 1843. 192 pages. Table des noms de lieux et de personnes, importantes pour la topographie et l'histoire de la noblesse en Lusace).

39. — Zeitschrift des Aachener Geschichtsvereins. Bd. XXVII, 1905. — H. PENNINGS. Les troubles religieux à Aix et les deux réunions de Spire et de Heilbronn en 1581 et 1582 (la paix religieuse d'Augsbourg de 1555 ne donna pas expressément aux villes impériales catholiques le droit, concédé aux autres États, de pouvoir changer leur religion. Le parti catholique et impérial adopta ensuite cette idée avec force, tandis que les villes durent lutter pour obtenir des droits égaux à ceux des autres villes impériales et par conséquent donnèrent à la paix religieuse une autre interprétation que les catholiques. A Aix, depuis 1559, surtout par suite de l'immigration de calvinistes échappés des Pays-Bas, le protestantisme avait sans cesse gagné du terrain, si bien qu'en 1581, dans le conseil, on comptait quatre-vingts protestants contre quarante catholiques seulement. Les ordres de l'empereur et les menaces du duc de Juliers restèrent donc sans force; mais la ville s'adressa aux autres cités impériales pour avoir leur appui; dans une réunion tenue à Spire, celles-ci, sous l'influence de Strasbourg, interprétèrent la paix dans un sens différent de celui de l'empereur; mais, quand le duc de Juliers passa aux mesures d'exécution, les villes refusèrent d'agir. Alors, c'en fut fait du protestantisme à Aix, et le seul grand effort tenté par les villes au *xvi*^e s. pour obtenir leur indépendance politique à côté des autres États de l'empire échoua). — Aug. SCHOOP. L'occupation par les Romains du cercle de Düren. — E. PAULS. Les chambres de réunion de Metz; leurs rapports avec l'abbaye de

Stablo-Malmédy et avec les environs d'Aix (le procureur général Ravaulx, pour justifier la réunion du monastère double de Stablo-Malmédy en 1681, fit valoir que l'avoué supérieur de l'abbaye, le comte de Rochefort, était vassal de la couronne de France et que l'abbaye avait été fondée par les rois de France. Les deux frères, François-Egon et Guillaume de Fürstenberg, réussirent à empêcher la réunion de l'abbaye à la France; ils craignirent sans doute de se déshonorer en livrant à la France, contre le vœu des habitants, un territoire allemand soumis à leur suzeraineté). — Id. Comment on supputait le temps à Aix de 1500 à 1815 (jusqu'en 1555, l'année à Aix commençait à Noël; le 1^{er} janvier 1555 commença le style de la Circoncision; en 1583, le calendrier grégorien fut adopté; le calendrier révolutionnaire fut en vigueur surtout de 1798 à 1802).

40. — *Zeitschrift des Harzvereins für Geschichte und Altertumskunde*. Jahrg. XXXVI, Heft 2, 1903. — SCHUBART. Chroniques du XVI^e s. pour les localités de l'éphorie actuelle de Ballenstedt; suite. — U. HÖLSCHER. Pour servir à l'histoire de l'organisation prussienne à Goslar en 1802-1806; chap. II : la Politique prussienne (après la paix de Lunéville et comme compensation pour la perte de la rive gauche du Rhin, la Prusse reçut l'évêché de Hildesheim. L'organisation de Goslar fut l'œuvre de Dohm qui, jusqu'en 1804, représenta énergiquement les intérêts de la Prusse. Rapports désagréables de la Prusse avec Brunswick sur la question minière. Les événements de 1806 mirent fin à la politique aveugle et avide de la Prusse). = Jahrg. XXXVII, Heft 1, 1904. J. HILDEBRAND. Le monastère bénédictin de Huysburg pendant le dernier demi-siècle de son existence, 1750-1803. — H. HEINECK. Les corps de métier à Nordhausen au XVII^e et au XVIII^e s. (d'après les actes des archives municipales). — Ed. JACOBS. Stolberg-Wernigerode d'après les archives du Vatican et de la famille Zeissberg (neuf documents inédits concernant les comtes de Wernigerode et de Stolberg, ainsi que la ville de Wernigerode, 1398-1546). = Heft 2. GROESSLER. Coup d'œil sur l'histoire de Hettstedt (depuis 1046). — K. SIMON. La maison impériale de Goslar (ce n'est pas une œuvre du XI^e s., mais, dans les parties essentielles, de la fin du XII^e). — W. WALTHER. Mathilde, première abbesse de Quedlinburg, fille de l'empereur Otton I^{er}, est-elle née de sa première femme Edgith ou de la seconde, Adelheid? (elle est née du premier mariage d'Otton avec Edgith, fille du roi Athelstan). = Jahrg. XXXVIII, Heft 1, 1905. R. WIERRIES. Extraits de la chronique du pasteur Rudolphi de Harlingerode, 1568-1737 (cette chronique a été écrite entre 1730 et 1737). = Heft 2. FRANZ WAGNER. Sécularisation de l'évêché de Halberstadt et son incorporation à l'État brandebourgeois-prussien, 1648-1650 (comme équivalent de la Poméranie cédée à la Suède. Le premier gouverneur de la principauté fut le baron Joachim-Frédéric de Blumenthal. Réorganisation du gouvernement). — Fr. GÜLDNER. Jacques Questenberg, humaniste allemand à Rome (notaire pontifical en 1490, protonotaire apostolique depuis 1505, depuis

1514 clerc du collège des cardinaux, mort en 1524). — O. HEINEMANN. Adélaïde de Holstein, femme du comte Dietrich VI de Honstein, 1333 et 1350. — Ed. JACONS. Du temps des Français et des guerres de la Délivrance (d'après les notes prises par Christian-Ernest Zeisberg à Wernigerode).

41. — *Zeitschrift des historischen Vereins für Niedersachsen*. 1905, Heft 3. — Arnold PETERS. Les institutions administratives dans le grand chapitre de Hildesheim (après une brève esquisse de la situation juridique qui existait avant l'établissement de ces institutions, expose comment l'avoué féodal devint un fonctionnaire épiscopal, de 1220 à 1260 environ; puis les évêques de Hildesheim acquirent de nombreux comtés dont ils confièrent l'administration à leurs fonctionnaires les avoués et fondirent ces comtés avec leur territoire d'immunité. Et ceci est la seconde période, 1260-1330. Un appendice est réservé aux sources et à la bibliographie). — SCHWERTFEGER. Le journal du baron von dem Busche-Ippenburg, plus tard général-lieutenant hanovrien, sur les guerres de la Révolution, 1793-1795; suite et fin (retour à Cysoing, où l'armée campe du 9 septembre au 7 novembre 1793; elle prend ses quartiers d'hiver dans les environs de Bruges, 8 nov.-29 déc. Combat de Coyghem, le 10 mai 1794; bataille de Tourcoing, 17-18 mai; bataille de Pont à Chin, 22 mai; défense d'Audenarde et reddition, 23 mai-2 juillet; retour en Hollande, 4 juillet-8 septembre; l'armée est ramenée sur la Meuse, qu'elle franchit, 12 septembre-3 octobre; défense de Nimègue; retraite derrière le Wahal, 4 octobre 1794-29 janvier 1795). — Heft 4. Conrad BORCHLING. La vie littéraire et intellectuelle au monastère d'Ebstorf à la fin du moyen âge (Ebstorf est un monastère de chanoines augustins fondé vers le milieu du XII^e s.; il fut plus tard un monastère de bénédictines. Il eut sa plus grande prospérité au XIV^e s. et sa réforme à la fin du XV^e. Cette dernière fut commencée par le prévôt augustin Jean Busch, 1437-1470, et accomplie par le prévôt Mathias von dem Knesebeck. Le ms. V 2 de la bibliothèque actuelle du monastère d'Ebstorf contient deux relations sur cette réforme. Texte de ces documents, avec un commentaire, et des tables). — F. FRENSDORFF. Les princes anglais à Göttingue (les fils de Georges III, Ernest, Auguste et Adolphe). — Conrad BORCHLING. Fondation du monastère d'Ebstorf (milieu du XII^e s.).

42. — *Zeitschrift des historischen Vereins für Schwaben und Neuburg*. Jahrg. 30, 1903. — Fr. ROTH. La séparation des moines de Saint-Ulrich à Augsbourg en 1537 (par suite de l'introduction de la Réforme dans la ville). — Joh. MÜLLER. Le procès des Welser en 1614-1618 (intéressant exposé, d'après les actes relatifs à la banqueroute et à la dissolution de cette célèbre maison de commerce). — O. CLEMEN. Biographie de Georg Frölich (secrétaire municipal d'Augsbourg, 1537-1548). — P. LINDNER. Album Ottoburanum (les abbés et les moines de l'ancien monastère libre d'Ottobreuren, en Souabe; leurs œuvres litté-

raires de 764 jusqu'à leur suppression en 1858); 2^e partie dans Jahrg. 31, 1904.

43. — *Zeitschrift für die gesamte Staatswissenschaft.* 62 Jahrg., 1906, Heft 3. — L. von BORTKIEWICZ. Aristote était-il Malthusien? (de Malthus à Pöhlmann, beaucoup de savants ont répondu par l'affirmative; mais, si l'on regarde les textes de près, on constate qu'il n'en est rien; Aristote n'avait encore aucune idée des rapports entre les forces productives d'un pays et le mouvement de sa population).

44. — *Zeitschrift für die Geschichte des Oberrheins.* Neue Folge, 1906, Bd. XXI, Heft 1. — H. KAISER. Un impôt pontifical pour l'évêché de Strasbourg en 1371. — G. SOMMERFELDT. Négociations du roi Robert le Palatin avec le pape Innocent VII en 1405 (publie une harangue du Dr Ulrich d'Albeck, ambassadeur du Palatin, devant le pape, d'après le ms. 594 de la bibliothèque de l'Université de Bonn). — Jos. KNEPPER. Petites trouvailles sur l'humanisme alsacien (lettres de Wimpheling). — Alcuin HOLLENDER. Guillaume d'Orange et Strasbourg en 1568 et 1569 (Guillaume vient à Strasbourg en juillet 1568; il y reçoit de l'argent pour la guerre contre le duc d'Albe, fait des préparatifs contre les troupes françaises. Au printemps de 1569, il est de nouveau dans le voisinage de Strasbourg, dont ses troupes ravagent les environs; lui-même est admis dans la ville. Lorsque l'armée française se rapproche, la ville est mise en état de défense, les étrangers sont expulsés. Quand Orange veut payer ses principaux capitaines, il vend sa poudre à Strasbourg et met en gage ses armes, ainsi que tout son équipage domestique. C'est dans cette piteuse situation qu'il quitte Strasbourg). — E. von MUELLER. Les lignes de Bühl-Stollhofen en 1703, avec trois plans (description des lignes; récit de l'attaque dirigée par le marquis de Villars les 19-24 avril). = Heft 2. Christian RÖDER. De la part prise par la ville de Villingen et par la haute région de la Forêt-Noire aux événements de Wurtemberg lorsque fut chassé le duc Ulrich, 1519-1522. — Heinrich MAURER. Un procès d'héritage en 1304 (important pour l'histoire du droit romain en Allemagne et sa lutte contre le droit local et coutumier). — J. SCHICKELE. Mesures de précaution prises contre la peste et les maladies contagieuses dans le vieux Strasbourg (Winther d'Andernach, dans son *Pestregiment* de 1564, recommande des mesures prophylactiques qui, d'ailleurs, furent à peine suivies. En 1565 cependant, le Conseil de la ville publie une ordonnance établissant une quarantaine, la police des rues devient plus énergique, un « Collegium medicum » est fondé, ainsi qu'un lazaret. Plus tard, en 1721, en 1770, on prend de sévères mesures d'isolement, etc.). — Paul KALKOFF. La soumission de Wimpheling à l'Église (publie une lettre de Wimpheling à son neveu Jacques Spiegel, secrétaire impérial). — Baron Charles de REITZENSTEIN. La campagne de 1622 sur le Rhin. Ladenburg et Haguenau. — Karl HAUCK. Envoi du baron de Reibeld à

Bâle; contribution à l'histoire de la politique du Palatinat bavarois pendant les guerres de la première coalition (l'électeur Charles-Théodore reste neutre jusqu'à la déclaration de guerre par l'empire; puis il lui faut fournir son contingent militaire, mais il garde une attitude tout à fait douteuse. Aussi met-on à Mannheim une garnison impériale pour empêcher les Français de passer le Rhin. Pour empêcher Mannheim d'être bombardée et prise, Reibeld est envoyé à Bâle par l'électeur palatin; il négocie sans succès avec Pichegru et Merlin, sans deviner que l'Autriche et la France négocient le partage du Palatinat. La guerre reprend et, le 20 septembre 1795, Mannheim tombe).

45. — Zeitschrift des Vereins für Thüringische Geschichte und Altertumskunde. Neue Folge, Bd. XV, Heft 2. — Joh. TREFFTZ. Le duc Adolphe-Guillaume de Saxe-Weimar au service de la Suède; ses voyages, 1656-1668 (2^e partie : 1660-1668. Après les traités d'Oliva et de Copenhague, en 1660, il fait reconnaître ses prétentions à la couronne de Suède, mais ne réussit pas à rentrer au service suédois; il meurt le 21 nov. 1668). — H.-G. FRANCKE. Rapports des statuts de Gera avec ceux de Schmölln et de Crimmitschau (les institutions municipales de Gera comprennent deux parties d'âge différent : la plus ancienne a été empruntée à Schmölln; le droit municipal de celle-ci a passé en 1414 à Crimmitschau. En 1575, les statuts de cette ville ont été améliorés; ils ont emprunté quelques articles au droit de Gera, qui, dans l'intervalle, s'était développé). — K. SCHÖPPE. Catalogue d'actes et documents relatifs à l'histoire de Naumbourg au xvi^e siècle. — Ernest KOCH. Arrêté pris par le comte Georges-Ernest de Henneberg pour le règlement de sa maison et des fonctions administratives du comté. = Bd. XVI, Heft 1. Heinrich GLASER. Un épisode de la politique du duc de Cobourg Jean-Casimir (en 1620, l'Union évangélique d'une part, la Ligue catholique et l'empereur d'autre part s'efforcent de gagner la Saxe électorale, restée neutre. Jean-Casimir se rend de sa personne à Dresde pour agir contre une alliance menaçante avec l'empereur, mais sans résultat. En mars 1620, la Saxe électorale adhère à la Ligue. Le récit a pour base des documents inédits et des correspondances conservées dans les archives d'État de Cobourg). — Joh. TREFFTZ. Le 4^e régime de la Ligue du Rhin, ducs de Saxe, pendant la campagne de 1813. — Const. ELLE. L'ancienne seigneurie, plus tard comté, de Berka sur l'Ilm; contribution à l'histoire ancienne de la Thuringe. — Karl FREYBERG. Histoire de la ville de Magdala et de la forteresse de Madela.

46. — Zeitschrift des Vereins zur Erforschung der rheinischen Geschichte und Altertümer in Mainz. Bd. IV, Heft 4, 1905. — KOERBER. Nouvelles inscriptions du musée de Mayence (95 numéros, avec plus de 100 figures). — E. NEES. Table des monuments artistiques de la ville de Mayence; 1^{re} partie (collections privées. 126 p. et 21 pl.). — H. SCHROHE. L'histoire d'Allemagne sur les monuments de Mayence; I : les Pierres tombales des archevêques Siegfried III (+1249) et

Pierre († 1320); II : l'Inscription sur la fondation du monastère de Sainte-Claire en 1272 (cette inscription est datée d'après le pape Grégoire X et l'empereur grec Michel VIII Paléologue, parce qu'alors le trône d'Allemagne, avant l'élection de Rodolphe de Habsbourg, était vacant); III : l'Empereur Louis de Bavière et des sept électeurs représentés sur la ci-devant maison des marchands (en souvenir de la paix conclue le 22 juin 1317).

47. — *Mitteilungen des k. und k. Kriegsarchivs*. Neue Folge. Bd. IV, 1906. — JUST. Le duché de Varsovie, depuis ses commencements jusqu'à la guerre avec l'Autriche en 1809 (énumère les sources, puis expose l'histoire militaire de l'État polonais depuis 1791 jusqu'à sa destruction en 1795. De la part prise par les Polonais aux guerres de la Coalition, 1797-1807 : les légions polonaises dans la Haute-Italie et à Saint-Domingue; de la part qu'elles prirent à la campagne de 1806-1807. Fondation d'un gouvernement provisoire et établissement du duché de Varsovie. Importance politique et institutions administratives, militaires, etc., de ce duché; sa détresse financière et tentatives faites pour la relever. Influence exercée par les Français sur la conduite de l'armée et préparatifs militaires contre l'Autriche. État des troupes et des places fortes à la fin de 1808. 47 appendices). — VELTZÉ. Le combat de la Piave, 8 mai 1809 (l'archiduc Jean s'était replié derrière la Piave pour donner un peu de repos à ses troupes et amener en sécurité ses réserves; le prince Eugène franchit le fleuve à la faveur d'un brouillard matinal. Récit de la bataille, qui se termine par la retraite de l'archiduc. Tableau des forces mises en présence des deux côtés). — SEMEK. Guerres de représailles contre les Monténégrins, en 1838 (à la suite de difficultés au sujet des frontières, du 2 au 8 août). — JACUBENZ. L'occupation de Cracovie en 1846, d'après un récit manuscrit du premier lieutenant baron Gablenz. — CZEIKE. Offensive de l'armée autrichienne contre la Révolution en octobre 1848 (Vienne étant tombée aux mains des révolutionnaires le 6 octobre, le prince Alfred de Windisch-Grätz organise les troupes qui répriment l'insurrection le 31 octobre; le ban de Croatie Jellačić tient les troupes magyares en échec). — BARTSCH. Une bataille navale en Souabe. Histoire de la flottille autrichienne du lac de Constance en 1799 et en 1800. — KERCHNAWE. De Leipzig à Erfurt. Poursuite de l'armée française du 18 au 23 octobre 1813; avec neuf croquis (après la bataille de Leipzig, le feld-maréchal Schwarzenberg ordonne la poursuite parallèle. L'autrichien Gyulai marche sur le flanc gauche de Napoléon vers Naumbourg, mais ne peut, par le combat de Kösen, arrêter la retraite des Français, tout aussi peu qu'Yorck, marchant au nord, peut troubler le passage de l'Unstrut à Freyburg. Napoléon a pu réorganiser ses forces à l'abri de la forteresse d'Erfurt. En appendice, sept tableaux montrant la disposition des troupes).

48. — *Sitzungsberichte der k. Akademie der Wissenschaften in Wien*. Philosophisch-historische Klasse. Bd. CLI, Heft 5. —

Heinrich SIEVEKING. Les livres de commerce des Médicis (ces livres montrent la nature des opérations de commerce et de banque auxquelles se livraient les Médicis; on a conservé aussi les grands livres des succursales de Pise, Milan, Bruges, de la banque de Florence, en double expédition. Les livres de comptes des Médicis et de la cour de Rome montrent le rôle considérable joué par les Médicis dans la politique de l'église). = Bd. CLII, Heft 2. Johann KELLE. Recherches sur Honorius d'Autun et sur les œuvres qui lui sont attribuées. = Heft 3. Eugène GUGLIA. Études relatives à l'histoire du 5^e concile du Latran; nouvelle série (publie plusieurs documents inédits. De la bulle « Supernae dispositionis »; on ne sait rien de précis sur son origine; elle contient des dispositions sur la réforme des hautes fonctions de l'église, du cardinalat, sur les revenus de l'église et l'immunité des personnes ecclésiastiques, sur les fautes et punitions ecclésiastiques. Elle se rattache en général au travail réformateur du xv^e siècle. L'opposition, représentée par exemple par Jérémie de Carniole, prétend que cette réforme n'atteint pas les maux généraux de l'église. L'action du concile a été faible).

49. — *Steirische Zeitschrift für Geschichte*. Jahrg. III, 1905, Heft 1-2. — F. KHULL. L'école protestante à Loosdorf en Basse-Autriche et les seigneurs de Stubenberg (c'étaient les patrons de cette école, qui fut détruite en 1628 par la contre-réforme; ils offrirent aux États de la Basse-Autriche de l'argent pour son entretien, 1624-1626). — J. SCHMUT. Les chevaliers de Wasserberg (c'est une famille qui vient non de Styrie, mais de la Basse-Autriche. Le château styrien de Wasserberg, qui appartient, dès sa construction en 1275, aux évêques de Seckau-Wasserberg en Basse-Autriche, était situé près de Saint-Pölten). — H. PIRCHegger. Lemberg et Rabensberg (les chartes qui parlent de Leumburg ou de Lewenberg se rapportent à Lemberg, près de Neuhaus; jusque vers 1270, cette seigneurie fut possédée par la famille du même nom). — Lettre adressée à ses électeurs par le Dr Carl de Stremayr, député de Mürzthal au Parlement de Francfort; publiée par J. DICKREITER (28 juillet 1848; il annonce qu'il s'est joint au centre gauche dans le « Wartenbergerhof »).

CHRONIQUE ET BIBLIOGRAPHIE.

France. — Le 6 octobre est décédé à Sèvres, dans sa quatre-vingt-quatrième année, M. Auguste HIMLY, doyen honoraire de la Faculté des lettres de Paris. Il était né le 28 mars 1823 à Strasbourg, où son père était pasteur de la paroisse française de Saint-Nicolas et professeur de mathématiques au Gymnase protestant. Après avoir parcouru lui-même toutes les classes de cet antique établissement, il suivit les cours de la Faculté des lettres de sa ville natale et y passa sa licence en 1841. A ce moment déjà, la vocation des études historiques s'était déclarée chez lui; pour la satisfaire, il se rendit à Berlin, où le plus célèbre des historiens allemands professait alors avec éclat, et, de 1842 à 1843, il y suivit avec fruit les cours et les conférences de Léopold Ranke et de plusieurs de ses collègues. Au mois d'août 1843, il arrivait à Paris et entra au collège Rollin comme maître répétiteur, afin de pouvoir préparer plus à loisir son agrégation d'histoire et de géographie pour les lycées. Ayant obtenu le premier rang au concours de 1845, il devint professeur suppléant, puis, en 1846, titulaire d'histoire et de géographie au dit collège, poste qu'il ne quitta que lorsqu'il fut appelé, comme chargé de cours, à la Faculté des lettres.

Ses occupations officielles n'empêchèrent pas le jeune professeur d'étendre encore le cercle de ses études. Il se faisait inscrire parmi les élèves de l'École des chartes et en sortait, au premier rang, avec le diplôme d'archiviste-paléographe. Cette même année 1849, il soumettait à ses futurs collègues sa thèse au doctorat, consacrée à Wala et Louis le Débonnaire et se présentait également au concours pour l'agrégation des facultés. Le premier rang, qu'il conquist une fois de plus, lui valut l'honneur d'être immédiatement admis à professer à la Faculté des lettres de Paris. De 1850 à 1857, il donna à la Sorbonne des cours supplémentaires d'histoire et de géographie, qui firent peu à peu connaître au grand public le jeune professeur alsacien. Appelé en 1857 à la suppléance de la chaire d'histoire ancienne, il l'échangea, dès l'année suivante, contre la suppléance de M. Guigniaut, titulaire de la chaire de géographie; il n'a plus quitté depuis cet enseignement, qui n'était pas, au début, celui qu'il aurait préféré et qui lui fut imposé alors par les circonstances plutôt que par ses goûts personnels. Le décret du 22 novembre 1863 l'appela à occuper définitivement la chaire délaissée par le savant historien des *Religions de l'Orient*; il en est resté le titulaire pendant trente-cinq ans, sans interrompre une seule fois, jusqu'au jour de sa retraite, un enseignement auquel il sut rendre en France la place importante qu'il doit occuper dans l'ensemble des

études scientifiques. M. Himly a d'ailleurs eu la bonne fortune de voir son entrée dans le haut enseignement coïncider avec le merveilleux développement des découvertes géographiques de notre temps, découvertes qui n'ont cessé de fournir jusqu'à ce jour au professeur de l'histoire de la géographie des matériaux toujours nouveaux et d'une richesse sans pareille.

Le reste de la carrière si honorablement laborieuse de M. Himly est trop connu pour que nous ayons besoin de la rappeler plus longuement ici. Nommé doyen de la Faculté des lettres en novembre 1881, en remplacement de M. Wallon, il fut sans cesse rappelé depuis par la confiance de ses collègues à ce poste de confiance, où il a rendu de si notables services à la cause du développement et de la réorganisation de l'enseignement supérieur en France jusqu'au jour où, atteint par la limite d'âge, la loi lui imposa la retraite, en novembre 1898. Le souvenir du doyen Himly vivra longtemps encore à la Sorbonne, où la jeunesse académique appréciait fort la verve incisive qu'il déployait dans les joutes du doctorat, où, jeunes et vieux, dans la grande famille universitaire, aimaient et respectaient l'homme bienveillant, ferme et loyal, qui savait vouloir, et ne marchandait son concours à aucune œuvre utile. En juin 1881, après la mort de Mignet, l'Académie des sciences morales et politiques accueillit dans son sein l'auteur de *l'Histoire de la formation territoriale des États de l'Europe* et couronna par cette élection sa carrière scientifique.

Les productions de l'activité littéraire de M. Himly ne sont malheureusement pas aussi nombreuses que l'auraient désiré ceux de ses amis et de ses élèves qui connaissaient le mieux son érudition si vaste et si précise et son jugement si sûr sur les hommes et les événements. En dehors d'un assez petit nombre de mémoires érudits et d'articles critiques, publiés par la *Bibliothèque de l'École des chartes*, le *Journal général de l'instruction publique*, le *Bulletin de la Société de géographie*, la *Revue des cours littéraires*, la *Revue de géographie*, etc., il n'a guère mis au jour que l'indispensable, si l'on peut dire, pour arriver au doctorat et plus tard à l'Institut. Malgré des sollicitations répétées, il n'a jamais voulu faire paraître en volumes quelques-uns de ces cours si substantiels et si attrayants, dans lesquels il retraçait soit le tableau physique et les destinées politiques de tel ou tel pays de l'Europe, soit le développement de certaines périodes particulièrement intéressantes de l'histoire de la conquête scientifique de notre globe. L'attraction de la vie pratique, le maniement des hommes préféré au travail silencieux du cabinet, une certaine indifférence pour les succès littéraires, un certain scepticisme à l'égard des résultats obtenus par les efforts personnels d'un chacun pour faire avancer la science historique, scepticisme qui ne laissait pas de décourager parfois les débutants admis à s'entretenir avec lui, toutes ces causes réunies ont empêché le savant doyen de nous laisser, dans l'un ou l'autre des deux domaines cultivés plus

spécialement par lui, à des époques différentes, certains ouvrages qu'il avait projeté d'écrire, dont il connaissait à fond la matière dans ses moindres détails. Sa thèse sur *Wala et Louis le Débonnaire* promettait à l'érudition française un travailleur d'une sagacité pénétrante pour notre histoire nationale durant les premiers siècles du moyen âge. Cette savante monographie sur le fils de Charlemagne et l'un de ses principaux conseillers reste encore aujourd'hui, où l'on a tant écrit sur l'époque carolingienne, un travail cité par la critique et remarquable pour l'époque.

L'ouvrage capital de M. Himly, fruit de longues recherches, *l'Histoire de la formation territoriale des États de l'Europe centrale*, n'a malheureusement jamais été continué. Les deux premiers volumes, parus en 1876, consacrés aux États de l'Europe centrale, et réimprimés avec quelques légères modifications en 1894, forment, il est vrai, un tout complet, mais l'auteur n'a jamais trouvé le loisir de mettre au point les parties suivantes, dont les matériaux se trouvaient accumulés dans ses cartons. Conçu sur un plan original, ce livre fait servir l'histoire du passé à l'intelligence des temps présents par l'étude de l'action et de la réaction incessantes de la géographie sur l'histoire et de l'histoire sur la géographie. L'érudition de l'écrivain y est soigneusement dissimulée. M. Himly a mis une certaine coquetterie à écarter de son texte tout appareil critique. Encore que sa profonde connaissance du sujet soit si palpable à travers un style simple et pourtant imagé, qu'elle inspire une confiance absolue au lecteur, il aurait été préférable pourtant, dans l'intérêt des travailleurs professionnels, que l'auteur eût consenti à joindre les notes et les renvois aux sources, qu'il avait en portefeuille, quand bien même il eût augmenté de la sorte son ouvrage d'un troisième volume. Mais une fois ce regret exprimé, l'on peut dire de l'ouvrage de M. Himly que c'est un vrai modèle d'exposition scientifique, dans lequel on admire également l'exactitude du moindre détail, la concision élégante et voulue du récit, la finesse d'analyse et la modération des jugements politiques de l'écrivain; on regrette d'autant plus que nous ne possédions pas de sa plume autorisée un tableau pareil de la formation des autres territoires de notre vieille Europe.

— Mgr LE CAMUS, évêque de la Rochelle et de Saintes, vient de mourir, le 29 septembre. On lui doit une *Vie de N.-S. Jésus-Christ* (6^e édit., 1905) et un ouvrage en trois volumes sur les *Origines du christianisme*, où il se montre très au courant des résultats de la critique moderne, mais très timide en face de l'exégèse traditionniste, bien qu'il se déclare lui-même un « progressiste ».

— Le 10 octobre est mort M. Henri BOUCHOR, conservateur du département des Estampes à la Bibliothèque nationale. Il était né à Beure (Doubs), le 26 septembre 1849. Entré à la Bibliothèque nationale peu après sa sortie de l'École des chartes, il rédigea *l'Inventaire des dossiers et estampes relatifs au département de l'Aisne*, légués à la

Bibliothèque nationale par E. Fleury (1887); le Cabinet des Estampes de la Bibliothèque nationale. Guide du visiteur et du lecteur (1895); le Catalogue des dessins relatifs à l'histoire du théâtre conservés au département des Estampes de la Bibliothèque nationale (1896); l'Inventaire des dessins exécutés pour Roger de Gaignières et conservés aux départements des Estampes et des Manuscrits (1898); les Deux cents incunables xylographiques du département des Estampes (1903). Son activité professionnelle lui laissa cependant assez de loisirs pour qu'il pût se consacrer à des travaux personnels. Étant encore sur les bancs de l'École, il avait publié une curieuse étude sur *Mandrin en Bourgogne* (1874) et la partie de l'*Armorial général* de Charles d'Hozier qui se rapporte à la Franche-Comté, son pays natal, et à la Bourgogne, 3 vol. (1875-1876), puis il avait édité avec M. Lemaire *le Livre rouge de l'hôtel de ville de Saint-Quentin* (1884); mais ses goûts le portaient vers l'histoire de l'art, des livres, du costume et des mœurs. C'est ainsi qu'il publia *le Livre, l'illustration, la reliure* (1886); *Mœurs et coutumes de la France. La famille d'autrefois; le mariage, la naissance et la mort* (1887); *Histoire anecdotique des métiers avant 1789* (1887); les *Reliures d'art à la Bibliothèque nationale*, avec 80 pl. reproduites d'après les originaux (1888); les *Portraits aux crayons des XVI^e et XVII^e siècles conservés à la Bibliothèque nationale, 1525-1646*; les *Femmes de Brantôme*, avec 30 pl. reproduites d'après les originaux (1889); *Jacques Callot* (1890); *le Luxe français. Empire, Restauration*, 2 vol. (1892-1893); *la Toilette à la cour de Napoléon I^{er}, 1810-1815* (1895); *Catherine de Médicis, illustrations d'après des documents contemporains* (1899); *l'Art dans la décoration du diplôme*, avec des planches reproduisant 104 documents modernes (1901). C'est à Bouchot que l'on doit l'idée et l'organisation de cette exposition des Primitifs français, qui a pour ainsi dire révélé à beaucoup de Français l'originalité de la peinture française au moyen âge, et il en dressa un catalogue qui restera un document précieux pour l'histoire de l'art; à ce catalogue, il a ajouté un complément, *les Primitifs français* (1905). Ces travaux lui avaient ouvert les portes de l'Académie des beaux-arts (1904). Cet homme, qui paraissait taillé pour une longue vie de travail et de production féconde, a été frappé soudainement par la mort; ce n'est pas seulement chez ceux qui l'ont personnellement connu qu'il laissera de longs regrets.

B.

— Les organisateurs du Congrès colonial de Marseille avaient prévu dans la première division (commerce) une section d'histoire ancienne des colonies et une section d'histoire de la colonisation provençale. La première avait pour présidents d'honneur MM. Alfred Grandidier et Ernest Lavisse; pour président effectif, M. Cultru, chargé du cours d'histoire coloniale à la Faculté des lettres de Paris; la seconde était présidée par M. Paul Masson, professeur à la Faculté des lettres d'Aix-Marseille. Les congressistes inscrits aux deux sections ont pensé avec raison qu'ils avaient tout intérêt à se réunir pour entendre des communications concernant leurs études coutumières. Huit mémoires ont été

lus ou analysés par la section d'histoire ancienne des colonies. Ils seront imprimés dans les actes du Congrès. Le programme, en forme de questionnaire, de la section d'histoire de la colonisation provençale avait provoqué des travaux très solides, œuvre des archivistes de la région, et des notices définitives sur des marins provençaux et sur d'anciennes familles d'armateurs marseillais.

Après une discussion approfondie, les deux sections ont soumis à l'assemblée plénière du Congrès quatre vœux, qui ont été adoptés à l'unanimité. En voici l'énoncé : 1° que le ministère des Colonies fasse procéder à la confection d'un inventaire sommaire des archives coloniales; 2° que le ministère de l'Instruction publique veuille bien faire place aux documents coloniaux dans la collection des *Documents inédits relatifs à l'histoire de France*; 3° que le ministère des Colonies organise une commission chargée de la recherche, et, s'il y a lieu, de l'inventaire des documents concernant l'histoire coloniale qui se trouvent dans les bibliothèques des villes et des départements; 4° que tous ceux qui s'intéressent à l'histoire coloniale constituent un groupe d'études qui aurait pour organe une revue spéciale.

La réalisation des trois premiers vœux dépend des ministères compétents. Souhaitons que les érudits qui s'occupent d'histoire coloniale s'entendent pour réaliser le quatrième et trouvent l'appui matériel nécessaire, soit auprès des pouvoirs publics soit auprès des groupements coloniaux, pour une œuvre de portée scientifique et d'éducation nationale. Ce projet de fonder une *Revue d'histoire coloniale* est déjà, d'ailleurs, en voie d'exécution.

— Une *Société française de bibliographie* vient de se fonder à Paris. Elle se propose de compléter et de perfectionner en France, par tous les moyens en son pouvoir, l'outillage bibliographique dont les progrès doivent, sous peine d'engorgements et de déperdition de temps et de forces, rester en relation constante avec l'intensité toujours croissante de la production littéraire ou scientifique. Elle sera purement technique. Son programme sera général et comprendra tous les ordres de connaissances. Des tâches diverses s'offrent à l'activité de la Société. Il en est trois qui apparaissent comme essentielles : 1° Amélioration des instruments de bibliographie générale courante; 2° Reprise, sous une forme nouvelle, du *Répertoire des revues*, publié par M. D. Jordell; 3° Établissement, avec le concours des pouvoirs publics, d'une bibliographie des publications officielles (publications parlementaires et publications d'Etat) depuis 1815. La Société s'attachera tout particulièrement aussi à obtenir la réforme, si désirable, de l'organisation actuelle du dépôt légal. Dès que l'état de ses forces et de ses ressources le lui permettra, la Société emploiera son activité à des tâches plus spéciales (bibliographie rétrospective de l'histoire littéraire, de l'histoire de l'art, bibliographie cartographique, index de périodiques, etc.). — Parmi les fondateurs et les premiers adhérents, nous nommerons : MM. E. Bourgeois, professeur à la Faculté des lettres de l'Université de Paris; Gas-

ton BRIÈRE et Pierre CARON, directeurs du *Répertoire méthodique de l'histoire moderne et contemporaine de la France*; G. DARBOUX, secrétaire perpétuel de l'Académie des sciences, président de la Commission de bibliographie scientifique; L. HERR, bibliothécaire de l'École normale supérieure; D. JORDELL, éditeur; Ch.-V. LANGLOIS, professeur à la Faculté des lettres de l'Université de Paris; E. LELONG, chargé de cours à l'École des chartes; POLAIN, bibliothécaire du Cercle de la librairie; Louis RAVENEAU, secrétaire de la rédaction des *Annales de géographie*; Henri STEIN, directeur du *Bibliographe moderne*; Maurice TOURNEUX; A. VIDIER, sous-bibliothécaire à la Bibliothèque nationale. Pour l'année 1906, le bureau de la Société est composé de MM. Maurice TOURNEUX, E. DE MARGERIE, Henri STEIN, Gaston BRIÈRE et Albert GAUTIER-VILLARS. — La cotisation annuelle est de 10 francs.

— Vient de paraître (chez A. Picard) le 7^e fascicule du *Répertoire des sources historiques du moyen âge*, par le chanoine Ulysse CHEVALIER; Bio-Bibliographie, 2^e édition. Ce fascicule va de *Nat de Mons* à *P. I de Prezano*.

— Un certain nombre de philosophes, de littérateurs et d'historiens français, originaires en majeure partie de l'Alsace, se sont réunis pour la publication d'un volume d'*Études sur Schiller*, à l'occasion du centenaire de la mort du grand poète. Placé sous le double patronage de la *Société pour l'étude des langues et des littératures modernes* et de la *Société d'histoire moderne*, ce recueil témoigne de l'intérêt que l'on continue à porter chez nous à l'écrivain et au penseur, qui fut et qui restera l'incarnation la plus élevée de ce qu'il y eut d'universel et de largement humain dans le génie allemand à la fin du XVIII^e siècle et au début du XIX^e. Parmi les travaux qui, dans notre volume (Paris, Alcan, 1905. In-8^e, vii-228 p.), peuvent intéresser plus particulièrement les historiens, nous signalerons « le sieur Giller, citoyen français », de M. Ch. Schmidt, et « Schiller et Camille Jordan », de M. F. Baldensperger. R.

— M. Jean RÉGNÉ a publié dans le *Bulletin de la Commission archéologique de Narbonne*, t. IX, le texte d'une enquête, faite aux environs de l'an 1300, et relative à la limite méridionale de la vicomté de Narbonne du côté du Roussillon. Comme cette limite était aussi celle du royaume de France, l'enquête présente un réel intérêt pour la géographie historique de notre pays (*la Frontière de la vicomté de Narbonne du côté du Roussillon à la fin du XIII^e siècle*. Narbonne, Caillard, 1906, 82 p.). Les documents qui l'accompagnent et qui la complètent intéressent surtout l'histoire locale. Pourquoi n'y a-t-on pas joint une carte?

— Nous ne pouvons qu'annoncer ici l'essai critique de M. le lieutenant-colonel Gabriel ROUQUENOL, intitulé : *l'Artillerie dans la bataille du 18 août (1870)*. Ce sont des « considérations sur l'artillerie de campagne à tir rapide » qui dépassent notre compétence. Le volume est accompagné de sept croquis panoramiques et de sept plans, avec dix-huit trans-

parents, que les spécialistes consulteront avec fruit (Berger-Levrault, 1906, ix-510 p. Prix : 12 fr.).

LIVRES NOUVEAUX. — DOCUMENTS. — G. Hérelle. Documents inédits sur le protestantisme à Vitry-le-Français. T. II : 1687-1789. A. Picard, 291 p. — *Histoire générale de Paris. Inventaire des registres des insinuations du Châtelet de Paris, règnes de François I^{er} et de Henri II, par E. Campardon et Alex. Tueley.* Champion, gr. in-8° à 2 col., xlvij-1098 p.

HISTOIRE LOCALE. — Émile Atgier. L'abbaye de Ré. Vannes, impr. Lafolye, 55 p. (Revue du Bas-Poitou.) — **Comte E. de Balincourt.** Avignon de 1520 à 1560, d'après les livres de raison des Merles de Beauchamps. Louis II, Bathazard et Louis III, premiers consuls de la ville. Nîmes, impr. Chastanier, 65 p. — **Anatole de Bremond d'Ars.** Dictionnaire historique et généalogique des familles du Poitou. Vannes, Lafolye, 8 p. — **Abbé A. Bretaudeau.** Histoire des Ponts-de-Cé. Angers, Germain et Grassin, 490 p. — **H. Quilgars.** Dictionnaire topographique du département de la Loire-Inférieure. Nantes, Durance, liij-322 p. in-4° à 2 col. — **Paul Eudel.** Bibliographie de Royat. Le Soudier, iii-66 p. — **Abbé Ch. Guéry.** Chapitre épiscopal, d'après le grand pouillé du diocèse d'Evreux. Evreux, impr. Odieuvre, 157 p. — **S.-C. Gtgon.** La révolte de la gabelle en Guyenne, 1548-1549. — **J.-M. Vidal.** Le travail d'inquisition de Pamiers. Toulouse, Privat, 315 p. — **André Chagny.** Bourgen-Bresse au temps de la domination savoisisienne, xv^e et xvi^e siècles. Bourg, impr. du « Journal », 79 p. — **J. Trévédy.** La tapisserie de la bataille de Formigny, dite « tapisserie de Fontainebleau ». Saint-Brieuc, Prudhomme, 10 p. (Mémoires de l'Assoc. bretonne, 1905.) — **L. Gareau.** Monographies de quelques communautés du bailliage de la Montagne. Dijon, Nourry, 266 p.

Belgique. — M. Jules de Le Court, premier président de la Cour d'appel de Bruxelles, né à Mons le 9 octobre 1835, est mort à Bruxelles le 13 février 1906. Ce juriste distingué avait fait œuvre d'historien et publié des travaux importants. Nous citerons : *Essai d'un dictionnaire des ouvrages anonymes et pseudonymes publiés en Belgique au XIX^e siècle et principalement depuis 1830.* Bruxelles, 1862, in-8°; *Bibliographie de l'histoire du Hainaut.* Mons, 1864, in-8°; *Introduction générale aux coutumes du Hainaut.* Bruxelles, 1883, in-4°; *Glossaire des coutumes du Hainaut.* Bruxelles, 1889, in-4°; *Recueil des ordonnances des Pays-Bas autrichiens.* Bruxelles, 1891-1905, 5 vol. in-fol.

— Le 20 mars 1906 est mort à Gand le comte Oswald de Kerchove de Denterghem, né en 1844, ancien gouverneur du Hainaut, ancien membre de la Chambre des représentants, sénateur. Il avait publié divers travaux historiques de valeur réelle et remarquablement écrits. Les principaux sont : *Une page de l'histoire d'Ypres.* Ypres, 1862, in-8°; *les Préliminaires de la Révolution belge de 1830.* Bruxelles, 1897, in-8°; *la Grève des tisserands gantois en 1859.* Ibid., 1904, in-12. Il laisse inachevée une *Histoire de la Révolution belge de 1830.* On lui doit aussi la publication des *Essais et notices* d'Adolphe Dubois. Gand, 1902, 2 vol. in-8° (voy. *Rev. hist.*, t. LXXXII, p. 215).

— La Commission royale d'histoire a chargé M. Henri Longhay, professeur d'histoire à l'Université de Bruxelles, bien connu par d'import-

tants travaux analysés ici même (voy. *Rev. hist.*, t. XXXI, p. 177, 483; XXXIV, p. 169; XXXVI, p. 235; XXXVII, p. 456; XXXIX, p. 405; XLVIII, p. 154; LXV, p. 150, 151; LXVII, p. 172; LXXI, p. 134), de se rendre aux archives de Simancas afin d'y dresser un inventaire des documents intéressants pour l'histoire de Belgique que contient le célèbre dépôt espagnol et pour y recueillir les matériaux nécessaires à la continuation de la *Correspondance de Philippe II*, dont cinq volumes ont été édités par Gachard. M. Lonchay s'est acquitté récemment de cette mission. Il a bien voulu nous communiquer succinctement le résultat de ses recherches.

On pourrait, nous a-t-il dit, faire partiellement l'histoire de nos provinces au xvii^e siècle au moyen des documents contenus dans le fond dit de la *Secrétairerie d'État et de guerre*, conservé aux archives générales du royaume à Bruxelles; mais ce fond présente des lacunes, notamment pour l'époque des archiducs Albert et Isabelle, ainsi que pour le gouvernement de Maximilien-Emmanuel de Bavière. On n'y trouve d'ailleurs que la correspondance générale : on y chercherait vainement les instructions secrètes remises par la cour de Madrid à ses agents de Bruxelles, de même que les lettres confidentielles envoyées par ces mêmes agents au gouvernement central. C'est à Simancas qu'il fallait chercher ces documents, et ceux-ci permettent d'exposer sous son vrai jour la politique pratiquée par les rois d'Espagne dans les Pays-Bas.

Les archives de Simancas possèdent sur l'histoire de notre pays au xvii^e siècle des centaines de liasses classées dans le fond dit *Estado, Flande*, et dans celui des *Secrétaireries provinciales, Conseil de Flandre*. Dans ce dernier, on ne trouve guère que des documents d'ordre privé ou ayant trait à l'administration intérieure de la Belgique. Dans le premier, au contraire, on a conservé presque en entier la correspondance des rois d'Espagne avec les gouverneurs généraux des Pays-Bas.

Cette correspondance permet de compléter les papiers des archives de Bruxelles, notamment pour ce qui concerne le gouvernement de Maximilien-Emmanuel de Bavière. On y trouve de plus un grand nombre d'instructions secrètes, ainsi que la correspondance des ambassadeurs accrédités à Bruxelles par la cour de Madrid, tels que Balthazar de Cúñiga, le marquis de Gadaleste et le cardinal de la Cueva.

Des informations non moins précieuses nous sont fournies par les délibérations du Conseil d'État de Madrid. Les consultes de ce Conseil, qu'on trouve en grand nombre à Simancas, tant dans les liasses qui leur ont été spécialement réservées que dans les correspondances diverses du fond *Estado*, permettent de connaître l'opinion exprimée par les ministres espagnols sur toutes les affaires importantes dans les divers domaines diplomatique, religieux, commercial et militaire. M. Lonchay a dépouillé de nombreuses liasses et noté tous les documents intéressant l'histoire des Pays-Bas depuis la mort de Philippe II jusqu'à la fin du régime espagnol.

— M. A. HOCOQUET, archiviste-bibliothécaire de la ville de Tournai, vient de faire paraître un ouvrage considérable, couronné par l'Académie royale de Belgique : *Tournai et le Tournaisis au XVI^e siècle au point de vue politique et social*. Bruxelles, Hayez, in-4^o, 418 p. Nous consacrerons un article spécial à ce livre intéressant.

— Les historiens trouveront à glaner dans le compte-rendu du *Congrès international pour l'extension et la culture de la langue française* (Paris, Champion; Bruxelles, P. Weissenbruch; Genève, A. Jullien, 1906, in-8^o. Chaque rapport a sa pagination spéciale) tenu à Liège en 1905. C'est naturellement la situation du français en Flandre, du français et du wallon dans le Luxembourg et dans la petite Wallonie prussienne de Malmédy qui a surtout occupé les congressistes. Sur la question de savoir si la position internationale de notre langue est actuellement en voie d'accroissement ou de décadence, il est assez curieux de constater que les orateurs français (MM. Paul Meyer, Rey) ont fait généralement preuve de pessimisme; les étrangers, au contraire (MM. Novicow, Mahaim, Bonnard), sont très optimistes. Sur certains points, on pourrait souhaiter plus de précision. Quel que soit l'intérêt des considérations présentées par MM. Henri Albert et Gustave Kahn sur la langue et la littérature françaises en Alsace-Lorraine, nous aurions préféré quelques données, par exemple, sur la curieuse persistance du français et des patois romans dans toutes les vallées orientales des Vosges, des Trois-Épis à Schirmeck, particulièrement au Ban de la Roche, et sur la situation actuelle du patois messin. H.

Allemagne. — On annonce la mort de L. STACKE, historien et pédagogue bien connu, décédé à Erfurt à l'âge de quatre-vingt-dix ans; — du Dr Ant. HEGERT, archiviste aux archives de l'État à Berlin; — du Dr Paul HASSEL, directeur des archives centrales de l'État à Dresde.

— Le Dr Albert REHM a été nommé professeur ordinaire de philologie classique à Munich; — M. O. SCHEEL a été nommé professeur extraordinaire d'histoire ecclésiastique à l'Université de Tubingue; — le Dr Otto HOETZSCH a été nommé professeur d'histoire à l'Académie de Posen.

— Le professeur Reinhold KOSER, directeur général des archives de l'État prussien, a été nommé président du comité directeur des *Monumenta Germaniae historica*.

— La collection de *Quellen und Untersuchungen zur lateinischen Philologie des Mittelalters*, qui paraît à Munich sous la direction de L. TRAUBE, a pour objet la publication de textes et de mémoires se rapportant à l'histoire de la littérature latine au moyen âge. C'est là une entreprise utile, car c'est permettre l'étude scientifique de documents souvent délaissés au profit des œuvres historiographiques ou des textes en langue vulgaire, romane ou germanique. Le premier fascicule, dû à M. HELLMANN, est consacré à *Sedulius Scottus* (Munich, Beck, 1906, in-8^o, xv-203 p.).

Des trois études qu'il comprend, la seconde, — qui a pour objet l'examen d'un recueil d'extraits d'auteurs anciens formé par Sedulius, en particulier d'une collection de sentences et de maximes connue sous le nom de *Proverbia Graecorum*, — et la troisième, — relative à l'intérêt que peuvent présenter certains opuscules de Sedulius au point de vue de l'histoire du texte de l'hérésiarque Pélage, — intéresseront surtout les philologues. La première a un caractère plus historique. C'est une édition critique du *De rectoribus christianis*, du même Sedulius, qui n'était jusqu'ici accessible que dans les recueils de Goldast et de Freher. L'ouvrage, qui paraît avoir été dédié à Lothaire II, est un petit traité en vingt chapitres sur les vertus que doit posséder un souverain chrétien, et pourra être rapproché d'autres productions se rattachant au même genre de littérature, qui paraît avoir été assez florissant à l'époque carolingienne. C'est à lui qu'appartiennent entre autres la *Via regia* de Smaragde de Saint-Mihiel et le *De regis persona* d'Hincmar. — Le second fascicule de la même collection est représenté par le *Johannes Scottus* (1906, in-8°, x-106 p.), de M. Edward Kennard RAND, et comporte surtout l'édition du texte d'un commentaire sur Boèce. Ce commentaire est conservé anonyme dans un grand nombre de manuscrits, mais diverses particularités de doctrines et de style permettent de l'attribuer avec beaucoup de vraisemblance à Jean Scot. Certaines parties ont un intérêt purement grammatical. D'autres sont curieuses en ce qu'elles fournissent des renseignements sur l'état d'esprit de l'auteur, à l'égard de certains sujets que nous savons par ailleurs l'avoir particulièrement préoccupé, comme la question du *filiotique* ou celle de l'existence des Antipodes. L'étude de M. Rand se termine par une notice consacrée au commentaire sur Boèce du célèbre Rémi d'Auxerre, en rapports étroits avec le précédent, avec lequel il a été partiellement fondu dans certains manuscrits.

R. P.

— Sous le titre de *Regesta pontificum Romanorum. Italia pontificia sive repertorium privilegiorum et litterarum a Romanis pontificibus ante annum MCLXXXVIII Italiae ecclesiis, monasteriis, civitatibus singulisque personis concessorum*; t. I : *Roma*, M. KEHR, directeur de l'Institut historique prussien à Rome, vient de publier, par les soins de l'Académie de Göttingen (Berlin, Weidmann, 1906), le premier volume d'un nouveau répertoire général des lettres pontificales antérieures au pontificat d'Innocent III. Ce répertoire est l'amorce d'une grande édition critique dont l'étendue des recherches à faire dans toutes les archives et toutes les bibliothèques d'Europe retardera encore longtemps la publication. En attendant, M. Kehr a jugé utile de procéder à une refonte des *Regesta* de Jaffé. Mais, à la fois pour des raisons d'ordre pratique, qu'on comprendra aisément, et pour des raisons d'ordre théorique, qu'il expose dans les *Göttingische gelehrte Anzeigen*, 1906, fasc. 8, p. 593-610, il a cru préférable de substituer au classement chronologique général, souvent incertain et fréquemment incommode,

un classement topographique par diocèses et, dans l'intérieur de chacun d'eux, par destinataires. Provisoirement, au moins, M. Kehr s'en tient à l'Italie, et le premier volume est, comme de juste, consacré à Rome, dont l'auteur connaît toutes les archives mieux que personne. Nous rendrons compte avant peu de cet important travail. L. H.

Alsace. — Un des plus fins érudits d'Alsace, M. Ernest BLECH, est décédé le 5 octobre à l'âge de soixante-trois ans. Tout en dirigeant avec ses frères d'importants établissements de tissage, M. Blech s'était livré avec M. Meininger à de minutieuses recherches sur l'origine des familles alsaciennes. Retiré des affaires, il avait élargi le cercle de ses études et publié des monographies d'un goût discret et sûr, d'un style élégant et délicat; nous avons rendu compte ici de son *Histoire du château d'Échery* (1899). Il avait réuni une nombreuse et rare bibliothèque et préparait une histoire de l'industrie textile en Alsace, où l'industriel eût doublé l'historien. La mort a brisé sa plume et arrêté son travail; c'est une grande perte pour l'Alsace et pour l'histoire.

Autriche-Hongrie. — Le Dr Ferd. ZIEGLAUER EDLER VON BLUMENTHAL, professeur honoraire d'histoire autrichienne à Czernowitz, vient de mourir à l'âge de soixante-dix-huit ans; il n'avait cessé d'enseigner à cette Université depuis sa création en 1875.

— Le Dr KARL VON POTKANSKI a été nommé professeur ordinaire d'histoire universelle et d'histoire d'Autriche à l'Université de Cracovie; — le Dr NÉGLE a été nommé professeur d'histoire ecclésiastique à l'Université allemande de Prague.

Danemark. — Le *Manuel historique de la question du Slesvig*, publié sous la direction de M. FRANZ DE JESSEN et qui vient de paraître en traduction française (Copenhague, 1906; Paris, Picard), est un recueil dont l'objet est de poser de nouveau la question du Slesvig devant l'opinion publique en Europe. Il comprend plusieurs études historiques dont nous ne donnerons aujourd'hui que le titre : L.-F.-A. WIMMER, Témoignage des monuments runiques sur la nationalité du Slesvig; Joh. STEENSTRUP, les Noms de lieux du Slesvig considérés comme témoignage de la nationalité du peuple; Alex. THORSØE, Principaux actes royaux relatifs aux rapports du duché avec la couronne danoise; P.-K. THORSEN, Langue et nationalité; P. LAURIDSEN, la Situation des langues en Slesvig et les décrets linguistiques de 1850-1852; Émile EBERLING, Historique de l'idée d'un partage du Slesvig, la Perte du Slesvig par le Danemark en 1864 et le traité de Vienne du 30 octobre 1864; Hennig MATZEN, la Question des optants slesviscois; Émile EBERLING, le Traité de Prague du 23 août 1866; F.-J. WEST, Démographie et documents statistiques sur les moyens d'existence et les impositions en Nord-Slesvig depuis 1864; H.-V. CLAUSEN, la Situation des langues en Nord-Slesvig après 1864; N. SVENDSEN, les Écoles et les églises dans le Nord-Slesvig après 1864; N. ANDERSEN, la Presse et la défense de la langue danoise; F. SIMONSEN, Histoire politique. Cet ouvrage, très solidement construit,

abonde en documents, en belles cartes, en pièces justificatives et en renseignements de toute sorte. Il s'adresse à l'homme d'État soucieux des problèmes de la politique européenne; mais il sera d'un grand profit aussi pour les historiens et les géographes.

Grande-Bretagne. — La chronologie des actes de Henri II, roi d'Angleterre, est malaisée, parce que les actes émanés de sa chancellerie sont systématiquement dépourvus de dates. Dans une communication faite à l'Académie des inscriptions le 17 août dernier, M. Delisle a indiqué un critérium à l'aide duquel on peut jeter quelque lumière sur leur chronologie. En tête des actes, Henri II s'appelle tantôt « *Henricus rex Anglorum* », tantôt « *Henricus, Dei gratia rex Anglorum* ». Le changement de formule s'est opéré entre le mois de mai 1172 et le printemps de 1173. Les actes expédiés jusqu'à la première date, c'est-à-dire pendant les dix-huit premières années du règne, contiennent la première formule; ceux qui ont été expédiés après la deuxième, c'est-à-dire pendant les dix-sept dernières années, contiennent la seconde. Il faut remarquer que ce changement date de l'époque où Henri II obtint l'absolution de sa complicité dans le meurtre de Th. Becket, mais on ne saurait dire s'il y a là une simple coïncidence (*Journal des Savants*, 1906, p. 509). Ces notions de diplomatique royale font partie des *Prolégomènes* dont M. Delisle fera précéder un catalogue des actes de Henri II, qui est appelé à rendre à l'histoire du XII^e siècle les mêmes inappréciables services que celui des actes de Philippe-Auguste.

— L'honorable J. W. FORTESCUE a publié le tome IV de son *History of the British army*, consacré aux guerres de la Révolution, 1789-1801. Ce volume est divisé en deux tomes, dont l'un s'arrête avec la fin de 1798 et l'autre à la paix de Lunéville. Les cartes, nombreuses, claires, instructives, ont été réunies toutes en un seul fascicule, ce qui en facilite beaucoup l'emploi (Macmillan, 1906, 967 p. Prix : 2 l. 2 sh.). Il y aurait beaucoup à dire sur la méthode suivie par l'auteur; on lui reprochera certainement d'avoir ignoré beaucoup de livres utiles pour son sujet; parmi les ouvrages français, les lacunes sont considérables, par exemple, aucun des ouvrages d'A. Chuquet n'est mentionné nulle part! En général, l'œuvre si considérable, récemment accomplie par nos jeunes historiens de la période révolutionnaire, lui a échappé. Ils lui auraient épargné des méprises, désagréables par leur répétition, comme celle qui consiste à donner sous une forme erronée (*Clerfaye*) le nom du général autrichien Clairfayt. D'autre part, il a mis largement à contribution les archives anglaises, publiques et privées, et souvent il apporte du nouveau. Le récit, assez impersonnel et sans éclat, est toujours clair et animé. On le suit avec intérêt et l'auteur nous mène, en peu de pages, aux quatre coins du monde. Le dernier chapitre, sur les transformations de l'armée anglaise de 1793 à 1802, mérite une attention particulière.

— Deux amis de feu Lord Acton (mort en 1901), MM. J. Neville

FROGIS et R. Vere LAURENCE, ont réuni et publié le cours d'histoire moderne qu'il professa en qualité de « regius professeur » à l'Université de Cambridge en 1899-1900 et 1900-1901. Le volume qu'ils nous apportent rappelle en un certain sens le *Précis d'histoire moderne* de Michelet, avec moins d'imagination, de divination à coup sûr et d'originalité, mais aussi avec une plus grande abondance de faits et un meilleur équilibre. Cependant, c'est un Précis, précis qui s'adresse d'ailleurs à des lecteurs déjà bien au courant des grands faits de l'histoire générale et dont le but essentiel est d'en montrer l'enchaînement. L'auteur n'est pas un philosophe; il n'y a pas dans son livre de considérations générales; mais il voit les faits de haut et avec sérénité. Il n'est pas un homme de parti, mais il a son idéal : pour lui, le progrès de l'humanité se mesure à la plus grande somme de liberté que réalise un pays à une époque déterminée, et c'est à cette mesure qu'il juge les événements et les hommes. Ses jugements ont plus d'étendue que de profondeur, mais ils portent. A ce cours, on a joint la leçon d'ouverture lue par Lord Acton en février 1895 (c'est le seul morceau qui soit accompagné de notes bibliographiques) et la circulaire dans laquelle il traça le plan de la *Cambridge modern history*. Le volume tout entier n'est d'ailleurs, en quelque sorte, qu'un programme plus développé de cette remarquable entreprise. Un autre volume contiendra les leçons sur la Révolution française (*Lectures on modern history*. Macmillan, 1906, xix-362 p.).

— En même temps qu'il publie son Histoire de la guerre de Canada en 1812, dont nous rendrons prochainement compte (*The Canadian war of 1812*. Oxford University press. Prix : 12 sh. 6 d.), M. C. P. LUCAS donne une nouvelle édition de sa Géographie historique des colonies britanniques (*A historical geography of the British colonies*. Ibid. Prix : 6 sh.); le tome I se rapporte aux colonies méditerranéennes et orientales; il a été revu et mis à jour par R. S. STUBBS.

— Les auteurs bien connus de la remarquable histoire des Trades-Unions, M. et M^{me} WEBB, ont entrepris de tracer le tableau des institutions locales en Angleterre depuis la Révolution de 1688 jusqu'à la Réforme municipale de 1835. Le premier volume (*English local government : la Parish and the County*. Londres, Longmans, 1906, xxv-664 p.) est consacré à la paroisse et au comté. C'est un ouvrage important, sur lequel nous aurons à revenir très prochainement.

Pays-Bas. — La librairie Martinus Nijhoff, à la Haye, vient de commencer la publication des *Archives ou Correspondance inédite de la Maison d'Orange-Nassau*; troisième série, publiée par le directeur des archives de la Maison royale, F. J. L. KRAEMER, professeur à l'Université d'Utrecht. T. I : 1689-1696 (1 vol. d'environ 700 p., gr. in-8°. Prix : 6 fl. 75). — Cet ouvrage continue l'importante publication due à M. Groen van Prinsterer et parue de 1835 à 1861. Le recueil ira jusqu'en 1795; il comportera 10 à 12 volumes; chaque volume sera accompagné d'une introduction historique et de notes.

Suisse. — A l'assemblée annuelle de la Société générale d'histoire suisse, le 10 septembre dernier, M. Alfred STERN a fait une communication très intéressante sur l'origine du nom de Tell. Dans le « Livre blanc » de Sarnen, où la légende de l'origine des libérés helvétiques se trouve pour la première fois, le fameux archer est appelé *Der Thall* (*Tall*), et ce nom signifie l'imbécile, le fou. Aussi a-t-on imaginé que ce nom avait été fabriqué à l'imitation du nom de *Brutus*. — Mais, en danois, *tokke* signifie : « Se comporter en imbécile » ; en suédois, *tok* signifie « folie ». Or, l'archer de Saxo Grammaticus, où l'on a vu le prototype de Guillaume Tell, s'appelle *Tokko*. Le nom vient de l'ancien norrois, non *Toki*, mais *Thoka* = nuée. Ainsi *Tokko* = *Der Tall*. — On peut imaginer que, lorsque le fragment de Saxo Grammaticus a pénétré en Suisse et a été transcrit dans quelque chronique, le nom de *Tokko* a été interprété dans une glose marginale par *stultus* ou quelque mot analogue, retraduit en *Der Thall* par le Livre blanc.

— Dans ses *Recherches sur les origines des évêchés de Genève, Lausanne, Sion et leurs premiers titulaires jusqu'au déclin du VI^e siècle* (Fribourg, librairie de l'Université, et Paris, Picard, 1906. In-8°, xix-253 p.). M. l'abbé M. Besson étudie, d'une manière très complète, le difficile problème de l'organisation des églises chrétiennes dans les pays de la Suisse romande. Écartant les hypothèses fragiles sur lesquelles l'école légendaire s'efforce encore aujourd'hui d'édifier l'histoire primitive des églises d'Occident, il réunit, pour les trois diocèses en cause, les sources authentiques de cette histoire. Il détermine la valeur de ces sources et en fait ressortir les enseignements avec beaucoup de sagacité et de méthode. Il établit, en particulier, la liste des premiers évêques et réussit à faire revivre, parmi eux, plus d'une personnalité depuis longtemps oubliée. Sur la plupart des questions abordées dans ce remarquable travail, on n'hésitera pas à adopter les conclusions de l'auteur, formulées d'ailleurs avec une grande prudence. Ajoutons que les origines des plus anciennes fondations monastiques du pays ont aussi retenu l'attention de M. Besson : celles de Romainmotier sont étudiées dans un appendice de ce volume, tandis que celles de la célèbre abbaye de Saint-Maurice en Valais le seront dans un ouvrage spécial, qui paraîtra prochainement.

— La Société du Musée historique de la Réformation a eu l'heureuse idée de publier le compte-rendu du *Troisième centenaire de la mort de Théodore de Bèze* (Genève, Atar, 1906. In-12, 85 p. et 5 pl.), célébré à Genève en novembre 1905, à la date de la « fête de la Réformation ». Cette élégante plaquette contient le texte des discours prononcés à cette occasion par MM. le professeur E. Doumergue et le baron F. de Schickler, représentant les Églises réformées de France, le professeur H. Vuilleumier, de l'Université de Lausanne, et le professeur Ch. Borgaud, de l'Université de Genève, ainsi que de la captivante conférence de M. N. Weiss, secrétaire de la Société de l'histoire du protestantisme français, sur le rôle de Théodore de Bèze en France au xvi^e siècle. Le

souvenir de l'exposition de portraits, œuvres, autographes et souvenirs de Bèze, organisée alors à la bibliothèque de la ville, y est rappelé par une note de M. H. Aubert et par une bibliographie des ouvrages exposés due à M. Léopold Micheli. L'illustration reproduit plusieurs portraits contemporains du réformateur.

— Dans son important travail sur *le Système continental et la Suisse, 1803-1813* (Lausanne, Payot, 1906. In-8°, 345 p.), M. Bernard de CÉRENVILLE montre les suites désastreuses du blocus continental pour le commerce et l'industrie de la Suisse, si prospères au XVIII^e siècle, et les répercussions de ce régime sur l'ensemble de la vie économique et sur la situation politique du pays. Ce volume est une nouvelle preuve de l'intérêt grandissant qui s'attache à une période longtemps négligée de l'histoire nationale; il est à peine besoin d'insister sur l'intérêt qu'il présente pour l'étude de la politique économique de Napoléon I^{er}.

— On sait la difficulté que crée à l'historien la dispersion de la plupart des travaux historiques dans les recueils périodiques ou autres collections dont le nombre s'accroît sans cesse. Il faut donc savoir gré à la Société générale d'histoire de la Suisse d'avoir poursuivi l'utile Répertoire méthodique de ces travaux, publié en 1892 par M. le professeur Brandstetter pour la période de 1812 à 1890. Cette seconde partie, rédigée sur le même plan par M. le Dr Hans BARTH, embrasse les années 1891 à 1900 (*Repertorium über die in Zeit- und Sammelchriften der Jahre 1891-1900 enthaltenen Aufsätze und Mitteilungen Schweizergeschichtlichen Inhaltes*. Basler Buch- und Antiquariatshandlung, 1905, in-8°, vii-359 p.). Par la précision de la bibliographie et par d'heureux perfectionnements typographiques, ce volume est en progrès marqué sur le précédent.

— Les archives d'État de Bâle sont un des plus riches dépôts d'archives de la Suisse. Installées dans un bâtiment spacieux, construit *ad hoc*, entièrement réorganisées par les soins éclairés de l'archiviste actuel, M. le Dr R. Wackernagel, qui les dirige depuis 1878, dotées de collections accessoires très utiles (imprimés, reproductions de sceaux et d'armoiries, coins, vues et planches gravées, etc.), elles peuvent aujourd'hui être proposées comme modèle aux archives cantonales de la Suisse. M. WACKERNAGEL a fait un pas de plus pour faciliter la consultation du dépôt confié à sa garde, en en publiant un excellent inventaire : *Repertorium des Staatsarchivs zu Basel*. Bâle, Helbing et Lichtenhahn, 1904-1905, gr. in-8°, LXVIII-834 p., avec 8 planches reproduisant le bâtiment des archives.

— La Société d'histoire et d'archéologie de Genève a mis en vente le tome II des *Registres du Conseil de Genève* (Genève, libr. Kündig, 1906, in-8°, ix-573 p.). Ce volume, publié par MM. L. DUFOUR-VERNES et V. VAN BERCHEM, renferme les procès-verbaux des séances des divers conseils de la ville pendant les années 1461 et 1462, 1473 à 1476. A côté de l'intérêt qu'ils présentent pour l'histoire intérieure de Genève,

ces procès-verbaux jettent un jour nouveau sur la révolte de Philippe sans Terre contre le gouvernement de son père, le duc de Savoie, Louis I^{er}, en 1462, et ils fournissent de curieux détails sur les guerres de Bourgogne, dans lesquelles Genève se trouva engagée malgré elle.

— La Société Zwingli, à Zurich, ne borne pas son activité littéraire à la publication d'un bulletin semestriel dont le tome II a commencé à paraître en 1905 (*Zwingliana. Mitteilungen zur Geschichte Zwinglis und der Reformation*; t. I, 1897-1904; t. II, livr. I-III). Dans une série de *Quellen zur Schweizerischen Reformationsgeschichte*, publiée sous la direction du professeur E. EGLI, elle se propose de faire connaître les sources de l'histoire de la réforme de langue allemande en Suisse. La chronique de Laurent Bosshart de Winterthur, qui forme le tome III de cette collection, n'est pas une œuvre de premier ordre, mais elle apporte, sur l'établissement de la réforme religieuse à Winterthur et dans les pays voisins, le témoignage d'un homme bien informé et incontestablement véridique, l'ex-chanoine Bosshart, devenu le partisan convaincu des idées de Zwingli. L'éditeur, M. Gaspar HAUSER, a éclairé ce témoignage par un copieux commentaire. Tandis qu'il imprimait in extenso la partie essentielle de la chronique, relative à l'époque de la Réforme, il n'a reproduit avec raison, de la partie qui a trait au moyen âge, que les seuls fragments concernant Winterthur et la contrée environnante. Annotés par un homme qui connaît à fond l'histoire de cette contrée, ces fragments ne sont pas sans valeur (*Die Chronik des Laurencius Bosshart von Winterthur, 1185-1532*. Basler Buch-und Antiquariatshandlung, 1906, in-8°, xxviii-403 p.).

— C'est aussi sous les auspices de la Société Zwingli que MM. E. EGLI et G. FINSLER ont entrepris, dans le *Corpus Reformatorum*, la publication des œuvres complètes du réformateur zuricois (*Huldreichs Zwinglis Sämtliche Werke*. Berlin, Schwetschke u. Sohn, in-8°). A l'exception des travaux exégétiques et des lettres, qui formeront deux séries séparées, les œuvres de Zwingli sont imprimées dans l'ordre chronologique. Le tome I (1904-1905), seul achevé jusqu'ici, contient donc les premiers écrits, dès 1510, jusques et y compris les actes de la première dispute de Zurich (29 janvier 1523), qui marqua le triomphe définitif de la Réforme dans cette ville. Chaque écrit est précédé d'une introduction et accompagné de notes. On ne peut que louer le soin avec lequel les textes sont établis et commentés par les éditeurs.

Italie. — Léo MOUTON, *Mémoires du général Pepe (1783-1846)*, publiés d'après l'édition originale (Paris, Perrin et C^{ie}, 1906. In-8°, viii-422 p.). — Des trois volumes de mémoires écrits, de 1821 à 1848, par le général Pepe, M. L. Mouton a tiré un livre qui a l'avantage de se lire plus facilement que l'œuvre du général Carbonaro. Mais ces extraits, présentés frustement, sans appareil critique, sans annotation, sans introduction qui permettent de replacer l'homme et l'œuvre dans leur milieu, à qui s'adressent-ils? Le grand public s'intéressera-t-il aux péripéties

de l'existence troublée de ce général prononciamentiste, dont la psychologie renait mal de ces pages tronquées, où tous les aveux, toutes les justifications ne sont pas donnés? Et l'historien pourra-t-il tirer parti d'un témoignage incomplet, où M. L. Mouton a voulu mettre, bien inutilement à notre avis, de l'unité et de l'arrangement littéraire? — G. B.

Mexique. — La collection des *Documentos para la historia de México* s'est augmentée d'un cinquième volume, publié par M. Genaro GARCÍA, *la Inquisición en México*. Vingt-six documents d'intérêt très inégal, dont beaucoup se réfèrent à de minutieuses questions d'étiquette et de cérémonial. Quelques-uns, de plus grande portée, sont relatifs à l'établissement de l'Inquisition au Mexique, en 1570, et à sa réglementation; d'autres, soit par la nature des délits qu'ils nous font connaître, soit par les prescriptions édictées, nous ouvrent sur les mœurs des aperçus assez curieux. L'orthographe est modernisée. Presque aucune note. Celle qui est jointe au document n° XII pour expliquer la lecture fautive *pal* (pour *paz* = paix, patène) est loin de contribuer à l'intelligence du texte.

H. L.

— Nous avons reçu récemment un ouvrage considérable sur le Mexique, intitulé : *le Mexique, son évolution sociale* (Mexico, J. Ballecá et C^{ie}, 1900-1902, 2 volumes en 3 tomes in-fol.). Dû à la collaboration de plusieurs auteurs, spécialistes en leur partie, il a été rédigé sous la direction de M. Just SIERRA, qui, de plus, a écrit dans le t. I une histoire générale du Mexique, des origines aux temps modernes, de plus de 300 p. in-fol., suffisamment étendue pour dépasser de beaucoup ce que nous pouvons trouver dans les ouvrages français récents qui touchent à cette histoire. Les institutions politiques ont été exposées par M. Jules Zárate. M. B. Reyes a traité de l'armée, M. Chavez de l'éducation nationale. Un chapitre sur les lettres mexicaines, par M. Sanchez Mármol, offre une utile contribution à l'histoire, si généralement ignorée chez nous, de la littérature hispano-américaine. Les institutions municipales, les établissements pénitentiaires, l'assistance publique ont été étudiés par M. Michel S. Macédo. MM. Véra, Raigosa, Crespo, Dufou, ont tracé le tableau de l'évolution juridique, agricole, minière et industrielle. Enfin M. Paul Macédo a clos l'ouvrage par trois chapitres sur le commerce, les communications et travaux publics et les finances. Traduite en français par L. Lamole de Tamayo, abondamment illustrée quoique fort inégalement, cette œuvre imposante a été conçue par ses auteurs dans le louable dessein de faire connaître à la vieille Europe le passé et l'état présent de leur jeune pays, en répondant aux curiosités d'ordre très divers qu'il peut éveiller chez nous. C'est à ce titre qu'il nous a paru utile de la signaler ici.

ERRATUM DU PRÉCÉDENT NUMÉRO.

Page 132, ligne 20, *au lieu de* : XIX^e siècle, *lire* : XXIX^e siècle.

Page 209, ligne 24, *au lieu de* : Fernau-Noñez, *lire* : Fernan-Nuñez.

INDEX BIBLIOGRAPHIQUE¹.

ANTIQUITÉ.

- Ardillon*. Quomodo Graeci collocaverint portus atque aedificaverint, 320.
Babelon et Blanchet. Catalogue des monnaies et camées de la Bibliothèque nationale, 329.
Bassani (Filiberto). Commodus e Marcia, 220.
Beauchet. Le droit privé de la République athénienne, 335.
Bérard (Victor). Les Phéniciens et l'Odyssée, 323.
 — De arbitrio inter liberas Graecorum civitates, 334.
 — Origine des cultes arcadiens, 341.
Berthelot (Marcellin). Archéologie et histoire des sciences, 208.
Bouché-Leclercq. L'astrologie grecque, 338.
Bréhier (Louis). De Graecorum iudiciorum origine, 331.
Breuer (Heinrich). Die Unterscheidung der Klagen nach Attischem Recht, 133.
Cagnat. Inscriptiones graecae ad res romanas pertinentes, 337.
Capart (A.). Les débuts de l'art en Egypte, 127.
Chabot. Index des inscriptions grecques de la Syrie, 337.
Collignon (Max). La sculpture grecque, 329.
 — et Couve. Catalogue des vases peints du Musée national d'Athènes, 329.
Cumont (F.). Les mystères de Mithra, 128, 343.
Dard (Antoine). Chez les ennemis d'Israël : Amorrhéens, Philistins, 362.
Darcelle (Rodolphe). La science du droit en Grèce, 337.
 — *Haussoullier (B.)* et *Reinach (Théodore)*. Recueil des inscriptions juridiques grecques, 337.
Drumann (W.). Geschichte Roms, nouv. édit. p. P. Gräbe, 380.
Dufour (Médéric). La constitution d'Athènes et l'œuvre d'Aristote, 338.
Emmanuel. Essai sur l'orchestrique grecque, 330.

- Foucart (Georges)*. De libertorum conditione apud Athenienses, 335.
Foucart (Paul). Recherches sur l'origine et la nature des mystères d'Eleusis, 340.
 — Les grands mystères d'Eleusis, 341.
Fougeres (G.). De Lyciorum Comuni, 336.
 — Athènes et les environs, 316.
 — La mythologie classique, 338.
Francotte. L'industrie dans la Grèce ancienne, 333.
 — La législation athénienne sur les distinctions honorifiques, 334.
Girard (Paul). Comment a dû se former l'Iliade, 326.
Glots (Gustave). La solidarité de la famille dans le droit criminel en Grèce, 330.
 — Études sociales et juridiques sur l'antiquité grecque, 331.
Goblet d'Alviella (comte E.). Une initiation aux mystères d'Eleusis, 127.
Guiraud (Paul). De la propriété foncière en Grèce jusqu'à l'époque romaine, 331.
 — La main-d'œuvre industrielle dans l'ancienne Grèce, 332.
Haussoullier (B.). Études sur l'histoire de Milet et du Didymeion, 320.
 — et *Pontremoli*. Didymes, 320.
Helbig. La question mycénienne, 322.
 — Les *ἐκπαιδῆς* athéniens, 335.
Hubert et Mauss. Essai sur la nature et la fonction du sacrifice, 339.
Joubin. La sculpture grecque entre les guerres médiques et l'époque de Périclès, 329.
Lechat. Le temple grec, 327.
Lefèvre (André). La Grèce antique, 337.
Legrand. Quo animo Graeci, praesertim v^e et iv^e saeculis, tum in vita privata, tum in publicis rebus, divinationem adhibuerint, 338.
Levy (Isidore). La vie municipale en Asie Mineure sous les Antonins, 336.
Maspero. Comment Alexandre devint dieu en Egypte, 343.
Michel. Recueil d'inscriptions grecques, 337.

1. Nous indiquons ici, outre les ouvrages qui ont été l'objet d'un compte-rendu spécial, ceux qui sont appréciés dans les *Bulletins* et dans la *Chronique*.

Musée belge. Mémoires relatifs à l'histoire de l'antiquité, 128.

Navarre (Dionysos), 336.

— *Utrum mulieres athenienses scaenicis ludos spectaverint necne*, 336.

Perrot (Georges) et *Chippiez*. Histoire de l'art dans l'antiquité, t. VII, 327.

Pottier (E.). Catalogue des vases antiques du Louvre, 329.

— Pourquoi Thésée fut l'ami d'Hercule, 340.

Hadet (G.). En Phrygie, 319.

— De colonis a Macedonibus in Asiam cis Taurum deductis, 336.

Reinach (Salomon). La Crète avant l'histoire, 321.

— Le mirage oriental, 322.

— Répertoire de la statuaire, 329.

— Cultes, mythes et religions, 338.

Ridder (de). L'idée de la mort en Grèce à l'époque classique, 339.

Thédenat (H.). Pompéi, 221.

ALLEMAGNE.

Barge (Hermann). Andreas Bodenstein von Karlstadt, 370.

Benrath (Karl). Luther im Kloster, 1505-1525, 367.

Bischoff (H.). Heinrich Hansjakob. Richard Bredenbrücker, 130.

Clemen (Otto). Beiträge zur Reformationsgeschichte aus Büchern und Handschriften der Zwickauer Ratsschulbibliothek, 369.

Denifle (Henri). Luther und Lutherum, 366.

Delmer (Heinrich). Bilder aus den religiösen und sozialen Unruhen in Münster während des 16. Jahrh., 377.

Études sur Schiller, 438.

Fehling (Ferdinand). Kaiser Friedrich II und die romanischen Kardinäle, 1227-1239, 380.

Fellner (Robert). Die fränkische Ritterschaft von 1495-1524, 374.

Festschrift zum Gedächtnisse Philipps des Grossmüthigen, Landgrafen von Hessen, 372.

Hausrath (Adolf). Luthers Leben, 367.

Kalkoff (Paul). Forschungen zu Luthers römischem Process, 368.

Korte (August). Die Konzilspolitik Karls V., 1538-1545, 374.

Kroher (Ernest). Luthers Tischreden in der Mathesischen Sammlung, 368.

Küch (F.). Politisches Archiv des Landgrafen Philipp des Grossmüthigen von Hessen, 371.

Mentz (George). Johann Friedrich der Grossmüthige, Teil I : 1503-1532, 373.

Monumenta Germaniae historica, 219.

Müller (Ernest). Das Itinerar Kaiser Heinrichs III., 1039-1056, 380.

Ney (Julius). Die Reformation in Trier

1559 und ihre Unterdrückung, 371.

Paulus (N.). Die deutschen Dominikaner im Kampfe gegen Luther, 370.

Philipp der Grossmüthige. Beiträge zur Geschichte seines Lebens und seiner Zeit, 372.

Rachfaht (Felix). Deutschland, König Friedrich-Wilhelm IV und die Berliner März-Revolution, 151.

Regensburg. 1870-1871, 220.

Rockwell (William-Walter). Die Doppelhebe des Landgrafen Philipp von Hessen, 372.

Rosenberg (Walter). Der Kaiser und die Protestanten, 1537-1539, 374.

Schmidt (Charles). Le grand-duc de Berg de 1806 à 1813, 110.

Schorndorn. Zur Politik des Markgrafen Georg von Brandenburg, 1528-1532, 374.

Schreiber (Heinrich). Die Reformation Lübecks, 371.

Schweizer (Paul). Götz von Berlichingen, 375.

Schwemer (Richard). Die Reaktion und die neue Aera, 219.

Sippel. Die Stadt Würzburg im Bauernkriege, 376.

Steinmüller (Paul). Einführung der Reformation in die Kurmark Brandenburg durch Joachim II., 371.

Stolze (Wilhelm). Die zwölf Artikel von 1525 und ihr Verfasser, 375.

— Neues von Christopher Schappeler, 376.

Vigener (Fritz). Bezeichnungen zum Volk und Land der Deutschen, vom 10 bis zum 13. Jahrh., 134.

Weber (Paul). Die Schlacht bei Jena, 1806. Katalog der hundertjahr-Ausstellung im städtischen Museum zu Jena, 219.

Wirth (Joseph). Mgr Colmar, évêque de Mayence, 1760-1818, 108.

AUTRICHE-HONGRIE.

Barre (André). La Bosnie-Herzégovine; administration autrichienne de 1878 à 1903, 360.

Friedjung (H.). Benedeks nachgelassene Papiere, 152.

Hirn (Ferdinand). Geschichte der Tiroler Landtage von 1518 bis 1525, 377.

Menge (Auguste). Die Schlacht von Aspern am 21 u. 22 mai 1809, 149.

ÉGLISE.

LA PAPAUTÉ. LES SAINTS.

Allard (Paul). Dix leçons sur le martyre, 208.

Besson (abbé M.). Recherches sur les origines des évêchés de Genève, Lausanne, Sion et leurs premiers titulaires, 446.

- Houtin* (abbé). La question biblique au xx^e siècle, 365.
Kehr. Regesta pontificum romanorum. Italia pontificia, 442.
Kurth (G.). Saint Boniface, 116.
Terlinden (C.). Le pape Clément IX et la guerre de Candie, 129.

ESPAGNE.

- Morel-Fatio* (Alfred). Grands d'Espagne et petits princes allemands au $xviii^e$ siècle, 209.

ÉTATS-UNIS.

- Barral-Montferrat* (marquis de). De Monroe à Roosevelt, 1823-1905, 363.

FRANCE.

- Andrieux* (Louis). La Commune à Lyon en 1870 et 1871, 354.
Augéard (Eug.). Étude sur la traite des noirs avant 1790, au point de vue du commerce nautais, 144.
Azan (Lieutenant Paul). Récits d'Afrique. Sidi-Brahim, 350.
Bergasse du Petit-Thouars (amiral). Notes et correspondance, 1832-1890, 351.
Billot (A.). La France et l'Italie. Histoire des années troubles, 1881-1899, 357.
Boissy d'Anglas (de). Boissy d'Anglas et les régicides, 214.
Boutard (abbé Charles). Lamennais, sa vie et ses doctrines, 348.
Buldingaire. Le club des Jacobins de Metz, 211.
Cauchie (A.). Le gallicanisme en Sorbonne, 129.
Chambrier (James de). De Sébastopol à Solferino, 352.
Chauvin (V.). La légende égyptienne de Bonaparte, 131.
Chérot (le R. P. Henri). Iconographie de Bourdaloue, 209.
Chevillet (J.). La vie militaire, 1800-1810; publ. p. G. Chevillet, 109.
Chuquet (Arthur). Un prince jacobin : Charles de Hesse ou le général Marat, 103.
 Congrès international pour l'extension et la culture de la langue française, 441.
Cugnac (capitaine de). Campagne de l'armée de réserve en 1800, 2^e partie : Marengo, 146.
Daudet (Ernest). La Terreur blanche, 2^e éd., 345.
Delarue (P.). Le clergé et le culte catholique en Bretagne pendant la Révolution, 211.
Deniau (abbé Félix). Histoire de la guerre de la Vendée, 102.
Gachot (Édouard). La campagne de 1799. Jourdan en Allemagne et Brune en Hollande, 106.
Gaffarel (Paul). Le blocus de Marseille et des environs, 1807-1814, 210.
Garson (J.). L'évolution démocratique de Victor Hugo, 130.
Gilbert (E.). France et Belgique, 130.
Glachant (Victor). Benjamin Constant sous l'œil du guet, 346.
Gossart (E.). Antoine de La Sale, 124.
Grandmaison (Geoffroy de). Correspondance du comte de La Forest, ambassadeur de France en Espagne, 1808-1813, 112.
Grané (Paul). De l'ancien régime à thermidor. Une commune du Quercy pendant la Révolution, 211.
Grojean (O.). Antoine de La Sale, 124.
Guillaumin. Les derniers républicains, 105.
Hauser (Henri). Manuel des sources de l'histoire de France, xvi^e siècle, 209.
Hautpoul (général marquis Alphonse d'). Mémoires, 348.
Hoorebeke (G. van). Biographie du fameux Olivier Le Dain, reprise en sous-œuvre, 116.
Jacquesson (Paul). Du nom de famille, 356.
Jaucourt (comte de), ministre intérimaire des Affaires étrangères. Correspondance avec le prince de Talleyrand pendant le Congrès de Vienne, 114.
Lanne (Ad.). Louis XVII et le secret de la Révolution, 213.
 — La fortune des d'Orléans, 347.
Lanzac de Laborie (L. de). Paris sous Napoléon. Administration, grands travaux, 108.
Lasserre (Adrien). La participation collective des femmes à la Révolution française, 100.
Léonard. Souvenirs, 210.
Meaux (vicomte de). Souvenirs politiques, 1871-1877, 355.
Meynier (Albert). Un représentant de la bourgeoisie angevine à l'Assemblée nationale constituante et à la Convention nationale : L.-M. de La Révellière-Lépeaux, 101.
Michaud (Louis). Le gouvernement parlementaire sous la Restauration, 345.
Nève (J.). Antoine de La Sale, 124.
Pariset (E.). Histoire de la fabrique lyonnaise, 383.
Pélet (abbé A.). La commanderie de Payns et ses dépendances, 135.
Pety de Thozée (C. et R.). Théories de la colonisation au xix^e siècle, 130.
Peyron (Élie). Le cas de Bazaine, 352.
Piépape (général de). Le coup de

- grâce. Épisode de la guerre franco-allemande dans l'Est, 353.
- Poirier (Jules)**. Lecourbe, 106.
- Feuillet de l'histoire, 354.
- Pol (Stéphane)**. De Robespierre à Fouché. Notes de police, 213.
- Régne (Jean)**. La frontière de la vicomté de Narbonne du côté du Roussillon à la fin du XIII^e s., 438.
- Rouard de Card (E.)**. La politique de la France à l'égard de la Tripolitaine pendant le dernier siècle, 358.
- Rouquerol (Gabriel)**. L'artillerie dans la bataille du 18 août, 1870, 438.
- Roustan (M.) et Latreille (C.)**. Lyon contre Paris après 1830, 347.
- Rouvier (Gaston)**. L'enseignement public en France au début du XX^e s., 355.
- Sagnac (Ph.)**. Voy. *Saint-Léger (A. de)*.
- Saint-Léger (A. de) et Sagnac (Ph.)**. Les Cahiers de la Flandre maritime en 1789, 100.
- Salvemini (G.)**. La Rivoluzione francese, 214.
- Sanders (E. K.)**. Fenelon, his friends and his enemies, 388.
- Schmidt (Charles)**. La réforme de l'Université impériale en 1811, 215.
- Seestre (abbé)**. L'histoire, le texte et la destinée du Concordat en 1801, 107.
- Staël (baronne de)**. Des circonstances actuelles qui peuvent terminer la Révolution, et des principes qui doivent fonder la République en France; publ. p. *J. Viénot*, 104.
- Stenger (Gilbert)**. La Société française pendant le Consulat, 4^e série, 107.
- Tardieu (André)**. Questions diplomatiques de l'année 1904, 357.
- Troisième centenaire de la mort de Théodore de Bèze, 446.
- Uzureau (abbé)**. Histoire du champ des martyrs, 212.
- *Andegaviana*, 212.
- Viénot (John)**. Voy. *Staël (M^{me} de)*.
- Vuibert (Paul-Théodore)**. La philosophie de la colonisation, 356.

GRANDE-BRETAGNE.

- A. Z.** L'émancipation de l'Égypte, 362.
- Bardoux (Jacques)**. Essai d'une psychologie de l'Angleterre contemporaine, 358.
- Dechesne (Laurent)**. L'évolution économique et sociale de l'industrie de la laine en Angleterre, 363.
- Fortescue (J. W.)**. History of the british army, t. IV, 444.
- Kamel-Pacha (Moustafa)**. Égyptiens et Anglais, 363.

- Lucas (G. P.)**. The Canadian war of 1812, 445.
- Mantoux (Paul)**. La révolution industrielle au XVIII^e siècle, 395.
- Webb (M. et M^{me} Sidney)**. English local government: the parish and the county, 445.

ITALIE.

- Doren (Alfred)**. Studien aus der Florentiner Wirtschaftsgeschichte, 139.
- Deutsche Handwerker und Handwerkerbruderschaften im mittelalterlichen Italien, 139.
- Dragon (A.)**. L'unité italienne à travers les âges, 360.
- Driaault (J.-E.)**. Napoléon en Italie, 1800-1812, 111.
- Madelin (Louis)**. La Rome de Napoléon. La domination française à Rome de 1809 à 1814, 112.
- Marengo (Emilio)**. Genova e Tunisi, 1388-1515, 138.
- Pepe (général)**. Mémoires; publ. p. *Léo Mouton*, 448.
- Podestà (Francesco)**. Il colle di S. Andrea in Genova e le regioni circostanti, 138.
- Salvemini (G.)**. Studi storici, 136.
- Schulle (A.)**. Quellen und Forschungen aus italienischen Archiven und Bibliotheken, 367.

MEXIQUE.

- Garcia (Genaro)**. La inquisicion en México, 449.
- Sierra (Just.)**. Le Mexique, son évolution sociale; trad. franç. p. *L. Lamole de Tamayo*, 449.

PAYS-BAS

(BELGIQUE ET HOLLANDE).

- Annuaire de l'Académie royale des sciences, des lettres et des beaux-arts de Belgique, 119.
- Annuaire de la noblesse belge, 120.
- Bastelaer (D.-A. van)**. Histoire métallique de Charleroi, 123.
- Bayot (A.)**. Le roman de Gillion de Trazegnies, 123.
- Béthune (L.)**. Les fonts baptismaux de Saint-Barthélemy à Liège, 122.
- Biographie nationale de Belgique, 115.
- Borman (C. de)**. Les origines belges de notre dynastie, 121.
- Brants (V.)**. Jean Richardot, évêque de Cambrai, 116.
- Ceyssens (J.)**. L'ancien pays de Dalmhem, 127.
- Chestret de Hanefte (baron de)**. Guillaume de La Marck n'est pas le sanglier d'Ardenne, 116.

- Chestret de Hanefte* (baron de). Antisnes. Une seigneurie ecclésiastique sous l'ancien régime, 127.
- Claeys* (P.). Mémorial de la ville de Gand, 1792-1830, 125.
- Closon* (J.). Alexandre 1^{er} de Juliers, évêque de Liège, 116.
- Coopman et Scharpé*. Geschiedenis der vlaamsche letterkunde, 124.
- Cumont* (G.). Etude sur le cours des monnaies en Brabant pendant le règne de la duchesse Jeanne, 122.
- Demarteau* (J.-E.). L'Ardenne belge-romaine, 122.
- Descamps* (baron). Le duc de Brabant au Sénat de Belgique, 117.
- Descherrel* (chanoine A.-C.). Les gloires de la Flandre maritime et de la Flandre gallicante au xvi^e s., 119.
- Desmons* (F.). Études historiques, économiques et religieuses sur Tournai pendant le règne de Louis XIV, 126.
- La peste de 1668 à Tournai, 126.
- Destanberg* (D.). Gand depuis 1831, 125.
- Dewert* (J.). Histoire de la ville d'Ath, 126.
- Dubois* (E.) et *Julin* (A.). Les moteurs électriques dans les industries à domicile, 129.
- Dupréel* (E.). Histoire critique de Godefroid le Barbu, duc de Lotharingie, 116.
- Duyse* (F. van). Het oude nederlandsche lied, 125.
- Duyse* (Prudens van). Les chambres de rhétorique dans les Pays-Bas, 125.
- Epen* (van). Jaarboek van den nederlandschen Adel, 121.
- Fayen* (Arnold). Le Liber traditionum Sancti Petri Blandiniensis, 218.
- Fierens-Gevaert*. Nouveaux essais sur l'art contemporain, 122.
- Fredericq* (Paul). Thorbecke avant 1830, 118.
- Garson et Olschewski*. Léopold II, roi des Belges, 117.
- Govert* (Th.). Histoire et souvenirs. Les rues de Liège, 126.
- Helbig* (J.). La peinture au pays de Liège et sur les bords de la Meuse, 121.
- Hocquet* (A.). Tournai et le Tournaisis au xvi^e siècle, 441.
- Hymans* (H.). Gand et Tournai, 121.
- Hymans* (Paul). Frère-Orban, t. I, 117.
- Janssens* (J.-E.). Turnhout dans le passé et dans le présent, 125.
- Krämer* (F.-J.-L.). Archives ou correspondance inédite de la maison d'Orange-Nassau, t. I, 445.
- Kurth* (G.). Renier de Huy, auteur véritable des fonts baptismaux de Saint-Barthélemy à Liège, 122.
- Leven en werken der Zuidnederlandsche schrijvers, 119.
- Liégeois* (C.). Gilles de Chin, 123.
- Marmol* (baron F. del). Quel est le véritable auteur de la célèbre cuve baptismale de Saint-Barthélemy de Liège? 122.
- Masoin* (F.). Histoire de la littérature française en Belgique, de 1815 à 1830, 124.
- Merghelynck* (A.). Une page d'histoire de la féodalité au pays de Furnes, 125.
- Monchamp* (Mgr). Le chanoine Daris, 119.
- Olschewski*. Voy. Garson.
- Pauw* (N. de). Liéven Bauwens. Son expédition en Angleterre et son procès à Londres, 1798-1799, 117.
- Pietkin* (N.). La germanisation de la Wallonie prussienne, 129.
- Poncelet* (Ed.). Sceaux et armoiries des villes, communes et juridictions du Hainaut ancien et moderne, 121.
- Raadt* (J.-Th. de). Sceaux armoriés des Pays-Bas, 121.
- Les sobriquets des communes belges. Blason populaire, 127.
- Renesse* (comte de). Dictionnaire des figures héraldiques, 121.
- Revue bibliographique belge, 120.
- Robiano* (A. de). Le baron de Lambertmont, 118.
- Roland* (chanoine). Toponymie namuroise, 122.
- Scharpé*. Voy. Coopman.
- Schoolmesters* (Mgr E.). Rodolphe de Habsbourg et la principauté de Liège, 126.
- Simonis* (J.). L'art du médailleur en Belgique, 123.
- Trannoy* (baron de). Jules Malon, 1810-1870, 118.
- Une vie bien remplie : le duc d'Ursel, 118.
- Vander Haeghen* (Ferd.). Bibliotheca belgica, 217.
- Vandertinden* (H.). Geschiedenis van de oudste tijden tot aan de Kruistochten, 127.
- Villermont* (de). Le duc et la duchesse de Bournonville à la cour de Bruxelles, 117.
- Waltzing* (J.-P.). Arlon à l'époque romaine, 123.
- Wulf* (de). Etude sur la vie, les œuvres et l'influence de Godefroid de Fontaines, 124.

PAYS SCANDINAVES.

Claparède (René). Un nouvel état

européen : la Norvège indépendante, 359.
Jessen (Franz de). Manuel historique de la question du Slesvig, 443.

ROUMANIE.

Éliade (Pompliu). Histoire de l'esprit public en Roumanie au XIX^e s., 361.

RUSSIE.

Alfassa (Georges). La crise agraire en Russie, 360.
Nesselrode (comte de). Lettres et papiers, t. IV, 344.

SUISSE.

Barbey (Frédéric). La route du Simplicon, 224.
Barth (Hans). Repertorium über die in Zeit- und Sammelchriften der Jahre 1891-1900 enthaltenen Aufsätze und Mitteilungen Schweizer-geschichtlichen Inhaltes, 447.
Brun (Charles). Schweizerisches Künstler-Lexicon, 223.
Cérenville (Bernard de). Le système continental et la Suisse, 1803-1813, 447.
Dufour-Vernes (L.) et van Berchem (V.). Registres du Conseil de Genève, t. II, 447.
Egli (Émile). Zwingliana, 377.
 — et *Finsler (G.)*. Huldreichs Zwinglis sämtliche Werke, 448.
Hauser (Gaspar). Die Chronik des Laurencius Bosshart von Winterthur, 1185-1532, 448.
Plagel (Arthur). Procès-verbaux des audiences générales, 1816-1830 (archives de Neuchâtel), 223.
Quervain (Théod. de). Kirchliche und soziale Zustände in Bern, 1528-1536, 222.
Wackernagel (R.). Repertorium des Staatsarchivs zu Basel, 447.
Wartmann (H.). Jakob Hochreutiner's Gesandtschaftsbericht, 1663-1664, 224.

HISTOIRE DES IDÉES
JURIDIQUES ET RELIGIEUSES.

Chauvin (V.). Le jet des pierres au pèlerinage de La Mecque, 128.
Lang (André). Mythes, cultes et religions; trad. p. L. Marillier, 340.
Maine (Henry Sumner). Ancient law; nouv. éd. p. Sir Fred. Pollock, 222.
Marillier (L.). Voy. Lang (André).

Overbergh (C. van). Le matérialisme historique de Karl Marx, 129.
Pollock (Sir Fred.). Voy. Maine.

HISTOIRE GÉNÉRALE.

Acton (Lord). Lectures on modern history, 445.
Bonnal (général). Sadowa, 153.
Chéradame (André). Le monde et la guerre russo-japonaise, 364.
Kurth (G.). Origines de la civilisation moderne, 5^e éd., 128.
Lectère (L.). Histoire du moyen âge, 128.
Millard (commandant E.). Une loi historique, 131.
Pergameni (H.). Sommaire du cours d'histoire politique moderne donné à l'Université de Bruxelles, 128.
Pinon (René). La lutte pour le Pacifique. Origines et résultats de la guerre russo-japonaise, 365.
Salomon (H.). Lectures historiques. Histoire moderne, 1715-1815, 344.

HISTOIRE LITTÉRAIRE.

Counson (A.). Malherbe et ses sources, 130.
Pergameni (H.). Histoire générale de la littérature française, 130.
Hellmann. Sedulius Scottus, 441.
Rand (Edward-Kennard). Johannes Scottus, 442.

HISTOIRE DE L'ART.

Choisy. Histoire de l'architecture, 328.
Lemonnier (C.). Constantin Meunier, sculpteur et peintre, 122.
Marcel (Pierre). La peinture française au début du XVIII^e siècle, 390.
Rooses (Max). Rubens, sa vie et ses œuvres, 121.

GÉOGRAPHIE ET VOYAGES.

Gerlache (de). Quinze mois dans l'Antarctique, 131.
Halkin (J.). En Extrême-Orient. Récits et notes de voyage, 1900-1901, 131.
Lahure (baron). Sur la route du Congo. Lettres d'Afrique, 131.
Leclercq (Jules). Une croisière au Spitzberg sur un yacht polaire, 131.
Lecomte (G.). Au pays des manchots. Récit de voyage de la « Belgica », 131.
Lenfant (commandant). Le Niger, 215.
Lucas (C. P.). A historical geography of the british colonies, 445.
Sievers-Hahn. Afrika, 157.

TABLE DES MATIÈRES.

ARTICLES DE FOND.

Pages

Joseph CALMETTE. La politique espagnole dans la guerre de Ferrare, 1482-1484	225
Ch.-V. LANGLOIS. Doléances recueillies par les enquêteurs de saint Louis et les derniers Capétiens directs.	1
F. THÉNARD et R. GUYOT. Le conventionnel Goujon; <i>suite</i>	42, 254

MÉLANGES ET DOCUMENTS.

Émile BOURGEOIS. Comment M. de Broglie écrivait l'histoire	300
Georges WEILL. Les lettres d'Achille Murat.	71

BULLETIN HISTORIQUE.

Allemagne. Publications relatives à l'histoire de la Réforme, par Alfred STERN.	366
Belgique. 1902-1905, par Eugène HUBERT; <i>suite et fin</i>	415
France. Publications relatives à l'histoire de la Grèce, de 1892 à 1902, par Gustave FOUGÈRES; <i>suite et fin</i>	316
— Révolution et Empire, par Rod. REUSS	100
— Époque contemporaine, par André LICHTENBERGER.	344
— Nécrologie : Albert Sorel, par G. MONOD, de l'Institut.	91

COMPTES-RENDUS CRITIQUES.

E. AUGEARD. Étude sur la traite des noirs avant 1789. (L. Vignols .)	444
Général BONNAL. Sadowa. (A. D.)	153
H. BREWER. Die Unterscheidung der Klagen nach attischem Recht. (Ch. Lécivain .)	133
Capitaine DE COGNAC. Campagne de l'armée de réserve en 1800. Marengo. (A. D.)	446
L. DECHESNE. L'évolution économique et sociale de l'industrie de la laine en Angleterre. (G. Blondel .)	383
A. DOREN. Die Florentiner Wolltuchindustrie, xiv-xvi Jahrh. (H. Hauser .)	139
— Deutsche Handwerker und Handwerkerbruderschaften im mittelalterlichen Italien. (Id.)	139

[SUPPLÉMENT AU NUMÉRO DE NOVEMBRE-DÉCEMBRE 1906.]

TABLE DES MATIÈRES.

	457
W. DRUMANN. Geschichte Roms. Nouv. édit. par P. GROEBE. (Ch. Lécrivain.)	Pages 380
F. FEHLING. Kaiser Friedrich II und die römischen Kardinäle, 1227-1239. (G. Blondel.)	380
H. FRIEDJUNG. Benedeks nachgelassene Papiere. (Paul Mat- ter.)	152
P. MANTOUX. La révolution industrielle au XVIII ^e s. (H. Hau- ser.)	395
L. MARCEL. La peinture française au début du XVIII ^e siècle. (L. Hourticq.)	390
E. MARENCO. Genova e Tunisi, 1388-1515. (J. Guiraud.)	138
A. MENGE. Die Schlacht von Aspern, 21-22 mai 1809. (A. D.) . .	149
E. MUELLER. Das Itinerar Kaiser Heinrichs III, 1039-1056. (G. Blondel.)	380
E. PARISSET. Histoire de la fabrique lyonnaise. (Id.)	383
Abbé A. PÉTEL. La commanderie de Payns. (R. Couque- berg.)	135
Fr. PODESTÀ. Il colle di S. Andrea in Genova e le regioni cir- costanti. (J. Guiraud.)	138
F. RACHFAHL. Deutschland, König Friedrich-Wilhelm IV und die Berliner Märzrevolution. (P. Matter.)	151
G. SALVEMINI. Studi storici. (J. Guiraud.)	136
E. K. SANDERS. Fenelon, his friends and his enemies, 1651- 1715. (A. Rebillion.)	388
SIEVERS-HAHN. Afrika. (L. Gallois.)	157
Fr. VIGENER. Bezeichnungen zum Volk und Land der Deut- schen, x-XIII Jahrh. (R. Poupardin.)	134

LISTE ALPHABÉTIQUE DES RECUEILS PÉRIODIQUES

ET DES SOCIÉTÉS SAVANTES.

ALLEMAGNE.

1. K. Akademie der Wissenschaften (Berlin)	424
2. K. Akademie der Wissenschaften (Munich)	423
3. Annalen d. Vereins f. Nassauische Alterthumskunde	191
4. Archiv d. histor. Vereins von Unterfranken	192
5. Archiv. f. Hessische Geschichte	424
6. Beiträge zur Geschichte des Niederrheins.	192
7. Beiträge zur Hessischen Kirchengeschichte	425
8. Bremisches Jahrbuch	192
9. Forschungen zur Brandenb. u. Preuss. Geschichte	189
10. Freiburger Diöcezan Archiv	193
11. Göttingische gelehrte Anzeigen	418
12. Hermes	189

	Pages
13. Historische Zeitschrift	414
14. Historisches Jahrbuch	417
15. Jahrbuch d. Geschichtsvereins f. Braunschweig . . .	425
16. Jahrbuch f. d. Geschichte d. Herzogtums Oldenburg .	190
17. Mainzer Zeitschrift	425
18. Mittheilungen d. Vereins f. Gesch. von Osnabrück. .	425
19. Neue Heidelberger Jahrbücher.	422
20. Neue Jahrbücher für das klassische Altertum . . .	420
21. Neues Archiv f. ältere d. Geschichtskunde	418
22. Neues Archiv f. Sächsische Geschichte	193
23. Neues Lausitzisches Magazin	426
24. Preussische Jahrbücher	422
25. Zeitschrift d. Aachener Geschichtsvereins	426
26. Zeitschrift d. Gesellschaft f. Schleswig-Holstein. Gesch.	194
27. Zeitschrift d. Harz-Vereins f. Geschichte	427
28. Zeitschrift d. histor. Gesellschaft f. d. Provinz Posen .	194
29. Zeitschrift d. histor. Vereins f. Niedersachsen . . .	428
30. Zeitschrift d. histor. Vereins f. Schwaben u. Neuburg.	428
31. Zeitschrift d. Vereins f. Thüringische Geschichte . .	430
32. Zeitschrift d. Vereins zur Geschichte in Mainz . . .	430
33. Zeitschrift d. Westpreussischen Geschichtsvereins . .	190
34. Zeitschrift für d. gesamte Staatswissenschaft	429
35. Zeitschrift für d. Geschichte des Oberrheins	429
36. Zeitschrift für katholische Theologie	419
37. Zeitschrift für Kirchengeschichte	420

ALSACE-LORRAINE.

1. Revue d'Alsace	173
-----------------------------	-----

AUTRICHE-HONGRIE.

1. K. Akademie der Wissenschaften (Vienne)	195, 431
2. Budapesti Szemle	198
3. Bulletin international de l'Académie de Cracovie . . .	199
4. Carinthia	196
5. Jahrbuch f. Landeskunde von Niederösterreich . . .	195
6. Mittheilungen des k. k. Kriegsarchivs	431
7. Steirische Zeitschrift f. Geschichte	432
8. Századok	196

BELGIQUE.

1. Analecta Bollandiana.	176
2. Analectes pour servir à l'histoire ecclésiastique . . .	177
3. Annales de l'Académie royale d'archéologie	177
4. Annales de la Société d'émulation de Bruges. . . .	177
5. Archives (les) belges	178

TABLE DES MATIÈRES.

459

	Pages
6. Bulletin de l'Académie royale d'archéologie	178
7. Bulletin de la classe des lettres de l'Académie royale	178
8. Bulletin de la Commission royale d'histoire	178
9. Bulletin de la Société d'art et d'histoire de Liège	179
10. Bulletin du Cercle archéologique de Malines	179
11. Bulletin du Cercle hist. et archéol. de Courtrai	180
12. Bulletin de la Société d'art et d'histoire de Liège	179
13. Bulletin de la Société d'hist. et d'archéol. de Gand.	180
14. Bulletin de l'Institut archéologique liégeois	178
15. Bulletin des archives d'Anvers	180
16. Leodium	180
17. Musée belge (le)	181
18. Muséon (le)	182
19. Publications de la Soc. hist. et archéol. du Limbourg	182
20. Revue belge de numismatique	182
21. Revue bénédictine de l'abbaye de Maredsous	182
22. Revue bibliographique belge	183
23. Revue de Belgique	184
24. Revue de bibliographie et de bibliothéconomie	185
25. Revue de l'Instruction publique	185
26. Revue de l'Université de Bruxelles	186
27. Revue d'histoire ecclésiastique de Louvain	186
28. Revue historique de l'ancien duché de Brabant	188
29. Revue générale	188

ESPAGNE.

1. Boletín de la r. Academia de la historia	200
---	-----

FRANCE.

1. Annales de Bretagne	171
2. Annales de l'Est et du Nord	413
3. Annales du Midi	171
4. Bibliothèque de l'École des chartes	402
5. Bulletin critique	161, 403
6. Bulletin de Correspondance hellénique	407
7. Bulletin de littérature ecclésiastique	166
8. Bulletin hispanique	406
9. Bulletin historique et scientifique de l'Auvergne	172
10. Bulletin italien	406
11. Correspondance (la) historique et archéologique	403
12. Correspondant (le)	408
13. Études par des PP. de la Compagnie de Jésus	169, 410
14. Journal des Savants	403
15. Mélanges d'archéologie et d'histoire	166
16. Mémoires de la Société éduenne	173
17. Nouvelle Revue historique de droit	167, 407

	Pages
18. Polybiblion	162
19. Révolution française (la)	161
20. Révolution de 1848 (la)	402
21. Revue archéologique	407
22. Revue celtique	168
23. Revue critique d'histoire et de littérature	162, 404
24. Revue de Gascogne	174
25. Revue de l'Agenais	173
26. Revue de l'histoire des religions	165, 408
27. Revue de Paris (la)	169, 412
28. Revue de Saintonge et d'Aunis	175
29. Revue des Deux-Mondes	411
30. Revue des Études anciennes	165
31. Revue des Études historiques	160
32. Revue des Études rabelaisiennes	168
33. Revue des Pyrénées	175, 414
34. Revue des Questions historiques	400
35. Revue d'histoire moderne et contemporaine	160, 402
36. Revue d'histoire, rédigée à l'État-major	168
37. Revue générale du droit	168
38. Revue historique et archéologique du Maine	176
39. Société archéologique de Tarn-et-Garonne	413
40. Société des Antiquaires de l'Ouest	172
41. Société nationale des Antiquaires de France	170
42. Travaux de l'Académie nationale de Reims	176

GRANDE-BRETAGNE.

1. Athenaeum	205
2. English historical Review	206

ITALIE.

1. Rivista storica italiana	200
---------------------------------------	-----

Chronique et Bibliographie	208, 433
Index bibliographique	450
Erratum	449

L'un des propriétaires-gérants, G. MONOD.

Nogent-le-Rôtrou, imprimerie DAUPELEY-GOUVERNEUR.

